

## **La classe ouvrière à l'ère des entreprises transnationales**



# **La classe ouvrière à l'ère des entreprises transnationales**

**Peter Mertens**

**EM**



Couverture: EPO  
Photo de la couverture: Han Soete, Indymedia  
Mise en page: EPO, Jan Depover  
Impression: EPO  
[www.drukkerij-epo.be](http://www.drukkerij-epo.be)

Adresse de la rédaction  
Institut d'Études marxistes,  
rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles, Belgique  
Tél. : + 32 (0)2 50 40 144 Fax : + 32 (0)2 513 98 31  
E-mail : [inem@marx.be](mailto:inem@marx.be)  
Site web : <http://www.marx.be>

Rédacteur en chef : Herwig Lerouge  
Copyright *Études marxistes* et auteurs  
La reprise, la publication ou la traduction des articles d'Études marxistes sont autorisées après l'accord des auteurs.

La revue *Études marxistes* est une édition de l'Institut d'Études marxistes (INEM)

Mots clés : Classe ouvrière, désindustrialisation, mondialisation,  
lutte des classes, syndicats, révolution sociale

Éditeur responsable  
INEM – Maria McGavigan, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles. Belgique

## Table des matières

<b>Introduction</b> .....	7
<b>Chapitre 1. La classe ouvrière, le secteur tertiaire et la (dés)industrialisation</b> .....	11
1. La contradiction entre travail et capital.....	12
2. La classe ouvrière aujourd’hui. La disparition des fossoyeurs ? .....	16
3. Qui produit les richesses ? À propos de la plus-value .....	20
4. Ouvriers d’industrie, secteur tertiaire et technologie.....	25
5. Désindustrialisation et industrialisation .....	29
6. La classe qui porte l’avenir en elle.....	36
<b>Chapitre 2. Lutte de classe, syndicats et parti révolutionnaire</b> .....	39
1. Classe dirigeante ou classe perdante ? Qui fait l’histoire ? .....	39
2. Exode ? Désertion ? Abandon des entreprises ? .....	45
3. <i>Ne vous lamentez pas, organisez-vous !</i> Les syndicats .....	49
4. Maquiladoras et lutte de classe .....	55
5. Avant-garde ou cheerleader du mouvement ouvrier ? .....	61
6. Le mouvement des mouvements. Bernstein : du réchauffé .....	72
<b>Chapitre 3. L’ère des entreprises transnationales</b>	
1. Le boxeur et ses poings. À propos des entreprises transnationales et des Etats-nations.....	77
2. Les dépenses publiques, l’industrie militaire et la conquête de l’espace .....	84
3. L’Union européenne comme contre-pouvoir ? L’arnaque politique de l’« Europe sociale » .....	88
4. Néo-colonialisme et libération nationale .....	91
5. La nuée d’orage et la foudre. À propos de la guerre .....	94
6. À propos du « choc des civilisations », des bannières vertes et des drapeaux rouges .....	99

<b>Chapitre 4. Existe-t-il une « troisième voie » entre révolution et réformisme ?</b> .....	105
1. Elections, rapports de forces et politique d'arrière-boutique.....	105
2. La loi de la rue. Revendications ouvrières, réformes et révolution .....	113
3. Le parti de la Gauche européenne .....	120
4. Sur quelle voie Fausto Bertinotti lance-t-il la Rifondazione Comunista italienne ? .....	126
5. Révolution et révision à la fin de la Seconde Guerre mondiale.....	131

## Avant-propos

En 2000, à la veille du tournant du siècle, paraissait *Empire*, un ouvrage de Michael Hardt et Antonio Negri. D'emblée, une foule de journaux saluaient le duo comme étant les nouveaux Karl Marx et Friedrich Engels. « À une époque où tout ce qui penchait à gauche était voué auxémonies, un livre paraissait, 'Empire', œuvre de deux écrivains se disant communistes. Le penseur italien Negri et le spécialiste américain de la littérature, Hardt, mettent l'accent sur la confiance dans l'avenir. Dans leur vision optimiste, ils veulent ramener à la vie les éléments positifs du communisme », écrivait un journal hollandais<sup>1</sup>.

Negri et Hardt écrivent que l'ère de l'Empire a succédé à celle de l'impérialisme. Dans cette ère du secteur des services, la production immatérielle a remplacé la production matérielle. De la sorte, la classe ouvrière a disparu du champ de vision, ses syndicats ont perdu toute utilité et les partis révolutionnaires sont dépassés. Des organisations en forme de réseaux ont remplacé les organisations centralisées et disciplinées. Un réseau de pouvoir aux ramifications mondiales a remplacé les États-nations. Dans ce monde nouveau, les gens n'ont plus de rapports mutuels en tant que classes sociales, mais bien en tant que singularités. Ensemble, ils constituent la multitude. C'est notre duo qui le dit.

Au même moment, Fausto Bertinotti, président du parti de la Gauche européenne, proposait sa propre modernisation du marxisme. Le rôle historique de la classe ouvrière doit être revu. Aujourd'hui, le concept de parti révolutionnaire appartient définitivement au passé. Le monde n'est plus divisé en blocs de pouvoir opposés. Et, ainsi, le danger de nouvelles guerres entre pays impérialistes a également disparu. Aussi est-il temps de reconsidérer la définition que Lénine donnait de l'impérialisme. Si nous voulons un avenir, ce ne sera possible qu'en rupture avec le « socialisme réellement existant ». Voilà pour l'avis de Bertinotti.

De cette façon, se développent sur le vieux continent deux courants de « révision » du marxisme. Un courant se situant dans les classes moyen-

nes de la population et qui trouve une oreille attentive parmi une partie du mouvement alterglobaliste. Et un courant au sein des anciennes tendances communistes, qui exerce son influence parmi une partie du mouvement ouvrier. On a pu percevoir à Bruxelles un faible écho de ces débats. Nadine Rosa-Rosso, l'ancienne secrétaire générale du Parti du Travail de Belgique (PTB), remettait en question la possibilité d'encore organiser les ouvriers sur les lieux de travail des grandes entreprises. Le lieu de travail est devenu un enfer où il devient même impossible de penser. En outre, des régions entières en Europe sont touchées par la désindustrialisation. Ces facteurs mènent à un affaiblissement de la classe ouvrière. Les travailleurs doivent reprendre haleine et chercher de l'oxygène en dehors de l'usine, auprès d'autres couches sociales. Ensuite, les rapports de forces doivent également être modifiés dans l'hémicycle parlementaire. Ici, c'est Nadine Rosa-Rosso qui parle.

Sans doute Antonio Negri, Fausto Bertinotti et Nadine Rosa-Rosso ont-ils peu de choses en commun. Pourtant, tous trois se sont donné pour mission de rénover le marxisme. Et les thèmes qu'ils veulent revoir vont en parallèle. Ils n'abordent pas tout à fait les mêmes sujets, mais ils posent en permanence des questions sur les quatre thèmes que voici :

1. le rôle de la classe ouvrière,
2. la tâche du parti révolutionnaire,
3. la définition de l'impérialisme,
4. le rôle des élections et du travail parlementaire.

Ces quatre sujets constituent également les chapitres de cet ouvrage. Dans le chapitre d'ouverture, nous décrivons comment, au début du 21<sup>e</sup> siècle, les grandes entreprises transnationales (ETN) dominent leur secteur à l'échelle mondiale. Sur tous les continents, des dizaines de milliers de bras et de cerveaux travaillent pour les mêmes patrons. De la sorte, la contradiction entre travail et capital, loin d'avoir disparu, est au contraire devenue planétaire. La révolution technologique a durci cet antagonisme. Ici, ce ne sont pas les aspirations et besoins humains qui comptent. Via des brevets, des licences, des droits d'auteur, de nouvelles évolutions scientifiques sont introduites dans le carcan de la maximalisation du profit.

Le mode de production du capitalisme est « rebattu sans interruption » et se caractérise par « une éternelle incertitude et inquiétude », a écrit Marx. Le développement technologique fait en sorte que de moins en moins de gens produisent de plus en plus. Les uns se tuent

au travail, les autres en sont réduits obligatoirement au chômage. En outre, firmes de sous-traitance, agences d'intérim et petites entreprises remplissent les très nombreuses tâches qu'on leur délègue. Dans les statistiques, ces emplois disparaissent de l'industrie et font désormais partie du secteur des services. En réalité, ces emplois ne disparaissent pas de la production industrielle. Ils disparaissent surtout de la force collective et de la protection sociale des grands secteurs. En France, ces vingt dernières années, 1,5 million d'emplois ont disparu de la (grande) industrie. Dans un même temps, on a créé 1,9 million de nouveaux emplois dans le secteur des services lié à l'industrie. La classe ouvrière s'est modifiée en raison des changements survenus dans l'industrie. Mais elle n'a pas été repoussée en marge de la société. Dans le cœur même des affaires du monde industriel, la classe ouvrière est plus que jamais le muscle cardiaque qui produit la richesse. Et c'est en ce sens qu'elle porte également son avenir en elle.

Dans le deuxième chapitre, nous montrerons ce qu'a fait la classe ouvrière en un petit siècle pour pouvoir s'organiser, en tout cas dans les secteurs plus importants. La mise sur pied du syndicat est un processus parsemé de chutes et, chaque fois, de reprises. « *Don't mourn, organize!* » : Telle est la devise des militants syndicaux d'outre-Atlantique. Ne vous lamentez pas mais organisez-vous : C'est également faire œuvre de pionnier, aujourd'hui, dans les firmes de sous-traitance, les agences d'intérim et les nouveaux secteurs. Dans un même temps, des expériences comme en Corée nous enseignent que l'organisation et la force de frappe sur les lieux de travail des grandes entreprises sont toujours déterminantes.

À l'origine de tous les mouvements syndicaux et partis ouvriers, on trouve l'engagement d'un nombre relativement restreint de pionniers. Il est nécessaire d'acquérir une compréhension des lois du capitalisme et de la lutte des classes, disait Karl Marx. C'est sur cette base que « la partie la plus décidée, la plus soucieuse d'aller de l'avant » du mouvement ouvrier peut s'organiser en partis ouvriers. Les premiers partis de ce genre, fondés dans la sueur et les larmes, connurent l'échec en se réconciliant avec le système. Au cours de la Première Guerre mondiale, ils furent emmurés pour de bon dans le capitalisme. Les partis communistes, qui leur succédèrent, allaient continuer à faire œuvre de pionnier dans l'organisation et la conscientisation du mouvement ouvrier. Avec la fondation récente du parti de la Gauche européenne, un certain nombre de partis révolutionnaires au départ se sont empêtrés dans les mailles du système capitaliste. Cela ne fait que poser de façon encore

plus aiguë le défi et la nécessité, dans le monde actuel, de (continuer à) mettre sur pied d'authentiques partis ouvriers communistes.

Dans le troisième chapitre, nous insisterons sur le fait que les huit dixièmes des 1 000 principales ETN mondiales ont leur siège aux États-Unis, dans l'Union européenne ou au Japon. Tout comme le boxeur a besoin de ses poings, chacune de ces ETN a besoin d'un pouvoir d'État puissant pour garantir ses intérêts. Le pouvoir étatique des trois grands blocs ne disparaît pas mais, au contraire, il poursuit sa mise en place. Les sommités de l'appareil d'État combinent de hautes fonctions dans le secteur pétrolier, spatial et militaire. En 2000, lorsque, via la fameuse déclaration de Lisbonne, quinze chefs de gouvernement européens décidaient de faire de l'Europe « l'économie la plus compétitive au monde », nous ne nous retrouvions certes pas au seuil d'une Europe sociale. Il s'agissait d'une déclaration de guerre aux autres blocs de pouvoir et cette guerre, c'est aux travailleurs du vieux continent qu'on veut la faire payer. Bref, les barils de poudre des nouveaux conflits mondiaux s'amoncellent.

Dans le chapitre final, nous nous arrêterons à la politique des arrière-boutiques qui entourent les parlements. Chaque jour, dans le quartier européen de Bruxelles, 10 500 lobbyistes professionnels d'entreprises sont sur la brèche pour rendre plus malléables les 732 parlementaires européens. Comités d'experts politico-industriels, sponsoring de campagnes, groupes de pression, petits postes cadeaux au sein des conseils d'administration des grandes entreprises... tout cela, ce sont les mécanismes par lesquels le grand capital entend diriger le jeu. En face de cela, il y a la protection sociale et l'espace démocratique qui ont été entièrement arrachés par la lutte des classes. Sans la révolte de 1886, sans les grèves générales de 1893, 1902 et 1913 (au cours desquelles des travailleurs furent abattus par la gendarmerie), sans la grève générale de 1936, sans la résistance armée contre le fascisme durant la Seconde Guerre mondiale, il ne serait tout bonnement pas question de droit d'organisation, de droit de grève, d'interdiction de faire travailler les enfants, de journée des 8 heures, de congés payés et de sécurité sociale. Les communistes se battent pour ces réformes. Non comme objectif final mais comme moyen de pouvoir poursuivre mieux et avec plus de profondeur la lutte pour le socialisme. Cela signifie aussi que le terrain essentiel du changement social ne se trouve pas dans l'hémicycle parlementaire mais bien dans la lutte sociale sur le lieu de travail et dans les quartiers populaires.

## Chapitre I

### **La classe ouvrière, le secteur tertiaire et la (dés)industrialisation**

*« Un cerveau humain ne peut se concentrer que 45 minutes par heure. C'était également le cas pour Einstein. Il n'y a que chez Opel Belgium qu'il faut être concentré 60 minutes sans arrêt. Savez-vous seulement ce que cela veut dire ? »*

Un jeune ouvrier du secteur automobile à Anvers

*« J'ai commencé à travailler dans le bâtiment à l'âge de 14 ans. A 55 ans, un homme ne peut plus travailler dans ce secteur. J'ai travaillé 38 ans, dont 22 à faire les équipes. Aujourd'hui, je prends des médicaments tous les jours. Mon épouse a 51 ans, elle est institutrice. Nous travaillons tous deux. J'ai deux fils, l'un âgé de 20 ans, l'autre de 25. Tous deux sont sans emploi. Pourquoi devons-nous nous tuer au travail alors que nos fils sont au chômage ? »*

Un ouvrier du bâtiment à Liège

Le travail est dur et pénible, tant sur le plan physique que psychologique, quel que soit le secteur d'activité : pétrochimie, soins de santé, informatique, télécommunications ou banque. « Tous les métiers sont durs, ici. Chez Total, il y a beaucoup de sous-traitants, la tension est grande, les gens sont de plus en plus stressés. Il est temps de songer au bien-être des gens et non au profit », ont déclaré les délégués de Total-FinaElf.

Autre son de cloche dans les médias. Pour eux, l'informatique, la technologie et les sciences de la communication ont radicalement transformé la production ; les pays les plus développés se dirigent à grands pas vers une *économie de services* ou une *société postindustrielle*. Les statistiques officielles confirment d'ailleurs ces affirmations. En Europe, 66 % de la

population active travaille dans le secteur tertiaire. En Belgique, ce pourcentage est de 73 % et il atteint 79 % aux États-Unis<sup>2</sup>.

Mais, au fait, qu'est-ce que « l'économie de services » ? La révolution technologique a-t-elle réellement apporté le repos, a-t-elle réellement diminué la pression et l'exploitation ? L'industrie n'est-elle pas complètement *sur le retour*, avec la désindustrialisation et la délocalisation ? Telles sont les questions auxquelles nous tenterons de répondre dans ce premier chapitre.

## I. La contradiction entre travail et capital

Selon le philosophe italien Antonio Negri, la transformation au niveau de la composition de la classe ouvrière implique qu'il est impossible de continuer comme avant : « Je déteste les gens qui disent : la classe ouvrière est morte mais la lutte continue. Non. Si la classe ouvrière est morte – ce qui est vrai – c'est tout le système qui dépend de ces rapports de forces qui est en crise<sup>3</sup>. »

Est-ce vraiment le cas ? L'heure est-elle venue pour la classe ouvrière de partir ? Et cela met-il en crise tout le système lié au contraste entre travail et capital ? Avant de se prononcer sur ce point, il convient de rappeler les circonstances dans lesquelles est *née* la classe ouvrière.

L'évolution du capitalisme naissant au 16<sup>e</sup> et au 17<sup>e</sup> siècle, l'accumulation primitive, était liée à deux conditions majeures. D'une part, il fallait accumuler suffisamment de richesses pour mettre sur pied les entreprises capitalistes, en d'autres termes le capital. D'autre part, il fallait disposer de suffisamment de main-d'œuvre : des gens sans biens propres, sans moyens de subsistance, contraints de vendre leur force de travail. Ces deux processus avaient déjà débuté avec beaucoup de violence à la fin du 15<sup>e</sup> siècle.

Le premier processus reposait sur la conquête du « nouveau monde » et le trafic d'esclaves. « La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur enfouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste à son aurore », écrivait Marx<sup>4</sup>. C'est ainsi que le capital est venu au monde, « suant le sang et la boue par tous les pores »<sup>5</sup>.

Le second processus reposait sur la spoliation du sol. Des dizaines de milliers de paysans ont été chassés de leurs terres, celles-ci ont été clôturées par les nouveaux propriétaires. Les paysans ruinés, tels des « vagabonds », ont donc été contraints de migrer vers les villes. Ils sont devenus les travailleurs « libres » dont le capitalisme avait besoin. Marx fait remarquer à ce propos : « La spoliation des biens d'église, l'aliénation frauduleuse des domaines de l'État, le pillage des terrains communaux, la transformation usurpatrice et terroriste de la propriété féodale ou même patriarcale en propriété moderne privée, la guerre aux chaumières, voilà les procédés idylliques de l'accumulation primitive. Ils ont conquis la terre à l'agriculture capitaliste, incorporé le sol au capital et livré à l'industrie des villes les bras dociles d'un prolétariat sans feu ni lieu<sup>6</sup>. »

Au seizième siècle, on voit naître la *manufacture*, qui rassemble en un même atelier des dizaines voire des centaines de travailleurs au service d'un même patron. Dans la manufacture, il existait déjà une première forme de répartition du travail. Mais il faudra attendre l'industrialisation, à la fin du 18<sup>e</sup> et au début du 19<sup>e</sup> siècle, pour qu'une forme soit donnée à la classe ouvrière. Au cours des deux cents années précédentes, le monde avait été un monde agraire, parsemé d'îlots de production artisanale urbaine. Le travail à domicile, les travaux agricoles ou le travail dans les manufactures encore peu nombreuses cèdent la place à la discipline du travail de l'usine capitaliste où sont rassemblés des milliers de travailleurs. La classe ouvrière se développe suite à l'afflux constant de paysans ruinés et d'artisans. Dans l'Europe du 19<sup>e</sup> siècle, le nombre d'habitants dans les villes dépasse rapidement les cent mille. Parallèlement à l'évolution du capitalisme, se développe une armée de réserve industrielle composée des sans-travail.

Au début du vingtième siècle, les différents secteurs sont, dans chaque pays, dominés par les grands monopoles<sup>a</sup> capitalistes. Il faut réaliser

a Le monopole est un accord, un groupe ou une association de capitalistes entre les mains desquels sont concentrés la production et l'écoulement d'une importante part des produits d'une ou plusieurs branches de production dans le but de fixer des prix plus élevés et de réaliser de plus gros bénéfices. Le docteur Dirk Van Duppen décrit très bien dans son ouvrage *La guerre des médicaments* la formation de monopoles dans le secteur pharmaceutique. Les grandes multinationales ont mis au point un système de concurrence manipulée qui leur permet de limiter activement la concurrence entre elles et de stimuler intensément la concurrence entre les entreprises plus petites. Les économistes appliquent la règle empirique selon laquelle les marchés internes sont *monopolistes* lorsque les quatre plus grandes entreprises conservent quarante pour cent ou plus du total des recettes. Lorsque plus de la moitié d'un marché mondial est contrôlé par cinq entreprises, ce marché passe pour *très monopoliste*.

des profits faramineux pour se maintenir et accroître la production dans un climat de concurrence effrénée entre grandes entreprises de même espèce. Le nombre de travailleurs ne cesse d'augmenter. Quant aux patrons, ils sont de moins en moins nombreux. C'est ainsi qu'en Allemagne, dans les années 1920, ils sont près de 200 000 sidérurgistes de la *Vereinigte Stahlwerke* à travailler pour un seul et même patron, le baron de l'acier Fritz Thyssen.

Aujourd'hui, soit un siècle plus tard, les monopoles capitalistes ne dominent plus les secteurs à l'échelle nationale mais bien à l'échelle mondiale. Au cours de la dernière décennie, les nombreuses fusions et les rachats en masse d'entreprises d'État ont débouché sur une gigantesque concentration. En d'autres termes, les secteurs de l'économie mondiale sont désormais sous le contrôle de quelques entreprises transnationales (ETN). Jamais auparavant autant de personnes n'ont travaillé à la fabrication d'un même produit, qu'il s'agisse d'une automobile, d'un avion ou encore d'un produit dérivé du pétrole. Les vingt plus grandes ETN emploient chacune de deux cent cinquante mille à un demi-million de personnes (voir tableau 1). Et ce, sans compter les sous-traitants. Une entreprise comme General Motors emploie, sous-traitants compris, 626 000 travailleurs dans la production automobile<sup>7</sup>.

**Tableau 1. Nombre total d'employés sur le territoire national et à l'étranger pour les principales entreprises transnationales non financières**

Entreprise Transnationale (ETN)	Nation	Nombre de pays d'accueil	Secteur	Nombre total d'employés	Nombre total d'employés à l'étranger
Wal-Mart Stores	EU	9	Vente au détail	1 400 000	300 000
Siemens AG	Allemagne	78	Electronique	426 000	215 340
Mc Donald's Co.	EU	13	Horeca	418 000	237 269
Compass Group PLC	GB	26	Horeca	412 547	205 511
Carrefour SA	France	18	Vente au détail	386 762	271 031
DaimlerChrysler Ag	Allemagne/EU	48	Automobile	365 571	72 560
United Parcel Service	EU	34	Logistique	357 000	56 765
Ford Motor Company	EU	96	Automobile	350 321	188 453
General Motors	EU	43	Automobile	350 000	101 000
Royal Ahold NV	Pays-Bas	10	Vente au détail	341 909	236 689
Deutsche Post World Net	Allemagne	97	Logistique	341 572	108 608
Hitachi Ltd	Japon	40	Electronique	339 572	83 487

Volkswagen Group	Allemagne	27	Automobile	324 892	157 887
IBM	EU	58	Electronique	315 889	178 602
General Electric	EU	41	Electronique	315 000	150 000
Sodexo Alliance SA	France	46	Horeca	308 385	262 389
Matsushita Electric Ind.	Japon	38	Electronique	288 324	166 873
Yum Brands Inc	EU	7	Horeca	265 000	88 860
Toyota Motor Corporation	Japon	25	Automobile	264 096	85 057
Unilever	GB/Pays-Bas	64	Divers	258 000	193 000
Deutsche Telekom AG	Allemagne	24	Télécomm.	255 969	78 164
France Telecom	France	42	Télécomm.	243 573	102 016

Source : UN, *World Investment Report* 2004.

D'autre part, jamais auparavant un si petit nombre de personnes n'a contrôlé la production : ils ne sont plus que trois pour le secteur pétrolier, six pour le secteur automobile, deux pour le marché du maïs, quatre pour le marché du soja, six pour le secteur agrochimique et deux pour l'aviation civile.<sup>8</sup>

Cela n'a pas « mis en crise » la contradiction entre travail et capital au sens insinué par Antonio Negri, à savoir que ce contraste est en train de disparaître, mais cette opposition entre travail et capital est, au seuil du 21<sup>e</sup> siècle, tout simplement devenue *planétaire*.

Le monde est à présent mûr pour passer au mode de production suivant, le socialisme. « Quand une grosse entreprise devient une entreprise géante et qu'elle organise méthodiquement, en tenant un compte exact d'une foule de renseignements, l'acheminement des deux tiers ou des trois quarts des matières premières de base nécessaires à des dizaines de millions d'hommes; quand elle organise systématiquement le transport de ces matières premières jusqu'aux lieux de production les mieux appropriés, qui se trouvent parfois à des centaines et des milliers de verstes; quand un centre unique a la haute main sur toutes les phases successives du traitement des matières premières, jusque et y compris la fabrication de toute une série de variétés de produits finis; quand la répartition de ces produits se fait d'après un plan unique parmi des dizaines et des centaines de millions de consommateurs, alors, il devient évident que nous sommes en présence d'une socialisation de la production et non point d'un simple "entrelacement", et que les rapports relevant de l'économie privée et de la propriété privée forment une enveloppe qui est sans commune mesure avec son contenu, qui

doit nécessairement entrer en putréfaction si l'on cherche à en retarder artificiellement l'élimination, qui peut continuer à pourrir pendant un laps de temps relativement long (dans le pire des cas, si l'abcès opportuniste tarde à percer), mais qui n'en sera pas moins inéluctablement éliminée », a écrit Lénine dans son analyse de l'impérialisme.<sup>9</sup>

Aujourd'hui, cette enveloppe est constituée par quelques milliers de familles (pas plus !), les propriétaires privés des mille plus grandes entreprises transnationales qui, via ces mille plus grandes entreprises, contrôlent pratiquement toute la production mondiale. Ces familles contrôlent également, que ce soit directement ou indirectement, le travail de près d'un milliard de personnes qui vendent leur force de travail et celui des familles qui en dépendent. Elles contrôlent en outre la technologie, la communication, le transport et l'organisation comme étant leur propriété privée. Elles contrôlent tout cela, non pas au bénéfice du développement social ou du progrès social, mais pour maximiser leurs propres profits. Ainsi, la propriété privée des moyens de production (entreprises, terres, moyens de communication et de transport) est devenue le principal obstacle à la progression sociale de l'humanité.

## 2. La classe ouvrière aujourd'hui. La disparition des fossoyeurs ?

D'où vient le changement social ? Quelle force, au sein de la société, est capable de rompre l'emprise sur la production et la vie elle-même ? Cette question est aussi vieille que le système capitaliste. C'est une question de vision du monde.

Pour les *socialistes utopistes*<sup>b</sup>, l'initiative historique devait venir d'esprits éclairés, d'individus géniaux ou de capitalistes attirés par le social, ayant découvert « la vérité ». Il fallait améliorer la situation des travailleurs, mais cela ne pouvait être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes,

b Friedrich Engels a écrit à propos des socialistes utopistes : « Ils ont ceci en commun qu'ils n'interviennent pas comme représentants des intérêts du prolétariat, dont la naissance historique avait eu lieu entre-temps. À l'instar des Lumières, ils ne voulaient pas libérer d'abord une classe bien précise, mais l'humanité tout entière en même temps. Tout comme les Lumières, ils veulent instaurer le Royaume de la Raison et de la Justice éternelle ; mais leur royaume diffère infiniment de celui des Lumières (...). Que la vraie Raison et la Justice n'ont jusqu'à présent pas régné en ce monde est dû uniquement au fait que la connaissance précise en avait fait défaut. Ce qu'il manquait, c'était précisément l'individu de génie, lequel, entre-temps, est apparu et a découvert la vérité. »

puisqu'ils étaient illettrés ou sans instruction. Il fallait que quelqu'un s'en charge à leur place, tel était l'avis de Saint-Simon et Fourier<sup>c</sup>. Karl Marx et Friedrich Engels pensent au contraire – et cette idée est l'un des éléments fondamentaux introduits dans le jeune mouvement ouvrier – que la révolution sociale ne peut être que l'œuvre de la classe ouvrière elle-même. L'œuvre des travailleurs, de chair et de sang, avec tous leurs points forts et leurs points faibles ; l'œuvre des travailleurs et leurs milliers d'initiateurs, chefs de file et délégués, actifs à la base dans les moments de lutte mais aussi dans les moments difficiles. Les « fossoyeurs » de ce système d'exploitation sont les travailleurs eux-mêmes, ont écrit Marx et Engels dans leur Manifeste du Parti communiste. Ces fossoyeurs sont-ils toujours en vie aujourd'hui ?

Tableau 2. Taux d'emploi (exprimé en pour 100) pour les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services, au niveau mondial

	Agriculture	Industrie	Services
1950	67	15	18
1970	56	19	25
1980	53	20	27
1990	49	20	31
2000	46	20	34

Source : ILO, *World Employment Report 2004-2005* et Commission européenne, *Employment in Europe 2004*.

Les données reprises dans le Tableau 2 font apparaître très clairement trois points. L'agriculture reste le principal secteur d'activité. C'est une première constatation. La terre compte plus d'un milliard d'agriculteurs<sup>10</sup>. La grande majorité d'entre eux possèdent un (petit) lopin de terre qu'ils cultivent. L'emploi dans le secteur agricole est néanmoins passé de 67 pour 100 à 46 pour 100 au cours de ces cinquante dernières années. La ruine de la population agricole continue. En Europe, voilà trois siècles que ce processus se poursuit. Aujourd'hui, il s'est étendu à toute la planète. Les petits agriculteurs doivent faire face à la concurrence écrasante de l'agro-industrie, à la libéralisation du marché agricole mondial et aux grands propriétaires fonciers qui achètent en masse les

c *Saint-Simon* (1760-1825) voyait l'industrie comme la base de l'avenir. Pour lui, il ne fallait pas abolir le capitalisme, mais l'organiser autrement, il fallait supprimer les éléments non-productifs (la noblesse, les courtisans, le clergé, les officiers) ; *Charles Fourier* (1772-1837), quant à lui, était frappé de voir tant de misère d'un côté et d'abondance de l'autre. Il rêvait d'oasis de bien-être, de phalanstères, de communautés utopiques basées sur la propriété collective.

terres et les propriétés. L'Organisation mondiale du commerce exige que tous les pays ouvrent leur économie aux produits agricoles de l'Union européenne et des États-Unis (qui, ensemble, injectent chaque jour 1 milliard de dollars de subsides dans l'agriculture). Autrefois, le Mexique subvenait à ses propres besoins en céréales de base. Aujourd'hui, il importe 95 pour 100 de son soja, 58 pour 100 de son riz et 49 pour 100 de son blé. On estime que, chaque jour, près de 600 agriculteurs mexicains sont ruinés. En Inde, deux millions d'agriculteurs abandonnent chaque année leurs terres<sup>11</sup>. Partout dans le monde, on voit des agriculteurs appauvris émigrer vers les centres de production et les villes. En 2007, la moitié de la population mondiale vivra dans les villes. Aujourd'hui, le monde compte déjà 20 villes de plus de 10 millions d'habitants<sup>12</sup>. Là où les petits agriculteurs arrivent encore à être un tant soit peu « autosuffisants », c'est-à-dire qu'ils peuvent se vêtir, se nourrir et trouver un toit, la population urbaine dépend complètement du marché capitaliste.

La seconde chose qui frappe dans le Tableau 2, c'est l'augmentation des postes de travail dans le « secteur tertiaire ». Nous reviendrons là-dessus plus loin dans ce chapitre.

Et, enfin, la troisième constatation qui vient à la lecture du tableau, c'est la stagnation de l'emploi dans le secteur industriel et ce, au niveau mondial. Cette stagnation est le résultat d'une régression de l'emploi dans le secteur industriel des pays développés et de son augmentation ailleurs<sup>13</sup>.

Si l'on se base sur les données statistiques classiques, on peut faire deux remarques fondamentales.

Primo, la distinction entre les différentes activités économiques est tout à fait arbitraire. Il serait préférable de faire la distinction entre secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Le secteur primaire, l'agriculture, équivaldrait à un dessaisissement envers la nature. Le secteur secondaire, l'industrie, équivaldrait à la transformation de la nature. Et le secteur tertiaire à ce qui reste. De nombreux secteurs faisant partie du secteur secondaire sont classés sous la catégorie « services ». L'image est donc faussée.

Secundo, ces statistiques ne prennent pas en considération les rapports de propriété. Tant les grands propriétaires fonciers, les petits agriculteurs indépendants que les ouvriers agricoles sont classés sous la rubrique agriculture. Tout comme les entrepreneurs, les cadres supérieurs, les indépendants et les salariés se retrouvent ensemble sous la rubrique industrie.

Ces statistiques masquent en d'autres termes le caractère de classe de la société actuelle. On retrouve grosso modo, dans le capitalisme, trois classes qui se scindent toutes en plusieurs autres couches. La classe propriétaire, qui possède les entreprises, les propriétés foncières, les machines et la technologie (brevets), possède également les (grands) moyens de production. Elle s'approprie les biens produits. La classe moyenne est la classe des petits propriétaires et des petits producteurs indépendants<sup>d</sup> 14. Et la classe ouvrière est la classe sans moyens de production. Elle ne dispose que de sa force et sa capacité de travail qu'elle met en vente.<sup>e</sup>

La classe ouvrière est le cœur battant du système. Le travail productif qui crée les richesses de la société. Le capital ne peut augmenter que grâce à la plus-value engendrée dans le processus de production. La classe ouvrière ne peut exister sans les patrons capitalistes, tout comme le patronat n'est rien sans les travailleurs. C'est précisément ici que la classe ouvrière doit jouer son rôle d'acteur du changement historique. Les travailleurs productifs sont au centre de la production et sont chaque jour confrontés à l'opposition entre travail et capital. Ils sont par conséquent les mieux placés pour comprendre l'essence même de ce système. Outre un noyau, actif au niveau de la production, la classe ouvrière se compose de nombreuses autres couches de travailleurs salariés qui, en raison de la crise persistante, l'augmentation de la pression au travail, la flexibilité accrue et l'insécurité constante, se voient de plus en plus confrontés aux oppositions propres à ce système. Les grands mouvements de « colère blanche », les grèves des enseignants, l'opposition au sein des services publics, la combativité croissante du secteur bancaire, etc., en sont des preuves.

Enfin, les chômeurs font également partie de la classe ouvrière. Il convient d'à nouveau souligner l'importance des tâches du syndica-

d La classe moyenne, c'est la classe des petits propriétaires et des petits producteurs et les agriculteurs, avec un statut social particulier. L'Europe compte près de 23 millions d'indépendants, dont 3,5 millions d'agriculteurs indépendants. La Belgique compte 551 000 indépendants, dont 36 000 agriculteurs indépendants. En 1995, on recensait dans le monde près de 1,5 milliard d'indépendants, dont un petit milliard d'agriculteurs indépendants, propriétaires de leur terre.

e Cette définition des classes est très générale et très vaste. Cela signifie qu'à son tour, chaque classe est subdivisée en différentes couches. La classe propriétaire est constituée des propriétaires des entreprises, des rentiers, des grands propriétaires fonciers... La classe moyenne est constituée d'une part de petits paysans, et indépendants (production) ; d'autre part de commerçants, de boutiquiers, de gérants d'aubettes et d'échoppes, etc. (commerce)... La classe ouvrière est constituée des travailleurs, des fonctionnaires, des employés...

lisme et du parti des travailleurs. Les chômeurs forment une couche spécifique car, par définition, ils ne sont pas en mesure d'immobiliser ou d'atteindre la veine économique du capitalisme puisque – de par la nature de leur situation – ils sont encore plus démembrés et désorganisés et parce que, plus longtemps ils seront écartés du processus de production, plus ils se passeront de la fonction disciplinaire et organisatrice du travail. Cela ne signifie nullement que les sans-emploi de la classe ouvrière se retrouvent en dehors de la lutte. Au contraire, le mouvement des sans-emploi en France, les *picqueteros* en Argentine et les actions menées par les chômeurs en Afrique du Sud démontrent que le syndicalisme et le parti des travailleurs ont tout intérêt à mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière.

**Tableau 3. Emplois rémunérés par activité économique, exprimés en milliers (en 2002 en Europe et en 1995 dans le monde)**

	Total	Agriculture	Industrie	Services
Union européenne (15)	137 501	2 256	40 051	94 518
Belgique	3 427	27	949	2 451
Allemagne	32 252	448	10 933	20 871
France	21 312	334	5 546	15 429
Italie	15 785	430	5 338	10 017
Pays-Bas	7 220	103	1 429	5 067
Royaume-Uni	24 978	197	5 884	18 871
Monde (1995)	884 893	85 760	281 960	517 173

Source : European Commission, *European social statistics, Labour force survey results 2002, 2003 Edition*. Pour les chiffres au niveau mondial : Deon Filmer, *Estimating the world at Work, Banque mondiale 1995*.

Les fossoyeurs sont donc loin d'être morts, au contraire, ils sont bel et bien vivants. Dans le Tableau 3, on peut lire que la classe ouvrière européenne, au sens large, compte 137,5 millions de salariés, dont 2 millions de travailleurs agricoles. La Belgique compte près de 3,5 millions de travailleurs salariés. Il y a dix ans, le monde recensait 884 millions de salariés, dont 85 millions étaient des travailleurs agricoles.

### 3. Qui produit les richesses ? A propos de la plus-value

Selon certains faiseurs d'opinion, l'époque où le travail productif créait les richesses sociales est révolue. La théorie de la plus-value, principal

pilier de la théorie économique de Marx, serait dépassée. C'est du moins la conclusion qu'en tirent les philosophes Negri et Michael Hardt : « Le rôle central précédemment occupé par la force de travail des ouvriers d'usine dans la production de plus-value est aujourd'hui assumé de façon croissante par une force de travail intellectuelle, immatérielle et fondée sur la communication », écrivent-ils. « Il est ainsi nécessaire de développer une nouvelle théorie politique de la plus-value<sup>15</sup>. »

Le travail ne serait donc plus source de richesses sociales ? Rien n'est moins vrai. Pour vivre, les gens ont besoin de nourriture, de vêtements et d'autres biens matériels. Pour obtenir ces produits, ils doivent travailler, « produire ». Ce sont les gens qui, via la production matérielle, produisent les richesses de la société. Tout travail matériel qui entre dans cette définition peut être considéré comme *travail productif en général*. La production est organisée en groupe, au niveau social. À un certain moment au cours de l'histoire, la production a dépassé la consommation immédiate. On a donc commencé à entreposer les céréales, la nourriture et le bétail. À partir de ce moment clé, à chaque fois qu'il y avait un surplus de production, certains groupes de personnes en profitaient pour s'approprier ce surplus de façon systématique.

Le contrôle du surplus, la location d'hommes armés, l'investissement dans de nouvelles techniques, la promulgation de nouveaux codes de lois, bref, il fallait un *État* pour mettre le surplus à l'abri. L'État est né au moment où la société s'est divisée en classes. Une classe propriétaire et une classe sans propriété.

Dans toute société de classes, la classe dominante s'approprie le surplus ou *le surplus de travail*. Et ce, « que ce propriétaire soit aristocrate athénien, théocrate étrusque, citoyen romain, baron normand, maître d'esclaves américain, boyard valaque, seigneur foncier ou capitaliste moderne, peu importe<sup>16</sup>. »

« La principale différence entre les diverses formes d'économie (entre par exemple, une société basée sur le travail servile et une société basée sur le travail salarié) », écrit Marx, « réside uniquement dans la manière dont le surtravail est dans chacun des cas soutiré au producteur effectif, le travailleur<sup>17</sup>. »

Un travailleur vend sa force de travail. Il reçoit un salaire en contrepartie. Ce salaire c'est ce que nous appelons la « valeur » de la force de travail. C'est l'argent dont le travailleur a besoin pour subvenir à ses besoins, son éducation, sa santé, son logement, etc.

C'est avec son travail que le travailleur fabrique des produits : à partir du silicium, il fabrique des puces pour ordinateur, à partir de l'acier, il fabrique des navires, à partir de l'aluminium, il fabrique des vélos, à partir du bois, il fabrique des meubles... La valeur de ces produits est supérieure au salaire. La différence c'est ce qu'on appelle la « plus-value » et elle revient entièrement au capitaliste. « Ce qui est de la *plus-value* pour le capital, est pour l'ouvrier *du surtravail* au-delà de ses besoins immédiats nécessaires à le faire vivre en tant qu'ouvrier », explique Marx<sup>18</sup>. Lorsqu'un travailleur travaille 8 heures, par exemple, il reçoit un salaire (ou la valeur de sa force de travail) pour 3 heures de travail seulement. Les 5 heures de travail restantes sont de la plus-value créée pour le capitaliste. La journée de travail est scindée en deux parties : une partie nécessaire au maintien de la force de travail et une partie au cours de laquelle le surtravail est réalisé.<sup>f</sup>

« Fabriquer de la plus-value ou faire du profit », écrit Marx, « telle est la loi absolue de ce mode de production<sup>19</sup>. » Mais qui produit la plus-value à présent ? Toutes les personnes qui vendent leur capacité de travail en échange d'un salaire créent-elles également une plus-value ? Ou, comme l'affirment Negri et Hardt, sont-ce principalement l'intelligence et la communication qui, de nos jours, sont source de plus-value ?

Ce qui était valable pour la société esclavagiste et la société féodale l'est aussi pour le capitalisme. Celui qui ne travaille pas dans la production, c'est-à-dire la production de marchandises, ne fournit pas un travail productif. « Comme le but immédiat de la production capitaliste est la plus-value, seul est productif le travail qui produit directement de la plus-value », écrit Marx<sup>20</sup>. Il est un fait certain que la récente révolution technologique implique des connaissances et des techniques plus approfondies pour les processus de production les plus modernes. Mais l'intelligence et la communication qui sont *en dehors* de la production ne créent pour le capital aucune plus-value. Pas plus que le travail qui produit des biens qui ne se retrouvent pas sur le marché, comme la réalisation d'une poterie pour soi-même,

---

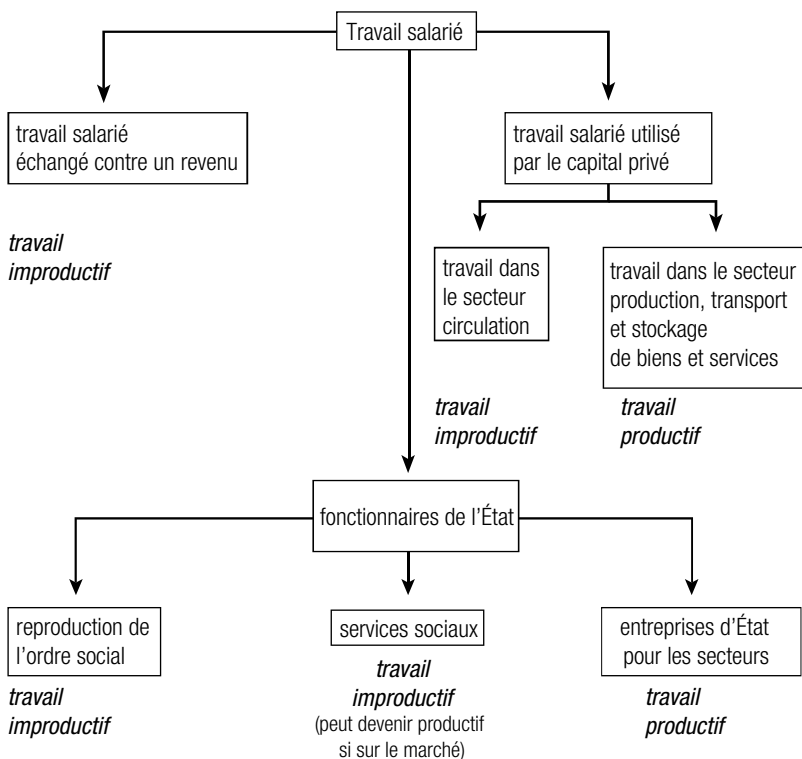
f Il est manifeste que pour augmenter la plus-value, deux méthodes sont possibles. D'une part, allonger la journée de travail et, d'autre part, réduire le temps de travail nécessaire. Dans le premier cas, la journée de travail passe, par exemple, de 8 à 9 heures, on crée ainsi 6 heures de plus-value. Dans le second cas, on augmente la productivité, de sorte que sur 8 heures, par exemple, le salaire est gagné en deux heures seulement.

les activités agricoles pour sa consommation propre ou les travaux purement ménagers.

Le travail productif est dès lors une définition du travail tout à fait indépendante du contenu ou de la valeur d'usage concrète où il se manifeste, mais qui dépend plutôt de la forme sociale où il se réalise. C'est pour cette raison que le travail peut pour un seul et même contenu être productif ou improductif. Marx : « Un même travail peut être productif ou improductif<sup>21</sup>. »

Attendu que la plus-value n'est créée que durant la production (la fabrication de produits), le travail dans le secteur financier (banques, assurances, placements...) n'est donc pas productif. De même, la circulation des produits (vente, grands magasins...) ne crée pas de plus-value et n'est donc pas productive. Le transport et le stockage, par contre, sont considérés comme éléments essentiels de la

Figure 1. Travail productif dans le capitalisme



Source : Sungur Sacran e.a. « Productive and Unproductive Labour ». *Capital & Class* 68, Summer 1999.

production et sont donc bel et bien productifs. Les prêtres, les rois, les présidents, les hommes politiques, les fonctionnaires, les juges, les avocats, les généraux, les soldats, les agents de police et gardiens de prison ne travaillent pas dans la production. Ils travaillent pour maintenir en place un ordre social, une société de classes et pour la perpétuer (la reproduire). Ils fournissent donc un travail *improductif*. Cela ne signifie nullement qu'ils ne travaillent pas dur ni qu'ils ne sont pas utiles à la société (au contraire). Le travail qui s'échange contre du revenu et non contre du capital, comme le travail des employés de maison, cuisiniers, jardiniers, chauffeurs et gardes du corps, n'est pas productif puisqu'il ne crée pas de plus-value pour le capital.

Le travail dans le secteur du stockage et du transport est un travail productif, même si, dans les statistiques classiques, il est classé sous la rubrique « secteur tertiaire<sup>g</sup> ». Les 127 380 travailleurs de Vinci (construction), la majorité des 308 385 travailleurs salariés de Sodexo (restauration collective) et les membres du personnel qui, sur les 341 572 travailleurs employés par Deutsche Post (logistique), sont chargés du transport et du stockage des marchandises, produisent tous de la plus-value.

La récente révolution technologique (informatique, télécommunications, digitalisation,...) est synonyme de progrès énorme au niveau des forces de production et démontre on ne peut mieux que le monde est suffisamment mûr pour passer à un système de production posant comme principe les besoins de la population. Mais ce ne sont pas les ordinateurs en soi, Internet, l'informatisation et la robotisation qui produisent les richesses comme certains philosophes à la mode, et notamment Negri et Hardt, le suggèrent. Ce sont les hommes qui actionnent les machines qui sont source de plus-value. Au sein de la classe ouvrière, au sein du groupe formé par tous ceux qui vendent leur capacité de travail contre un salaire, on retrouve un noyau productif. Nous faisons ici référence à tout le groupe des travailleurs salariés actifs dans les secteurs de la production, du transport et du stockage des marchandises et services. C'est-à-dire le groupe que l'on pourrait appeler les *ouvriers d'industrie*. Même aujourd'hui, il ne pourra y avoir « de réelle émancipation de la classe ouvrière, aussi longtemps qu'elle ne sera pas détentrice de tous les moyens de travail – de la terre, des matières premières, des machines, etc.

---

g Un service peut également fournir une « marchandise », qu'il s'agisse du nettoyage d'un atelier, de la réparation d'une machine, de l'installation d'un réseau informatique, du nettoyage d'un bleu de travail ou de la livraison d'un repas.

– et par conséquent détentrice du produit de leur propre travail », comme l'a déjà exprimé Friedrich Engels<sup>22</sup>.

#### 4. Ouvriers d'industrie, secteur tertiaire et technologie

Selon Negri et Hardt puisque « la composition du prolétariat n'est plus la même, il convient d'en revoir la définition ». « On accordait souvent à la classe ouvrière un rôle prééminent (...) à la fois dans les analyses économiques et dans les mouvements politiques. *Aujourd'hui, cette classe ouvrière a presque disparu de l'horizon*. Elle n'a pas cessé d'exister, mais a été délogée de sa position privilégiée dans l'économie capitaliste et de sa position hégémonique dans la composition de la classe prolétarienne<sup>23</sup>. » Et, ajoutent les deux auteurs, « on pourrait qualifier le passage de la domination de l'industrie à celle des services, un processus de *postmodernisation économique*, ou mieux encore, *d'informatisation* »<sup>24</sup>.

À l'époque où le capitalisme a percé, l'agriculture était, plus encore qu'aujourd'hui, le secteur le plus développé. Mais ce n'était pas le secteur déterminant. Ce qui a été déterminant, c'est le passage d'un mode de production agricole à un mode de production industriel sur une base capitaliste.

Le fait que le prolétariat industriel constitue « la partie prépondérante de la classe ouvrière » n'a rien à voir avec *son nombre*. Mais plutôt avec *sa position* dans le processus de production. C'est ce groupe qui a subi l'exploitation le plus directement. C'est ce groupe qui crée la plus-value répartie entre les différents secteurs non productifs. C'est ce groupe qui domine les maillons vitaux de l'économie.

Il convient en outre de lever le voile sur le mythe du *nombre* de travailleurs de la production. Le nombre d'ouvriers d'industrie, le noyau productif de la classe ouvrière, est plus important que ce qui est mentionné dans les statistiques classiques sous la rubrique « industrie ». Une importante partie du « secteur tertiaire » salarié fait également partie du noyau productif, à savoir la partie active dans le processus de production, dans le transport ou le stockage. Grosso modo, on peut dire qu'en Europe le prolétariat industriel compte environ 60 millions de travailleurs salariés (dans l'industrie ou les services liés à l'industrie) et, en Belgique, on a un prolétariat industriel de 1,1 million de travailleurs salariés.

**Tableau 4. Emploi salarié dans le secteur tertiaire européen en 2002 (en milliers)**

	Total secteur tertiaire	Administration publique	Transport & communication	Business Services <sup>25</sup>
Union européenne (15)	94 518	12 294	8 942	13 729
Belgique	2 451	389	296	361
Allemagne	20 871	2 891	1 873	2 786
France	15 429	2 212	1 561	2 310
Italie	10 017	3 445	969	1 633
Pays-Bas	5 067	1 766	426	1 054
Royaume-Uni	18 871	1 879	1 778	3 113

Source : European Commission, *European social statistics, Labour force survey results 2002*, 2003 Edition. Source pour la catégorie « business services » : European Commission, *Business services. An analysis of structural, foreign affiliates and business demography statistics*, 2004 Edition. Ces chiffres se rapportent à l'année 200126.

En Europe, près de 14 millions de travailleurs salariés travaillent dans le secteur « business services » (voir Tableau 4). Il s'agit des secteurs informatiques liés à l'industrie, l'entretien technologique, les entreprises de nettoyage industriel, sécurité et entretien technique, mais aussi l'étude de marché, la publicité et le recrutement de personnel<sup>27</sup>. Pour ces secteurs, la croissance est double. D'une part, on a l'informatisation en perpétuel développement qui gonfle l'emploi dans les secteurs informatiques. Et, d'autre part, on retrouve dans ces secteurs un grand nombre des emplois « de sous-traitance » (*outsourcing*) qui, autrefois, étaient classés sous la rubrique industrie. Ce qui importe, c'est que ces services sont liés au processus de production. L'estimation selon laquelle la moitié des 9 millions de travailleurs salariés du secteur des transports (par terre, mer et air) est active dans le processus de production, pour le transport des marchandises, est faible. Par ailleurs, d'autres secteurs tertiaires sont également impliqués dans la production, par exemple les services de messagerie comme DHL (Deutsche Post) qui sont à présent classés sous la rubrique poste et communications.

Ainsi, il n'est pas exagéré de dire qu'en Europe, 20 millions de travailleurs salariés du « secteur tertiaire » travaillent en fait dans la production industrielle et que dans notre pays, ils sont un demi-million. A ce stade, nous ne pouvons donner qu'un ordre de grandeur. Pour connaître le chiffre exact, il faudrait procéder à une étude plus approfondie et plus détaillée.

« A la fin du vingtième siècle, la main d'œuvre industrielle a perdu sa position hégémonique et on a vu émerger à la place une "main d'œuvre

immatérielle”, c’est-à-dire une main-d’œuvre qui crée des produits immatériels, comme le savoir, l’information, la communication, les relations ou les réactions émotionnelles », ont déclaré Negri et Hardt. « Nous pensons qu’en termes qualitatifs, c’est à présent cette main-d’œuvre immatérielle qui occupe une position hégémonique<sup>28</sup>. » Les révolutions survenues au cours de ces dix dernières années dans les secteurs de l’informatique et de la communication représentent un prodigieux bond en avant pour le développement des forces de production. Cependant, ces révolutions technologiques ne sont pas isolées comme le prétendent Negri et Hardt. La digitalisation, l’informatique, Internet, le GPS, la télécommunication, etc. sont totalement ancrés dans le système de production capitaliste. Selon Antonio Negri, cette révolution technologique a radicalement transformé le travail et l’a même « émancipé ». « La production a même assuré sa mainmise sur les cerveaux des travailleurs. » Cela vient « du fait que l’intelligence – la force de l’imagination, la capacité d’invention et de création – est vraiment mise au travail ». Il en conclut : « À présent, les gens sont devenus propriétaires des formes, des instruments, des outils avec lesquels ils produisent la richesse. » Cela signifie que « la prise de possession par le capital de l’instrument de production devient donc impossible »<sup>29</sup>.

Negri oublie les rapports de propriété. La recherche, l’informatique, le développement et la génétique sont aujourd’hui des propriétés privées. Dans la « société du savoir », ce ne sont pas « l’intelligence et l’imagination » qui comptent, mais l’appropriation privée du savoir via les brevets d’invention et copyrights. « Le capital commence par faire prisonnier le progrès historique et le met au service de la richesse », écrit Marx<sup>30</sup>. A chaque fois qu’un géant pharmaceutique obtient un brevet pour un médicament, il s’approprie le savoir scientifique développé dans les laboratoires universitaires par plusieurs générations de chercheurs. « La mainmise par le capital est impossible », prétend Negri. C’est pourtant le contraire qui s’accomplit sous nos yeux. Le capital s’approprie sur tous les terrains le savoir historique et social de la société. En enfermant, ou plutôt en emprisonnant, le savoir dans des brevets, la société est privée de ses possibilités intrinsèques de progresser sur le plan social.

Du point de vue de la technologie, la révolution digitale marque un précieux pas en avant mais, du point de vue des rapports de propriété, il n’y a aucune différence qualitative par rapport à la période à laquelle la machine a fait son entrée. « Il est incontestable que ce n’est pas la machine qui a ‘libéré’ les travailleurs de leurs moyens de subsistance »,

écrit Marx, puisque « les contradictions et les antagonismes » sont « inséparables de l'emploi capitaliste des machines (...). Ainsi, la machine prise en soi raccourcit le temps de travail (...), mais par l'emploi capitaliste, elle prolonge la journée de travail. La machine prise en soi allège le travail, mais l'emploi capitaliste accroît l'intensité du travail. La machine prise en soi est une victoire de l'homme sur les forces naturelles, mais son emploi capitaliste soumet l'homme à ces mêmes forces naturelles. La machine prise en soi accroît la richesse des producteurs, mais son emploi capitaliste les appauvrit.<sup>31</sup> »

Antonio Negri a écrit que « les contacts, les relations, les échanges et les aspirations sont devenus productifs »<sup>32</sup>. Au contraire, tous « les contacts, les relations et les échanges » qui entrent en jeu dans la production servent à accroître le taux de profit<sup>h</sup>. La flexibilisation doit économiser sur les temps morts et le capital mort. Le travail à domicile et le télétravail, la réintroduction du salaire à la pièce, comme à l'époque des manufactures, et les paiements de primes en fonction des prestations doivent économiser sur la force de travail. En économisant à la fois sur le capital mort et sur le capital vivant, le taux de profit augmente. Alors que, pour les travailleurs, c'est le stress, les heures supplémentaires et les maladies qui augmentent.

Chez Hewlett-Packard à Herrenberg (Allemagne), tous les travailleurs ont reçu un GSM gratis « pour rendre plus performant et flexible le plan d'affectation du personnel, l'idée fut lancée d'informer le personnel – aussi bien les travailleurs directs que les ouvrières intérimaires – par téléphones mobiles sur les interventions souhaitées. À cet effet doivent être générés automatiquement par une base de données des messages SMS qui transmettent aussi bien un profil de qualification qu'un profil personnel (...) à des téléphones mobiles mis à disposition gratuitement par l'entreprise<sup>33</sup>. »

h Le taux de profit ( $w'$ ), c'est la part de profit ( $w$ ) sur la totalité du capital avancé (le capital constant ( $c$ ) et variable ( $v$ )). De là, la formule:  $w' = w / c+v$ . Le capital constant, appelé ( $c$ ), est utilisé par les entrepreneurs pour la construction d'entreprises, pour la technologie, l'informatique et les machines, de même que pour l'achat des matières premières, du carburant et du matériel auxiliaire. La valeur de cette partie du capital est reportée sur les nouvelles marchandises produites, mais elle ne change pas au niveau de la taille lors du processus de production. Le capital variable ( $v$ ), c'est la partie du capital qui est employée par les entrepreneurs pour créer une nouvelle valeur dans le processus de production et qui équivaut donc à la force de travail. Cette partie, qui est utilisée comme salaire pour les travailleurs, change en taille durant le processus de production. Elle augmente du fait que les travailleurs productifs créent de la plus-value, que les capitalistes s'approprient.

## 5. Désindustrialisation et industrialisation

Est-il vrai que de nombreux emplois disparaissent dans l'industrie ? Est-il vrai que des régions tout entières en Europe et aux États-Unis sont « désindustrialisées », des régions où l'on ne trouve pratiquement plus une seule entreprise ?

Ce sont les questions que se pose Nadine Rosa-Rosso, ancienne secrétaire générale du PTB : « Puisque la direction du PTB veut faire des enquêtes sur toute chose avant de prendre position, il faudrait qu'elle rédige le questionnaire suivant : *'Y a-t-il moins d'ouvriers industriels dans votre région qu'il y a vingt-cinq ans ; la désindustrialisation est-elle selon vous un mythe ou une réalité ?'* Armés de ce questionnaire, il faudrait aller se promener sur le marché de Charleroi, de Châtelineau, de Mons, de Frameries, de Genk, de Herstal, de Molenbeek, et même de Hoboken, et avoir le courage de poser la question. (...) Et tout le reste du pays ? *Toutes les autres régions d'Europe qui sont frappées de plein fouet par la désindustrialisation, qu'avons-nous à leur proposer ?* (...) Il suffit d'ouvrir ses yeux et ses oreilles pour voir qu'il y a quand même un petit problème. *Il suffit d'un peu de bon sens. (...)*<sup>34</sup> » C'est se tourner vers ce qui reste, ajoute Nadine Rosa-Rosso : « Naturellement qu'il y a une concentration industrielle autour du port d'Anvers et naturellement que la situation d'Anvers, en tant que deuxième port européen, garantit pour un certain temps la présence de cette industrie, parmi laquelle l'industrie chimique. (...) À Bruxelles, les nouveaux idéologues du parti ont encore trouvé l'aéroport (...)»<sup>35</sup>. »

Selon Nadine Rosa-Rosso, « la disparition d'entreprises, voire de secteurs industriels entiers » est un fait établi, un « fait matériel »<sup>36</sup>. Et ce fait, comme elle le dit, a des conséquences pour la combativité du mouvement ouvrier : « La désindustrialisation accélérée de régions entières en Europe conduit *naturellement* à un affaiblissement du mouvement ouvrier<sup>37</sup>. » Autrement dit : « Aujourd'hui, la force du monde ouvrier organisé *tend à faiblir par le fait matériel* de la disparition d'entreprises, voire de secteurs industriels entiers<sup>38</sup>. »

Nadine Rosa-Rosso pose une double question. S'agit-il vraiment d'une « désindustrialisation accélérée de régions entières en Europe » ? Et celle-ci engendre-t-elle « naturellement » l'affaiblissement du mouvement ouvrier ?

Nous répondrons à la seconde question dans un prochain chapitre. Ce n'est pas son nombre ni les constantes modifications au niveau de

la production qui font que la classe ouvrière est la classe révolutionnaire, mais bien sa position au sein de la société actuelle et de la société de demain. Le mouvement ouvrier est affaibli ou renforcé par sa propre force d'organisation et sa conscience de classe. Ce sont là les deux facteurs déterminants.

Pour répondre à la première question posée par Nadine Rosa-Rosso, il convient de mener une analyse et une enquête minutieuses. Le gouvernement français a commandé une vaste étude afin que soit vérifiée l'assertion selon laquelle l'industrie est en train de disparaître. Au terme de plusieurs mois d'enquête, la commission a présenté la conclusion suivante : « Parler plutôt de mutations industrielles que de désindustrialisation<sup>39</sup>. » La Commission européenne a fait rédiger un rapport, lequel en arrive à la conclusion suivante : « L'analyse menée par la Commission indique qu'il n'existe pas de preuve d'un processus généralisé de désindustrialisation. En revanche, l'industrie européenne fait face à un processus de mutations structurelles...<sup>40</sup> »

Ainsi, ce que Nadine Rosa-Rosso appelle « un fait matériel », que l'on peut expliquer avec un « peu de bon sens », s'avère être en réalité un processus complexe d'industrialisation continue. Cette industrialisation s'accompagne de changements radicaux. On produit plus aujourd'hui, mais avec toujours moins de personnes. La productivité est plus importante. En ce qui concerne la structure des entreprises, on note que là aussi de profonds changements ont eu lieu au cours des dernières années, notamment en raison de la sous-traitance. Enfin, 7 % des pertes d'emplois du secteur industriel en Europe sont imputables aux délocalisations. Trois facteurs, propres à ce système de course au profit maximum, expliquent ainsi la réduction de l'emploi dans la production : l'augmentation de la productivité, la sous-traitance croissante de la production et la délocalisation.

L'augmentation de la productivité est *la première cause* de disparition des emplois dans l'industrie. Cela n'a rien à voir avec la « désindustrialisation ». Au contraire, on produit plus, mais avec toujours moins de personnes. Le fait de « rejeter » tant de force de travail, « d'abandonner sans scrupule » un si grand potentiel humain, est un précepte pervers propre au capitalisme. Comme l'écrit Marx, « la condamnation d'une partie de la classe salariée à l'oisiveté forcée résultant d'un excès de travail de l'autre partie »<sup>41</sup>. Le capitalisme a besoin d'une « armée de réserve industrielle », un groupe de travailleurs sans emploi qui peut faire pression sur les salaires et sur la force collective de la classe ouvrière.

Les 300 plus grandes ETN contrôlent au moins un quart de la production mondiale, alors qu'elles fournissent moins d'un pour cent du travail<sup>42</sup>. Il y a dix ans, les travailleurs d'une entreprise automobile comme General Motors étaient au nombre de 878 000. Ils ne sont plus aujourd'hui que 626 000, sous-traitants y compris<sup>43</sup>. Pourtant, ces entreprises produisent, avec moins de personnel, davantage d'automobiles qu'autrefois. Dans cette lutte sans merci pour un profit maximum, les patrons mènent un combat sans relâche.

C'est une question de vie ou de mort, fait remarquer le Bureau du Plan : « Pour être compétitives, en plus de l'amélioration de la qualité des produits, les entreprises procèdent à des augmentations de productivité qui ont fait de l'économie belge une des plus productives au monde. *Il y va tout simplement de sa survie*<sup>44</sup>. » Dans une société socialiste, le progrès technologique servirait à faciliter la vie des gens et à répondre à leurs besoins. Or, aujourd'hui, on aspire à une plus grande productivité pour écraser la concurrence, ce qui conduit inévitablement à des conditions de travail intolérables.

Produire toujours plus avec toujours moins de personnes, telle est la grande tendance de l'industrialisation, dans laquelle les patrons puisent leur fierté – lisez plutôt « leurs profits maximaux ». Dans sa *Stratégie 2010*, un texte qui, soit dit en passant, a également pour titre « Un avenir pour nos enfants », la FEB<sup>i</sup> déclare : « Entre 1980 et 2002, le volume de production dans l'industrie belge a augmenté de 52,4 % ou 1,9 % par an. Cette forte hausse de la production a été réalisée avec 32 % de main-d'œuvre en moins qu'en 1980. Cela signifie qu'un travailleur moyen de l'industrie a produit en 2002 plus du double de ce qu'il avait produit en 1980, ce qui revient à un accroissement moyen de la productivité du travail de 3,7 % par an<sup>45</sup>. » Produire moitié plus avec un tiers de personnes en moins, voilà donc « l'avenir de nos enfants ».

Dans le milieu politique, on qualifie cette tendance de « dynamisme industriel ». On peut lire dans le rapport d'enquête de l'*Assemblée Nationale* française : « Depuis le début des années 1990, la valeur ajoutée en volume des industries manufacturées augmente plus rapidement que celle de l'ensemble de l'économie. *Il n'y a donc pas désindustrialisation, mais au contraire croissance de l'industrie. Ce phénomène est propre à l'ensemble des pays industrialisés.* Parallèlement, la part de l'emploi industriel n'a cessé de diminuer, passant de 24 % en 1980 à

i VBO-FEB: Fédération des Entreprises de Belgique. Principale organisation patronale de Belgique.

15,9 % de la population active en 2002. L'origine de cette diminution provient des gains de productivité des salariés dans l'industrie française, qui ont été parmi les plus élevés du monde, à raison de 4,1 % par an depuis 1990. (...) Ce que nous appelons désindustrialisation est en fait un effet d'optique qui résulte *d'un dynamisme industriel*<sup>46</sup>. »

Friedrich Engels écrivait à propos du « dynamisme industriel » ce qui suit : « L'application de la force mécanique et de la machinerie aux nouvelles branches de l'entreprise ainsi que l'extension et le perfectionnement de la machinerie dans les branches d'entreprise où elle était déjà fortement implantée éloignent toujours plus de 'bras' de leur lieu de travail et la chose se produit beaucoup plus rapidement que les 'bras' devenus superflus ne peuvent être engagés par les usines du pays (...) Mais telle est la justice, pour l'économie politique capitaliste<sup>47</sup>. »

*Secundo*, du fait de la « sous-traitance » les travailleurs sont contraints de proposer leur capacité de travail contre un salaire inférieur auprès de sous-traitants, de bureaux d'intérim, de sociétés IT, etc. On constate en même temps qu'une partie de la protection sociale disparaît. En effet, les droits syndicaux sont pratiquement inexistantes dans la plupart des entreprises de sous-traitance et bureaux d'intérim. La sous-traitance est donc une attaque contre la force collective des travailleurs en tant que classe.

Il s'agit à nouveau d'une évolution au sein du processus d'industrialisation et non de désindustrialisation. Ainsi, l'Engineering Employers' Federation de Grande-Bretagne a déclaré : « Une importante part de l'industrie des services a été créée par l'industrie via la sous-traitance de secteurs comme l'entretien, la restauration collective et l'assistance juridique. (...) *L'industrie pourrait couvrir jusqu'à 35 % de l'économie, plutôt que les 20 % généralement acceptés*, si les calculs étaient basés sur des statistiques correctes<sup>48</sup>. » C'est également ce qu'a noté la Commission européenne dans son analyse : « Le processus de réallocation des ressources vers les services ne doit pas être confondu avec la désindustrialisation<sup>49</sup>. »

Tout comme la croissance de la productivité, le mécanisme de sous-traitance est pour le capital une question de vie ou de mort. La Commission européenne a écrit : « Un des moteurs essentiels de cette évolution a été la croissance de la productivité de l'industrie supérieure à celle des services. Il en est résulté un transfert constant d'emplois de l'industrie vers les services. (...) Il s'agit plutôt d'une conséquence normale du progrès économique, et donc d'une évolution qui doit être

encouragée et facilitée. *La réallocation de ressources productives face aux mutations est indispensable au maintien de la compétitivité* et à la croissance durable<sup>50</sup>. »

Le bureau d'étude de l'Assemblée Nationale française indique pour l'effet de sous-traitance trois éléments : « Le secteur industriel fait l'objet d'une modification, par une tertiarisation croissante de ses activités. Dans les années 70, de grandes entreprises envisageaient leur avenir dans la diversification de leurs activités. *L'intensification de la concurrence et les exigences de rentabilité* ont renversé cette tendance et ont conduit les grandes entreprises à se recentrer sur le cœur de leurs activités. Elles ont dans cette logique externalisé de nombreuses fonctions : entretien des locaux, transports, restauration collective, location d'espaces de bureaux, comptabilité, design. Une entreprise comme Sodhexo, leader mondial de la restauration collective et des bases de vie pour l'industrie, doit en partie sa croissance à ce mouvement d'externalisation. (...) Le recours à l'intérim constitue également une forme d'externalisation ... Les entreprises recourent de manière croissante à une main-d'œuvre intérimaire. 300 000 de ces intérimaires travaillent pour l'industrie, tout en relevant statistiquement du secteur tertiaire. (...) La tertiarisation de l'industrie est également une conséquence de la sophistication des produits. Le processus de fabrication n'est qu'un élément d'une chaîne qui allie la définition du produit, son positionnement sur un segment de marché, son design, le marketing, la publicité, les frais de commercialisation... En termes de temps et de coût, la phase de fabrication en usine entre dans certains cas pour une part minoritaire dans la valeur finale d'un produit<sup>51</sup>. »

Au cours de ces vingt dernières années en France, 1,9 million d'emplois ont été créés dans le secteur tertiaire lié à l'industrie. Ce sont ces emplois qui remplacent les 1,5 million d'emplois perdus dans l'industrie. Telle est la conclusion du bureau d'enquête français : « Si le secteur secondaire a perdu 1,5 million d'emplois en vingt ans, l'emploi lié à l'industrie a continué de progresser. Les activités de *services aux entreprises* sont passées de 1,5 million de personnes en 1980 à 3,4 millions en 2000, qu'il s'agisse de salariés ou d'entreprises unipersonnelles<sup>52</sup>. » Cela signifie surtout qu'autour des grandes entreprises et dans certains secteurs, il existe des zones de sous-traitance où les conditions de travail, le salaire et la protection collective sont pires que dans les grandes entreprises. En Ecosse, par exemple, 63 % des jeunes entreprises électroniques américaines, venues remplacer les secteurs du charbon et de l'acier, ne reconnaissent aucun syndicat<sup>53</sup>. Alors que les entreprises

américaines n'autorisent aucun syndicat, les ETN japonaises changent de cap. Là, on favorise plutôt un système de « syndicats maison », qui n'interviennent plus en tant qu'organisations de la classe ouvrière, mais en tant « qu'accompagnateurs » du processus de production. Leur tâche consiste, entre autres, en une « inspection méticuleuse de la productivité et de la qualité, l'interdiction de fumer, de parler, de manger ou d'écouter de la musique sur la chaîne de production<sup>54</sup> ».

Avant de se méprendre sur « la désindustrialisation accélérée de régions entières en Europe », il serait préférable de s'intéresser aux nouvelles zones de travail productif. Ce phénomène est celui des *maquiladoras*<sup>j</sup> dans la région frontière entre le Mexique et les Etats-Unis, ce que l'on appelle au Pakistan, au Sri Lanka et au Guatemala les *sweat-shops*<sup>k</sup>. Ce phénomène se produit également en Europe. Dans la région du Nord-Pas-de-Calais (France), les mines ont fait place à l'industrie du textile et, aujourd'hui, le textile est remplacé par l'industrie logistique. En Picardie (France), l'industrie textile, l'industrie du cycle<sup>54</sup> et l'industrie pneumatique ont été remplacées par les services logistiques et les call centers. A Merseyside et à Lower Clydeside (Royaume-Uni), l'acier, le charbon et la construction navale ont fait place aux entreprises électroniques. Ce processus se poursuit depuis les années 1970. L'auteur indien, Swasti Mitter, a rédigé un ouvrage consacré à ce sujet en 1986 : « Une chose que l'on a, en grande partie, ignorée jusqu'à présent c'est que le recrutement d'une main-d'œuvre précaire et jetable n'est pas

j Les *maquiladoras* sont des usines de montage installées dans les zones de libre échange à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, elles sont actives dans divers secteurs (par exemple, General Electric, General Motors, GTE Sylvania, RCA, Westinghouse, Honeywell, etc.). Ces zones ont été définies par la législation mexicaine en 1965 dans la convention 'in-bond' ou maquiladoras. Ce programme autorise les entreprises américaines à importer au Mexique, sans devoir payer de taxes, toutes sortes de matériaux destinés à être transformés ou assemblés. En 1992, 2 200 maquiladoras employaient au total 500 000 travailleurs mexicains. Dans ces entreprises, la plupart du temps, le syndicat n'est pas autorisé. D'autre part, les contrôles à hauteur du mur à la frontière américano-mexicaine s'intensifient. Les ouvriers qui travaillent dans les maquiladoras gagnent beaucoup moins que leurs collègues aux États-Unis, alors que quelques minutes seulement les séparent. De Matamoros à l'est à Tijuana à l'ouest, on voit se développer des villes sans véritable infrastructure. Pour les entreprises, on a de l'eau, de l'énergie, des routes, des espaces verts, mais il n'y en a pas pour les villes voisines.

k Les *sweat-shops* sont les nouvelles maquiladoras, usines de textile, au Pakistan, au Guatemala, etc... avec des salaires très bas et très peu de droits syndicaux. En Malaisie, par exemple, les entreprises étrangères peuvent obtenir un « pioneer status ». C'est-à-dire qu'au cours des cinq premières années, aucun syndicat n'est admis. Ailleurs, on exige des conditions militaires de manière que les entreprises puissent compter sur l'armée locale en cas de perturbations sociales.

l'apanage des pays sous-développés. La création d'un nouveau prolétariat fait en réalité partie d'une stratégie de gestion plus vaste qui ne touche pas uniquement le tiers monde, mais aussi les pays industrialisés. Cette stratégie recherche expressément une main-d'œuvre flexible dans le but de saper la force du travail organisé<sup>55</sup>. »

Il n'est donc pas question de « désindustrialisation », mais du morcellement de la classe ouvrière productive en entreprises plus petites et en bureaux d'intérim.

*Un troisième facteur* responsable de la disparition de l'emploi dans « l'industrie », lequel arrive seulement en troisième position, c'est la délocalisation. Cette délocalisation *in globo* n'est pas synonyme de désindustrialisation. Toutefois, le transfert de l'industrie d'un continent vers un autre est manifeste. Cela concerne surtout le textile, les vêtements et les chaussures ainsi que certains secteurs de l'industrie high-tech (électronique, semi-conducteurs). Les call centers, les services à la clientèle et certains services juridiques et administratifs sont souvent sous-traités au niveau intercontinental, c'est ce que l'on appelle « l'offshoring ».

Selon l'*European Monitoring Center on Change*, les délocalisations internationales et la sous-traitance internationale sont « seulement » responsables de 7 % des emplois supprimés en Europe.<sup>56</sup>

La première – mais non l'unique – raison qui pousse à délocaliser une entreprise vers la Pologne, la Roumanie, l'Inde, la Chine, etc., c'est la conquête de nouveaux marchés. C'est du moins l'avis du Bureau fédéral du Plan en Belgique : « Différentes études traitent des délocalisations vers les pays à bas salaires. Le Bureau fédéral du Plan concluait, il y a quelques années, que les entreprises belges ou les multinationales qui s'installaient dans les pays de l'Europe de l'Est ou en Asie, *le faisaient avant tout dans le but de conquérir les marchés locaux*. Seuls quelques secteurs délocalisaient massivement des productions à faible valeur ajoutée<sup>57</sup>. »

Bien avant l'apparition des maquiladoras au Mexique, l'industrie textile a connu dans les années 1950 aux Etats-Unis une « délocalisation ». Plus exactement, une délocalisation interne vers les états du Sud où les ouvriers étaient moins syndiqués. En Europe, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les délocalisations « internes » n'ont jamais cessé. Pour certains secteurs, les conséquences sont considérables. D'un point de vue local, on a donc deux types d'évolution : d'une part, une évolution vers d'autres formes de production industrielle, de

nouveaux secteurs, petites entreprises avec des salaires inférieurs et moins de protection et, d'autre part, on a des régions désertées par les entreprises et transformées en désert social. « La désindustrialisation, entre mythe national et réalité locale », conclut l'enquête menée par l'Assemblée Nationale française<sup>58</sup>.

« La production en constante révolution, le dérangement ininterrompu de tous les liens sociaux, l'incertitude et l'agitation permanentes distinguent l'ère bourgeoise des précédentes », ont écrit Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste*<sup>59</sup>. L'agitation permanente de l'ère bourgeoise n'entraîne pas *automatiquement* l'affaiblissement du mouvement ouvrier, comme l'affirme Nadine Rosa-Rosso. Marx et Engels ont écrit : « Cette organisation des prolétaires en une classe, et donc en un parti politique, est à tout moment détruite par la concurrence des ouvriers entre eux. Mais elle renaît sans cesse, toujours plus forte, plus solide, plus puissante<sup>60</sup>. » Augmentation de la productivité, sous-traitance, nouveaux secteurs et délocalisation ne sont pas des phénomènes moins fréquents en France, aux Pays-Bas et en Italie que chez nous. Ont-ils nécessairement conduit à un affaiblissement du mouvement ouvrier dans ces pays ? Comment expliquer dans ce cas les vagues de grèves successives au Danemark (1998), en Espagne (2000, 2003), en Italie (2002, 2003, 2004), au Royaume-Uni (2002, 2003), en Autriche (2003), en Grèce (2003), en France (2003, 2005) et aux Pays-Bas (2004) ?

## 6. La classe qui porte l'avenir en elle

Ni le rôle dirigeant de la classe ouvrière ni le rôle d'avant-garde du parti révolutionnaire ne se décrètent comme ça, a écrit Nadine Rosa-Rosso : « *Le rôle d'avant-garde des communistes et de la classe ouvrière ne se décrète pas*, il se réalise dans l'action, dans la formation et le développement du front uni de toutes les couches du peuple et à travers la participation active à toutes les formes de résistance<sup>61</sup>. »

Je propose de nous arrêter un instant sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière et de nous pencher sur le rôle d'avant-garde du parti révolutionnaire dans un autre chapitre. Il y a 150 ans, la classe ouvrière sortait à peine du berceau, Karl Marx et Friedrich Engels n'avaient donc aucune peine à « décréter » le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière. Dans leur *Manifeste du Parti communiste*, ils écrivent : « De toutes les

classes subsistant aujourd'hui en face de la bourgeoisie, *le prolétariat seul forme une classe réellement révolutionnaire*. Les autres dépérissent et s'éteignent devant la grande industrie, dont le prolétariat est le produit le plus propre<sup>62</sup>. ». Ces phrases, Marx et Engels les écrivaient en 1848 alors que la classe ouvrière ne s'était pas encore « réalisée dans l'action » et n'avait pas encore « rassemblé toutes les autres couches sociales dans un front unique ».

Pour comprendre cette idée exprimée dans le *Manifeste du parti communiste*, ce qu'il convient de faire, ce n'est pas d'observer la manière dont la lutte des classes – à peine naissante – s'est produite, mais d'analyser le capitalisme. Marx et Engels ont décidé (« ont décrété ») que c'est à la classe ouvrière, étant donné sa position dans le régime capitaliste, que revenait le rôle principal dans la révolution sociale. Rosa-Rosso a aujourd'hui du mal à « décréter » le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière. Friedrich Engels avait déjà démontré, il y a plus d'un siècle, que la classe ouvrière portait en ses flancs l'avenir. Il a rédigé un article paru dans *The Labour Standard* et intitulé « Classes utiles et inutiles de la société », dans lequel il écrit : « Sans nul doute, il fut un temps où l'aristocratie terrienne constituait un élément inévitable et nécessaire de la société. Depuis cette époque, un très grand laps de temps s'est écoulé. Puis est venue une époque où, tout aussi inévitable et nécessaire, est apparue une classe moyenne capitaliste, une bourgeoisie, comme l'ont nommée les Français, qui a mené la lutte contre l'aristocratie terrienne, a rompu le pouvoir politique de celle-ci et, à son tour, a conquis le pouvoir économique et politique. Depuis l'apparition des classes, aucune époque cependant n'a vu la société à même de suivre son cours sans classe laborieuse. Le nom et la position sociale de ces classes se sont modifiés ; l'esclave a été supplanté par le serf à qui, à son tour, a succédé le travailleur libre – libre du servage, mais également dénué de tout bien matériel hormis sa propre force de travail. Mais une chose est claire : quels que soient les changements qui ont pu se produire au sein des couches supérieures non productives de la société, cette même société n'a jamais pu vivre sans une classe de producteurs. Cette classe est donc indispensable en toutes circonstances – même si le temps viendra où elle ne sera plus une classe, mais englobera la société tout entière<sup>63</sup>. »

Ce qui a « décrété » que les ouvriers étaient des pionniers, c'est l'histoire elle-même, ce sont les lois économiques, politiques et organisationnelles du régime capitaliste. Aussi longtemps que le capital existera, la force sociale qui permet au capital de se multiplier ne *pourra*

pas disparaître. Sans travail productif, pas de plus-value et pas de profit pour les patrons. Il existe environ un milliard de familles ouvrières dans ce monde, ces familles sont les actuels fossoyeurs du système des ETN et de la maximalisation du profit. Elles constituent, comme le font remarquer Marx et Engels dans leur *Manifeste du Parti communiste*, le *mouvement de la majorité* : « Tous les mouvements du passé ont été le fait de minorités ou ont profité à des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité. Le prolétariat, couche la plus basse de la société actuelle, ne peut se soulever, se redresser, sans faire sauter tout l'édifice des couches supérieures qui constituent la société officielle<sup>64</sup>. »

## Chapitre 2

### Lutte de classe, syndicats et parti révolutionnaire

*« Pour moi, le capitalisme est condamné, il ne peut offrir aucune solution. Nous devons nous battre car il ne s'en ira pas de lui-même. En tant qu'ouvrier, il faut savoir de quel côté on se trouve. On entend souvent : « Oui, mais il faut aussi envisager l'autre côté ». Ce à quoi je ne cesse de répondre : 'Il n'existe pas d'autre côté.' Il faut être catégorique : mon camp c'est celui-ci et c'est pour ce camp que nous luttons. »*

Jan Cap,  
ex-délégué principal des chantiers de constructions navales Boel

Qui fait l'histoire ? Comment faire un travail d'organisation avec des rythmes, des quantités qui ne cessent d'augmenter et une flexibilité toujours plus grande ? Quelle est la tâche du syndicalisme ? Et quelle perspective un parti révolutionnaire peut-il offrir ? Voici les questions auxquelles nous tenterons de répondre dans ce second chapitre.

#### I. Classe dirigeante ou classe perdante ? Qui fait l'histoire ?

Nadine Rosa-Rosso pense qu'il n'est pratiquement plus humainement possible d'organiser la classe ouvrière dans les entreprises – que cela est uniquement réservé aux héros. Dans un article qu'elle a rédigé pour la revue *Contradictions*, on peut lire : « Tous sont convaincus que le travailleur est un homme total, un citoyen à part entière. *Aujourd'hui, la force du monde ouvrier organisé tend à faiblir* de par le fait matériel de la disparition d'entreprises, voire de secteurs industriels entiers, mais aussi par cet autre fait matériel que les conditions de travail et de vie

*dans l'entreprise se sont tellement dégradées que construire cette force relève pratiquement de l'héroïsme*<sup>65</sup>. » Elle le répète également à une autre occasion : « L'entreprise devient de plus en plus *un lieu infernal* où même *penser devient impossible*, où le travail abrutit de plus en plus inexorablement, épuise moralement et physiquement<sup>66</sup>. »

Faut-il dès lors organiser la classe ouvrière « en-dehors de l'enfer de l'usine », en-dehors de la sphère de production ?

Marx explique dans *Le Capital* les lois qui conduisent inévitablement à des conditions inhumaines. Ainsi, il écrit à propos de l'allongement de la journée de travail : « Dans sa pulsion débridée et aveugle, sa soif impavide d'accroître le travail, le capital outrepassa les limites non seulement, morales mais aussi purement physiques de la journée de travail. Le capital s'approprie le temps de la croissance, du développement et du maintien en bonne condition du corps. Le capital vole le temps nécessaire à respirer de l'air frais et à profiter de la lumière solaire. Le capital rogne sur le repas (...), sur le sommeil réparateur (...). Le capital ne cherche pas la longévité de la force de travail. Le capital s'intéresse uniquement, exclusivement au maximum de force de travail pouvant être créée sans encombre en une journée de travail<sup>67</sup>. »

Selon Nadine Rosa-Rosso, les conditions de travail actuelles seraient à ce point infernales qu'il est devenu impossible d'organiser les travailleurs sur le lieu du travail. Comment le jeune mouvement ouvrier s'y est-il donc pris au milieu du dix-neuvième siècle ? Les industries naissantes n'étaient-elles pas également des « lieux infernaux » ? Le travail à l'époque n'était-il pas également abrutissant « tant moralement que physiquement » ? Les conditions de travail étaient-elles meilleures à l'époque ? Pour Marx, une seule chose peut expliquer la « faim de loup » du capital. Cette chose, ce n'est ni « l'exode » et encore moins « l'abandon » des entreprises, mais la lutte de la classe contre la classe. Il a écrit à ce propos : « L'histoire de la journée de travail (...) prouve de façon convaincante que le travailleur en tant qu'individu isolé (...) a désespérément le dessous. De ce fait, la mise en place d'une journée de travail normal est le résultat d'une guerre civile plus ou moins cachée et de longue durée entre la classe des capitalistes et la classe ouvrière<sup>68</sup>. »

L'histoire du « monde ouvrier » belge fait également apparaître cette « longue guerre civile plus ou moins cachée ». Il faudra attendre un demi-siècle (de 1830 à 1880) avant que le mouvement ouvrier parvienne à s'organiser dans les grandes entreprises. Les premières percées

organisationnelles dans les ateliers des grandes industries ne se feront qu'après d'innombrables efforts consentis via les mutualités, les caisses de résistance et les coopératives. Dans son impressionnante *Histoire du mouvement ouvrier européen*, l'historien Leo Michielsen écrit : « En général, au 19<sup>e</sup> siècle, l'implantation syndicale dans les très grandes entreprises fut plus difficile que dans les petites et moyennes entreprises. Dans les très grandes usines, le pouvoir du patron était trop écrasant. L'initiative vers l'association partit de quelques pionniers, de quelques individus ou d'un petit groupuscule. Avant même d'avoir l'occasion d'organiser quoi que ce soit, ils étaient généralement paralysés par la faim et les poursuites judiciaires<sup>69</sup>. »

Au tournant du siècle dernier, August De Winne, journaliste pour *Le Peuple*, recevait une lettre rédigée par les ouvriers de Zele : « Lorsque nous travaillons toute une semaine, nous gagnons une douzaine de francs. Mais nous devons les accepter sous forme de denrées des magasins et par conséquent, nos douze francs n'en valent pas même une dizaine. Car, dans ce magasin, nous payons le sac de charbon 50 centimes de plus et le pain 10 centimes de plus que dans les autres magasins. Nous endurons la faim et aimerions voir notre travail payé en argent. Toutefois, ce n'est pas d'usage ici. Au lieu de cela, nous recevons du pain et du beurre. Il nous est impossible de nous rendre à Termonde afin d'y dénoncer notre condition, pour la simple raison que nous ne pouvons quitter notre travail. On suce le sang de l'ouvrier de Zele. Nous avons trop pour mourir et pas assez pour vivre. Allez voir les usines ! Nous n'osons même pas signer la présente<sup>70</sup>. »

Pour les dockers, la situation n'est pas meilleure. « Toute ma vie, j'ai visité des ports, mais nulle part je n'ai vu le travail des femmes aussi exploité qu'à Anvers », écrit en 1905 un visiteur. Dans son livre *De Antwerpse Dokwerker* (Le docker anversois), Karel Van Isacker décrit la vie des dockers : « Les manœuvres qui travaillent jusque tard dans la nuit doivent souvent rester en rue parce qu'il n'y a plus de trams à ces heures-là. Pour eux, c'est le plus grave. Devoir passer la nuit dehors avec des vêtements sales ou trempés. Côté santé, c'est la catastrophe. Il n'y a pas de bons postes de soins. En cas d'accident, les dockers sont abandonnés à leur sort. Chaque jour, il se produit au moins un accident grave. Tant bien que mal, le travailleur blessé est traîné par ses camarades, placé sur un brancard et porté à l'hôpital. Partout, les enfants sont mis au travail. Les salaires sont payés à la journée, et souvent dans les cafés. C'est d'ailleurs dans les cafés aussi que l'on embauche. Il y a même eu une époque où les salaires étaient payés en genièvre<sup>71</sup>. »

Vers 1886, le docteur Narcisse Lebon décrivait la situation dans le Borinage : « Dans le Borinage, la débilité s'installe chez les travailleurs en raison du manque permanent de nourriture saine, du travail épuisant et du labeur continu des jeunes enfants dès 5 heures du matin jusqu'à 8 et 10 heures du soir. Ces travailleurs sont immédiatement reconnaissables à leur teint d'une lividité cadavérique et à leur mine épuisée. Beaucoup trop petit pour leur âge, certainement jusqu'à l'âge de dix-huit ans, le corps déformé en raison de la torsion que subit leur colonne vertébrale pendant le travail. Les patrons des mines, qui normalement embauchent de père en fils et fille, doivent aller recruter dans d'autres régions car les jeunes mineurs sont tellement dégénérés sur le plan physique qu'ils ne peuvent plus mettre au monde des enfants sains. Quand un Borain ressort de la mine, c'est comme s'il s'extirpait en chancelant de son tombeau. Dans l'industrie du verre, la situation ne vaut guère mieux<sup>72</sup>. »

Et pourtant, les ouvriers du textile à Zele, les dockers à Anvers et les mineurs du Borinage ont su s'organiser. Et ce n'était pas de la petite bière. En Belgique, il était interdit d'arborer en rue un drapeau rouge, il était interdit de fêter le 1<sup>er</sup> mai, il était interdit (pour les syndicats) de « conspirer ». La loi *Le Chapelier* datant de 1791, en vigueur en Belgique jusqu'en 1867, punissait les « coalitions de travailleurs dans le but de forcer la hausse des salaires » (article 415). Et, enfin, il y avait le livret de travail tant haï dans lequel le patron pouvait noter unilatéralement ses appréciations à propos des travailleurs « récalcitrants ». Entre 1830 et 1867, pas moins de 1 500 ouvriers ont été jetés en prison pour avoir fait grève<sup>73</sup>.

Ces conditions ne sont-elles pas « plus infernales » que les conditions actuelles en Belgique ? On pouvait tout perdre : son salaire, sa nourriture, sa santé et sa vie. Et pourtant, il y a eu une révolte collective. Au départ, il était question d'échauffourées, d'occupations collectives des terres saisies, de destruction des machines, d'incendie des demeures patronales et de pillages. Mais, très vite, ces actes allaient faire place aux pétitions, aux marches, aux assemblées, aux manifestations et aux grèves. La Belgique est l'un des premiers pays au monde où les travailleurs ont lancé une grève générale<sup>74</sup>.

Dans son livre *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Friedrich Engels dépeint des scènes identiques qui se déroulent dans la jeune Angleterre industrielle. En 1845, l'Angleterre et la Belgique étaient les deux nations les plus industrialisées au monde. Engels décrit la misère qui, chez nous, est dépeinte par August De Winne et d'autres.

La différence, c'est qu'Engels ne se contente pas de démontrer la misère, mais également la force révolutionnaire potentielle. Le communiste allemand Franz Mehring<sup>a</sup> en témoigne : « Engels y dépeignait les conditions d'existence de la classe ouvrière anglaise dans sa réalité effrayante, mais typique du règne de la bourgeoisie. (...) Ce qui fait la valeur essentielle du livre, ce n'est pas le tableau que brosse Engels de la misère du prolétariat. (...) De ce point de vue, Engels avait eu plus d'un précurseur. (...) Ce n'est pas non plus l'authentique révolte contre un système social qui soumet les classes laborieuses aux pires souffrances, ni la description véritablement bouleversante de ces maux, ni encore la profonde et sincère compassion envers les victimes qui confèrent à l'ouvrage son caractère spécifique. Son aspect le plus admirable et en même temps le plus important historiquement, c'est la lucidité avec laquelle l'auteur, un jeune homme de 24 ans, sut saisir l'esprit du mode de production capitaliste et expliquer à partir de là non seulement l'essor de la bourgeoisie, mais aussi son déclin, non seulement la misère du prolétariat, mais aussi son salut<sup>75</sup>. »

Marx et Engels ont mis cette notion en pratique. Tout au long de leur vie, ils ont aidé à l'édification et à la politisation des trade-unions. Ils ont également œuvré à l'édification d'un parti d'avant-garde conscient à la tête du mouvement ouvrier.

Cela est resté, après eux, la position du mouvement communiste. Lorsque la Belgique s'est retrouvée sous la botte de l'occupant nazi, lorsque les conditions de travail et les salaires sont devenus sans issue, lorsqu'une importante partie des plus hauts dirigeants syndicaux a disparu (fuyant à Londres ou collaborant avec les nazis), lorsque la Gestapo a procédé à l'arrestation des délégués, Julien Lahaut<sup>b</sup> n'a jamais dit :

a Franz Mehring (1846-1919) : théoricien de la gauche du SPD (parti social-démocrate allemand) au début du 20<sup>e</sup> siècle, il a fait partie de l'opposition révolutionnaire à la Première Guerre mondiale. Avec Rosa Luxembour et Karl Liebknecht, il fut l'un des membres fondateurs du Parti communiste allemand en 1919, mais est mort juste après. On lui doit une biographie très fouillée de Karl Marx.

b C'est à l'âge de quatorze ans que Julien Lahaut (1884-1950) débute sa carrière dans l'usine de Cockerill. Il reçoit très vite l'étiquette « d'agitateur ». En 1905, à l'âge de 21 ans, il fonde avec Bondas et Delvigne le premier vrai syndicat sidérurgiste de Belgique. Durant la Première Guerre mondiale, il part comme volontaire sur le front russe, où il fera siennes les idées communistes. De retour au pays, il tente de réaliser ses idéaux au travers du Parti communiste de Belgique. En 1921, Lahaut dirige la grève de neuf mois menée par les 9 000 sidérurgistes et mineurs d'Ougrée-Marihaye (près de Liège). En 1932, Lahaut compte à nouveau parmi les hommes de pointe de la grève menée par 200 000 mineurs et autres travailleurs qui réclament une augmentation des salaires. Lorsque Hitler s'empare du pouvoir en 1933, il organise à Liège une manifestation en direction du consulat nazi allemand. Le drapeau nazi est retiré »

« L'entreprise devient de plus en plus un lieu infernal où même penser devient impossible... » Au contraire, il a mené l'une des grèves illégales les plus réussies qu'ait connues l'Europe occidentale occupée. Le 10 mai 1941, 100 000 sidérurgistes, de Liège jusqu'au nord de la France, sont partis en grève. Au bout de deux semaines, les patrons de l'acier et l'occupant allemand se voyaient contraints de se résigner et d'accepter toutes les revendications des grévistes.

Personne ne peut nier que, ces dix dernières années, les conditions de travail se sont dégradées. Tant que le socialisme existait en Europe de l'Est, avec la sécurité sociale, la gratuité des soins de santé et de l'enseignement, l'infrastructure culturelle, les transports publics, le plein emploi, etc., le capitalisme en Occident n'avait pas d'autre choix que d'accorder des concessions au mouvement ouvrier. Depuis que le socialisme a été envoyé au tapis par la *contre-révolution de velours*, le capital est redevenu plus audacieux. Les usines ont ensuite été transformées en casernes. Le stress a remplacé la silicose. Les emplois fixes ont fait place aux emplois à mi-temps et aux intérim, les emplois bien rémunérés aux emplois bidon et à sous-statut. La part représentée par les salaires au niveau des ressources mondiales diminue. Les anciennes lois contre les grèves refont surface, on en crée de nouvelles, on impose des astreintes. Même les lois socialistes de l'implacable Bismarck<sup>c</sup> dans l'Allemagne de 1879 émergent à nouveau : en Lettonie, en Pologne et en Slovaquie<sup>d</sup>.

- ▶ et Lahaut, élu depuis 1932, le déchirera en plein parlement en prononçant ces mots : « Voilà ce que les travailleurs pensent du fascisme, quoi que vous tous au Parlement décidiez de faire. » Julien Lahaut savait mieux que personne enthousiasmer les travailleurs et gonfler leur moral. C'est aussi ce qu'il a fait avec ses compagnons d'infortune dans les camps de concentration, où il a failli perdre la vie durant la Seconde Guerre mondiale. Ce n'est donc pas sans raison qu'on le surnomme « *l'homme qui portait le soleil dans sa poche* ». Au moment de la « question royale », il est en tête des cortèges de manifestants qui s'opposent au retour du roi Léopold III. Au moment où Baudouin prête serment, il prononce les mots désormais légendaires « *Vive la république !* » en plein parlement. On lui attribue la devise républicaine. À peine une semaine plus tard, il est assassiné devant son domicile.
- c Le comte Otto von Bismarck (1815-1898), chancelier à la main de fer, est à l'origine de la réunification de l'Allemagne et a favorisé l'alliance entre la noblesse et la haute bourgeoisie. Il a également stimulé l'expansion du militarisme prusso-allemand. Entre 1862 et 1871, il a été ministre président de Prusse ; de 1871 à 1889, il a également rempli les fonctions de chancelier. C'est à lui que l'on doit les fameuses lois d'exception anti-socialistes (21 octobre 1878) qui ont déclaré la social-démocratie illégale. Les journaux des ouvriers, leurs associations et leurs clubs ont été interdits, leurs possessions saisies et le SPD mis hors la loi. Ces événements ont été suivis d'une vague d'arrestations et d'expulsions. Malgré la répression, le SPD a continué de s'organiser dans l'illégalité en Allemagne.
- d En Lettonie, le Parti communiste est interdit par la constitution depuis 1991. Son président, Alfred Rubiks, a passé six ans sous les verrous. Une fois libéré, il a fondé le ▶

De même, personne ne pourra nier que le prolétariat s'oppose à la vague de libéralisation et au démantèlement des acquis sociaux. Cette opposition se présente sous de multiples facettes, allant de la lutte pour le maintien du temps de douche durant les heures de travail dans les usines poussiéreuses d'Umicore à Hoboken à celle pour le maintien de la pause de midi. Petites victoires sur le lieu de travail. Petites victoires des travailleurs, des employés et de leurs syndicats. Et petites victoires des communistes qui ne quittent pas les usines, mais qui s'agrippent à la lutte. Le nombre d'actions menées dans les entreprises est en constante augmentation depuis les années 90. Il s'agit d'actions sur le terrain, organisées par des dizaines de milliers de représentants syndicaux, des gens faits de chair et de sang. Des gens qui n'ont pas abandonné les entreprises.

Marx reprochait aux *socialistes utopistes* de ne voir que la misère : « Dans la misère, il ne voient que la seule misère, sans en apercevoir le côté révolutionnaire qui mettra sens dessus dessous la vieille société<sup>76</sup>. » Si Marx et Engels s'étaient contentés de se lamenter devant tant de misère ni la Première Internationale ni la prise de conscience progressive des syndicats ne seraient un fait. Si les travailleurs coréens, colombiens, sud-africains avaient baissé les bras face à la misère et la répression, les récents mouvements de lutte pour la défense des droits syndicaux, contre les privatisations et contre le Fonds monétaire international auraient tout simplement été impossibles.

## 2. Exode ? Désertion ? Abandon des entreprises ?

« La force de la classe ouvrière ne réside pas dans les institutions représentatives, mais dans l'antagonisme et l'autonomie des travailleurs eux-mêmes. » C'est ce qu'écrivaient Negri et Hardt sur la classe ouvrière américaine dans les années 1960 et 1970. « En outre, la créativité et la *conflictualité du prolétariat* résidaient aussi – et peut-être de façon plus importante – dans les populations travaillant *en dehors des usines*. Même (et spécialement) *ceux qui refusaient activement de travailler* posaient à la fois de sérieuses menaces et *des solutions de rechange créatives*<sup>77</sup>. »

- › Parti socialiste de Lettonie, actuellement le second plus grand parti dans la capitale Riga. Rubiks se bat devant les tribunaux pour obtenir le droit d'existence du Parti communiste. En Pologne, le parti de l'Union des Communistes polonais *Proletariat* a été interdit en 1999, le motif invoqué était : « lacunes dans les statuts ». En Slovaquie, vers le milieu de l'année 2003, on a soumis un projet de loi prévoyant une peine de six mois à trois ans d'emprisonnement en cas de « revendication publique en faveur du communisme ».

Durant la période 1960-70, il y avait selon les deux auteurs une force créatrice dans le « refus du régime disciplinaire ». « La perspective d'obtenir un emploi garantissant un travail stable et régulier à raison de huit heures par jour et de cinquante semaines par an, pour toute une vie de travail ; la perspective d'entrer dans le régime normalisé de l'usine sociale : tout cela avait été le rêve pour beaucoup de leurs parents – mais cela leur apparaissait désormais comme une sorte de mort. *Le refus massif du régime disciplinaire*, qui revêtait une grande variété de formes, ne fut pas seulement une expression négative, mais aussi un *moment de création...*<sup>78</sup> »

Selon Negri et Hardt, c'est de cette période qu'ils s'inspirent pour proposer aujourd'hui « de nouvelles formes de lutte de classe » : « *désertion et exode sont de puissantes formes de lutte de classe*, contre la postmodernité impériale, dans son contexte même<sup>79</sup>. » Et ils précisent : « Tandis que dans l'ère disciplinaire, la notion fondamentale de résistance était le *sabotage*, ce pourrait être la *désertion* à l'ère du contrôle impérial (...). Les batailles contre l'Empire pourraient être gagnées par soustraction et défection<sup>80</sup>. »

Soustraction et défection forment en effet un élément important de la théorie de la tactique, tout comme l'encerclement et l'attaque. Il convient néanmoins de rappeler à Negri et Hardt qu'avec les seules soustraction et défection, on ne pourra gagner aucune bataille. Mais derrière l'appel à se soustraire à la discipline du travail et à faire défection se cache autre chose. Pour certains intellectuels, l'usine est une machine infernale mais, pour les travailleurs, c'est en plus d'être l'endroit où ils gagnent leur pain, l'endroit où ils exercent fièrement leur métier et le lieu par excellence où ils peuvent mener la lutte. L'usine organise et rassemble les travailleurs en vue d'une confrontation directe avec les patrons. L'usine, celle qui rapporte les énormes profits grâce auxquels les capitalistes s'enrichissent, est aussi leur point faible. A l'exode, la fuite, le « retrait du régime disciplinaire » s'oppose la vision de Lénine, laquelle est toujours d'actualité : « Cette fabrique qui, à d'aucuns, semble être un épouvantail, pas autre chose, est précisément la forme supérieure de la coopération capitaliste, qui a groupé, discipliné le prolétariat, lui a enseigné l'organisation, l'a mis à la tête de toutes les autres catégories de la population laborieuse et exploitée. C'est le marxisme, idéologie du prolétariat éduqué par le capitalisme, qui a enseigné et enseigne aux intellectuels inconstants la différence entre le côté exploiteur de la fabrique (discipline basée sur la crainte de mourir de faim) et son côté organisateur (discipline basée sur le tra-

vail en commun résultant d'une technique hautement développée). La discipline et l'organisation, que l'intellectuel bourgeois a tant de peine à acquérir, sont assimilées très aisément par le prolétariat, grâce justement à cette « école » de la fabrique. La crainte mortelle de cette école, l'incompréhension absolue de son importance comme élément d'organisation, caractérisent bien le mode de pensée qui reflète les conditions d'existence petites-bourgeoises, engendre cet aspect de l'anarchisme que les social-démocrates allemands appellent *Edelanarchismus*, c'est-à-dire l'anarchisme du monsieur 'distingué', l'anarchisme de grand seigneur, dirais-je<sup>81</sup>. »

Nadine Rosa-Rosso ne parle pas de « créativité » et de « moments de création », mais d'« air frais » et d'« oxygène ». Contrairement à Negri et Hardt, elle ne préconise pas la désertion et l'exode. Elle estime néanmoins que cet « air frais » et cet « oxygène », il faut les chercher en dehors de l'usine : « La classe ouvrière a besoin *d'oxygène, d'air frais*, elle ne doit pas attendre qu'il tombe du ciel pollué par l'impérialisme, elle doit le chercher elle-même<sup>82</sup>. » Son conseil : « Le monde du travail (...) *doit sortir résolument de l'usine, de l'entreprise, du secteur* (...) et aller avec optimisme et confiance vers toutes les classes et couches sociales qui sont victimes elles aussi de la dictature insoutenable des grands monopoles<sup>83</sup>. » Et il n'y a pas de temps à perdre, insiste-t-elle, car « c'est *une course contre la montre* avec toutes les formes de fascisme qui empoisonnent la société. Il faut tendre les deux mains à chaque personne, groupe, association qui résiste d'une manière ou d'une autre à la fascisation constante de notre société. *Il n'est plus temps de faire la fine bouche*<sup>84</sup> ».

En invitant à « *sortir de l'usine, de l'entreprise, du secteur* », Nadine Rosa-Rosso oublie que la lutte finale tourne autour de la question de savoir quelle est la classe qui possède les moyens de production, quelle est la classe qui décide du mode de production et de la destination à donner à la production. Se soustraire à l'usine, c'est se soustraire à cette lutte.

Cela fait plus d'un siècle et demi que les révisionnistes du marxisme plaident pour l'abandon du lieu de travail. Ainsi, c'est à d'autres groupes sociaux d'incarner la force créatrice et la créativité du changement, d'apporter un souffle nouveau ou de mener la révolution sociale. A chaque fois, le discours débute par ces mots : « Les temps ont changé ». La percée de la démocratie bourgeoise a d'abord « tout modifié » au niveau des nations, c'est ensuite l'apparition des monopoles qui est venue « changer la donne », puis c'est au tour des droits à la sécurité sociale

dans la société d'abondance de modifier en profondeur la situation et, aujourd'hui, ce sont les récentes modifications au niveau de la production qui ont tout changé. On entend sans cesse dire que « la combativité, il faut la trouver en dehors des murs de l'usine », que « l'oxygène est à respirer ailleurs », et que « les travailleurs sont devenus égoïstes », que « la classe ouvrière européenne a loupé son rendez-vous avec l'histoire » et que « d'autres groupes doivent à présent jouer le rôle d'avant-garde ». Au cours du siècle écoulé, les pauvres, les exclus, les personnes qui refusent de travailler, les émigrés, les écologistes, les verts, les pacifistes, les femmes, les scientifiques, les informaticiens... ont tous été reconnus comme le groupe social à qui il incombe de mener la révolution. Le point commun entre toutes ces théories, c'est que toutes ignorent les lois sociales et économiques de l'histoire, qu'elles évitent toutes la question de la production et du contrôle de la production.

Le cœur du changement actuel, c'est la lutte entre travail et capital. À ce propos, il ne peut être porté préjudice à l'analyse de Lénine : « Dans n'importe quel pays capitaliste, *la force du prolétariat est incomparablement supérieure au pourcentage* du prolétariat par rapport à l'ensemble de la population. Ceci parce que le prolétariat domine économiquement le centre et le nerf du système économique capitaliste tout entier, et aussi parce que le prolétariat traduit sur le plan économique et politique les véritables intérêts de l'immense majorité des travailleurs en régime capitaliste. C'est pourquoi le prolétariat, *même quand il constitue la minorité de la population (ou lorsque l'avant-garde consciente et véritablement révolutionnaire du prolétariat constitue la minorité de la population)*, est capable de renverser la bourgeoisie et de gagner ensuite à ses côtés de nombreux alliés dans la masse des semi-prolétaires et des petits bourgeois, laquelle ne se prononcera jamais d'avance pour la domination du prolétariat, ne comprendra les conditions et les objectifs de cette domination et ne se convaincra qu'ensuite, par sa propre expérience, que la dictature du prolétariat est inévitable, juste et nécessaire<sup>85</sup>. »

Le fait que les travailleurs productifs se retrouvent dans l'œil du cyclone, qu'ils mènent effectivement la lutte entre travail et capital sur le lieu de travail, ne signifie nullement qu'ils sont les seuls à lutter. Cela signifie encore moins qu'une grande alliance entre les travailleurs productifs, les autres couches de la classe ouvrière, les agriculteurs, les couches prolétarisées de l'intelligentsia, les progressistes et les jeunes qui ont choisi le camp des exploités est inutile. Bien au contraire. C'est justement parce que les travailleurs productifs sont formés, organisés et

disciplinés dans la lutte, c'est justement parce que les travailleurs industriels constituent le cœur de ce système de production, qu'ils ont pour mission de pousser les autres couches exploitées et opprimées. Ils ne vont pas vers les autres couches sociales pour « reprendre leur souffle » pour « trouver de l'oxygène » ou pour acquérir « une force créatrice » mais pour faire avancer la lutte sociale toute entière. Ainsi, les métallos des Forges de Clabecq se sont joints au mouvement des professeurs, élèves et étudiants en 1994-1996. Cela s'est également produit à Seattle en 1999, lorsque 50 000 travailleurs, des métallos pour la plupart, sont descendus dans la rue pour protester contre la politique néo-libérale de l'Organisation mondiale du commerce. Ils ont percé le cordon de sécurité de la police et ils ont fraternisé avec les autres *altermondialistes*. On a parlé de « *Turtles and Teamsters united at last* », que l'on pourrait traduire par « altermondialistes et syndicalistes enfin réunis ».

Et si, le samedi 31 juillet 2001, sur le Corso d'Italia à Gênes, on a pu éviter le massacre, c'est grâce à la présence des 40 000 métallos de la FIOM<sup>e</sup> et de celle des militants des syndicats de base COBAS et CUB<sup>f</sup>. La manifestation géante qui avait rassemblé 300 000 personnes pour protester contre les sept pays industrialisés les plus riches et la Russie a été réprimée de manière violente : gaz lacrymogènes à l'avant, carabinieri à droite, zodiacs de la police en mer à gauche et hélicoptères Agusta en haut. La panique s'est donc emparée des manifestants. Le lendemain matin, la Via Corso ressemblait au stade du Heysel après le drame : chaussures perdues, vêtements en lambeaux, drapeaux, foulards, GSM et lunettes éparpillés. C'est uniquement grâce à l'intervention du mouvement ouvrier que l'on a pu éviter des morts ce jour-là. Sans aucune hésitation, il a protégé les manifestants en transformant leur mâts en barrière et en déployant une énorme banderole sur laquelle on pouvait lire : « Contre les patrons du monde : le pouvoir aux travailleurs ».

### **3. Ne vous lamentez pas, organisez-vous ! Les syndicats**

Selon Negri et Hardt, « de nos jours aussi, nous constatons que les formes traditionnelles de résistance telles que les organisations ouvrières traditionnelles qui s'étaient développées à travers la majeure partie du

e FIOM, centrale des métallos de la CGIL au sein de laquelle Rifondazione, le parti communiste refondé, joue un rôle important aux côtés des social-démocrates de DS (ex-PCI).

f CUB: la Confederazione Unitaria di Base.

dix-neuvième et du vingtième siècles, ont commencé à perdre leur pouvoir. Une fois encore, *un nouveau type de résistance doit être inventé*<sup>86</sup>. »

Le mouvement ouvrier et ses organisations syndicales seront sans nul doute confrontés à de nouveaux défis : l'organisation d'une force de travail à temps partiel, flexible et précaire, la mobilisation du travail intérimaire et de la sous-traitance, l'implication des sans-emploi, etc. Et lorsque certains cadres supérieurs du mouvement syndical, comme c'est le cas pour la direction de la Confédération européenne des syndicats (CES), s'identifient aux objectifs des grands monopoles européens et leur Union européenne (en d'autres termes « s'institutionnalisent »), le mouvement syndical perd effectivement de son pouvoir. Mais le problème se situe-t-il réellement au niveau des organisations de travailleurs, du concept de mouvement syndical en tant qu'organisateur de la classe ouvrière ? Ou le problème se situe-t-il au niveau d'un petit groupe de cadres syndicaux ?

Jan Cap et d'autres délégués des chantiers navals Boel à Tamise ont été très clairs sur ce point. Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Plutôt que de créer une nouvelle organisation de masse ouvrière, le mouvement syndical existant devrait se ressourcer : « Le jour où l'ensemble du mouvement syndical se rendra compte à nouveau qu'un seul camp est le nôtre et qu'il n'existe pas de position intermédiaire, ce jour-là, une démocratie totale sera également possible au sein du mouvement syndical. (...) Alors, nous retrouverons un véritable mouvement syndical, avec des principes, une direction, de bonnes structures et une base combative (...). Le mouvement syndical doit apprendre à se reconnaître à nouveau, retrouver la fierté de représenter la classe ouvrière. Nous, les travailleurs, voulons tous ensemble quelque chose d'autre : le socialisme, le véritable socialisme. Le jour où le mouvement syndical défendra ce point de vue, sa cause renaîtra et il en reviendra à ses origines<sup>87</sup>. »

En ce qui concerne l'organisation de la classe ouvrière en tant que classe, le syndicat tout comme le parti sont indispensables. Le syndicat a pour tâche d'unir les travailleurs individuels afin qu'ils forment une classe contre le capital. Non seulement pour la lutte économique, mais aussi pour les revendications politiques. Marx a écrit : « Le capital est une force sociale concentrée, alors que le travailleur ne dispose que de sa propre force de travail. (...) La force sociale des travailleurs s'appuie uniquement sur leur nombre. Mais la force de leur avantage numérique est annulée par leur morcellement. Le morcellement des travailleurs apparaît et se maintient en raison de leur *inévitabile concurrence mutuelle*. Les syndicats sont nés à l'origine de tentatives élémentaires des travailleurs en vue de supprimer cette concurrence ou, du moins, de la réduire au minimum. (...) De ce fait,

le rôle immédiat des syndicats est resté limité à des tentatives de bloquer la montée incessante du capital, bref, à des problèmes de salaire et de temps de travail. Un tel travail syndical est non seulement légal mais également indispensable. On ne peut s'y soustraire, tant qu'existera l'actuel mode de production...<sup>88</sup> » Cette nécessité existe toujours à l'heure actuelle. Au Royaume-Uni, dans les entreprises où le syndicat est représenté, ainsi que dans celles où la CCT couvre plus de 70 pour 100 du personnel, les salaires sont en moyenne 9 pour 100 plus élevés par rapport aux entreprises où il n'y a pas de syndicat ou de CCT générale<sup>89</sup>. Aux États-Unis, les travailleurs syndiqués (et donc protégés par des accords) gagnent en moyenne 27 pour 100 de plus que les travailleurs non syndiqués<sup>90</sup>.

Mais, selon Marx, cela ne suffit pas. « Par ailleurs, et sans s'en être rendu compte, les syndicats sont devenus des *centres organisationnels* de la classe ouvrière (...). Si les syndicats sont indispensables pour la lutte partisane entre le capital et le travail, ils sont également importants, et à plus forte raison, en tant que *force organisée visant la destruction du système du travail salarié et du pouvoir du capital même*<sup>91</sup>. »

C'était également la conclusion à laquelle était arrivée la I<sup>e</sup> Internationale. Au Congrès de Genève (1886), les positions de Proudhon<sup>g</sup> subirent un échec. Les proudhoniens rejetaient toute activité politique de la part du mouvement ouvrier et s'opposaient à l'arme de la grève. Ils refusaient également toute intervention de l'État dans les relations entre le travail et le capital. Les partisans de Proudhon voulaient rendre le circuit capitaliste « superflu » en mettant sur pied des coopératives régionales (le mutualisme). Ce ne sont pas les coopératives qui sont le levier de la suppression du capitalisme, mais bien le mouvement syndical, avait répondu la majorité de la I<sup>e</sup> Internationale. Et c'est ainsi que le mouvement syndical a lui aussi une mission politico-sociale.

Le mouvement syndical est l'organisation de masse de la classe ouvrière. C'est pour cette raison qu'il est indispensable à son émancipation. Il n'est pas uniquement question du degré de syndicalisation. Il importe avant tout de savoir dans quelle mesure le mouvement syndical est capable d'encadrer toute la classe ouvrière. En ce qui concerne la situation

g Proudhon (1809-1865) est qualifié par Marx de père spirituel de l'anarchisme. Proudhon est très virulent dans sa critique du capital (« La propriété, c'est le vol »), de l'Église et de l'État (« Ni Dieu ni maître »). Il voit la solution dans des coopératives d'entraide mutuelle et cherche le salut dans la petite propriété. Il rejette le pouvoir de l'État, non seulement dans le capitalisme, mais également en tant qu'instrument d'une société socialiste. Il s'oppose à l'action politique et aux grèves.

actuelle, les chiffres se rapportant aux conventions collectives de travail sont tout aussi importants pour mesurer la force et l'influence du mouvement syndical. En France, seulement 9 pour 100 des salariés sont syndiqués, alors que les organisations syndicales françaises représentent 95 pour 100 des salariés lors des négociations des conventions collectives de travail (voir Tableau 5).

La majorité de la population active n'est effectivement syndiquée que dans quatre pays d'Europe seulement. Il s'agit notamment du Danemark, de la Suède, de la Finlande et de la Belgique (voir Tableau 5). Syndiquer les travailleurs salariés continue d'être un combat vital pour le mouvement syndical. Au Royaume-Uni, Thatcher a introduit des mesures antisyndicales qui, aujourd'hui, sont toujours maintenues par le *New Labour* de Tony Blair. Avant de pouvoir faire grève, il est obligatoire de remettre une liste reprenant le nom de toutes les personnes participant à la grève. Les allocations sociales attribuées aux familles des grévistes sont alors réduites. Les grèves de solidarité sont complètement interdites. Toutes actions entreprises en vue de soutenir d'autres grèves (même s'il s'agit d'une société sœur), ainsi que les actions menées par solidarité avec une société qui a été fermée, sont illégales. Enfin, les allocations sociales attribuées aux familles des grévistes « illégaux » sont suspendues. C'est suite à ce type de lois que le nombre de travailleurs protégés par une CCT négociée par le syndicat est passé de 83 pour 100 en 1970 à 48 pour 100 en 1995 et à 36 pour 100 à l'heure actuelle<sup>92</sup>.

Aux États-Unis, le mouvement syndical doit faire face à une législation antisyndicale complexe, d'une part, et aux *Union-Busters* (briseurs de syndicats) professionnels, engagés par les patrons, d'autre part. Toujours aux États-Unis, 1 100 000 de personnes sont employées par la chaîne des supermarchés Wal-Mart : elles travaillent pour la famille Walton qui, avec ses 100 milliards de dollars figure en tête de la liste des plus riches familles américaines. C'est chez Wal-Mart que les pratiques d'*union-busting* sont les plus développées. De même que chez McDonald, qui emploie 418 000 personnes. Le mouvement syndical américain refuse néanmoins toute forme de pessimisme et de défaitisme. Pour devise, il a repris le vieux chant de lutte de Joe Hill<sup>h</sup> : « *Don't mourn, Organize!* », que l'on pourrait traduire par : « Ne vous lamentez pas. Organisez-vous ! »

h Joe Hill (Joel Emmanuel Häggglund, ou encore Joseph Hillström) est arrivé aux États-Unis de sa Suède natale en 1902. Il a voyagé partout dans le pays, faisant tous les métiers et écrivant les chansons de lutte qui l'ont rendu célèbre. Il a adhéré aux IWW (Industrial Workers of the World, un mouvement radical d'ouvriers) vers 1910. En 1914, il fut accusé du meurtre d'un commerçant et, malgré le manque de preuves directes et une grande campagne internationale, il fut exécuté en 1915.

**Tableau 5. Nombre de syndiqués (exprimé en milliers, 2003), degré de syndicalisation, couverture CCT (2002) et niveau de concertation salariale (2002)**

	Syndiqués	Degré de syndicalisation	Couverture CCT	Intersecteur.	Secteur	Entreprise
<b>Belgique</b>	3 061	69 %	90 %	XXX	X	X
<b>Danemark</b>	2 154	88 %	90 %	XX	XX	X
<b>Allemagne</b>	8 894	30 %	67 %		XXX	X
<b>Finlande</b>	2 122	71 %	90 %	XXX	X	X
<b>France</b>	-	9 %	95 %		XX	XX
<b>Grèce</b>	639	33 %	-	X	XXX	X
<b>Italie</b>	11 266	35 %	90 %		XXX	X
<b>Pays-Bas</b>	1 941	25 %	88 %	X	XXX	X
<b>Royaume-Uni</b>	7 751	29 %	36 %		X	XXX
<b>Suède</b>	3 446	79 %	90 %		XXX	X
<b>Union européenne (15)</b>	-	30 %	72 %	-	-	-
<b>Japon</b>	-	20 %	20 %			XXX
<b>États-Unis</b>	-	13 %	15 %		X	XXX

Degré de syndicalisation : pourcentage de la population active affiliée à un syndicat. [2002]

Couverture CCT : partie de la population active protégée par des conventions collectives de travail. [2002]

Niveau de concertation salariale : intersectoriel, sectoriel et au niveau de l'entreprise. X signifie niveau existant ; XX signifie niveau important ; et XXX signifie niveau dominant. [2003]

Source : EIRO, *Industrial relations in the EU, Japan and USA 2002*. Et EIRO, *Trade Union Membership 1993-2003*.

En Europe, le mouvement syndical a mis pratiquement un siècle pour pouvoir s'organiser en tant que force. Ce fut une suite de chutes et de nouveaux sursauts. Dans l'industrie artisanale (typographes, chapeliers, relieurs, travailleurs de la construction), avec ses spécialistes difficilement remplaçables et sa tradition d'organisation en guildes, ce fut plus aisé que dans la grande industrie, où la faim et la prison furent le lot de tant de militants syndicaux. Les syndicats s'y développèrent à partir des caisses d'entraide (mutualités) qui, chemin faisant, se transformèrent en caisses de résistance. Ils débordaient rarement du cadre de l'usine ou de l'endroit où ils avaient vu le jour. Il fallut des années avant qu'ils s'unissent en tant que syndicats sectoriels (textile, mines, verre, métallurgie) et se muent, bien plus tard encore, en mouvements syndicaux

intersectoriels et de coordination<sup>i</sup>. Dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, le mouvement syndical était dans la plupart des pays « la forme suprême de l'union de classe des prolétaires ». Lorsque, sous l'impulsion de Marx et de Engels, des partis ouvriers conscients des intérêts de leur classe ont été fondés, on a vu naître une nouvelle relation. Le mouvement syndical n'était plus « la plus haute forme d'organisation », mais bien le parti ouvrier. Le parti ne renferme pas la classe entière, mais uniquement la partie consciente des intérêts de sa classe. Le syndicat doit dès lors chercher à organiser la plus grande partie possible de la classe ouvrière.

Lénine a écrit à propos de la fondation des partis ouvriers : « Lorsque commença à se développer la forme suprême de l'union de classe des prolétaires, le parti révolutionnaire du prolétariat (qui ne méritera pas ce nom aussi longtemps qu'il ne saura pas lier les chefs, la classe et les masses en un tout homogène, indissoluble), les syndicats révélèrent inévitablement certains traits réactionnaires, une certaine étroitesse corporative, une certaine tendance à l'apolitisme, un certain esprit de routine, etc. Mais nulle part au monde le développement du prolétariat ne s'est fait et ne pouvait se faire autrement que par les syndicats, par l'action réciproque des syndicats et du parti de la classe ouvrière<sup>93</sup>. »

Le repli sur le secteur, la tendance à n'adopter aucune « position politique », sont aujourd'hui encore monnaie courante dans le syndicat. Au parti, aux communistes, de conduire le syndicat vers la classe tout entière et l'amener jusqu'aux revendications politiques. Lénine poursuit : « Redouter cet «esprit réactionnaire», essayer de l'éluder, de passer outre, c'est commettre une grave erreur, car c'est craindre d'assumer ce rôle de l'avant-garde du prolétariat ...<sup>94</sup> »

Jan Cap dit à ce propos : « J'oserais dire que plusieurs dirigeants syndicaux devraient retourner à l'école, et de toute urgence. Ils doivent suivre un recyclage afin de réapprendre ces conceptions à propos de l'homme et de la société. Ils doivent perdre cette manie de toujours penser depuis l'intérieur de ce système capitaliste. De continuer à penser dans les limites de ce système<sup>95</sup>. »

i En France, on distingue très nettement deux formes d'apparition du mouvement syndical. On a d'une part, les *organisations verticales* par profession (chapeliers, relieurs, ouvriers du bâtiment, mineurs, tanneurs, typographes, métallurgistes, etc.), organisées en *Fédérations Nationales de Métiers* (qui deviendront plus tard la Fédération des Syndicats). Et d'autre part, les *organisations horizontales*, rassemblées au niveau local (différentes professions ensemble), dans les *Bourses du Travail* (en 1892 devenues les *Fédérations des Bourses du Travail*). Entre 1895 et 1902, naît un syndicat, la *Confédération Générale du Travail* (CGT), qui se compose de deux sections (la Fédération des Bourses du Travail et la Fédération des Syndicats).

En août 2002, la direction du parti PTB avait adopté le point de vue suivant : « Vu l'orientation pro-impérialiste de la majorité des hauts responsables syndicaux, vu leur défense obstinée de l'unification impérialiste européenne en tant que barrage contre l'hégémonie américaine, nous devons nous préparer à la fondation d'organisations syndicales anti-impérialistes qui rompront avec les organisations chauvines<sup>96</sup>. » C'est ainsi que nous avons commis la même erreur que celle commise par certains communistes allemands quatre-vingts ans plus tôt : à cause de la ligne suivie par certains responsables syndicaux haut placés, nous en sommes arrivés à la conclusion de devoir fonder un syndicat nouveau, pur et anti-impérialiste. Pour Lénine, ce point de vue n'a aucune valeur : « Mais nous luttons contre «l'aristocratie ouvrière» au nom de la masse ouvrière et pour la gagner à nous; nous combattons les leaders opportunistes et social-chauvins pour gagner à nous la classe ouvrière. Il serait absurde de méconnaître cette vérité élémentaire et évidente entre toutes. Or, c'est précisément la faute que commettent les communistes allemands «de gauche» qui, de l'esprit réactionnaire et contre-révolutionnaire des milieux dirigeants syndicaux, concluent à (...) la sortie des communistes des syndicats ! Au refus d'y travailler ! et voudraient créer de nouvelles formes d'organisation ouvrière qu'ils *inventent* ! Bêtise impardonnable qui équivaut à un immense service rendu par les communistes à la bourgeoisie<sup>97</sup>. »

Et il poursuit : « Pour savoir aider la «masse» et gagner sa sympathie, son adhésion et son appui, il ne faut pas craindre les difficultés, les chicanes, les pièges, les outrages, les persécutions de la part des «chefs» (qui, opportunistes et social-chauvins, sont dans la plupart des cas liés – directement ou indirectement – à la bourgeoisie et à la police) et travailler absolument là où est la masse. Il faut savoir consentir tous les sacrifices, surmonter les plus grands obstacles, afin de faire un travail de propagande et d'agitation méthodique, persévérant, opiniâtre et patient justement dans les institutions, sociétés, organisations – même tout ce qu'il y a de plus réactionnaires – partout où il y a des masses prolétariennes ou semi-prolétariennes<sup>98</sup>. »

#### **4. Maquiladoras et lutte de classe**

« Le véritable objectif des projets du gouvernement c'est que jeunes et anciens se battent pour le même emploi, de manière à ce que les salaires puissent être comprimés. Ils nous comparent sans cesse aux

États-Unis. On travaillerait moins d'heures par an, mais les salaires là-bas sont si bas que les gens sont obligés de faire plus d'heures ou de cumuler deux emplois pour pouvoir s'en sortir. C'est une chose que je peux affirmer de façon certaine puisque j'ai moi-même participé à un forum de discussion sur la musique country sur Internet. Il y a peu, il était question d'un CD. Et une enseignante américaine est alors intervenue pour dire qu'elle ne pouvait pas l'acheter ce mois-ci », raconte un ouvrier du secteur automobile suite aux grèves contre le Pacte entre les générations (2005).

La journaliste Barbara Ehrenreich s'est plongée durant plusieurs semaines au cœur du travail mal payé, la classe des *working poor*. Elle a travaillé comme serveuse, femme de chambre, femme d'ouvrage, aide gériatrique et vendeuse. Ceux qui ont lu son témoignage, *La face cachée du rêve américain*<sup>99</sup>, sont restés pantois en apprenant quels étaient les salaires, les conditions de travail et la répression antisyndicale aux États-Unis. C'est à la fois un récit sur la solidarité entre travailleurs, la générosité, l'entraide et la solidarité de classe. Et, par-dessus tout, même si cela n'est exprimé ouvertement nulle part, cet ouvrage lance un appel à l'organisation, au syndicalisme et à la lutte.

Negri et Hardt feraient bien de lire le livre de Barbara Ehrenreich. Ainsi, ils rétracteraient peut-être les propos suivants : « Contre l'idée commune qui veut que le prolétariat américain soit faible en raison de son manque de représentativité politique et syndicale, par rapport à l'Europe et ailleurs, nous pourrions peut-être le considérer comme fort – précisément pour ces mêmes raisons. Le pouvoir de la classe ouvrière ne réside pas dans les institutions représentatives, mais dans l'opposition et dans l'autonomie des travailleurs eux-mêmes<sup>100</sup>. » « L'autonomie » de l'ouvrière du secteur textile, de la femme d'ouvrage, de la serveuse consiste à être exploitée sans aucune protection sociale. « L'opposition » des *working poor* réside dans le fait qu'ils sont tous contre le capital mais chacun dans leur coin plutôt que d'être organisés en tant que classe. Un travailleur américain sur quatre doit se contenter d'un salaire situé sous le seuil de pauvreté et ce, en sachant que le seuil de pauvreté « officiel » est très bas<sup>101</sup>. Un pour cent des familles les plus riches des États-Unis, soit un million de familles (1 112 780 ménages) dont les revenus proviennent principalement du capital, ont perçu entre 1979 et 2000 une partie de la croissance salariale 6,5 fois plus élevée que celle des 40 pour 100 de familles les plus pauvres, soit plus ou moins 44 millions des familles (44 511 600 ménages)<sup>102</sup>. « L'autonomie » du travailleur non syndiqué, « l'opposition » brute d'une confrontation

du capital sans organisation de classe, est en réalité non pas un pouvoir, mais une impuissance. Ce n'est pas une force mais une faiblesse.

Dans son livre, *No Logo*, Naomi Klein décrit de manière très pittoresque la situation des maquiladoras mexicaines, celle des sweatshops indiens et celles du travail à temps partiel précaire et sous-payé ailleurs<sup>103</sup>. La conclusion de son ouvrage est amère. A l'ère des ETN, la « nouvelle classe ouvrière » est éclatée, désorganisée, sans défense. La même désillusion, le même ton amer se retrouve chez Nadine Rosa-Rosso. Face au « rouleau compresseur des multinationales », face au « nouvel ordre mondial, venu d'outre-Atlantique comme un cyclone dévastateur », il n'existe pratiquement aucun remède<sup>104</sup>. Tandis que le capital est présenté comme tout-puissant, Nadine Rosa-Rosso dépeint le mouvement ouvrier comme une neige fondant au soleil et naturellement affaibli par les mutations industrielles : « La désindustrialisation accélérée de régions entières en Europe conduit *naturellement à un affaiblissement* du mouvement ouvrier<sup>105</sup>. »

Les horreurs du capitalisme ont déjà été dépeintes avec les termes les plus crus qui soient par de nombreux reporters, hommes de lettres et écrivains qui ont su retranscrire de manière sensible et concrète la misère, le malheur et l'exploitation des travailleurs et des paysans. Mais c'est aux chefs de file de la lutte de classe que revient la tâche de centraliser les meilleures expériences de lutte. Pour ensuite les généraliser. Le découragement, l'abattement et le défaitisme affaiblissent le mouvement ouvrier. Perspective, expériences d'avant-garde et conscience la renforcent.

John Cortez, magasinier dans le grand terminal UPS à l'aéroport d'Oakland, sait très bien ce que signifie flexibilité, travail à temps partiel et sous-payé : « J'ai une femme et dix enfants. Je n'ai pas assez pour payer mes factures. Nous travaillons tous les deux et, malgré tout, nous avons encore besoin de l'aide du gouvernement pour survivre. La situation est devenue insupportable<sup>106</sup>. » Chez UPS, plus de la moitié des travailleurs sont employés à mi-temps, pour un salaire moyen de 9 à 11 dollars de l'heure. Toute la *shipping industry* – UPS, FedEx et Post Office – fonctionne sur base de contrats de travail à temps partiel, sous-payé. Le 4 août 1997, 185 000 travailleurs et travailleuses d'UPS se sont mis en grève sous la conduite de leur syndicat, les Teamsters. C'est ainsi que 185 000 travailleurs, principalement des jeunes, noirs, latinos comme blancs, ont paralysé dans toutes les grandes villes des États-Unis, de New York à Los Angeles, en passant par Seattle et Houston, l'une des plus grandes ETN. Un commentateur a écrit à ce sujet : « Au

contraire, l'unique facteur important qui différencie la grève des travailleurs d'UPS de la plupart des grèves précédentes menées au cours des 15 dernières années et l'une des principales raisons de son succès, c'est que cette grève était une grève offensive et non une grève défensive. C'était une lutte à laquelle le syndicat s'était préparé, une lutte pour des objectifs déterminés et qui reposait par-dessus tout sur les efforts des membres eux-mêmes. (...) Dès le départ, les affiliés étaient parfaitement conscients des motifs pour lesquels ils luttaient et ils s'y étaient préparés personnellement. Par conséquent, selon les propres dires de la société, seuls quatre ou cinq mille membres sur les 185 000 ont franchi le piquet de grève<sup>107</sup>. »

La grève a immobilisé 12 millions de livraisons et a eu des répercussions sur près de 1,16 million d'entreprises dans tout le pays. La direction a alors menacé de licencier des milliers de grévistes et a annoncé qu'elle chercherait des travailleurs de remplacement. La caisse de grève ne pouvait verser plus de 55 dollars par semaine aux grévistes mais, malgré tout, les Teamsters ont tenu bon et au bout de deux semaines, la direction céda. Le magasinier John Cortez et ses collègues ont obtenu 10 000 nouveaux emplois à temps plein et une augmentation salariale moyenne de 40 pour 100 pour les postes à mi-temps.

Les Teamsters ont ainsi prouvé qu'aujourd'hui encore l'offensive collective est porteuse. Le *Financial Times* parlait de « regain de confiance » des militants syndicaux, grâce à la « remarquable victoire du Teamsters Union lors de la grève contre UPS ». Pour le journal boursier, ce « regain de confiance aurait amorcé le renversement d'une génération de déclin »<sup>108</sup>. Les Teamsters ont ainsi répondu à ceux qui pensent que, dans des « conditions de travail infernales », il n'est pratiquement plus possible de s'organiser et que les mutations structurelles de l'industrie entraînent automatiquement un affaiblissement du mouvement ouvrier.

Oui mais, répondra-t-on, que dire des régions comme le Pas-de-Calais, où les secteurs industriels traditionnels ont disparu et où tout le paysage industriel a été remplacé par un ensemble d'entreprises plus petites au sein desquelles la protection des travailleurs est nettement inférieure ? « 180 000 jeunes sont sans emploi. Je connais aussi des jeunes qui travaillent comme intérimaires depuis des années ou sous contrat FPI. Au terme de la seconde évaluation, ils reçoivent normalement un contrat fixe. Mais, dans la réalité, il en va tout autrement. La première évaluation est remarquable, lors de la seconde, on vous annonce subitement que vous ne convenez plus et vous vous retrouvez à la porte. Au

suisant ! Et une nouvelle prime pour le patron. » Ce genre de choses se produit chez nous également. La question est donc de savoir comment organiser ces jeunes ?

Qu'il s'agisse d'entreprises IT, d'entreprises pharmaceutiques, de call centers, de sociétés de nettoyage ou de logistique – même si cela sera difficile et exigera beaucoup de patience –, il est temps qu'une nouvelle génération de syndicalistes accomplisse un *travail de pionnier* qui aboutira à une présence syndicale, à des droits syndicaux et à une conscience de classe. Ils pourront prendre pour modèle l'expérience, la combativité et le savoir organisationnel des grandes entreprises. Même si l'on voit apparaître – en Belgique également – de nouvelles régions avec de petits secteurs non protégés, les fortes concentrations de main-d'œuvre existent toujours.

Aujourd'hui encore, la majeure partie du prolétariat industriel est « organisée » dans des entreprises de plus de 250 travailleurs. Aux Etats-Unis, en Allemagne et en Belgique, plus de la moitié, en France et au Royaume-Uni, près de la moitié et, aux Pays-Bas, au Japon et en Italie, environ un tiers (voir Tableau 6)<sup>j</sup> 109.

**Tableau 6. Emploi exprimé en pour 100 dans l'industrie, en fonction de la taille de l'entreprise (1999)**

	Très petite (0-9)	Petite (10-49)	Moyenne (50-249)	Grande (250+)
Belgique	8,1	19,7	20,4	51,7
Allemagne	7,4	15,1	23,2	54,5
France	10,3	20,1	22,3	47,3
Italie	12,8	36,3	23,3	27,7
Pays-Bas	11,3	27,1	28,1	33,1
Royaume-Uni	9,4	17,9	25,7	47,0
Japon	11,1	28,3	29,8	30,7

Source : ILO, *World Employment Report 2004-05*.

Notre parti a longtemps négligé le travail réalisé dans les grandes entreprises. Ce point a été analysé dans le *Bilan électoral de Resist*<sup>110</sup>. Les

j En Europe, dans le secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau, quatre cinquièmes de la main-d'œuvre est organisée dans des entreprises de plus de 250 travailleurs. Dans le secteur du transport et de l'entreposage, c'est plus de la moitié et, pour l'ensemble de la production, c'est un peu moins de la moitié. Quant au secteur du pétrole, celui de la chimie et le secteur automobile, plus de trois quarts travaillent dans des grandes entreprises.

grands secteurs peuvent servir de balise aux entreprises plus petites. Comme l'entreprise sidérurgique Clabecq l'a été pour toute la région, ou comme l'a été Caterpillar dans la région de Charleroi, ou encore Ford Genk dans le Limburg... On peut aussi s'inspirer de l'expérience coréenne<sup>111</sup>, notamment en ce qui concerne la relation entre les petits sweat-shops et les grandes entreprises, celles que l'on appelle les *Chaebol*<sup>k</sup>. Dans les années 1980, un tiers des travailleurs coréens travaillaient dans ces petites sociétés de moins de 100 salariés. Les petites entreprises du secteur textile employaient 83 pour 100 de femmes, âgées de 16 à 25 ans. Les syndicats y étaient interdits. Toute personne qui osait malgré tout militer était arrêtée. Quant aux conditions, elles étaient identiques à celles des sweat-shops actuels à Bombay et ailleurs, comme l'a si bien décrit Naomi Klein. Quand, en 1987, une vague de protestations ouvrières gagne le pays, les grandes entreprises entraînent les petites. Un missionnaire américain, expulsé de Corée pour avoir organisé les travailleurs, a écrit : « Dès 1987, il apparaît clairement que tant dans les petites que les moyennes entreprises, les syndicats s'organisent avec la même rapidité que dans les grandes chaebol. Les travailleurs ont ainsi développé leur courage et leur conscience, ils ont pris le risque. Plus tard, une importante part d'entre eux a pu se maintenir grâce à l'organisation d'associations régionales de protection mutuelle<sup>112</sup>. » Il poursuit son témoignage : « Les chaebol sont les premières à s'être organisées et ont rapidement été suivies par d'autres entreprises de toutes tailles. L'enthousiasme des travailleurs industriels, les 'cols bleus', gagne alors les 'cols blancs' du secteur tertiaire (soins de santé, agences gouvernementales pour la recherche, établissements scolaires...<sup>113</sup> » Paul Buchanan de l'Université d'Auckland écrit : « Au départ, la plupart des actions de grève concernaient des problèmes de représentation (par exemple, la reconnaissance des syndicats indépendants en tant que négociateurs) et de droits civils (diminution de la répression et abrogation des lois autoritaires en matière de travail et de sécurité limitant les activités politiques des syndicats et autres groupes sociaux) plutôt que des questions essentielles. (...) Bref, la reconnaissance des syndicats a sur les salaires un impact tel que la nature politique des grèves entraîne finalement des récompenses matérielles. »<sup>114</sup>

C'est de la grève qu'est née la KAGTU (Korean Alliance of Genuine Trade Unions). En 1995, elle est réorganisée en Korean Confederation

k Les Chaebol, ce sont de grandes entreprises industrielles coréennes. Parmi les 5 plus grandes, on retrouve: Hyundai Motors, Daewoo, Samsung et LG Conglomerates.

of Trade Unions (KCTU) et, bien qu'elle soit présente depuis 1990 en tant que syndicat combatif, elle n'a été légalisée qu'en 1999, au terme de nouvelles grèves massives en 1998. Buchanan écrit encore : « Cette tendance à l'agitation politique qui avait permis l'acquisition d'avantages matériels et organisationnels s'est répétée lors de la mobilisation générale de décembre 1997 à janvier 1998, à l'époque où une vague de grèves tournantes, impliquant plus de trois millions de personnes protestant contre l'adoption de lois antisyndicales sans consultation parlementaire ou avis préalable du gouvernement de Kim Young-sam, a pratiquement paralysé la Corée du Sud. Ainsi, lorsque d'autres mouvements sociaux se sont joints à la protestation contre les attaques perpétrées à l'égard du processus démocratique, le gouvernement s'est calmé, il a retiré ses lois et ordonné des augmentations générales de salaires, tant pour le secteur public que le secteur privé<sup>15</sup>. »

La *Lettre à un camarade* rédigée par Lénine est ici tout à fait d'actualité. Dans cette lettre, il écrit : « La force essentielle du mouvement est en effet dans le degré de l'organisation des ouvriers dans les grandes usines, car les grandes usines (et fabriques) renferment la partie de la classe ouvrière qui prédomine non seulement par le nombre, mais *plus encore par l'influence, le niveau, la combativité*<sup>16</sup>. »

## 5. Avant-garde ou cheerleader du mouvement ouvrier ?

Pour Negri et Hardt la lutte de classe et le parti révolutionnaire sont aujourd'hui des concepts dépassés et inutilisables. Dans leur ouvrage *Multitude*, ils font remarquer ceci : « Il convient de souligner que certains *modèles traditionnels de base* d'activisme politique, lutte de classe et *organisation révolutionnaire* sont aujourd'hui *dépassés et inutiles*<sup>17</sup>. »

Fausto Bertinotti, à la fois président du parti de la Gauche européenne et du parti communiste italien Rifondazione Comunista (PRC), ne rejette pas la lutte de classe. Mais il est, lui aussi, d'avis que le modèle du parti révolutionnaire en tant que quartier général de la classe ouvrière, le parti d'avant-garde, a désormais sa place dans les manuels d'histoire. « Nous avons rejeté certains concepts tels que 'le rôle dirigeant du parti' ou 'd'avant-garde' », a déclaré Bertinotti lors du IV<sup>e</sup> congrès du parti Rifondazione (février 2002). Trois ans plus tard, en mars 2005, il répétait dans son discours de clôture du 6<sup>e</sup> Congrès du PRC : « Rester dans le mouvement a été pour nous un choix important, nous avons

rompu avec une partie importante de notre culture et de notre histoire : l'idée du parti d'avant-garde, du parti guide<sup>118</sup>. »

À Bruxelles, Nadine Rosa-Rosso et Luk Vervaeet défendent une variante plus nuancée de cette position : on ne peut décréter le rôle d'avant-garde des communistes, il faut le réaliser. « *Le rôle d'avant-garde des communistes et de la classe ouvrière ne se décrète pas, il se réalise dans l'action, dans la formation et le développement du front uni de toutes les couches du peuple et à travers la participation active à toutes les formes de résistance* », a écrit Nadine Rosa-Rosso<sup>119</sup>. Luk Vervaeet ajoute en approuvant : « *L'heure n'est pas à l'autoproclamation de l'avant-garde. Il faut que les communistes se rangent dans les fronts de lutte avec les autres et parmi les autres, et qu'ils prouvent dans la pratique et dans le débat que leur projet de société est valable aujourd'hui et pour demain.* »<sup>120</sup> À Bruxelles toujours, on voyait les choses différemment autrefois. C'était en 1848, à une époque où la Ligue des communistes<sup>1</sup> n'existait que depuis un an et ne constituait encore qu'un tout petit groupe, une époque où, dans la plupart des pays, la classe ouvrière n'était même pas encore sortie du berceau. À cette époque, Marx et Engels ont déclaré – certains préféreront les termes « autoproclamé » ou « décrété » – sans le moindre complexe que le jeune mouvement communiste était l'avant-garde : « *Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien (...). Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux*<sup>121</sup>. »

Marx et Engels ont ainsi formulé en quelques phrases l'essence du concept d'avant-garde. Ce ne sont pas les traits de génie de quelques réformateurs ni de certains révolutionnaires omniscients, mais tout simplement une bonne compréhension du matérialisme historique et des lois de la lutte de classe qui ont permis à une partie consciente du mouvement ouvrier de s'organiser en parti et d'ainsi « propulser » le processus de la révolution sociale.

1 *Bund der Kommunisten* : La Ligue des communistes, fondée en 1847, regroupait sous la direction de Marx et d'Engels surtout des travailleurs allemands exilés. C'est la Ligue qui a donné mission à Marx et à Engels de rédiger un texte reprenant les principes du communisme. C'est ainsi qu'est né *Le Manifeste du Parti communiste*, que la Ligue a largement diffusé.

Cela fait plus d'un siècle et demi déjà que la classe ouvrière s'est battue, qu'elle s'est dressée, a été refoulée, s'est réorganisée et s'est à nouveau dressée. Ce combat se reflète également dans le débat sur le rôle dirigeant des partis ouvriers. Au cours de la première phase, à savoir durant la seconde moitié du dix-neuvième siècle, Marx et Engels ont consacré toute leur énergie à la fondation de partis ouvriers indépendants. Au cours de la seconde phase, c'est-à-dire durant la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, à l'époque où le réformisme avait le dessus dans les premiers partis ouvriers, Lénine s'est attelé à la création de nouveaux partis révolutionnaires. Durant la troisième phase, à la fin du 20<sup>e</sup> siècle et au début du 21<sup>e</sup>, au moment où le révisionnisme s'est emparé d'un certain nombre de partis révolutionnaires, la mission était de repositionner le mouvement communiste à la tête du mouvement de lutte.

### La première phase

Nous écrivons novembre 1831 lorsque, à Lyon, des dizaines de milliers de canuts (tisseurs de soie) triomphent de la Garde Nationale et s'emparent de la ville après trois jours de lutte, une lutte qui fera 600 morts et de nombreux blessés. Malheureusement, les travailleurs ne savent pas trop bien que faire du pouvoir ainsi conquis. Ils ont lutté pour faire respecter le « tarif minimal »<sup>m</sup> mais, pour la suite, ils n'ont aucun programme. Ils ont maintenu l'ordre, placé des gardes, patrouillé et ont laissé en place l'appareil administratif existant et les autorités bourgeoises. La révolte des canuts a, par conséquent, été réprimée dans le sang et une nouvelle loi contre les organisations de travailleurs a été adoptée.

Après cette défaite, les questions fusent. Comment se passent les révoltes ? Quel est l'objectif ? Que faire une fois que l'on s'est emparé du pouvoir ? Comment bâtir une nouvelle société ? Pour Marx et Engels, la principale leçon qu'il faut en tirer, c'est que la classe ouvrière a besoin d'un quartier général. Le mouvement syndical à lui seul ne suffit pas. Les travailleurs conscients doivent pouvoir se réunir au sein d'un parti indépendant pour mener la lutte de classe avec les idées du socialisme scientifique<sup>n</sup>. Friedrich Engels a écrit vers la fin de sa vie : « Le prolé-

m Le tarif, c'est le salaire à la pièce contre lequel les 8 000 « chefs d'atelier » et leurs 30 000 « compagnons » livraient la soie aux fabricants. Comme les tarifs ne cessaient de baisser, les canuts ont réclamé un tarif minimum.

n Friedrich Engels: « Il ne faut jamais oublier que le socialisme, depuis qu'il est devenu une science, doit être traité, c'est-à-dire étudié, comme une science ! La mission sera de répandre les idées ainsi acquises et toujours plus claires et de renforcer sans cesse l'organisation du parti et des syndicats. »

tariat ne peut conquérir le pouvoir politique – seule porte donnant sur la société nouvelle – sans révolution violente. Pour qu’au jour de la décision, le prolétariat soit assez fort pour vaincre – et cela, Marx et moi nous l’avons défendu depuis 1847 – il est nécessaire qu’il forme *un parti autonome*, séparé de tous les autres et opposé à eux tous, *un parti de classe conscient de l’être*<sup>122</sup>. »

C’est cette idée que Marx et Engels veulent faire passer au sein de la *Première Internationale*<sup>o</sup>. Lors de son dernier congrès, à La Haye, en septembre 1872, l’Internationale approuvait la résolution que voici : « Dans la lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut intervenir comme classe qu’en s’organisant *en un parti politique séparé, opposé à tous les autres partis* des classes possédantes. L’organisation du prolétariat en parti politique est *indispensable afin d’assurer le triomphe de la révolution sociale* et de son but ultime : la suppression des classes<sup>123</sup>. » Au tournant du siècle dernier, la création de partis ouvriers indépendants dans les principaux pays d’Europe est un fait. En 1875, le Parti socialiste ouvrier d’Allemagne (SAPD) est fondé. En 1885 naît le Parti ouvrier belge (POB) ; en 1893, l’Independent Labour Party (ILP) naît en Grande-Bretagne. 1893 est aussi la date de naissance du Parti socialiste italien (PSI). En 1894, le Parti social-démocrate ouvrier fait son apparition aux Pays-Bas (SDAP). En 1898, c’est au tour du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) et, en 1905, du Parti socialiste de France (SFIO). La *Deuxième Internationale* est créée en 1889<sup>p</sup>. Le but est de rassembler les jeunes partis ouvriers au niveau international et de propager le marxisme.

o La Première Internationale. Après la défaite des révoltes de 1848, il a fallu attendre la crise de 1857 avant que le mouvement ouvrier retrouve son second souffle. Le 24 novembre 1864, à Londres, est fondée l’Association internationale des Travailleurs (AIT) ou Première Internationale. Marx rédige les statuts et l’adresse de l’AIT, dont voici la première phrase : « Considérant que l’émancipation de la classe ouvrière doit être l’œuvre de la classe ouvrière elle-même. » Des individus, des organisations (modestes) ainsi que des syndicats en deviennent membres. Ce qui importe, c’est que l’AIT soit parvenue à réunir les organisations ouvrières les plus autonomes d’Europe. L’AIT devait incarner le caractère international du mouvement socialiste. Le but est, dit Marx, « que les travailleurs des différents pays non seulement *se sentent* comme frères et camarades de l’armée de l’émancipation, mais qu’ils *agissent* également en tant que tels ». Au sein de la 1<sup>re</sup> Internationale, il y eut une lutte acharnée entre le socialisme scientifique (représenté par Marx) et l’anarchisme (représenté par Bakouline). La 1<sup>re</sup> Internationale fut dissoute au cours des années 1870 suite à la répression de la Commune de Paris.

p La Deuxième Internationale (1889-1914) naquit lorsque le mouvement ouvrier se mua en véritable mouvement de masse, porté par des partis ouvriers et syndicats indépendants. Lors du congrès inaugural, le 1<sup>er</sup> mai fut proclamé journée internationale de lutte du prolétariat. En 1900, un Bureau international socialiste fut fondé, avec Emile Vandervelde comme président et Camille Huysmans comme secrétaire. Les▶

Quelle direction les jeunes partis ouvriers doivent-ils suivre ? Tous les regards sont tournés vers le parti ouvrier allemand qui, du point de vue du nombre, est de loin le parti le plus important au sein de la Deuxième Internationale. Il va toutefois sombrer très rapidement dans une sorte de conciliation avec le capitalisme. L'historien allemand, Sebastian Haffner, a écrit à ce propos : « Jamais un social-démocrate allemand ne s'est posé comme Lénine la question : 'Que faire ?' La révolution 'viendrait' bien à un moment donné, se disait-on. Il n'était pas impérieux qu'on la fit soi-même, ici et maintenant ? On pouvait se contenter de l'attendre (...). Mais un parti révolutionnaire qui dit se contenter d'attendre la révolution cesse progressivement d'être un parti révolutionnaire<sup>124</sup>. » Depuis 1912, le SPD était de loin le plus grand parti au sein du Reichstag (le parlement), même si, à l'époque, il n'avait encore que très peu de pouvoir. Sebastian Hafnner poursuit : « Personne ne le disait ouvertement mais, en réalité, en 1914 déjà, le SPD était un parti parlementaire et non plus un parti révolutionnaire. Il ne voulait plus renverser la structure d'État existante ; ce qu'il voulait, lié à d'autres partis parlementaires, aux libéraux et au centre, c'était continuer à se développer au sein de cette structure. Les manifestations de masse et les drapeaux rouges n'étaient plus qu'un rituel traditionnel. Le jeu parlementaire, l'ambition parlementaire étaient désormais la réalité du parti. À l'éclatement de la guerre<sup>q</sup>, en 1914, on a vu ce qu'étaient les apparences et ce qu'était la réalité<sup>125</sup>. »

La Première Guerre mondiale, qui éclate durant l'été 1914, a été, pour reprendre les paroles de Lénine, « de part et d'autre une guerre impérialiste (c'est-à-dire une guerre de conquête, de pillage, de brigandage), une guerre pour le partage du monde, pour la distribution et la redistribution des colonies, des « zones d'influence » du capital financier, etc.<sup>126</sup> » C'est avec 96 voix contre 14 que la fraction SPD au Reichstag a décidé d'approuver les crédits de guerre. Le 4 août 1914, le SPD déclarait : « Alors que le danger menace, nous n'abandonnerons pas la patrie. » La patrie l'emporte sur la classe ouvrière. La réponse de l'empereur : « Pour moi, il n'y a plus aucun parti, mais uniquement des

- › résolutions n'étaient en aucun cas contraignantes et chaque parti continua à intervenir de façon absolument autonome. Les débats concernant le ministérialisme, le colonialisme et le militarisme (la guerre était proche) firent naître une aile réformiste et une aile révolutionnaire dans laquelle Lénine allait jouer un rôle important.
- q En Belgique aussi, la social-démocratie vota sans la moindre hésitation les crédits de guerre. En guise de récompense, Emile Vandervelde, le président du POB – en même temps président de la Deuxième Internationale –, fut nommé ministre d'État. Pour le POB, 1914 ne marqua pas le début, mais plutôt le point d'orgue du réformisme qui couvrait depuis longtemps.

Allemands. » Très vite, ailleurs sur le continent, d'autres leaders social-démocrates vont adopter des positions semblables<sup>r</sup>. En optant pour la guerre impérialiste, ils rompent avec la devise de la II<sup>e</sup> Internationale: « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ». A présent, c'est chacun pour soi, avec sa patrie, pour la guerre.

« Les dizaines de millions de cadavres et de mutilés laissés par la guerre (...) dessillent les yeux, avec une rapidité sans précédent, à des millions et des dizaines de millions d'hommes opprimés, écrasés, trompés, dupés par la bourgeoisie. Comme conséquence de la ruine universelle engendrée par la guerre, on voit ainsi grandir une crise révolutionnaire mondiale (...) », écrit Lénine.<sup>127</sup> Le 7 novembre 1917 – le 25 octobre selon le calendrier julien –, la révolution socialiste triomphe en Russie. En Finlande, la révolution gagne également du terrain, entre janvier et mai 1918, le pouvoir est aux mains de la république socialiste des ouvriers et des paysans. En septembre 1918, la révolte éclate en Bulgarie. Le 3 novembre 1918, la révolution est amorcée dans le port allemand de Kiel. En cinq jours, elle déferle sur l'Allemagne. Dix mille conseils de soldats et ouvriers armés sont constitués et, le 9 novembre, Karl Liebknecht proclame la république soviétique socialiste. Le lendemain, le président du SPD, Friedrich Ebert, se désigne à la tête du « Conseil des Commissaires du peuple ». Ebert, l'homme qui a dit : « Je hais la révolution sociale du plus profond de mon être », n'a d'autre choix que de faire obstacle à la révolution en la dirigeant en apparence.<sup>128</sup> C'est ainsi que la révolution allemande est étouffée une première fois. Lorsqu'en janvier 1919, la classe ouvrière allemande connaît un regain de vitalité, c'en est assez pour les leaders social-démocrates. Le ministre Gustav Noske (SPD) déclare : « Einer muss der Bluthond werden, ich scheue die Verantwortung nicht ! »<sup>129</sup> (Quelqu'un doit jouer le rôle du bourreau, je ne me soustrairai pas à cette responsabilité!). Noske va réprimer la révolution avec l'aide des forces d'extrême droite de l'armée, les « weisse Garden » (Gardes blancs) et les

r Vandervelde en Belgique; Plechanow en Russie; Renaudel, Guesde et Sembat en France; Hyndman en Angleterre; Branting en Suède; tous adoptent un point de vue *social-chauviniste* en faveur de leur "propre" patrie. Louis de Brouckère et Henri De Man se présentaient comme volontaires de guerre. Et Emile Vandervelde qualifie la guerre de « guerre sainte pour le droit, la liberté et la civilisation ». Il ajoute : « Nous étions divisés par des luttes de classes... Eh bien! Il a suffi de la menace de l'Allemagne pour que l'unanimité se fasse entre nous, sur une question d'honneur. » Il justifie son soutien à la guerre en utilisant des termes de gauche : « Si je suis du sentiment que cette guerre doit être faite jusqu'au bout, ce n'est pas quoique, mais parce que socialiste, parce que pacifiste, parce qu'internationaliste. »

« Freikorpsen » (Corps francs).<sup>5</sup> Le 15 janvier 1919, les leaders révolutionnaires Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont assassinés.

La révolution a été jugulée en Allemagne, mais elle a triomphé en Russie. Bien sûr, les divergences entre les deux nations sont nombreuses. La différence essentielle se situait au niveau de la manière de diriger la révolution, la question de l'avant-garde, l'organisation révolutionnaire, « le parti guide », pour reprendre les paroles de Bertinotti. Le quartier général en Allemagne, à savoir le SPD, avait choisi le camp de la contre-révolution et le Parti communiste n'a été fondé qu'après la première vague de révolte, le 30 décembre 1918. En Russie, par contre, les bolcheviks s'étaient attelés dès le départ à la création d'un parti révolutionnaire. Ils ont ainsi organisé les travailleurs les plus actifs et les plus conscients dans les entreprises et les quartiers, l'avant-garde. Dans son livre, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, Lénine écrit : « Mais ce serait du manilovisme et du 'suivisme' que de penser que sous le capitalisme presque toute la classe ou la classe tout entière sera un jour en état de s'élever au point d'acquérir le degré de conscience et d'activité de son détachement d'avant-garde, de son Parti communiste. »<sup>130</sup> Les bolcheviks se sont opposés aux partisans d'Ebert et de Noske en Russie (les mencheviks) et finalement les ont évincés du parti. Ils ont réuni volonté et action et ont instauré le centralisme démocratique. Ils ont donné des mots d'ordre permettant de développer la révolution démocratique en révolution socialiste.

Ils ont travaillé dans les conseils d'ouvriers et de paysans tandis que les spartakistes allemands ont laissé le SPD le faire. Les bolcheviks ont su combiner travail légal et travail illégal, ils ont en outre mis au point une tactique offensive et une tactique de retrait.

## La seconde phase

Les leçons tirées de la trahison de la II<sup>e</sup> Internationale lors de la conflagration mondiale, de la défaite de la révolution allemande et de la révolution russe, sont rassemblées dans la *Troisième Internationale*.

s C'est de ces troupes contre-révolutionnaires que sont nées les premières bandes fascistes en Allemagne. La Brigade Erhardt s'est ainsi chargée de réprimer la révolte à Berlin. Le chant de lutte de ces troupes de choc dit ceci : « *Hakenkreuz am Stahlhelm, schwarz-weiß-rotes Band, die Brigade Ehrhardt werden wir genannt. Die Brigade Ehrhardt schlägt alles kurz und klein, wehe Dir, wehe Dir, du Arbeiterschwein.* » (Une croix gammée sur notre casque d'acier, une bande noir-blanc-rouge, nous appartenons à la brigade Ehrhardt. La brigade Ehrhardt réduit tout en pièces, fais bien attention à toi, fais bien attention à toi, toi, minable ouvrier). C'est avec ce genre de chants que le SPD Gustav Noske recrutait pour opprimer la révolte à Berlin.

L'aile internationaliste révolutionnaire des partis ouvriers ne peut plus continuer avec « l'ancienne » social-démocratie, qui a laissé les organisations politiques de lutte dégénérer en appareils électoraux (avec la fraction parlementaire en tant qu'organe dirigeant)<sup>t</sup>. L'aile révolutionnaire veut fonder des *partis d'un genre nouveau*, des partis d'avant-garde comme ceux de Lénine. En 1919, les représentants de 35 organisations de 21 pays<sup>u</sup> se rassemblent au Kremlin à Moscou, pour le congrès de fondation de la III<sup>e</sup> Internationale. De nouveau, septante ans après Marx et Engels, les communistes se déclarent (« autoproclament », « décrètent ») à l'avant-garde du mouvement ouvrier mondial. Au cours des vingt-cinq années qui vont suivre, la III<sup>e</sup> Internationale jouera un rôle dirigeant dans la lutte de libération nationale ainsi qu'au sein du mouvement socialiste mondial.

Un second congrès est organisé un an plus tard. Les délégués approuvent vingt et une conditions d'adhésion.<sup>v</sup> On distribue lors du congrès l'ouvrage de Lénine, *Essai de vulgarisation de la stratégie et de la tactique marxiste*, mieux connu sous le titre *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*. Selon Lénine, on a d'abord « conquis idéologiquement l'avant-garde de la classe ouvrière pour la faire passer du côté du pouvoir des Soviets contre le parlementarisme » et « du côté de la dictature du prolétariat contre la démocratie bourgeoise »<sup>131</sup>. Il insiste sur le fait que « autrement, faire même un premier pas vers la victoire serait impossible »<sup>132</sup>. Cette condition ne peut être remplie que si toutes les théories sans issue au sein du mouvement ouvrier

t Après la suppression du suffrage censitaire, le POB obtint 29 élus en octobre 1894 (tous dans la ceinture de Verviers, Liège, Namur, Charleroi, Soignies et Mons). Quatre mois plus tard déjà, en février 1895, le Conseil général décidait conjointement à la fraction parlementaire d'annuler tous les mouvements de grève contre la loi sur les élections communales (la loi des quatre infamies). Dès cette époque, le travail parlementaire sera de plus en plus central.

u Lors du congrès de fondation, étaient présents des partis communistes et des partis socialistes de gauche provenant de Bulgarie, d'Allemagne, de Finlande, de France, de Grande-Bretagne, du Royaume de Serbie, Croatie et Slovénie, des Pays-Bas, de Norvège, d'Autriche, de Pologne, de Roumanie, de Suède, de Suisse, d'Union soviétique, de Tchécoslovaquie, de Hongrie, des États-Unis, de Chine, de Corée et de Turquie.

v Lors du Second Congrès du Comintern, se sont rassemblés à Petrograd et à Moscou les délégués de 67 organisations provenant de 37 pays. Parmi les 21 conditions votées, en voici quelques-unes : 1. Concevoir la propagande et l'agitation d'un point de vue purement communiste, la thèse de la dictature du prolétariat étant le critère; 2. Pas de réformistes ou de centristes aux postes directeurs; 3. Création d'une organisation secrète à côté du parti légal; 4. Agitation au sein de l'armée; 5. Agitation dans les campagnes; 6. Condamnation du patriotisme social et du pacifisme social; 7. Rupture avec le réformisme; 8. Lutte contre l'impérialisme colonial, soutien obligatoire du mouvement de libération; 9. Propagande dans les syndicats; 13. Centralisation et discipline de fer; 17. Engagement à s'appeler PC.

sont écartées : « Le premier objectif historique (...) ne peut être atteint sans une victoire complète, idéologique et politique, sur l'opportunisme<sup>133</sup>. » Cependant, écrit Lénine, il faut également remplir une seconde condition : « Mais de là à la victoire, il y a encore assez loin. On ne peut vaincre avec l'avant-garde seule (...). Pour que vraiment la classe tout entière, pour que vraiment les grandes masses de travailleurs et d'opprimés du Capital en arrivent à une telle position, la *propagande* seule, l'*agitation* seule ne suffisent pas. Pour cela, il faut que ces masses fassent leur propre expérience politique. Telle est la loi fondamentale de toutes les grandes révolutions<sup>134</sup>. » Et, tout comme le premier objectif ne peut être accompli sans lutter contre l'opportunisme, « le second objectif (...) qui consiste à savoir amener *les masses* à cette position nouvelle (...), cet objectif ne peut être atteint sans liquidation du doctrinarisme de gauche, sans réfutation décisive et élimination complète de ses erreurs<sup>135</sup> ».

Aujourd'hui ces deux défis sont toujours d'actualité : créer un quartier général révolutionnaire, bien préparé à la lutte et au marxisme et pouvoir lutter avec les masses, leur laisser acquérir leurs propres expériences et faire avancer la lutte. Il est impossible de dissocier ces deux tâches l'une de l'autre. Pour le dire sur un ton badin : « plus marxiste au sein même du mouvement communiste, plus souple à l'extérieur<sup>136</sup>. »

La troisième phase est venue après la contre-révolution de velours en 1989

Tout comme un certain nombre de partis ouvriers de la II<sup>e</sup> Internationale se sont enlisés dans le réformisme, une partie de la direction de certains partis révolutionnaires de la III<sup>e</sup> Internationale s'est également enlisée – malgré l'importance et la richesse de leur histoire – dans le parlementarisme et la conciliation avec le système. La fondation du parti de la *Gauche européenne* a validé ce processus et l'a institutionnalisé au niveau européen (voir également le Chapitre 4, partie 3). Antonio Negri, tout comme Fausto Bertinotti, tire comme leçon du renversement du socialisme en Union soviétique qu'il faut ranger au placard toutes les aspirations à une avant-garde révolutionnaire. Nadine Rosa-Rosso et Luk Vervaeke les rejoignent puisqu'ils sont d'avis qu'on ne peut plus parler « d'autoproclamation » de l'avant-garde, mais que celle-ci doit se réaliser. Le concept d'avant-garde a cependant un *double sens*. D'une part, le parti révolutionnaire doit prouver de quoi il est capable et doit pouvoir offrir une perspective et une direction sur le terrain. Il ne peut rester en retrait, il doit se salir les mains. Il doit pouvoir donner

une orientation politique au-delà du mouvement spontané. D'autre part, il y a le type de parti, le concept du parti et les mécanismes de fonctionnement du parti : « Le rôle d'avant-garde du parti se rapporte à une politique globale, des conceptions organisationnelles et une pratique. Le parti a une conception globale du socialisme et de la stratégie pour y arriver. »<sup>137</sup>

L'aube du 21<sup>e</sup> siècle a-t-elle vu naître de nouvelles conditions nécessitant une révision du concept de base d'une organisation révolutionnaire ?

Peut-on mettre fin à l'exploitation, à l'oppression et à la guerre avec des partis qui ont tendance à émousser les angles tranchants du capitalisme ?

Les appareils électoraux autour des grandes fractions parlementaires répondent-ils au besoin de développer une stratégie et une tactique pour vaincre le pouvoir centralisé du capital ?

Peut-on, avec des victoires électorales, des communiqués de presse et des audiences, faire comprendre ce qu'est le capitalisme, ses lois économiques, son exploitation, son bellicisme, son passé et son avenir ? En d'autres termes, peut-on développer la conscience de classe avec le concept « bourgeois » classique ?

Peut-on gagner la lutte complexe contre la dictature des ETN et contre les appareils d'État impérialistes avec des groupes ou des réseaux isolés ?

Suffira-t-il de « rassembler les résistances » pour accomplir les tâches complexes que sont la légalité et l'illégalité, l'offensive et le retrait, l'éducation et l'organisation, la prise de conscience et la lutte ?

Les coordinations, réseaux ou fractions sans engagement pourront-ils remplacer le centralisme démocratique, avec ses principes de volonté et d'action unique, de majorité et minorité, de décisions pratiques qui engagent tout le monde, etc. ?

La réponse à toutes ces questions est non. Jusqu'à présent, la seule réponse apportée à la centralisation du capital est la force démocratique centralisée du mouvement ouvrier.

Certains communistes américains écrivaient récemment dans *People's Weekly World* : « Un parti d'avant-garde, ce n'est pas uniquement un butoir pour les principaux partis bourgeois ou un *cheerleader* pour le mouvement ouvrier, c'est aussi un catalyseur qui pousse à aller au-delà du système électoral pseudo-démocratique et au-delà des restrictions

imposées au syndicalisme d'entreprise. (...) Sans un parti militant, révolutionnaire et partisan du socialisme, on pourra tout au plus se quereller sur la meilleure des formes du capitalisme<sup>138</sup>. »

Un autre communiste des États-Unis écrivait de son côté : « Seule une organisation d'avant-garde est capable de déterminer une position et lutter pour conduire les masses jusqu'à celle-ci. Que se serait-il passé si, lors de la lutte contre la guerre du Vietnam, le parti communiste américain n'avait pas joué un rôle d'avant-garde ? En 1961, endoctrinée par près de quinze années de guerre froide, la quasi-totalité de la population soutenait la guerre. À cette époque, nous étions seuls ou presque. Si nous avions pris la décision de nous conformer à l'opinion générale, nous n'aurions jamais pu mener la grande coalition de forces antiguerre à laquelle la majorité s'est ralliée dix ans plus tard. Prenez le parti et la naissance du CIO. Les événements de 1937, à savoir l'organisation de millions de travailleurs en syndicats industriels, sont le résultat de près de vingt années d'activités héroïques menées par le syndicat communiste<sup>139</sup>. »

Sans parti d'avant-garde, il est impossible de donner une vision scientifique de la société et d'aller au-delà des murs de l'usine. Jan Cap a écrit : « En tant que travailleur, vous avez besoin d'une conception de l'homme et de la société. Un syndicaliste a certainement besoin d'une conception de ce genre. Je prône une vision et une conception marxiste, et non une conception capitaliste. Je ne suis pas non plus pour l'ambiguïté, pour quelque chose qui se situe entre les deux, une fois à gauche, puis une fois à droite, puis sauter du coq à l'âne. La condition pour en arriver à une telle vision, c'est que nous acquérions des connaissances, des idées et qu'il existe un soutien de camaraderie réciproque. Dans la mesure de mon expérience et de la pertinence de mes idées, je puis dire que j'ai retrouvé cette conception au PTB. Une conception marxiste est nécessaire pour ne pas être déçu en permanence. Avec des gens déçus, on ne va pas plus loin. La complexité des problèmes d'aujourd'hui – car personne ne niera que c'est difficile – requiert que nous ayons une conception, que nous nous forgions un avis personnel sur ce qui se passe et que nous nous mettions à table avec les autres. Et, pour cela, l'étude est nécessaire, la parole et les actes sont nécessaires<sup>140</sup>. »

L'ancien délégué principal de Siemens, à Oostkamp, Urbain Camerlynck, rejoint lui aussi ce point de vue : « On peut discuter des détails. Mais une société socialiste est ce qu'un syndicaliste de combat doit toujours avoir en vue comme objectif final. Faute de quoi, il n'est pas, selon moi, capable d'affronter chaque jour tous les problèmes qui se

posent ni d'apporter une réponse. On ne peut combattre sans but. Un syndicaliste de combat doit avoir en vue un but suffisamment important pour faire des sacrifices, un but dans lequel il croit<sup>141</sup>. »

Être à l'avant-garde ne signifie nullement que le parti ouvrier révolutionnaire serait infaillible et qu'il ne pourrait commettre aucune erreur. « Reconnaître ouvertement son erreur, en découvrir les causes, analyser la situation qui l'a fait naître, examiner attentivement les moyens de corriger cette erreur, voilà la marque d'un parti sérieux, voilà ce qui s'appelle, pour lui, remplir ses obligations, éduquer et instruire la *classe*, et puis les *masses*<sup>142</sup>. »

C'est dans cet esprit que le Parti du Travail de Belgique a déclaré, lors de son Deuxième Congrès : « Nous combattons tout esprit de suffisance et d'autosatisfaction. 'Le parti est l'avant-garde' définit la conception globale selon laquelle nous travaillons. Le Parti et ses membres doivent se transformer constamment pour répondre toujours le mieux possible à leur mission historique. La situation objective évolue. Chaque nouvelle étape de la lutte de classe exige que le parti sache y répondre. (...) Être d'avant-garde ne signifie jamais : être vacciné contre des fautes parfois même relativement graves. (...) Aucune organisation désireuse d'accomplir un travail sérieux pour faire avancer la lutte de classe n'est à l'abri d'erreurs. Le plus important est de savoir reconnaître ses fautes, de les surmonter, d'en tirer les leçons et d'en faire profiter l'organisation de façon à ce que de nouveaux progrès soient possibles<sup>143</sup>. »

## 6. Le mouvement des mouvements. Bernstein : du réchauffé

Au sein du *mouvement altermondialiste*, le concept d'avant-garde est pour Negri et Hardt « dépassé et inutile »<sup>144</sup>. « L'organisation de réseaux, au contraire, est basée sur la pluralité continue de ses éléments et de ses réseaux de sorte que la réduction à une structure de commande centralisée et unifiée est impossible<sup>145</sup>. »

Ces réseaux ont trouvé l'inspiration chez les anarchistes : « À cet égard, la résurgence de mouvements anarchistes, en particulier en Amérique du Nord et en Europe, leur a permis de mettre l'accent sur le besoin de liberté et d'une organisation démocratique<sup>146</sup>. » *Le mouvement des mouvements* est selon Negri et Hardt la nouvelle forme d'organisation : « Enfin, les mouvements de mondialisation qui se sont propagés de Seattle à Gênes ainsi que le Forum social mondial à Porto

Alegre et à Mumbai (...) constituent à ce jour l'exemple le plus parlant d'organisations réparties en réseaux (...). Forum sociaux, groupes d'affinité et autres formes de prise de décisions démocratique sont à la base des mouvements capables d'agir ensemble sur ce qu'ils ont en commun. C'est pour cette raison qu'ils se sont eux-mêmes baptisés le *mouvement des mouvements*<sup>147</sup>. »

Negri et Hardt invitent les militants à prendre exemple sur l'Argentine « en tant que source d'innovation et d'inspiration »<sup>148</sup>. Naomi Klein, autre figure de proue du mouvement altermondialiste, voit dans l'*Argentinazo* l'alternative aux partis d'avant-garde : « Contrairement à une révolution classique, l'Argentinazo n'a pas été organisé par une force politique alternative désireuse de s'emparer du pouvoir. Et contrairement à l'émeute, il était emporté par une revendication politique unique et sans équivoque : la révocation immédiate de tous les politiciens corrompus qui se sont enrichis alors que l'Argentine, autrefois enviée des autres pays du tiers monde, s'est enlisée dans la pauvreté<sup>149</sup>. »

Qu'est-ce que l'Argentinazo ? Fin 2001, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont conduit l'Argentine au bord de la faillite. La classe moyenne a perdu ses économies, les pensionnés leur pension et les travailleurs leur emploi. Quant au peuple, il ne se faisait plus aucune illusion sur les politiques bourgeois : « *Que se vayan todos* » (Qu'ils s'en aillent tous), tel était le slogan. Quelques jours avant Noël, les supermarchés de Buenos Aires ont été pillés par des gens affamés. Travailleurs, employés, fonctionnaires, étudiants, chômeurs, tous sont passés à l'action, se servant eux-mêmes dans les supermarchés ou participant à des manifestations tonitruantes. Entreprises occupées, assemblées de quartier assiégées et artères principales bloquées par des *piqueteros* sans emploi. L'*Argentinazo* était né. Au bout de quelques jours à peine, on dénombrait déjà 32 morts, 300 blessés et au moins 2 500 arrestations. Durant douze jours, le peuple argentin a utilisé quasi toutes les tactiques spontanées de révolte populaire et d'agitation. Le président Fernando de la Rúa a dû être évacué de son palais présidentiel en hélicoptère. En moins de deux semaines, l'Argentine a eu quatre présidents<sup>w</sup>.

Lors du Forum social mondial de janvier 2005, à Londres, l'Argentinazo a lyriquement été comparé aux conseils de travailleurs et de soldats allemands de 1918-1920<sup>150</sup>. On a cependant oublié que ces travailleurs

w Fernando de la Rúa a été remplacé par Ramon Peusta (intérim du 20 au 23 décembre), Alfredo Rodriguez Saa (du 23 au 30 décembre), Eduardo Camano (du 31 décembre au 13 janvier) et enfin par Eduardo Duhalde.

et soldats allemands n'étaient pas parvenus à organiser leurs conseils en centres du pouvoir faute de direction, de quartier général centralisé, d'actions unifiées. Le mouvement et les réseaux spontanés peuvent-ils réussir ? Tant l'expérience allemande que l'expérience argentine nous apprennent que non. Il est absurde de mener la lutte contre l'appareil du pouvoir capitaliste ultra-centralisé avec des réseaux isolés et des mouvements spontanés uniquement.

Les figures de proue du mouvement altermondialiste ne sont pas les seules à glorifier le mouvement spontané. Le parti de la *Gauche européenne* a écrit, dans son manifeste de fondation : « La gauche politique est l'un d'entre eux. C'est un nouvel appui pour une politique de transformation. » Le parti de la Gauche européenne se veut élément du mouvement, avec la réforme comme perspective politique<sup>151</sup>. En Italie, Bertinotti impose son point de vue. Plutôt qu'un « *partito di avanguardia* », il voit son parti comme étant une partie et un élément du grand mouvement. Il a déclaré lors du V<sup>e</sup> congrès du parti Rifondazione : « Ces mouvements ne se sont pas développés dans le sillage de grandes idéologies solides et pour cette raison également effrayantes, à savoir la suprématie du parti et son rôle dirigeant au sein des mouvements, mais ailleurs. En prenant conscience de ce fait, le PRC a choisi de rendre effective son indépendance et, en même temps, de se positionner au sein du mouvement, comme l'un de ses composants<sup>152</sup>. »

Bien entendu, les nouveaux mouvements de masse qui, en ce début de 21<sup>e</sup> siècle, se propagent en Amérique latine, en Asie et dans certaines régions de l'Europe, imposent de nouvelles tâches. Vis-à-vis du mouvement de masse, deux attitudes sont possibles. A ce propos, Lénine écrivait dans *Que faire?* : « Que le mouvement de masse soit un phénomène très important, cela est hors de discussion. Mais le tout est de savoir comment comprendre la 'définition des tâches' par ce mouvement de masse. Elle peut-être comprise de deux façons : *ou bien* l'on s'incline devant la spontanéité de ce mouvement, c'est-à-dire que l'on ramène le rôle de la social-démocratie à celui d'une simple servante du mouvement ouvrier comme tel ; *ou bien* l'on admet que le mouvement de masse nous impose de *nouvelles* tâches théoriques, politiques et d'organisation, beaucoup plus compliquées que celles dont on pouvait se contenter avant l'apparition du mouvement de masse<sup>153</sup>. »

Faire du « mouvement » le Saint-Graal et perdre de vue ou carrément nier le rôle d'avant-garde n'est pas quelque chose de nouveau. Il y a un siècle, il existait au sein de la social-démocratie allemande une ten-

dance à « réformer » le marxisme. Eduard Bernstein<sup>x</sup> fut l'un des principaux porte-parole de cette réforme ou révision. En 1899, il rejette dans son livre *Die Voraussetzungen des Sozialismus* (Les présupposés du socialisme) la révolution en tant qu'objectif et principale tâche du mouvement ouvrier et propose une série de corrections. Il résume sa position par ces mots : « L'objectif ultime n'est rien pour moi, le mouvement est tout. »

En avril 1908, Lénine en résume l'essence dans son article *Marxisme et Révisionnisme* : « Le maître mot de Bernstein : 'Le but final n'est rien, le mouvement est tout', traduit la nature du révisionnisme mieux que quantité de longues dissertations. Définir sa conduite en fonction des circonstances, s'adapter aux événements du jour, à la versatilité de menus faits politiques, oublier les intérêts vitaux du prolétariat, les traits essentiels de l'ensemble du prolétariat et les traits essentiels de l'ensemble du régime capitaliste, de toute l'évolution capitaliste, sacrifier ces intérêts vitaux au nom d'avantages réels ou supposés de l'heure : telle est la politique révisionniste<sup>154</sup>. »

---

x Eduard Bernstein (1850-1932): député du SPD (Parti social-démocrate allemand) en 1902-1906, 1912-1918, 1920-1928, il prétendait que les idées de Marx étaient dépassées. Il proposait la transformation graduelle du capitalisme en socialisme et considérait que la révolution n'était pas nécessaire. En tant que théoricien des social-démocrates allemands et de l'aile opportuniste de la II<sup>e</sup> Internationale, sa « révision » du marxisme est connue sous le terme de « révisionnisme ». Lors du Congrès de Hanovre en 1899 (SPD), les positions de Bernstein ont été rejetées. Son « révisionnisme » a officiellement été repoussé mais, dans la pratique, il a bel et bien été appliqué. Plus tard, Bernstein s'est opposé à la révolution d'Octobre et à l'État soviétique.



## Chapitre 3

### L'ère des entreprises transnationales

*« Voici quelques décennies à peine, les grandes entreprises étaient surtout en concurrence pour la conquête du marché intérieur. C'était le cas aux États-Unis (le plus grand marché intérieur au monde) comme dans les États européens (qui, malgré leur étendue modeste, étaient handicapés en comparaison avec les États-Unis). Le vainqueur de cette compétition nationale s'en tirait également très bien sur le marché mondial. Aujourd'hui, si une entreprise veut l'emporter dans le premier cycle de la concurrence, elle aura besoin pour ce faire d'un marché de 500 à 600 millions de consommateurs potentiels. »*

Samir Amin, auteur égyptien

Que signifie la dictature des grandes entreprises transnationales (ETN) ? Ont-elles toujours besoin aujourd'hui d'un pouvoir d'État ? Ou ont-elles, dans leur développement, dépassé les États ? Quel rôle joue l'industrie militaire ? L'Europe peut-elle opposer un contre-pouvoir à la violence américaine ? Les pays peuvent-ils se libérer de la férule du capital international ? La stabilité et la paix viendront-elles ou nous précipitons-nous vers de nouveaux conflits mondiaux ? Tels sont les thèmes de ce troisième chapitre.

#### **I. Le boxeur et ses poings. À propos des ETN et des États-nations**

« Les États nationaux croissent en nombre, mais ils perdent progressivement de leur pouvoir. De plus en plus, ce sont les multinationales,

les grands organismes internationaux (du FMI à l'OMC) qui mènent la politique économique, alors que les priorités budgétaires (mais aussi la politique sécuritaire) se décident à un niveau supranational (l'UE) », affirme Fausto Bertinotti<sup>155</sup>.

Antonio Negri et Michael Hardt approuvent ces propos. Et ils vont encore plus loin. Les États perdraient non seulement leur pouvoir, mais le nouveau pouvoir serait en même temps partout et nulle part. Negri et Hardt voient dans ce processus un passage à un stade se situant *au-delà de* l'impérialisme et qu'ils appellent *l'Empire*. « La souveraineté de l'État-nation a été la pierre angulaire des impérialismes que les puissances européennes ont construits au cours de l'époque moderne », écrivent-ils. « Au contraire de l'impérialisme, l'Empire n'établit pas de centre territorial du pouvoir et ne s'appuie pas sur des frontières ou des barrières fixées. C'est un appareil *décentralisé* et *déterritorialisé* de gouvernement, qui intègre progressivement l'espace du monde entier à l'intérieur de ses frontières ouvertes et en perpétuelle expansion<sup>156</sup>. »

Avant de se prononcer sur *la disparition* des frontières et des États-nations, il serait d'abord utile d'en revenir à *la naissance* de ces mêmes États-nations.

Avant la révolution industrielle, chaque région de l'Europe féodale avait tendance à se suffire à elle-même. Les seigneurs locaux encourageaient cette tendance en faisant payer des droits d'entrée. Ceux-ci constituaient un obstacle au commerce entre les différentes régions. « Les progrès du commerce, le développement des échanges entraînaient la formation d'une classe nouvelle, celle des capitalistes. Le capital fit son apparition à la fin du moyen âge, quand le commerce mondial, après la découverte de l'Amérique, prit un essor prodigieux, quand la quantité des métaux précieux augmenta, quand l'or et l'argent devinrent un moyen d'échange, quand la circulation monétaire permit l'accumulation d'immenses richesses dans les mêmes mains », écrira Lénine à propos de cette période<sup>157</sup>. La jeune bourgeoisie montante voulait un « grand marché national » pour ses produits. À cet effet, il fallait donc supprimer les barrières commerciales et les privilèges de certaines castes de la société féodale. De même, les privilèges de la noblesse constituaient une entrave, tout comme la liberté de tous les potentats locaux. La bourgeoisie montante voulait un seul marché, une seule loi, un seul organe de pouvoir, écrivent Marx et Engels dans *Le Manifeste du Parti communiste* : « La bourgeoisie (...) a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit

nombre de mains. La conséquence fatale de ces changements a été la concentration politique. Des provinces indépendantes, tout juste fédérées entre elles, ayant des intérêts, des lois, des gouvernements, des tarifs douaniers différents, ont été réunies en une *seule* nation, un *seul* gouvernement, une *seule* loi, un *seul* intérêt national de classe, derrière un *seul* cordon douanier<sup>158</sup>. »

Le marché capitaliste intérieur ne peut fonctionner et croître que sous la protection d'un État national centralisé. Les privilèges sont supprimés. Dîmes et autres taxes féodales, qui entravent la libre circulation des marchandises, sont interdites. Par ailleurs, afin de protéger le marché intérieur, on fixe des tarifs sur les importations de l'étranger. L'État se charge également de l'infrastructure nécessaire à la circulation des marchandises, tels les chemins de fer et les canaux. Et, entre les marchandises et les prix, apparaît une relation qui diffère d'un pays à l'autre. Enfin, l'État fait aussi en sorte – et, au besoin, par la contrainte – que les « travailleurs libérés », les paysans ruinés que la misère pousse vers les villes, puissent vendre leur travail dans les nouvelles usines. La chercheuse canadienne Meiksins Wood écrit : « Dès le début, l'intervention de l'État fut nécessaire afin de créer et maintenir en place non seulement 'le système de la possession', mais aussi le 'système de l'absence de possession'. Le pouvoir de l'État fut nécessaire pour soutenir le processus d'expropriation et pour protéger l'exclusivité de la propriété capitaliste. Mais l'État fut également nécessaire pour faire en sorte que ceux qui n'avaient pas de moyens de production fussent disponibles pour le capital dès que le besoin s'en serait fait sentir<sup>159</sup>. »

À un certain stade de son développement, la concentration de la production est assez proche du monopole. « Le développement intense de l'industrie et le processus de concentration extrêmement rapide de la production dans des entreprises toujours plus importantes constituent une des caractéristiques les plus marquées du capitalisme », dit Lénine<sup>160</sup>. Les grandes entreprises ont besoin de bénéfices faramineux pour se maintenir dans la course effrénée à la concurrence avec les gigantesques entreprises similaires et étendre encore leur production ; mais seule une position monopoliste sur le marché assure des profits élevés. Ajoutons à cela le fait que quelques douzaines d'entreprises géantes peuvent plus aisément conclure un accord entre elles que des centaines ou des milliers de petites entreprises. C'est ainsi que la libre concurrence est remplacée par *le monopole*. C'est là que réside l'essence économique de l'impérialisme. À côté de la domination des monopoles, de nombreuses

petites et moyennes entreprises continuent à se maintenir dans tous les pays capitalistes, en même temps que d'importantes masses de petits producteurs – indépendants, petits exploitants agricoles et artisans.

Après 1870, protéger et étendre le marché intérieur signifie : conquérir de nouveaux territoires, les transformer en colonies où les capitalistes nationaux peuvent écouler leurs marchandises en restant protégés des concurrents étrangers. En peu de temps, la planète entière est partagée entre l'Angleterre, la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Belgique, les États-Unis et le Japon. La conquête des colonies s'accompagne d'une augmentation considérable de l'oppression nationale et de la discrimination raciale. « Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'asphyxie financière de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays 'avancés'. Et le partage de ce 'butin' se fait entre deux ou trois rapaces de puissance mondiale, armés de pied en cap (Amérique, Angleterre, Japon) qui entraînent toute la terre dans *leur* guerre pour le partage de *leur* butin », note Lénine<sup>161</sup>. Si un pays impérialiste veut étendre son marché et, de ce fait, ses sphères d'influence ou (néo-)colonies également, il ne le peut qu'en les conquérant sur d'autres pays impérialistes. Du fait du développement inégal des pays capitalistes, cela ne peut qu'aboutir à la guerre, comme ce fut le cas avec la Première Guerre mondiale.

Tout cela, c'est bien beau, disent Negri et Hardt, mais, aujourd'hui, cette période se trouve derrière nous : « La fin du colonialisme et les pouvoirs déclinants de la nation sont autant d'indices d'un passage général » vers l'Empire.<sup>162</sup> D'après eux, dans la relation entre l'État et le capital, nous sommes arrivés à une nouvelle phase : « (...) de grandes entreprises transnationales ont effectivement surpassé la juridiction et l'autorité des États-nations. Il semblerait donc que cette dialectique pluricentenaire ait pris fin : *l'État a été vaincu et les sociétés gouvernent à présent la terre*<sup>163</sup> ! »

Le monde est un village et, dans ce village, règnent les ETN. « Le monde n'est pas divisé en deux et segmenté en camps opposés (centre *versus* périphérie, 'premier monde' *versus* 'tiers monde'), mais il est plutôt et il a toujours été défini par d'innombrables différences, partielles et changeantes », ajoutent Negri et Hardt<sup>164</sup>.

Dire que « l'État est battu » et que seules « les entreprises dominent la planète » équivaut à dire que le boxeur s'est endurci mais qu'il a perdu ses poings. Les ETN ne peuvent subsister sans base d'attache, sans pouvoir étatique, sans un poing de fer. Le chercheur argentin Atilio Boron

écrit : « La propriété et le contrôle ont toujours une base nationale : les entreprises sont des entités légales enracinées dans un pays spécifique et qui ne sont pas qu'enregistrées aux Nations unies à New York. Elle ont leur siège principal dans une ville bien précise, font partie d'un cadre légal national spécifique qui les protège contre l'éventualité d'une expropriation (...), etc.<sup>165</sup> » Et, un peu plus loin : « Elles couvrent le monde entier, mais leur propriété et leurs propriétaires ont une base nationale bien définie. Leurs rentrées affluent du monde entier vers leur siège principal et, à son tour, ce siège reçoit facilement des banques nationales les prêts destinés à financer leurs activités. Et cela, à des tarifs d'intérêts absolument introuvables dans les États périphériques, ce qui fait qu'elles peuvent aisément supplanter leurs concurrentes<sup>166</sup>. »

Meiksins Wood, elle aussi, en arrive à cette conclusion : « Il serait peut-être plus approprié de dire que la globalisation se caractérise moins par le déclin de l'État national que par une contradiction croissante entre la portée mondiale du capital et son besoin entêté de davantage de formes locales et nationales de soutien 'extra-économique'<sup>167</sup>. »

**Tableau 7. Répartition des 1000 plus grandes entreprises industrielles selon leur pays et leurs chiffres d'affaires (2004)**

Pays	ETN de l'IW1000 de 2005	Chiffre d'affaires en 2004
États-Unis	311	3 704
Europe (des 15)	253	3 619
Japon	237	2 112
Royaume-Uni	53	698
France	48	743
Allemagne	44	917
Pays-Bas	20	408
Italie	18	231
Finlande	15	141
Suède	15	138
Autriche	15	103
Belgique <sup>168</sup>	7	44
Espagne	6	94
Danemark	4	17
Irlande	3	24
Grèce	3	15
Luxembourg	2	46
Portugal	0	/

Source : *Industry Week*, The IW1000 2005.

Dans le tableau 7, on voit que l'UE (des 15), le Japon et les États-Unis comptent ensemble 801 des 1000 entreprises industrielles les plus importantes au monde. En 2004, elles représentaient un volume d'affaires commun de 9 435 milliards de dollars sur les 12 210 milliards de dollars que pèsent les mille entreprises les plus importantes. Ce n'est pas un hasard si 80 pour 100 des grandes ETN ont leur siège principal dans l'un des trois grands blocs impérialistes. Bertinotti dit que les Etats perdent leur pouvoir. Il fait allusion, entre autres, au niveau « supranational » de l'Union européenne. C'est exact, sans plus. Mais l'essence, c'est que l'UE en soi est *aussi* un pouvoir étatique, un pouvoir centralisé avec des lois, une réglementation, une armée, des services de sécurité, une bureaucratie, etc. Et avec un marché intérieur de près d'un demi-milliard d'habitants. De même que la naissance des vieux Etats européens fourmille de légendes, de mythes et de nationalisme, l'Union européenne d'aujourd'hui fait l'objet de nouveaux récits et histoires où il est question de « civilisation culturelle européenne » et de « valeurs européennes ».

Sur de nombreux fronts, les ETN ont besoin du soutien du pouvoir étatique de leur pays de base. Elles ont besoin d'un cadre légal pour protéger leur propriété. La protection juridique de la propriété privée des ETN européennes constitue le noyau du projet de constitution européenne. Alors que la propriété privée des grandes entreprises, des terres, de la technologie et de la communication est « sacrée », le droit d'organisation, le droit de se syndiquer et le droit de grève subissent des pressions permanentes (via des astreintes, etc.). Les ETN ont toujours besoin, elles aussi, d'un pouvoir étatique pour protéger leur « marché intérieur ». Environ 68,4 pour 100 des ventes totales des ETN américaines, donc des maisons mères américaines et de leurs filiales à l'étranger, se font aux États-Unis. Et 21 des 28 millions d'emplois des ETN américaines se trouvent également aux États-Unis<sup>169</sup>.

Les ETN européennes ont besoin du marché « intérieur » protégé des 450 millions de consommateurs de l'UE. Tout comme les barrières de péage et d'octroi du féodalisme devaient être supprimées pour instaurer les « États nationaux » et les « marchés nationaux », aujourd'hui, les limitations douanières et les fluctuations des diverses monnaies des anciens Etats européens ont été abolies afin de créer un « marché européen » plus vaste. En outre, les ETN veulent la garantie que la production se déroulera sans entraves. Ainsi, lors du sommet de Lisbonne de l'UE, a-t-il été convenu de mettre sur pied des projets de « formation de

toute une vie » afin de pourvoir en permanence les entreprises d'une main-d'œuvre formée et flexible. Les ETN ont également besoin d'un État pour maintenir en place le monopole de la violence, pour faire rentrer des astreintes, pour traîner « au besoin » les grévistes devant la justice ou, « s'il le faut », briser la résistance ouvrière par le recours à la violence directe. Les ETN ont également besoin d'un État pour protéger leurs « zones d'influence » à l'étranger et pour défendre leurs propres intérêts auprès d'une série d'organisations internationales. Les ETN ont en outre besoin d'un État pour des raisons d'ordre idéologique. La pensée unique qui prône les intérêts et profits des entreprises comme « seule voie possible » et qui court-circuite toute alternative sociale peut être diffusée de dizaines de façons différentes via les médias, l'enseignement, l'église ou la mosquée. Et, enfin, les ETN ont besoin d'un État pour créer des zones de production bon marché pour leurs investissements, avec peu ou pas d'impôts, avec une infrastructure moderne, des travailleurs qualifiés, etc.

Pour toutes ces raisons, ce n'est pas un hasard si huit cents des mille ETN les plus importantes ont leur siège principal dans l'un de ces trois centres impérialistes. Et c'est encore moins un hasard si, avec le conflit pour la répartition du marché mondial, le pouvoir étatique des centres impérialistes augmente aussi. Et ne diminue pas ni ne disparaît, comme le prétendent Negri et Hardt. Les ETN des États-Unis, de l'UE, du Japon attendent de « leur » pouvoir étatique qu'il opère au niveau mondial pour garantir pleinement leurs intérêts. Pour Halliburton, Lockheed, General Dynamics et bien d'autres, l'agression des États-Unis contre l'Irak était l'occasion rêvée de faire grimper leurs bénéfices à des hauteurs vertigineuses. Le commentateur du *New York Times* a écrit : « Pour que la globalisation fonctionne, l'Amérique ne peut pas avoir peur d'agir comme la superpuissance qu'elle est. La main cachée du marché ne fonctionnera jamais sans un poing caché. McDonald's ne peut pas prospérer sans McDonnell-Douglas, le concepteur du F-15. Et le poing caché qui protège les technologies de la Silicon Valley partout dans le monde s'appelle l'armée des États-Unis, ses forces aérienne, terrestre et navale<sup>170</sup>. »

Le pouvoir étatique n'a pas disparu. Au contraire – et cela vaut pour les trois grands blocs –, il s'est renforcé. La guerre contre l'Irak souverain fut une démonstration écrasante du pouvoir de l'État en Amérique. Non pas « écrasante » dans le sens où les États-Unis sont « invincibles » : la résistance irakienne prouve à suffisance qu'il n'en est rien. Mais bien

« écrasant », comme l'est le coup de poing d'un pouvoir étatique. Les contradictions aiguës entre les États-Unis de Bush, la Grande-Bretagne de Blair, l'Espagne d'Aznar et l'Italie de Berlusconi d'une part, et la France, l'Allemagne, voire la Belgique d'autre part, ces contradictions qui se sont exprimées lors de l'agression contre l'Irak ont révélé qu'il existait des divergences d'intérêts et qu'elles étaient représentées par des pouvoirs d'Etats (importants). Même au sein du pouvoir étatique grandissant de l'Europe, les anciens pouvoirs des Etats n'ont pas « disparu », et c'est apparu clairement.

## 2. Les dépenses publiques, l'industrie militaire et la conquête de l'espace

Les théories concernant la disparition de l'État ne résistent pas à l'épreuve de l'examen matérialiste. Dans le tableau 8, on peut voir comment les budgets de l'État n'ont cessé d'augmenter depuis plus d'un siècle. En Allemagne, de 10 pour 100 à 46,9 pour 100 du PNB, en France, de 12,6 à 54,3 pour 100, au Japon, de 8,8 à 36,9 pour 100 et, aux États-Unis, de 7,3 à 32,8 pour 100.

Tableau 8. Dépenses publiques totales en pourcentage du Produit national brut, entre 1870 et 1998

	1870	1913	1920	1937	1960	1980	1990	1998
Belgique	-	13,8	22,1	21,8	30,3	58,6	54,8	49,4
Allemagne	10	14,8	25,0	34,1	32,4	47,9	45,1	46,9
France	12,6	17,0	27,6	29,0	34,6	46,1	49,8	54,3
Pays-Bas	9,1	9,0	13,5	19,0	33,7	55,2	54,0	47,2
Royaume-Uni	9,4	12,7	26,2	30,0	32,2	43,0	39,9	40,2
Japon	8,8	8,3	14,8	25,4	17,5	32,0	31,7	36,9
États-Unis	7,3	7,5	12,1	19,7	27,0	31,8	33,3	32,8

Source : IMF, *World Economic Outlook*, 2000. De Broë, *Is High Public Spending Good or Bad for You ?*, 2002.

« *'Après moi le déluge'*, telle est la devise de tout capitaliste », écrivait Marx dans *Le capital*<sup>171</sup>. Tout grand dirigeant d'entreprise n'a d'yeux que pour la maximalisation de son propre profit. Et, par conséquent, le capitalisme a également besoin d'un « capitaliste collectif », qui mène à bien les tâches communes des chefs d'entreprises, managers, spécu-

lateurs, banquiers et grands propriétaires fonciers. Ce rôle, c'est l'État qui l'assume.

Vient ensuite toute une discussion sur la *manière* dont l'Etat peut le mieux remplir son rôle en tant que « capitaliste collectif ». C'est le débat entre l'approche « libérale » de Reagan et Thatcher, conformément aux recettes de *Friedman* (la social-démocratie européenne de Blair et de Schröder suit elle aussi cette voie), et l'approche social-démocratique « classique », selon les recettes de *Keynes* (prônée aujourd'hui, entre autres, par le parti de la Gauche européenne). L'école de *Friedman* veut que le budget moyen de l'État soit ramené à 40 pour 100 du PNB et que l'État subisse un dégraissage et se débarrasse donc de ses « compétences non essentielles »<sup>172</sup>. « Essentielles » : à ce propos, les *friedmaniens* et les *keynésiens* sont d'accord. Les dépenses sont censées couvrir les tâches policières et militaires. Le noyau de l'État demeure ici : installations judiciaires flambant neuves, police, services de la sûreté et de la sécurité, armée, fonds pour la recherche militaire (ou spatiale), mesures antiterroristes, etc. Il est vrai qu'aux États-Unis, certaines composantes de l'appareil sécuritaire sont même sous-traitées par le secteur privé mais, avec le *Patriot Act*, c'est sous le contrôle de l'État que s'accomplit la centralisation gigantesque de l'appareil de répression.

Le tableau 9 montre comment les grands décideurs de l'appareil étatique américain assument de très hautes fonctions dans les créneaux pétrolier et militaire. « Comme l'État est né du besoin de refréner des oppositions de classes, mais comme il est né, en même temps, au milieu du conflit de ces classes, il est, dans la règle, l'État de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante (...) », écrivait déjà *Friedrich Engels*<sup>173</sup>. *Halliburton*, *Lockheed Martin*, *Chevron*, *McDonnell-Douglas*, *Northrop Grumman*, *BP Amoco*, *General Dynamics*, etc., sont directement – et même sans se cacher, désormais – représentés dans l'appareil de l'État. Ils constituent la « classe économiquement dominante » qui, grâce à l'appareil de l'État, se mue également en « classe politiquement dominante ». Ils ont investi des sommes faramineuses pour mettre Bush au pouvoir (à ce propos, voir, entre autres, le chapitre IV.A.) et sont la force motrice derrière l'agression militaire des États-Unis.

**Tableau 9. L'enchevêtrement entre l'industrie militaire, le secteur pétrolier et l'appareil d'État aux États-Unis, 2001 (premier mandat de G.W. Bush)**

Nom	Fonction	Traitement
<b>George W. Bush</b> , président	Ancien PDG de l'industrie de l'énergie	Données non disponibles
<b>Dick Cheney</b> , vice-président  Lynn Cheney, épouse du vice-président	PDG, actionnaire de Halliburton (pétrole, défense)	Traitement : 35,1 millions de \$ -- Entre 500 001 et 1 million de \$ en «deferred compensation»*, \$1-\$5 millions en Cash Value Bonus Plan
	Administrateur de Procter & Gamble	250 001-500 000 \$ actionnaire, «restricted stock»**
	Actionnaire d'Anadarko Petroleum	250 001-500 000 \$ en «deferred stock payment»***
	Administratrice de Lockheed Martin	500 000 \$ - 1 000 000 \$ en «deferred fees»*
<b>Condoleezza Rice</b> , conseillère en matière de sécurité nationale	Membre du CA de Chevron	250 000 - 500 000 \$ en «deferred stock payment»
<b>Donald H. Rumsfeld</b> , secrétaire d'État à la Défense	Administrateur de Gilead Sciences (biotechnologie)	Jusque 30 millions de \$ en actions
	Administrateur d'Asea Brown Boveri LTD (énergie atomique)	148 020 \$
	Administrateur de Gulfstream Aerospace (auj. filiale de General Dynamics), société spécialisée dans les jets d'entreprise et les appareils pour «missions spéciales» vendus aux gouvernements étrangers à des fins militaires.	5 000 \$
<b>Edward C. « Pete » Aldridge Jr.</b> , sous-secrétaire d'État aux Achat, à la Technologie et à la Logistique (Défense)	PDG d'Aerospace Corp., société de recherche pour la défense, dénuée de toute rentabilité et qui a reçu plus de 600 millions de \$ pour des prestations dans le Space and Missiles Defense Center, Los Angeles (figure sur la liste des 100 plus grosses entreprises à recevoir des contrats de l'armée)	470 000 \$
	Vice-président de McDonell Douglas Electronics	Données non disponibles
<b>Paul Wolfowitz</b> , secrétaire d'État adjoint (Défense)	Coprésident du groupe de travail Nunn-Wolfowitz chez Hughes Electronics	300 000 \$
	Consultant, Northrop Grumman	6 000 \$ d'honoraires
	Consultant, BP Amoco	10 000 \$ d'honoraires
<b>Colin Powell</b> , secrétaire d'État aux Affaires étrangères	Actionnaire, General Dynamics	Entre 1 et 5 millions de \$ en actions
	Honoraires pour conférences, Carlyle Group	100 000 \$
	Honoraires, Arthur Andersen, GE Power Systems	59 500 \$ chaque fois
	Directeur, Gulfstream Aerospace	5 000 \$

Richard Armitage, secrétaire d'État suppléant aux Affaires étrangères	Président et associé, Armitage Assoc. LLP (consultant pour Raytheon, Boeing, Brown and Root, Science Application International et autres entreprises qui ont des contrats avec l'armée), a également été membre du CA de Raytheon et Mantech)	246 965 \$
	GE, Coastal Corp. (défense), actionnaire	500 001 \$ - 1 million de \$ chaque fois

Source : <http://www.worldpolicy.org/projects/arms/reports/reportaboutface.html#AppA>.

- \* *Deferred compensation* : compensations restant à percevoir (ex. plans de pension, actions, primes ou liquidités) et qui sont réglées lorsqu'on prend sa pension, ou encore que perçoivent vos héritiers à votre mort. Les *deferred fees* sont des honoraires devant encore être perçus.
- \*\* *Restricted stock* : actions avec une restriction. Généralement, il s'agit d'actions réservées aux cadres supérieurs, mais qu'ils ne peuvent revendre avant un certain nombre d'années.
- \*\*\* *Deferred stock payment* : Vous recevez les droits sur les actions, mais vous ne recevez les actions mêmes que plus tard.

Depuis le *sommet de Lisbonne*, en 2000, l'Union européenne se lance sur la même piste. Robert Kagan, l'un des conseillers stratégiques de la politique américaine d'agression, écrit : « Il n'était pas réaliste de s'attendre à ce que les Européens puissent récupérer le statut de grande puissance internationale qu'ils avaient avant la Seconde Guerre mondiale si les pays européens n'avaient pas été disposés à transférer vers des projets militaires une grande partie des moyens qu'ils avaient investis dans la sécurité sociale. (...) Alors que les États-Unis sont prêts à consacrer tant d'argent à leur sécurité, les Européens préfèrent consacrer le leur à des programmes de sécurité sociale, à de longues périodes de congés et à de plus courtes semaines de travail<sup>174</sup>. » À tout cela, l'UE entend mettre un terme. Le transfert d'argent vers une armée européenne en construction est l'une des raisons du démantèlement social tel qu'il est prévu.

*L'espace* aussi constitue l'enjeu de la lutte pour l'hégémonie militaire. Le « secteur » est dominé par les États-Unis, avec 50 pour 100 des parts du marché contre 33 pour 100 pour l'Europe, 6 pour 100 pour le Japon et 6 pour 100 pour le Canada<sup>175</sup>. Les États-Unis considèrent l'espace comme leur terrain privilégié. Telle était la conclusion d'une étude réalisée en 2000 sous la direction de Donald Rumsfeld : « Durant la période à venir, les États-Unis mèneront des opérations depuis, dans et à travers l'espace afin de *soutenir leurs intérêts nationaux* tant sur terre que dans l'espace. De même que pour leur capacité nationale dans les airs, sur terre et sur mer, les États-Unis doivent pouvoir disposer de la capacité de défendre

leurs actifs dans l'espace contre des activités hostiles et empêcher l'utilisation hostile de l'espace contre les intérêts américains<sup>176</sup>. » Autrement dit, empêcher qu'apparaissent de nouveaux concurrents. L'Union européenne a promptement réagi avec le projet *Star 21*<sup>a</sup>. *Star 21* a été élaboré par le Groupe consultatif européen pour l'Aéronautique. Ce groupe est la preuve éloquente de la fusion entre l'appareil d'État européen et l'industrie militaire. Il est composé de 15 membres, dont les présidents des six principales ETN du secteur. EADS<sup>b</sup>, BAe Systems, Rolls-Royce, Thales (anciennement Thomson), Snecma et Finmeccanica. En outre, le groupe compte cinq commissaires européens : Philippe Busquin (le socialiste belge, responsable de la Recherche), Pascal Lamy (le socialiste français, responsable du Commerce), Loyola de Palacio (Transport), Chris Patten (Relations extérieures) et Erkki Liikanen (en même temps président du groupe). Et, pour terminer, il y a encore Javier Solana (ancien secrétaire général de l'Otan, aujourd'hui responsable de la Politique étrangère et de la Sécurité communautaire). Les deux derniers cités représentent le Parlement européen. Un bel échantillonnage de la classe dirigeante européenne.

Les pères de *Star 21* écrivent : « Une industrie spatiale viable au service des besoins du marché civil est étroitement liée à la capacité dans le domaine de la sécurité et de la défense – et inversement<sup>177</sup>. » D'où le fait que davantage de fonds sont nécessaires : « Les engagements de plus en plus grands des pays européens dans le domaine de la défense et de la sécurité requièrent l'octroi de budgets de plus en plus importants. L'inévitable conclusion est que les dépenses générales doivent être accrues<sup>178</sup>. »

Qui disait que les États, les pouvoirs étatiques et les frontières disparaissent ? Les frontières de l'impérialisme actuel ne sillonnent plus seulement la terre, mais elles quadrillent également l'espace.

### 3. L'Union européenne comme contre-pouvoir ? L'arnaque politique de l'« Europe sociale »

Antonio Negri écrit que le pouvoir étatique s'était évaporé à un niveau insaisissable et non localisable : « Dans cet espace lisse de l'Empire, il n'y a pas de *lieu* de pouvoir : celui-ci est à la fois partout et nulle part.

a Strategic Aerospace Review for the 21<sup>st</sup> Century.

b EADS est une fusion entre Aérospatiale, DASA (filiale de DaimlerChrysler) et CASA (firme espagnole). Elle a deux présidents: un Français et un Allemand.

L'Empire est une *u-topia*, c'est-à-dire un *non-lieu*<sup>179</sup>. » Les actes de Negri ne sont pas entravés par ses propres paroles. Ainsi, Negri invite la classe ouvrière européenne à se ranger derrière ses « propres » patrons afin de former un « contrepoids » contre les États-Unis. Durant la campagne française de mai 2005 pour la *Constitution européenne*<sup>c</sup>, c'est l'argument qu'il a utilisé afin d'exhorter les Français à voter « oui » : « Adopter la Constitution, c'est (...) trouver le niveau de puissance continentale indispensable pour s'opposer au processus de guerre voulu par l'empire américain. (...) L'Europe doit aujourd'hui, pour se construire, payer le prix au libéralisme. (...) Le prolétariat a intérêt à s'allier à des capitalistes locaux pour contrer le capitalisme global<sup>180</sup>. »

De la sorte, tous les raisonnements sur la disparition ou l'évaporation du pouvoir étatique s'effondrent comme un château de cartes. Face au pouvoir étatique de la Maison-Blanche et du Pentagone, voici venir le pouvoir étatique de Bruxelles ! Et pour donner une chance au pouvoir étatique européen en devenir de donner des coups, la classe ouvrière doit « s'allier à des capitalistes locaux ». Mais 62 pour 100 des Hollandais et 55 pour 100 des Français n'ont pas suivi l'appel de vote de Negri. Ce fut un vote de classe, pour montrer clairement qu'il n'y avait « *pas d'intérêt commun* » entre les patrons de BASE, TotalFinaElf, Deutsche Telekom, Renault, Unilever, BP, etc. et la classe ouvrière européenne<sup>181</sup>.

En fait, Negri propose ce qu'ont convenu les 15 chefs de gouvernement à Lisbonne, en 2000. En 2010, l'Europe doit devenir « *l'économie la plus compétitive et dynamique du monde* »<sup>182</sup>. Les 15 chefs de gouvernement, parmi lesquels 11 social-démocrates, ont suivi ici l'avis de la Table ronde européenne des industriels : il faut durcir la guerre concurrentielle avec les États-Unis. Tels des charlatans de foire, les social-démocrates essaient de vendre ce projet. Ainsi, la fraction communautaire socialiste du Parlement européen écrit : « Le sommet du Conseil européen à Lisbonne en 2000 illustre très bien jusqu'où la politique de l'emploi et des affaires sociales de l'Union européenne est déjà allée. *La politique de l'emploi et des affaires sociales y a été considérée comme cruciale pour faire de l'Union européenne l'économie la plus compétitive et dynamique du monde*<sup>183</sup>. »

c La Constitution européenne veut graver sur ses tables de pierre le principe d'économie politique qu'elle considère comme le plus élevé : « la libre concurrence pure et simple ». De sorte que les services publics, les postes et l'assurance maladie puissent être vendus aux grands groupes financiers. La Constitution ne garantit pas le droit à la pension, aux allocations de chômage, au revenu minimal, au logement, à l'avortement. Elle remplace le droit au travail par le droit de chercher du travail et ne dit mot sur le droit de grève. Enfin, la Constitution prépare l'Europe à la guerre et elle part du principe que les États membres s'engagent à améliorer progressivement leur capacité militaire.

Devenir la plus compétitive grâce à une politique sociale ? Cela s'appelle de l'escroquerie, de l'arnaque politique. La politique « sociale » de Lisbonne est une déclaration de guerre aux contrats de travail à durée indéterminée, au droit au repos après une vie de labeur, à l'enseignement et aux services publics. L'Europe ne peut devenir plus compétitive, recommande Lisbonne, qu'en démantelant les principaux acquis sociaux.<sup>d</sup>

Pour devenir « *l'économie la plus compétitive et dynamique du monde* », l'UE doit également mettre sur pied un puissant appareil militaire. Cette leçon, la puissante organisation patronale européenne, la Table ronde, l'avait déjà tirée de la première guerre du Golfe : « L'Europe avait des intérêts en jeu dans le Golfe, et des idées sur ce qu'il convenait de faire. Mais lorsque la question du recours à la force s'est posée, l'Europe ne disposait ni des mécanismes décisionnels ni des moyens qui lui auraient permis d'intervenir. Il est aujourd'hui anachronique de prétendre que la Communauté peut régler les questions économiques de façon satisfaisante tout en laissant à d'autres la gestion de sa politique étrangère<sup>184</sup>. » Si l'on en arrive vraiment là, BP, TotalFinaElf et consorts ont besoin d'un appareil militaire à part entière. Dans les années à venir, l'UE va considérablement augmenter son budget militaire. Celui des États-Unis s'élève d'ailleurs à 400 milliards de dollars, alors que les États européens ensemble « n'en sont qu'à » 180 millions de dollars. Les États-Unis consacrent 3,4 pour 100, et d'ici quelques années, peut-être bien 4 pour 100 de leur Produit intérieur brut (PIB) à la défense, alors qu'en Europe, seule la France dépense plus de 2,5 pour 100 de son PIB dans la défense. Tous les autres États membres dépensent moins<sup>185</sup>. Accroître le budget militaire, tel est le prix à payer pour devenir le numéro un. Et ce prix, ce ne sont à coup sûr pas les entreprises transnationales qui comptent le payer. « Pour gagner la guerre, pour défendre notre pays et aider l'économie à remonter, notre budget présentera un déficit. Ce déficit sera limité si le Congrès est prêt à

d Ce démantèlement s'opère selon quatre axes : 1) pour rendre l'Europe plus compétitive que les États-Unis, le taux d'activation doit augmenter via la flexibilisation du marché de l'emploi et l'allongement de la carrière. En 2010, ce taux d'activation devra atteindre 70 pour 100. C'est possible via la création massive d'emplois intérimaires précaires, flexibles et via l'allongement de la carrière ; 2) évider la sécurité sociale afin de réduire les « charges salariales ». Via une réduction de ces charges, on doit épargner sur la sécurité sociale pour les personnes âgées, les malades, les demandeurs d'emploi ; 3) réformer le système d'enseignement afin de pouvoir répondre de façon flexible aux besoins des patrons ; 4) tout doit se muer en marchandise. Il a été décidé à Lisbonne « *d'accélérer la libéralisation des secteurs comme le gaz, l'électricité, les services postaux et les transports* ». Au détriment de la sécurité sur les trains et sur les quais, au détriment du rôle social du facteur, au détriment de la qualité des services prestés en général.

limiter les dépenses [Entendez : autres que militaires, PM] (...) », a expliqué George W. Bush dans son discours sur l'état de l'Union de 2002<sup>186</sup>. À la suite de quoi, les budgets de la santé, de l'enseignement, des services publics, etc. ont baissé de façon draconienne.

#### 4. Néo-colonialisme et libération nationale

D'après Negri et Hardt, l'ère des conquêtes est révolue : « (...) le concept d'Empire se présente lui-même non comme un régime historique tirant son origine d'une conquête, mais plutôt comme un ordre qui suspend effectivement le cours de l'histoire et fixe par là même l'état présent des affaires pour l'éternité. (...) Finalement, bien que la pratique de l'Empire baigne continuellement dans le sang, le concept d'Empire est toujours dédié à la paix – une paix perpétuelle et universelle, en dehors de l'histoire<sup>187</sup>. »

Alors que le pouvoir étatique des principaux blocs impérialistes se renforce, l'emprise des ETN sur les Etats périphériques dépendants s'accroît. Le chercheur argentin Boron note à ce propos : « Ce renforcement du pouvoir étatique au cœur des pays capitalistes développés a beau être la réalité, l'histoire de la périphérie présente un tout autre aspect. Dans la réorganisation internationale du système impérialiste sous la bannière idéologique du néo-libéralisme, le pouvoir étatique s'est affaibli et les économies des pays de la périphérie ont dû s'ouvrir de plus en plus, et sans la moindre intervention de l'État, à l'afflux des grandes entreprises transnationales et à la politique des pays développés, surtout des États-Unis<sup>188</sup>. »

Les pays périphériques sont forcés de démanteler leur secteur public et de ramener à la portion congrue leurs dépenses publiques afin de pouvoir rembourser leurs dettes. Des services vitaux comme la santé, le logement et l'enseignement passent ainsi à la trappe. Les entreprises d'État sont restructurées et vendues à des prix dérisoires. Les frontières sont ouvertes toutes grandes afin de faciliter l'importation de marchandises, dans le même temps que le protectionnisme des États impérialistes devient de plus en plus sophistiqué.

La montagne de dettes des pays dépendants s'élève à 2 500 milliards de dollars. Du fait des privatisations, les ETN ont fait main basse sur la plus grande partie des matières premières et des entreprises des pays dépendants. Et, grâce à la libéralisation économique, les ETN ont également pu mettre la main sur la plupart des marchés dans le monde.

Il est incorrect de prétendre que, de la sorte, le « pouvoir étatique » des pays dépendants disparaît. Sur place aussi, les ETN ont besoin de stabilité : une loi qui sauvegarde leurs intérêts (le pillage) et un pouvoir policier, une armée ou une junte militaire en mesure de faire respecter cette loi. Meiksins Wood écrit : « Le pouvoir impérialiste s'appuie aujourd'hui plus que jamais sur un système ordonné de nombreux États locaux et la domination économique mondiale dépend du contrôle exercé sur les nombreux États qui maintiennent en place l'économie mondiale. Il n'existe naturellement pas d'État mondial susceptible de garantir l'ordre nécessaire comme l'État national l'a fait longtemps au service du capital intérieur. L'État intérieur est devenu bien plus que bien moins essentiel pour l'organisation des circuits économiques via les relations entre États<sup>189</sup>. » Et, plus loin : « Aujourd'hui, le monde est davantage – et non pas moins – un monde d'États nationaux, non seulement comme résultante de la lutte de libération nationale dans ces pays, mais aussi sous la pression des puissances impérialistes<sup>190</sup>.

Negri et Hardt maintiennent qu'il est impossible de se défaire de la dépendance du marché mondial capitaliste. « (...) comme solution de rechange au 'faux développement' offert par les économistes des pays capitalistes dominants, les théoriciens du sous-développement proposaient un 'développement réel' impliquant le découplage d'une économie par rapport à ses relations de dépendance et son redéploiement en structure économique autonome et relativement isolée. (...) *toute tentative d'isolement ou de séparation ne se traduira que par un type de domination plus brutal par le système mondial, une réduction à l'impuissance et à la pauvreté*<sup>191</sup>. »

L'indépendance nationale est un concept du passé, une question *révolue*, disent Negri et Hardt. Mais est-ce vraiment le cas ? Après la Seconde Guerre mondiale, le colonialisme a été remplacé par le néo-colonialisme. Les pays étaient indépendants sur le papier mais, dans les faits, ils demeuraient dépendants des grandes puissances impérialistes par le biais d'un réseau de relations financières, diplomatiques et militaires. Ce système d'indépendance nominale et de dépendance de fait existait déjà avant la Seconde Guerre mondiale : en Amérique latine qui, après trois siècles de colonialisme européen, était devenue indépendante nominalement, mais que la doctrine de Monroe (1823) rattachait à « l'hémisphère des États-Unis ». « (...) Le capital financier et la politique internationale qui lui est conforme, et qui se réduit à la lutte des grandes puissances pour le partage économique et politique du monde, créent pour les États di-

verses formes transitoires de dépendance. Cette époque n'est pas seulement caractérisée par les deux groupes principaux de pays : possesseurs de colonies et pays coloniaux, mais encore *par des formes variées de pays dépendants qui, nominalement, jouissent de l'indépendance politique, mais qui, en réalité, sont pris dans les filets d'une dépendance financière et diplomatique* », écrivait Lénine à ce propos<sup>192</sup>.

Après la chute de l'Union soviétique s'est développée la tendance de maintenir à nouveau, et ouvertement, les pays sous le joug d'un statut semi-colonial : la Corée du Sud, l'Arabie saoudite, les États du Golfe, divers pays africains et latino-américains, de même que, bien sûr, l'Afghanistan et l'Irak. Pour tous les pays qui entendent consacrer leur richesse économique à leur propre développement, la *libération nationale* est une question particulièrement d'actualité. Au cours des années à venir, la question de l'indépendance nationale ne se posera pas moins, mais davantage, précisément. Le Partido Comunista do Brasil (PCdoB) dit à ce propos : « Sur le plan politique, notre époque se caractérise par des attaques contre la souveraineté et l'indépendance des États nationaux. Dans un sens large, la stratégie impérialiste veut empêcher les nations cherchant leur propre voie de développement de devenir plus fortes. Les méthodes favorites de l'impérialisme sont l'agression militaire et l'intimidation. L'agression militaire et la guerre constituent le noyau de la stratégie de la domination, elles réduisent les droits internationaux à des phrases creuses, affaiblissent les Nations unies et empêchent la résolution des conflits par voie diplomatique<sup>193</sup>. »

L'appel de Negri et Hardt à ne pas suivre une voie indépendante, parce que celle-ci ne pourrait qu'apporter plus d'impuissance et de pauvreté encore, est une gémissement face à la nouvelle révolution conservatrice américaine. Le défaitisme – « *il n'y a pas moyen d'y échapper* » – est réfuté dans la pratique par la résistance apparue dans pour ainsi dire tous les continents. Après deux décennies d'un néo-libéralisme dévastateur qui prétendait : « *il n'y a pas d'autre issue, il n'y a pas moyen d'y échapper* », tout le continent latino-américain est en quête d'alternatives. L'Argentinazo a mis Fernando de La Rúa sur la touche et le nouveau président Kirchner oppose en hésitant quelque résistance au gibet de la dette dressé par le FMI. En Uruguay, Tabaré Vázquez est arrivé au pouvoir, un homme qui, lui aussi, résiste quelque peu. Dans le plus grand pays de l'Amérique latine, le Brésil, un gouvernement démocratique progressiste dirigé par le président Lula est au pouvoir depuis 2002. Il a noué des liens avec le Venezuela et Cuba et cherche

également à établir des relations avec la Chine. Puis, il y a le Venezuela et sa richesse pétrolière, où le président Chavez vise l'indépendance en menant une révolution bolivarienne, veut appliquer des changements démocratiques et s'appuie sur Cuba et son socialisme. L'ensemble du continent est en quête d'une alternative à l'impérialisme néo-colonial et néo-libéral et ce développement – tout récent qu'il soit – est un pavé dans la mare de la Maison-Blanche et du Pentagone.

Bien sûr, il y a aussi l'important développement de la Chine socialiste. De même, des perspectives existent pour l'avenir de la Russie, pour l'Inde et sa richesse céréalière, pour le Congo si riche en minerais. Le théoricien égyptien Samir Amin écrit : « Un nombre relativement élevé de pays du Sud deviendront des producteurs de plus en plus importants, tant pour leur propre marché intérieur que pour le rôle qu'ils peuvent jouer sur le marché mondial. En tant qu'importateurs de technologie et de capital, ainsi que comme concurrents dans l'exportation, leur poids sans cesse croissant finira inmanquablement par perturber l'équilibre de l'économie mondiale. Et ce n'est pas uniquement le cas de certains pays est-asiatiques (comme la Corée), mais aussi de la vaste Chine et, demain, de l'Inde et des grands pays de l'Amérique latine. Mais, au lieu d'être un facteur de stabilisation, l'expansion capitaliste accélérée dans le Sud débouchera sur de violents conflits, tant à l'intérieur de ces pays que sur le plan international<sup>194</sup>. »

## 5. La nuée d'orage et la foudre. À propos de la guerre

« Le capitalisme porte en lui la guerre, tout comme la nuée d'orage la foudre », disait le tribun socialiste Jean Jaurès<sup>e</sup>. L'ère de l'impérialisme, telle que la voyait Lénine<sup>f</sup>, l'ère de la guerre entre les puissances

e Jean Jaurès (1859-1914) : homme politique français, historien et rédacteur en chef de *L'Humanité* en 1904. Importante figure du mouvement socialiste français et international. Assassiné le 31 juillet 1914 par un fanatique de droite en raison de ses positions contre la menace d'une guerre impérialiste mondiale.

f Dans son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (T. 22, p.287), Lénine reconnaissait à l'impérialisme les « cinq caractères fondamentaux suivants : 1. concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ; 2. fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création sur la base de ce 'capital financier' d'une oligarchie financière ; 3. l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, revêt une importance toute particulière ; 4. formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et 5. fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. »

impérialistes, est toutefois révolue, pense également Fausto Bertinotti, à l'instar de Negri : « La notion classique d'impérialisme, dans les termes définis par Lénine, Luxemburg et Hilferding, apparaît inadéquate aujourd'hui<sup>195</sup>. » « Les contradictions entre les grands pays capitalistes n'ont pas entraîné de guerre entre eux depuis longtemps, écrit-il, *et elles ne le feront pas non plus*, non seulement parce que les grandes concentrations capitalistes dépassent les frontières nationales, mais aussi parce que divers organes politiques du processus de globalisation – même si, politiquement, ils sont dominés par les États-Unis – servent de chambre de compensation aux contrastes et contradictions pouvant subsister et les empêchent de rallier la forme aiguë d'un conflit armé. *Le monde n'est plus divisé en blocs opposés*<sup>196</sup>. » Et, plus loin : « Dans les faits, d'un point de vue politique, *un tout nouveau système d'alliances*, tantôt conflictuelles, tantôt à géométrie variable, se met sur pied et voit s'aligner les États-Unis, l'Europe, la Russie, les régimes arabes 'modérés' et la Chine. Par-dessus tout, on va assister à l'émergence d'un *puissant mécanisme d'inclusion politique et économique* en un système plus large de relations à dominance nord-américaine<sup>197</sup>. »

Negri et Hardt vont encore beaucoup plus loin. Ils prétendent que la paix est désormais la grande harmonique du développement. « L'histoire des guerres impérialistes, inter-impérialistes et anti-impérialistes est terminée. *La fin de l'histoire a débouché sur le règne de la paix*. Ou plutôt, nous sommes entrés dans l'ère des conflits secondaires et 'internes'. Toute guerre impériale est une guerre civile, une opération de police – de Los Angeles à Sarajevo en passant par Mogadiscio<sup>198</sup>. » L'époque actuelle est intrinsèquement une période de paix, écrivent les deux penseurs : « Pour finir, il faut noter qu'une idée de paix est à la base du développement et de l'expansion de l'Empire. (...) *Ici (...), la nature est la paix*<sup>199</sup>. »

D'emblée, cela semble correct. Il n'y aura plus de guerres entre les rivaux impérialistes, maintient Bertinotti. La paix est désormais naturelle, expliquent Negri et Hardt. Voici un siècle, le social-démocrate Karl Kautsky prétendait la même chose : « 'Il n'est pas impossible que le capitalisme traverse une nouvelle phase où la politique des cartels serait étendue à la politique extérieure, une phase d'ultra-impérialisme', c'est-à-dire (...) d'union et non de lutte des impérialistes du monde entier, une phase de la cessation des guerres en régime capitaliste, une phase 'd'exploitation en commun de l'univers par le capital financier uni à l'échelle internationale' », écrivait Kautsky à l'époque<sup>200</sup>.

Lénine lui servait une réponse bien sentie : « Car il est *inconcevable* en régime capitaliste que le partage des zones d'influence, des intérêts,

des colonies, etc., repose sur autre chose que la *force* de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire, etc. Or, les forces respectives de ces participants au partage varient d'une façon inégale (...). Aussi les alliances 'inter-impérialistes' ou 'ultra-impérialistes' dans la réalité capitaliste, et non dans la mesquine fantaisie petite-bourgeoise des prêtres anglais ou du 'marxiste' allemand Kautsky, ne sont *inévitablement*, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre ou d'une union générale embrassant *toutes* les puissances impérialistes, que des 'trêves' entre des guerres. Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre ; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur *une seule et même* base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale<sup>201</sup>. »

Tout comme Kautsky s'était laissé bercer dans son sommeil par le développement relativement pacifique de la situation entre 1880 et 1914, Bertinotti, Negri et Hardt se laissent eux aussi endormir, aujourd'hui. La phase actuelle n'est rien d'autre non plus qu'une « trêve » avant que n'éclatent de nouveaux conflits mondiaux. Les idéologues des blocs de pouvoir eux-mêmes, notamment aux États-Unis, le dissimulent à peine. Selon Richard Perle<sup>g</sup>, le *Prince of Darkness* (le prince des ténèbres), comme le surnomme la presse américaine, la nature générale n'est pas la paix, mais la *guerre totale* : « C'est la guerre totale. Nous sommes confrontés à une diversité d'ennemis. Et ils sont nombreux. Tous ces radotages disant que nous irons d'abord en Afghanistan, puis en Irak, que nous irons encore faire un tour pour voir où nous en sommes. Ce n'est pas la bonne méthode (...). Si nous suivons notre vision du monde et la prenons dans sa totalité et que nous ne tentons pas d'imposer une diplomatie un peu finaude, mais que nous nous lançons dans la guerre totale (...) alors, nos enfants, bien des années plus tard, chanteront nos plus belles louanges<sup>202</sup>. »

Aujourd'hui, les États-Unis sont indiscutablement la seule super-puissance militaire de la planète. À la fin de la seconde Guerre mon-

g Richard Perle est l'un des piliers de base des *neocons* (néo-conservateurs), la fraction d'extrême droite au sein du gouvernement de Bush. Jusqu'en 2003, il a été président du « Defense Policy Board », l'une de ces commissions non élues au sein de laquelle s'est néanmoins développée la stratégie du Pentagone. À l'instar de Wolfowitz, Perle est un collaborateur direct de Rumsfeld. En compagnie de ce même Wolfowitz, il est l'auteur de divers documents préconisant une politique américaine des plus agressives. Depuis son éviction (quand il est apparu qu'il avait reçu de l'argent d'une entreprise de défense afin d'exercer des pressions...), il est redevenu « simple membre » du « Defense Policy Board ».

diale, leurs plus proches concurrents étaient ruinés : l'Allemagne, la France, le Japon... À partir de 1945, les États-Unis reprenaient à l'Allemagne le rôle de puissance impérialiste la plus agressive. Et au sens littéral du terme, encore. Le département d'État américain à la Guerre ramenait aux États-Unis les meilleurs experts<sup>h</sup> de l'Allemagne nazie en fusées, en armes de destruction massive et dans la guerre biologique<sup>203</sup>. Les États-Unis tentaient de déclencher un « nouveau conflit mondial » contre la Corée, la Chine et l'Union soviétique. Le 19 décembre 1945, le président Truman confiait au Congrès : « Nous devons reconnaître que la victoire que nous avons mise en œuvre impose au peuple américain la lourde responsabilité de diriger le monde, que nous le voulions ou pas<sup>204</sup>. » Deux ans plus tard, le 12 mars 1947, il annonçait au monde entier : « Au moment présent de l'histoire du monde, presque chaque nation doit choisir entre différentes façons de vivre. Bien trop souvent, le choix n'est pas libre. L'un des choix s'appuie sur la volonté de la majorité (...). La seconde façon de vivre s'appuie sur la volonté d'une minorité et c'est par la contrainte qu'elle est imposée à la majorité. Elle repose sur la terreur et l'oppression (...). Je crois que la politique des États-Unis doit consister à soutenir les peuples libres qui résistent aux tentatives de les opprimer qui recourent à des minorités armées ou des pressions étrangères<sup>205</sup>. » Des propos que George W. Bush allait répéter presque littéralement, un demi-siècle plus tard, à propos de la « responsabilité de conduire le monde », à propos du « choix de chaque nation » d'être avec ou contre les États-Unis... La première tentative des États-Unis d'imposer leur hégémonie mondiale par la guerre allait échouer en 1953, dans les montagnes coréennes.

En raison de la chute de l'Union soviétique, la seule puissance à même de constituer un *contre-pouvoir* face aux États-Unis, ces derniers sont

h Après la Seconde Guerre mondiale, grâce au Project Paperclip d'Allen Dulles, les États-Unis accueillaient, entre autres, le général-major nazi Walter Emil Schreiber, l'homme qui avait expérimenté sur des prisonniers le gaz-gangrène, le virus du typhus, certaines drogues, l'eau glacée, les chambres à basse pression, etc. Il était affecté à l'école de médecine de la Force aérienne, au Texas. Le général-major nazi, Kurt Blome, spécialisé dans la guerre biologique et dans les expériences avec les vaccins de la peste, était embauché au département chimie de l'armée américaine. Puis il y eut Werner von Braun. À Peenemünde, sous les ordres du général Walter Dornberger, il travailla aux fusées V2 allemandes. On estime que von Braun et Dornberger ont été coresponsables de la mort de 20 000 prisonniers dans les camps de concentration de Dora et Nordhausen. L'armée américaine ramena également aux États-Unis de grandes quantités de fusées V2 et de documents techniques, ainsi que 1 200 spécialistes allemands des fusées. Dornberger débarqua chez Bell Aircraft (Bell Textron) et collabora au programme ICBM de l'armée américaine. Von Braun, de son côté, allait même devenir directeur du *Nasa Marshall Space Flight Center*.

restés la seule superpuissance au monde. Il s'en est suivi une vague de conservatisme et de contre-révolution qui s'appuyait sur la suprématie militaire de Washington. Les États-Unis sont la première puissance étatique ayant jamais compté plus d'un million de militaires sur quatre continents, avec une force navale dans chaque océan, avec 752 installations militaires dans 130 pays. La superpuissance américaine est en mesure de détruire la planète entière, non pas une fois, mais au moins vingt fois. Le budget militaire des États-Unis s'élève à 400 milliards de dollars, soit 45 pour 100 de toutes les dépenses militaires dans le monde.

Quand la *contre-révolution de velours* a eu raison de l'Union soviétique, Paul Wolfowitz<sup>i</sup>, l'actuel président de la Banque mondiale, a écrit : « Les États-Unis doivent s'appuyer sur leur écrasante supériorité militaire et l'utiliser préventivement et unilatéralement. Notre premier objectif est d'*empêcher qu'émerge une nouvelle fois un rival*. (...) Elle requiert que nous nous efforcions d'empêcher toute puissance hostile de dominer une région dont le contrôle ferme suffirait à générer une force globale. Ces régions englobent l'Europe de l'Ouest, l'Asie de l'Est, le territoire de l'ancienne Union soviétique et l'Asie du Sud-Est<sup>206</sup>. »

Empêcher qu'émerge un nouveau rival. Cela signifie que les États-Unis tiennent compte très sérieusement de cette éventualité et que l'époque des blocs rivaux n'est pas du tout révolue, quoi que prétendent Bertinotti et Negri. Ainsi, en 2000, Condoleezza Rice, à l'époque conseillère des États-Unis en matière de sécurité nationale, avait déclaré : « Que signifie dissuader, combattre et gagner des guerres et défendre l'intérêt national ? En premier lieu, l'armée américaine doit être capable d'*affronter l'émergence d'une puissance militaire hostile* dans la région de l'Asie-Pacifique, du Moyen-Orient, du golfe Persique et de l'Europe – les régions dans lesquelles non seulement nos intérêts, mais également ceux de nos alliés clés, sont en jeu<sup>207</sup>. »

La guerre d'agression contre l'Irak est également une guerre *préventive* des États-Unis contre leurs concurrents européens et japonais. Les États-Unis consomment un quart du total de la production mondiale de pétrole, mais détiennent à peine 2 pour 100 des réserves mondiales<sup>208</sup>. Pourtant, 20 pour 100 seulement du pétrole dont les États-Unis ont besoin provient du Moyen-Orient.

La guerre contre l'Irak, qui, après l'Arabie saoudite, possède les secondes réserves pétrolières du monde, est une guerre visant à couper l'her-

i Paul Wolfowitz fut secrétaire d'État adjoint à la Défense durant le *premier mandat* de George W. Bush. Lieutenant de Ronald Rumsfeld, il était responsable de la « stratégie ». Wolfowitz est un faucon. Il est le coauteur de documents prônant une politique américaine ultra-agressive (le PNAC : pour un nouveau siècle américain).

be sous le pied des « concurrents potentiels ». Les États-Unis dépendent pour 41 pour 100 des importations de pétrole du Moyen-Orient et le Japon pour 88 pour 100, même<sup>209</sup>. La Chine, elle aussi, dépend du pétrole du Moyen-Orient. Celui qui possède les vannes à pétrole peut manipuler les prix et faire monter en flèche les coûts en énergie de ses rivaux.

Au lieu des alliances stables et durables que Bertinotti semble démentir, au lieu d'une nature paisible que Negri et Hardt semblent découvrir, ce qui s'accumule sous nos yeux, c'est la poudre des nouveaux conflits mondiaux. La bataille de concurrence économique entre les États-Unis, l'UE et le Japon (l'économie européenne a déjà rattrapé l'américaine), la mise sur pied d'arsenaux militaires (l'UE lorgne du côté de l'arsenal nucléaire russe, le Japon possède plus de 30 tonnes de plutonium, c'est-à-dire assez pour équiper 6 000 armes nucléaires), la montée de nouvelles puissances relativement indépendantes comme la Chine, l'Inde, le Brésil et le Venezuela, par exemple, tout cela constitue un bouillonnement de lave susceptible de faire éclater le volcan. « Le capital financier et les trusts n'affaiblissent pas, mais renforcent les différences entre le rythme de développement des divers éléments de l'économie mondiale. Or, le rapport des forces s'étant modifié, où peut résider, *en régime capitaliste*, la solution des contradictions, si ce n'est dans la *force* ? », avait écrit Lénine<sup>210</sup>. Cela vaut toujours aujourd'hui.

## 6. À propos du « choc des civilisations », des bannières vertes et des drapeaux rouges

Durant l'été 1993, un ancien collaborateur du département d'État américain des Affaires étrangères, l'homme qui avait assisté le président Johnson lors de l'occupation américaine du Vietnam, écrivit un article qui souleva pas mal de remous. Il lui donna pour titre *The Clash of Civilizations* (Le choc des civilisations), lequel fut repris pour en tirer un ouvrage. L'auteur n'est autre que le directeur de l'Institut des Études stratégiques de l'université de Harvard, le professeur Samuel Huntington. D'après Kissinger, c'était « le livre le plus important depuis la fin de la guerre froide ». Brzezinski, de son côté, en a dit que c'était « un tour de force intellectuel : un ouvrage édifiant qui va révolutionner notre vision des affaires internationales ».

En Belgique, c'est surtout Filip Dewinter, du Vlaams Belang d'extrême droite, qui a été enthousiaste. Aussitôt, il rédigeait tout un petit

bouquin selon la recette de Huntington et le faisait publier sous le titre *Baas in eigen land. Over identiteit, culturele eigenheid en nationaliteit* (Maître dans son propre pays. De l'identité, du particularisme culturel et de la nationalité). Nous pouvons y lire : « Le mérite de Huntington consiste à avoir fait un tour d'horizon fouillé de la nouvelle ligne de fracture idéologique et politique. Dans son ouvrage innovateur, *Le choc des civilisations*, Huntington affirme que la politique mondiale de l'après-guerre froide sera dominée par la lutte entre les différentes civilisations. Les conflits ne sont plus idéologiques, mais d'inspiration ethnique ou culturelle. Huntington ne mâche pas ses mots et monte volontiers à l'abordage contre le 'politiquement correct' dominant<sup>211</sup>. »

Huntington a été pertinemment décrit par le professeur Raymond Detrez comme « le célèbre grossiste en identités »<sup>212</sup>. C'est cela même. Selon Huntington, tout tourne autour de la contradiction entre le « monde occidental » d'une part et « l'islam » et le « confucianisme » d'autre part. Huntington nous propose un nouveau centrisme euro-américain : « La valeur de la civilisation occidentale ne réside pas dans son universalité, mais dans son *caractère exceptionnel*. La principale responsabilité des dirigeants de l'Occident consiste à (...) sauvegarder, protéger et rénover les particularités uniques de la civilisation occidentale. Cette responsabilité repose surtout sur les épaules du plus puissant des pays occidentaux, les États-Unis<sup>213</sup>. »

Cette *révolution culturelle* de la nouvelle droite<sup>j</sup> a été mijotée et concoctée en fonction de finalités stratégiques. Pour préparer les esprits à de nouvelles guerres et occupations, entre autres, au Moyen-Orient, on attire l'attention sur les prétendues importantes différences « identitaires » entre « l'Occident » et « l'Islam ». Pour préparer le monde à une attaque stratégique contre la Chine, on a déjà pavé la voie en propageant de tout aussi prétendues différences culturelles entre « l'Occident » et le « confucianisme chinois »<sup>214</sup>.

Tant chez Huntington que chez Dewinter, les intérêts économiques, les classes sociales et l'exploitation ont disparu. De même, le contrôle

j Les anciennes théories racistes et ethnocistes ont été remplacées aujourd'hui par les théories culturalistes et identitaires de la nouvelle droite qui, dans les années 90, ont été développées dans les laboratoires de l'Institut des Etudes stratégiques de l'université de Harvard. En France, la nouvelle droite (notamment le GRECE, Groupe de recherche et d'études pour la civilisation européenne) en développe dans les années 60 et 70 du siècle dernier une version européenne et appelle à une « révolution conservatrice » contre le « dogme égalitariste » et « l'idée absurde du multiculturalisme ». La nouvelle droite prônait un « enracinement » plus profond des « peuples européens » dans leurs traditions et culture, afin de préparer une « renaissance culturelle européenne ».

des matières premières, la conquête de nouveaux marchés, l'expansion stratégique sont totalement absents de l'ouvrage de Huntington : « Dans le monde de l'après-guerre froide, les lignes de séparation entre les peuples ne sont plus définies idéologiquement, politiquement ou économiquement, mais par la culture<sup>215</sup>. » Et, enfin, « disparaissent » également les guerres d'occupation pour le pétrole et autres matières premières : « Un problème important sur le plan historique était le contrôle du territoire. Toutefois, actuellement, il est devenu passablement insignifiant<sup>216</sup>. » À cela, Eduardo Galeano répond : « Comme d'habitude, on déclare la guerre au nom de la paix. Il ne s'agit pas du pétrole, disent-ils. Et pourtant, si l'Irak cultivait des radis au lieu de pomper du pétrole, quelqu'un envisagerait-il le plus sérieusement du monde d'attaquer ce pays ? Bush, Dick Cheney et la charmante Condoleezza Rice ont-ils vraiment tous abandonné leurs hautes fonctions dans l'industrie pétrolière ? Pourquoi Tony Blair est-il si obsédé par le dictateur irakien ? Peut-être parce que, voici 30 ans, Saddam Hussein a nationalisé la British Iraq Petroleum Company ? La société de consommation, accro au pétrole, a une peur bleue des symptômes de désintoxication. Et c'est en Irak que le noir élixir est le moins cher et qu'on en trouve probablement les réserves les plus importantes<sup>217</sup>. »

La terminologie de « l'Occident » et du « caractère exceptionnel de la civilisation occidentale » est un instrument destiné à faire « s'identifier » les travailleurs en Europe et aux États-Unis à « leur » classe dirigeante. De la sorte, les contradictions de classes sont gommées et l'impérialisme acquiert l'adhésion de « son propre peuple ».

Luk Vervaeke entend critiquer – à juste titre – cette pensée nouvelle de la supériorité occidentale : « Nombreux sont ceux dans la gauche qui sont opposés à la résistance islamique accusée de lutter contre les 'valeurs de l'Occident' (...). » Mais, ensuite, Vervaeke va plus loin : « Pourtant, le drapeau rouge de la résistance au Vietnam a bel et bien été remplacé par la bannière verte de la résistance en Irak. Si, dans le passé, l'Islam a souvent joué un rôle antipolitique, antinationaliste et anticommuniste, depuis les années 1990, l'Islam s'est développé comme mouvement politique et comme une 'théologie de la libération' qui entraîne les masses les plus opprimées dans la lutte contre l'impérialisme<sup>218</sup>. »

Mais le lecteur attentif remarquera qu'avec ce raisonnement, Luk Vervaeke demeure coincé dans le cocon culturaliste de Huntington : puisque « l'Occident » est oppresseur, « l'Islam » est libérateur. Mais autant,

ici, le terme « l'Occident » est censé faire disparaître les contradictions de classes, autant il doit en être de même de la terminologie « islam » pour le Moyen-Orient. Depuis les années 1990, « l'Islam » est devenu une théologie de la libération, dit encore Vervaeet. Vraiment ? Les musulmans bosniaques, avec leurs dollars et leurs armes en provenance des États-Unis, se sont-ils « libérés » de la Yougoslavie multiculturelle ? Les musulmans tchéchènes pourront-ils « se libérer » avec l'appui des magnats américains du pétrole en quête des pipelines acheminant l'or noir ? Et quel est le rôle libérateur du wahhabisme de la famille royale saoudienne, ces amis intimes de la famille Bush ?

Comment Luk Vervaeet voit-il le mouvement dans lequel les musulmans bosniaques et tchéchènes ainsi que les rois saoudiens « entraînent les masses les plus opprimées dans la lutte contre l'impérialisme » ? Leurs bannières vertes n'ont-elles pas remplacé le drapeau rouge du socialisme ?

Que la chose soit claire : « l'islam » n'est pas devenu une « théologie de la libération ». Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de mouvements anti-impérialistes qui trouvent leur inspiration dans l'islam et qui, dans la mesure où ils sont anti-impérialistes, sont également progressistes. Mais, là aussi, nous devons dire avant tout que les rapports de forces ne sont pas tels que les présentent les médias dominants. Ni en Irak ni en Palestine, la « bannière verte » n'est en position dominante. Dans leur livre, *L'Irak face à l'occupation*, Mohammed Hassan et David Pestieau ont décrit de façon convaincante comment le régime Baath a préparé l'actuelle guérilla : « Le rapport officiel américain Duelfer de l'Iraq Survey Group, un groupe de mille cinq cents personnes mis sur pied entre avril 2003 et septembre 2004 pour enquêter sur les armes de destruction massive, a également confirmé ce que nous avons déjà décrit : l'ancien régime nationaliste d'avant la guerre avait bien préparé et organisé la résistance armée. La citation qui suit provient d'un article récent, particulièrement révélateur, publié dans le *Los Angeles Times* : 'Le rapport de l'Iraq Survey Group, qui repose en partie sur les auditions des dirigeants capturés de l'ancien régime irakiens, confirme que, dans le cas d'une percée américaine rapide, Saddam avait prévu le retrait de ses troupes fidèles pour ensuite entraîner les Américains dans un conflit favorable aux Irakiens (...)' Saddam croyait que le peuple irakien n'allait pas supporter une conquête et occupation des Américains et qu'il allait s'y opposer – ce qui aboutirait à une insurrection, confirme Charles Duelfer, qui se trouvait à la tête des inspecteurs. Saddam

confirme qu'il envisageait une guerre qui évoluerait d'une guerre traditionnelle vers une insurrection. (...) Le rapport confirme que, d'août 2002 à janvier 2003, les commandants irakiens avaient reçu l'ordre de dissimuler des armes partout dans le pays. Les officiers des services de renseignements confirment qu'au lieu d'étudier les techniques d'une guerre des chars, Saddam et ses généraux épluchaient les ouvrages des communistes vietnamiens sur les techniques de la guérilla<sup>219</sup>. »

À propos de la Palestine, le dirigeant palestinien Mustafa Barghouti écrit ce qui suit : « Au cours des années quatre-vingt du siècle dernier, Israël a encouragé le développement de l'intégrisme, surtout dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, afin de saper de la sorte les mouvements de résistance non religieux. Les islamistes ont reçu la liberté de mouvement et ils ont pu faire la charité ouvertement, alors que nous n'existions même pas officiellement. Certains groupes ont même reçu des subsides. En contribuant à la mise en place de l'intégrisme musulman, les Israéliens espéraient venir à bout de l'OLP. La même chose a eu lieu en Egypte et dans d'autres États arabes. Mais ils ont perdu leur pari<sup>220</sup>. »

Nous devons collaborer avec eux et c'est aussi ce que nous faisons, poursuit Barghouti : « Nous discutons avec eux, nous essayons de les convaincre de faire ceci, mais pas cela. Le Hamas est bien plus qu'un nid de kamikazes. Il entretient un réseau social bien développé et assure beaucoup de services, comme dans les soins de santé, le logement et l'enseignement, même s'il y a des intentions politiques derrière. Mais la tendance la plus surprenante dans la politique palestinienne de ces dix dernières années a été la hausse spectaculaire du nombre de personnes qui ne s'identifient à aucun mouvement existant : de 9 pour 100 en 1995 à quelque 45 pour 100 aujourd'hui. Ces gens critiquent la corruption et le chaos dans l'Autorité palestinienne, ainsi que la capitulation de cette dernière devant Israël, mais ils rejettent l'intégrisme du Hamas<sup>221</sup>. »

La force du Hamas est réelle, dit Barghouti, mais d'un autre côté : « Nous ne pouvons pas sous-estimer la puissance du Hamas. Depuis 1994, il reçoit plus de soutien, mais la hausse n'est que de 8 à 24 pour 100. Le Hamas a choisi de boycotter les élections de 1996... mais plus de 73 pour 100 des gens enregistrés sont venus voter. Le Hamas a appelé à ne pas négocier, mais 92 pour 100 de la population a soutenu les discussions à Madrid. Le Hamas était tout comme nous opposé aux accords d'Oslo, mais 63 pour 100 des Palestiniens les soutenaient dans l'espoir qu'Israël allait finir par nous donner quelque chose<sup>222</sup>. »

Une chose, dans les pays qui vivent sous la botte de l'occupation américaine ou israélienne, c'est de conclure un front avec toutes les forces qui appellent à la résistance. Le front anti-impérialiste en Irak ou en Palestine est une arme puissante, mais cela reste un front. Les forces de gauche, considérablement affaiblies après la chute du nassérisme et de l'Union soviétique, se battent à Bagdad et à Naplouse, côte à côte avec les autres mouvements de résistance.

Une tout autre chose, c'est de voir dans les « bannières vertes » les remplaçantes des drapeaux rouges. Sous l'occupation, ils peuvent lutter ensemble contre un ennemi commun, mais ils n'oublient pas les points qui les différencient.

## Chapitre 4

### **Existe-t-il une « troisième voie » entre révolution et réformisme?**

*« Il n'y a pas qu'en Argentine, que le système est aveugle, et pas qu'en Amérique latine. Le gratin des économistes huppés considère le peuple comme des numéros. Les banquiers les plus puissants le voient comme des débiteurs. Les technocrates les plus performants estiment que le peuple constitue un problème. Pour les hommes politiques en vogue, le peuple représente des voix. Les gens qui ont déboulonné le président Fernando de la Rúa prouvent la force de la démocratie. C'est nous, la démocratie, a dit le peuple, et nous en avons assez. Ou la démocratie ne consiste-t-elle en rien d'autre que le droit de pouvoir choisir tous les quatre ans ou d'être trompé ? En Argentine, comme dans beaucoup d'autres pays, les gens expriment leur vote, mais ils ne choisissent pas. Ils votent pour une personne, alors que c'est un clone qui gouverne. »*

Eduardo Galeano, écrivain uruguayen

Qu'est-ce que la politique d'arrière-boutique ? Est-il possible de modifier les rapports de forces dans l'hémicycle parlementaire ? Quel est le rôle de la rue dans les réformes sociales ? Et comment les réformes sont-elles en rapport avec une perspective révolutionnaire ? Quel rôle joue le parti de la Gauche européenne dans la lutte sociale ? Et quelle voie la direction de Rifondazione Comunista entend-elle suivre ? Telles sont les questions dont traite ce dernier chapitre.

#### **I. Élections, rapports de forces et politique d'arrière-boutique**

« Notre capacité à franchir le fameux seuil des 5 % doit être atteinte pour les élections de 2007. Pour pouvoir mener cette tâche à bien, il

est nécessaire de critiquer sérieusement *les conceptions gauchistes à l'égard de la lutte parlementaire* », écrivait Nadine Rosa-Rosso juste avant de quitter le parti<sup>223</sup>. Ensuite, elle mettait sur pied une nouvelle plate-forme pour des communistes (sans parti), plate-forme qui se termine par les mots suivants : « Le front que les communistes et la classe ouvrière construisent doit déboucher sur des initiatives électorales en vue de *modifier le rapport de forces aussi dans ce domaine*<sup>224</sup>. »

Modifier « aussi » les rapports de forces dans l'arène électorale, telle est la conception défendue par Rosa-Rosso. Les conceptions s'opposant à celles-ci doivent être critiquées en tant que « points de vue gauchistes » sur la lutte parlementaire.

Friedrich Engels esquissait la montée et la place des parlements en les situant dans leur contexte historique : « Dans la plupart des États que connaît l'histoire, les droits accordés aux citoyens sont en outre *gradués selon leur fortune* et, de ce fait, il est expressément déclaré que l'État est une organisation de la classe possédante, pour la protéger contre la classe non possédante. C'était déjà le cas pour les classes d'Athènes et de Rome établies selon la richesse. C'était le cas aussi dans l'État féodal du Moyen Âge, où le pouvoir politique se hiérarchise selon la propriété foncière. (...) la république démocratique ne reconnaît plus, *officiellement*, les différences de fortune. La richesse y exerce son pouvoir *d'une façon indirecte*, mais d'autant plus sûre. D'une part, sous forme de corruption directe des fonctionnaires, ce dont l'Amérique offre un exemple classique, d'autre part, sous forme d'alliance entre le gouvernement et la Bourse (...). Et enfin, la classe possédante règne directement au moyen du suffrage universel. Tant que la classe opprimée, c'est-à-dire, en l'occurrence, le prolétariat, ne sera pas encore assez mûr pour se libérer lui-même, il considérera dans sa majorité le régime social existant comme le seul possible et formera, politiquement parlant, la queue de la classe capitaliste (...)»<sup>225</sup>. »

La manière dont, aujourd'hui, « la richesse (...) exerce son pouvoir de façon indirecte, mais d'autant plus sûre » (les mots mêmes d'Engels) apparaît clairement partout et immanquablement dans chacune des campagnes électorales et dans l'influence de la *politique d'arrière-boutique* (comme l'appellent avec tant d'à-propos les groupes de pression aux Pays-Bas) et des cellules de réflexion du monde politico-industriel tels le groupe de Davos, le club Bilderberg, la Commission trilatérale, la Chambre de commerce internationale, etc.

Nulle part, l'emprise de l'industrie sur les élections n'est plus forte qu'aux États-Unis. Les 429 candidats aux caisses de campagnes les mieux garnies se sont emparés des 429 premières places au Congrès américain. Seuls les sièges allant de 430 à 469 sont allés à des candidats moins « fortunés »<sup>226</sup>. À propos d'un cours des choses similaire, Lénine écrivait : « Il n'est pas question, au siècle où nous sommes, de se passer d'élections ; on ne saurait se passer des masses ; or, à l'époque de l'imprimerie et du parlementarisme, on *ne peut* entraîner les masses derrière soi sans un système largement ramifié, méthodiquement organisé et solidement outillé de flatteries, de mensonges, d'escroqueries, de jongleries avec des mots populaires à la mode, sans promettre à droite et à gauche toutes sortes de réformes et de bienfaits aux ouvriers, pourvu qu'ils renoncent à la lutte révolutionnaire pour la subversion de la bourgeoisie<sup>227</sup>. »

En 2000, l'industrie payait directement 696 millions de dollars pour faire élire George W. Bush à la présidence des États-Unis. Les principaux industriels voient en cette contribution un investissement. John Chambers, le grand patron du géant de l'informatique Cisco Systems, a injecté 582 933 dollars dans la campagne de Bush. « Nous établissons une relation », a déclaré son vice-directeur à la presse, et « les dons financiers font partie de cette relation ». Richard Farmer, de Cintas Corporation, a donné 721 000 dollars aux républicains : avec les guerres à l'horizon, le plus gros fabricant d'uniformes des États-Unis a jugé utile de miser sur Bush. Des dollars électoraux de l'industrie pétrolière, 90 pour 100 sont allés au parti républicain, contre 10 pour 100 « seulement » de tout cet argent de l'or noir aux démocrates<sup>228</sup>. Lors de la campagne de 2004, c'est avec l'aide des groupes pétroliers, des fabricants d'armes et de l'industrie pharmaceutique que Bush a pu rester en selle. Le groupe à vocation militaire Lockheed Martin a dépensé 1,73 million de dollars dans la campagne, dont 59 pour 100 pour les républicains. ExxonMobil a remis aux républicains 89 pour 100 des 800 000 dollars qu'il réservait à la campagne. Pfizer a investi sur Bush 70 pour 100 de son budget de campagne de 1,6 million de dollars<sup>229</sup>. Si cela ne devait pas suffire, on peut encore dénicher pas mal de parents bien disposés ou de membres de la Cour suprême qui couronneront à la présidence un candidat ayant obtenu 539 898 voix de moins que son rival<sup>230</sup>.

Le capital ne se limite pas au seul *soutien*, dans la campagne électorale. Une fois le candidat élu, d'autres mécanismes entrent en jeu, comme

le lobbysme. Ainsi, on estime que la Chambre américaine des représentants compte entre 80 et 90 000 lobbyistes gravitant dans les parages immédiats de Capitol Hill à Washington. Le Parlement européen compte 15 000 lobbyistes dans le quartier européen de Bruxelles ou aux alentours<sup>231</sup>. 70 pour 100 d'entre eux travaillent pour le monde des entreprises. Cela signifie que 10 500 lobbyistes d'entreprises se démènent pour conditionner 732 parlementaires européens<sup>a</sup>. Les lobbyistes patronaux n'aiment guère cette étiquette de *back-room-boys*, d'hommes des coulisses. Ce qu'ils veulent simplement, c'est s'asseoir dans la pièce qui donne sur la rue. Le fait qu'ils n'ont été élus nulle part n'y joue pas vraiment un rôle. En mars 2004, la *Society of European Affairs Professionals* (SEAP), le groupe de pression des lobbys, adressait une lettre de réclamation bien sentie au président du Parlement européen parce qu'on n'avait pas prévu suffisamment de sièges et de casques d'écoute pour les... lobbyistes. Pourtant, actuellement, 5 000 lobbyistes déjà sont accrédités et équipés pour un accès à temps plein<sup>232</sup>. Via le Tableau 10, on peut se promener dans le Quartier européen de Bruxelles pour y découvrir les coulisses du pouvoir. C'est précisément ce qu'écrit Lénine : « Dans la démocratie bourgeoise, par mille stratagèmes, – plus ingénieux et efficaces que la démocratie 'pure' est plus développée, – les capitalistes *écartent* les masses de la participation à la gestion du pays, de la liberté de réunion, de presse, etc.<sup>233</sup> »

**Tableau 10. La politique d'arrière-boutique à Bruxelles. Les groupes de lobbying au Parlement européen et aux alentours**

Où	Qui	Quoi
Place Schuman 6 (Regus Center)	Boeing Co. (EU)	38 <sup>e</sup> ETN du monde avec 1,8 milliard de dollars de bénéfices (aviation)
	Airbus	
	DuPont & Co.	86 <sup>e</sup> ETN du monde avec 1,8 milliard de dollars de bénéfices (agrochimie)
	Dow Chemical Co. (EU)	60 <sup>e</sup> ETN du monde avec 2,8 milliards de dollars de bénéfices (agrochimie)
Place Schuman 11	BP PLC (GB)	3 <sup>e</sup> ETN du monde avec 15,7 milliards de dollars de bénéfices (pétrole)
	Philip Morris (EU)	15 <sup>e</sup> ETN du monde (Altria Group) avec 9,4 milliards de dollars de bénéfices (tabac)

a Outre les 732 parlementaires européens, ces lobbyistes visent également les 12 000 fonctionnaires de la Commission européenne (au total, il y a 18 000 fonctionnaires européens, dont un tiers opère en tant que traducteurs).

<b>Rue de la Loi 155 (Résidence Palace)</b>	European Policy Centre	
	TechCentralStation	Lobby américain d'extrême droite, très agressif, qui opère avec l'argent, entre autres, d'Exxon, Microsoft et McDonalds
<b>Avenue de Cortenbergh 60</b>	BASF (All.)	40 <sup>e</sup> ETN du monde avec 2,5 milliards de dollars de bénéfiques (chimie)
	Thales (Fr.)	189 <sup>e</sup> ETN du monde avec 0,2 milliard de dollars de bénéfiques (armes & élect.)
	EON AG (All.)	27 <sup>e</sup> ETN du monde avec 5,8 milliards de dollars de bénéfiques (électricité)
<b>Avenue de Cortenbergh 114</b>	US Chamber of Commerce	
	Unilever Group (GB)	35 <sup>e</sup> ETN du monde avec 2,5 milliards de bénéfiques (alimentation)
<b>Avenue de Cortenbergh 168</b>	Unice	Organisation patronale européenne
<b>Rue Froissart 115</b>	Transatlantic Policy Network (TPN)	Lobby pour la création d'une zone libre-échangiste UE-EU vers 2015
	TransAtlantic Business Dialogue (TABD)	Lobby pour 35 grandes entreprises américaines et européennes
<b>Parc Léopold (Bibliot. Solvay)</b>	The New Defense Agenda (NDA)	Lobby financé par Lockheed-Martin et BAE Systems (armes)
<b>Rue du Luxembourg 23</b>	European Seeds Association	Lobby pour les quatre plus grosses agro-ETN du monde : Monsanto, Syngenta, DuPont et Bayer
	Center for the New Europe	Lobby européen de droite, agressif
<b>Avenue des Arts 50</b>	EU Committee of the AmCham	Lobby pour l'organisation patronale américaine AmCham
<b>Place des Carabini- ers 18a</b>	European Round Table of industrialists (ERT)	Principale cellule de réflexion du patronat européen

Source : Corporate Europe Observatory (CEO), *Brussels the EU quarter 2004*. Et *Industry Week*, the IW1000 2005 (bénéfices pour 2003).

Comment fonctionne le « pouvoir indirect » des lobbystes<sup>234</sup> ? » Prenons l'exemple de la chimie. Dans l'Union européenne, 99 pour 100 des produits chimiques vendus n'ont jamais subi de test sur les risques pour la santé ou l'environnement. Avec l'utilisation de cent mille produits chimiques non testés, le risque de cancer, d'allergies, de maladies de naissance et autres problèmes de santé pour les travailleurs des entreprises, les riverains et les acheteurs de ces produits est très réel. Lorsqu'une proposition au Parlement européen a voulu

obliger l'industrie à fournir les preuves de la sûreté de ses produits (*Registration, Evaluation and Authorisation of Chemicals*, en abrégé REACH), le lobby de la chimie à Bruxelles est passé à l'action. La CEFIC, l'association des patrons de la chimie, a dépensé des millions d'euros pour noyer cette proposition. Sous la direction de BASF, elle a argumenté qu'un contrôle santé allait gravement compromettre la position concurrentielle des entreprises chimiques. BASF n'a pas évalué les dommages pour la santé, mais avant tout les dommages qu'allaient subir ses bénéficiaires. Finalement, suite à ces pressions massives, la proposition REACH a été fortement édulcorée. Les procédures des tests et des licences ont été vidées de leur substance et on a admis dans la législation bien des portes de sortie pour les substances chimiques nocives<sup>235</sup>.

Naturellement, nous devons bien être conscients aujourd'hui que la majorité en Europe « reconnaît l'actuel ordre social comme étant le seul possible », comme le dit Engels. Par conséquent, les communistes européens doivent également y adapter *leur tactique*<sup>236</sup>. Mais que les communistes doivent modifier pour cette raison les « rapports de forces » au sein de l'hémicycle parlementaire constitue une absurdité aux yeux de tous ceux qui connaissent la valse des milliards des élections, les milliers de groupes de lobbying et les cellules de réflexion patronales. Depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les réviseurs du marxisme prétendent qu'ils pourraient modifier les « rapports de forces » au parlement. C'est l'idée d'un long processus (toujours plus long), en plusieurs étapes (de plus en plus nombreuses), de transition paisible vers le socialisme. Dans l'euphorie de la victoire électorale de Mitterrand, en 1981<sup>b</sup>, le président du PCF, Georges Marchais, envoya quatre communistes au gouvernement pour modifier les « rapports de forces ». Un autre cadre du PCF, Roland Leroy, expliqua : « Nous ne sommes pas au gouvernement pour consolider notre influence. Notre présence correspond à notre vocation et à *notre stratégie* : utiliser chaque possibilité de *faire même le plus petit pas en avant pour construire*, par la voie démocratique, un *socialisme original*<sup>237</sup>. » Au lieu d'un « socialisme original », le *Code du Travail* fut dérégulé, le détricotage de la *Sécurité sociale* se poursuivit et les salaires furent désindexés. Il s'agissait de fait de la pente savonneuse de la théorie des étapes. Seize ans plus tard, en juillet 1997, la direction du PCF

b En 1981, 22 ans après l'instauration de la V<sup>e</sup> République en France, un candidat de gauche fut pour la première fois élu à la présidence : François Mitterrand.

remettait ça. Trois ministres communistes entraient au gouvernement de « la gauche plurielle ». <sup>c</sup> Résultat ? Les journaux ne tardaient pas à titrer : « Privatisation, mieux que Juppé » <sup>d</sup>. La direction du PCF est également apparue dans le gouvernement de « *Jospin-la-guerre* » lorsque la France, en 1992, décidait de soutenir les bombardements de l'Otan contre la Yougoslavie. La social-démocratie comprend l'intérêt stratégique d'un parti communiste apprivoisé. François Hollande, secrétaire général du Parti socialiste, déclarait, à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire du *Manifeste du Parti communiste*, au Palais des Sports : « Le PC est utile au pays, à la gauche. Vous transformez une radicalité en un débouché, vous évitez son dérapage dans la violence et ce n'est pas rien <sup>238</sup>. »

Le 20<sup>e</sup> siècle a prouvé la faillite de la théorie qui prétend vouloir modifier les rapports de forces au sein des parlements bourgeois. Vandervelde, Bernstein et Kautsky n'y sont pas parvenus durant la première moitié du siècle dernier. Pas plus que Khrouchtchev, Marchais et Berlinguer dans la seconde moitié. L'histoire a réfuté la position prônée par Khrouchtchev au 20<sup>e</sup> Congrès du PCUS : « Dans le monde entier, les forces du socialisme et de la démocratie se sont accrues d'une manière incommensurable, le capitalisme par contre s'est fortement affaibli... Dans ces circonstances, la classe ouvrière a la possibilité de conquérir au parlement une majorité stable et de la transformer, d'organe de la démocratie bourgeoise, en outil de la volonté populaire réelle <sup>239</sup>. »

À plusieurs reprises déjà, Lénine avait insisté sur le fait qu'un parlement bourgeois ne peut jamais devenir un organe de la démocratie ouvrière. En 1918, il écrit à Karl Kautsky <sup>e</sup> : « Peut-on admettre que le savant Kautsky n'ait jamais ouï dire que *plus* la démocratie *est puissamment* développée, *et plus* la Bourse et les banquiers se soumettent les parlements bourgeois ? Il ne suit point de là qu'il ne faille pas utiliser

c Après les grands mouvements de lutte de 1995 contre le plan Juppé et contre les lois Pasqua-Debré, un gouvernement arc-en-ciel accède au pouvoir : PS – PCF – Verts – MDC.

d Alain Juppé : Premier ministre de la France durant le premier mandat présidentiel de Jacques Chirac (1995-2002). En novembre 1995, il élabore un plan de réforme de la sécurité sociale et lançait une proposition en vue de ramener les pensions des agents de l'État au même niveau que celles du secteur privé. Cela déboucha sur une vague de grèves sans précédent dans les services publics et Juppé allait être obligé d'abandonner ses plans.

e Karl Kautsky (1854-1938) : dirigeant du parti social-démocratique allemand et de la II<sup>e</sup> Internationale au début du 20<sup>e</sup> siècle. Marxiste à l'origine, il devint plus tard l'idéologue du centrisme. Il n'était pas d'accord avec Lénine et le Parti bolchevique russe sur le caractère de la guerre et de l'impérialisme.

le parlementarisme bourgeois (...). Mais il s'ensuit que seul un libéral est capable d'oublier, comme le fait Kautsky, *le caractère limité et relatif, au point de vue historique*, du parlementarisme bourgeois. Dans l'État bourgeois le plus démocratique, les masses opprimées se heurtent constamment à la contradiction criante entre l'égalité *nominale* proclamée par la 'démocratie' des capitalistes, et les milliers de restrictions et de subterfuges *réels*, qui font des prolétaires des *esclaves salariés*. Cette contradiction précisément ouvre les yeux des masses sur la pourriture, la fausseté, l'hypocrisie du capitalisme. C'est précisément cette contradiction que les agitateurs et les propagandistes du socialisme dénoncent sans cesse devant les masses, *afin de les préparer* à la révolution<sup>240</sup> ! »

Dans le sillage du 20<sup>e</sup> Congrès du PCUS, se sont succédé la « *via italiana al socialismo* » (la voie italienne vers le socialisme), la « *British Road to Socialism* » (la voie britannique vers le socialisme), l'américaine « *peaceful and democratic transition to socialism* » (la transition pacifique et démocratique vers le socialisme), etc.<sup>241</sup> Rien de tout cela ne s'est réalisé, et la chose n'était pas possible non plus. La voie parlementaire et pacifique vers le socialisme vient de l'illusion que le grand capital fera volontairement un pas de côté et qu'il confiera sans coup férir sa machine d'État à la classe ouvrière lorsque celle-ci sera suffisamment représentée au parlement.

Récemment, le Parti communiste de Grèce (KKE) a rédigé un bilan intéressant, à ce propos : « Les orientations du 20<sup>e</sup> Congrès sur 'la variété des formes de transition des différents pays vers le socialisme, sous certaines conditions' ont été utilisées par les dirigeants des partis communistes comme un outil théorique pour attaquer la théorie scientifique du socialisme. Au nom des spécificités et des particularismes nationaux, les lois immuables de la révolution socialiste ont été révisées. On a mis en avant des idées selon lesquelles il serait possible de transformer le système capitaliste en système socialiste, sans phase révolutionnaire, par des réformes structurelles et la 'démocratie politique'<sup>242</sup>, »

Et, finalement, analyse aujourd'hui le KKE, il n'y avait pas tant de « différences nationales » entre toutes ces voies de l'*eurocommunisme* : « Sur les 'particularités nationales' se sont appuyés différents choix politiques de caractère opportuniste, comme le courant d'après-guerre dudit 'eurocommunisme'. Pourtant il a été démontré que l'eurocommunisme prônait une ligne identique pour les particularités dans chaque pays, notamment la ligne du réformisme et de la négation de la po-

litique révolutionnaire. Elle revenait à l'approbation des conceptions social-démocratiques opportunistes classiques avec une apparence communiste<sup>243</sup>. »

## 2. La loi de la rue. Les revendications des travailleurs, les réformes et la révolution

Durant ses derniers jours au parti, Nadine Rosa-Rosso avait déclaré : « Nous n'avons pas de stratégie, avec le parti. Que voulons-nous construire à terme ? Qui est le principal ennemi ? Sur la plan mondial ? En Belgique ? À propos de toutes ces questions, il n'y a pas d'unité. Il n'y a pas d'unité sur la stratégie. Nous travaillons au jour le jour, ce n'est pas normal. Ce qui est à gauche et ce qui est à droite change tout le temps<sup>244</sup>. »

L'ancien programme du parti, ajoutait Rosa-Rosso, avait bien une stratégie, mais elle était erronée : « Avec le programme de 1979, on avait une stratégie et on la défendait... Notre stratégie définissait le principal ennemi, le type de front possible, les revendications concrètes au sein des mouvements de lutte. C'était un ensemble cohérent. Le seul problème, c'est que cette stratégie était erronée<sup>245</sup>. » Avec cela, la confusion est complète.

D'après Rosa-Rosso, *la stratégie* du programme du parti est donc « erronée ». Mais en quoi précisément est-elle erronée ? L'analyse du capitalisme dans le premier chapitre du programme du parti ? Ou celle de l'impérialisme dans le chapitre suivant ? Ou encore l'analyse du pouvoir d'État et des parlements bourgeois et la position prétendant que « toutes les questions essentielles sont tranchées par la lutte de classe ouverte », dans le quatrième chapitre ? La stratégie s'appuyant sur le fait que « seule la révolution prolétarienne fournit une issue » (cinquième chapitre) est-elle erronée ? Ou encore la confirmation du rôle prépondérant de la classe ouvrière et du parti, l'alliance avec les autres couches sociales pour « concentrer toutes les forces sur la bourgeoisie monopoliste », tel qu'on peut le lire dans le sixième chapitre ? Ou encore, dans le septième chapitre, l'esprit des revendications du programme minimal qui, naturellement, doivent être actualisées ? Ou est-ce le projet socialiste élaboré dans le dernier chapitre, qui est erroné ?

Notre *stratégie fondamentale* reste celle du *Programme du parti de 1979*<sup>246</sup>. Le progrès social durable et la paix requièrent une société socialiste et une société socialiste requiert une révolution socialiste. Ce

n'est pas la stratégie du programme du parti telle qu'elle a été approuvée lors du congrès de fondation du parti, qui est erronée, mais bien le troisième chapitre traitant de la condamnation de l'Union soviétique<sup>247</sup>. Par la suite, ces erreurs ont été analysées et rectifiées lors du Quatrième Congrès du parti, en 1990. Le congrès a été suivi par l'ouvrage *L'URSS et la contre-révolution de velours*<sup>248</sup>. Ensuite, l'autocritique du parti s'est approfondie dans le livre *De Tien An Men à Timisoara. Lutttes et débats au sein du PTB (1989-1991)*<sup>249</sup> et dans l'article *Sur quelques aspects de la lutte contre le révisionnisme*<sup>250</sup>. Cette attitude autocritique a été bien accueillie par les progressistes et les syndicalistes de gauche en dehors du parti. Le délégué principal FGTB de Siemens à Oostkamp, Urbain Camerlynck, a travaillé durant dix ans en compagnie du Parti communiste (PCB). Il écrit : « À la lecture de ce livre (*La contre-révolution de velours* de Ludo Martens), il était toutefois également clair pour moi que le Parti du Travail faisait de l'Union soviétique et du bloc de l'Est une analyse qui contredisait les points de vue qu'il avait lui-même pris auparavant. Il [le parti] était ainsi capable de réviser ses points de vue initiaux et n'était donc pas aussi sclérosé que je le pensais. Par ses analyses et ses discussions, il pouvait tirer des leçons du passé et s'adapter à une situation nouvelle. C'était remarquable, et j'ai alors commencé à l'observer sur le plan syndical. Avec la lutte contre le Plan global de l'automne 1993, je savais que j'avais trouvé un nouveau parti qui pouvait compléter mes analyses<sup>251</sup>. »

La dialectique entre la lutte pour des réformes démocratiques et la révolution socialiste, qui figure également dans le programme du parti de 1979, demeure valable. Un processus révolutionnaire n'a rien de dogmatique ou de mécanique. Il requiert une flexibilité tactique, une harmonie avec la réalité politique, une évaluation serrée du niveau de chaque lutte, une connaissance exacte et pondérée des contradictions de classes et des rapports de forces, une ligne de masse adaptée et de larges alliances.

Fin 2004, une nouvelle proposition de réforme de Médecine pour le Peuple s'est retrouvée au centre de l'intérêt politique. Le médecin du PTB Dirk Van Duppen préconisait de fixer le prix des médicaments en recourant à des appels publics d'offres. Le plan allait être connu sous l'appellation de « modèle kiwi », parce qu'il s'inspirait de la politique des médicaments pratiquée en Nouvelle-Zélande. Dans ce pays, cette politique avait abouti à des baisses de prix de 50 à 90 pour 100. La revendication recevait entre autres le soutien du Mouvement ouvrier

catholique (flamand), le KWB et de syndicalistes chrétiens et socialistes du secteur des soins de santé.

Avec le modèle kiwi, nous avons attiré l'attention sur les pratiques monopolistes des géants pharmaceutiques. Comment se fait-il que quelques grands monopoles pharmaceutiques peuvent littéralement se gaver aux dépens de la santé ? Comment les géants pharmaceutiques en arrivent-ils à pouvoir piller la sécurité sociale ? Comment se fait-il que l'État ne protège pas les citoyens contre ce pillage ? Comment se peut-il qu'ils aient des arrangements mutuels ? Qu'ils puissent mettre sous pression les gouvernements et les décideurs politiques ? Pourquoi les hommes politiques social-démocrates et les autres cèdent-ils aux pressions des géants pharmaceutiques ? Pourquoi ne passe-t-on pas à des revendications simples en vue de réformes qui seraient utiles à des dizaines de milliers de patients et qui, par-dessus le marché, reviendraient moins cher à l'assurance maladie ? Ces questions mettent en évidence, un par un, les points essentiels de l'impérialisme. Cela a mené l'éditorialiste d'un quotidien à la conclusion suivante : « Puis il y a ce Dirk van Duppen qui, avec son 'modèle néo-zélandais', a donné pour la première fois depuis des années un exemple d'action de gauche réussie contre l'establishment. Il a jeté le gant à Leo Neels, numéro un du secteur pharmaceutique et membre respecté de cet establishment. La lutte bat son plein<sup>252</sup>. » Un autre grand quotidien a écrit : « Naturellement, l'ouvrage *La guerre des médicaments*, avec son attaque de front contre Big Pharma, se lit plutôt comme un échantillon de la lutte des classes de papa, mais il faut dire que Big Pharma est également une cible à portée de main. À eux seuls, les dix plus gros géants pharmaceutiques font plus de bénéfices que le reste des Fortune 500 mis ensemble. Nul besoin d'être membre du PTB pour se poser des questions à ce sujet<sup>253</sup>. »

Quand nous luttons pour des réformes – qu'elles portent sur le modèle kiwi, l'impôt sur les fortunes, les pensions ou la prépension – nous luttons pour renforcer la position, la force d'organisation et la force de frappe de la population laborieuse. Notre discours n'est pas : « *Nous allons arranger ça pour toi* », mais va dans le sens de « *Prends ton sort entre tes mains* ». Une éditorialiste progressiste a conclu de la campagne kiwi : « À cause de cette histoire, en fin de compte, je ferai ce vœu pour 2005 : qu'il puisse être gravé dans notre mémoire que les renversements sont possibles, que nous pouvons faire plier les multinationales, qu'il y a moyen de mettre les ministres sous pression. Puisse-nous être en mesure de constituer un mouvement tous ensemble ! En route vers les négociations salariales...<sup>254</sup> ! » En d'autres termes : aider

les gens dans leur lutte, les aider à faire leurs propres expériences, à organiser et orienter la lutte et y introduire des perspectives révolutionnaires. Cette approche va à l'encontre des conceptions qui promettent les changements via les élections et le travail parlementaire, d'une part, et contre certaines conceptions anarchistes hautaines sur la lutte pour les réformes, d'autre part.

*Primo*, ce ne sont ni le parlement ni les élections qui sont déterminants, mais bien les mouvements de lutte. Tout ce que le mouvement ouvrier a obtenu, il l'a obtenu de ses propres forces. Cela veut dire : en s'organisant, en menant des actions et en mettant en place des rapports de forces favorables. Le droit de s'organiser, le droit de grève, le droit de vote, les congés payés, la journée de huit heures, la semaine de quarante heures et la sécurité sociale ont été arrachés grâce à une lutte acharnée entre la classe des travailleurs et celle des patrons. Et non pas, par conséquent, via les élections ou le travail parlementaire.

Tableau 11. Dates clés de la législation sociale belge et des acquis obtenus suite à la lutte sociale

Date	Législation sociale	Lutte sociale
1887-1889	Première législation sociale : protection du salaire, interdiction du paiement en nature et interdiction du travail des enfants de moins de 12 ans (1889)	Après la grande onde de choc des <i>révoltes ouvrières</i> de 1886 et après la Grève noire de 1887
1893	Suppression du droit de vote censitaire et introduction du droit du suffrage universel plural (hommes à partir de 25 ans)	Après la <i>grève générale</i> de 1893
1919	Introduction du suffrage universel simple (hommes)	Après <i>trois grèves générales</i> (1893, 1902 et 1913). Dans le contexte international de la révolution d'Octobre et de la révolution allemande naissante.
1921	Introduction de la journée de 8 heures et de la semaine de 48. Suppression de l'article 310 (entrave au droit de grève).	Après la <i>grève générale</i> de 1919. Dans le cadre international des révoltes en Finlande, en Hongrie, en Bavière et de la construction de l'Union soviétique.
1936	Introduction des congés payés et du salaire minimal	Après la <i>grève générale</i> de 1936
1944	Introduction de la sécurité sociale avec pension, assurance maladie et invalidité, allocations de chômage, allocations familiales et pécule de vacances	Après la résistance armée contre le fascisme. Dans le contexte international du prestige de l'Union soviétique et des progrès du communisme (voir plus loin dans le texte).

En 1954 déjà, à l'université de Gand, le professeur Jan Dhondt réalisait une étude sur « l'influence de la rue » sur la politique. « Déjà, à l'époque, Jan Dhondt se demandait *dans quelle mesure la législation générale et la politique dans notre pays étaient influencées par l'agitation violente dans la rue*. Il rompait avec le mythe selon lequel c'est le parlement qui aurait maîtrisé les développements politiques. Dhondt (...) prouva que les changements sociaux et politiques les plus radicaux s'étaient opérés *sous la pression de l'opinion publique s'exprimant avec vigueur et non sous l'effet des élections et du parlement* », écrit l'historienne Gita Deneckere<sup>255</sup>.

Tout acquis social a deux aspects : il est le résultat de la lutte des travailleurs et une concession de la classe dirigeante soucieuse « d'éviter le pire ». Mais un acquis n'a jamais été accordé sans lutte, spontanément, de lui-même. Deneckere : « Le rétablissement de l'ordre public n'a jamais pu être obtenu exclusivement par le cliquetis des armes, si bien que des concessions ont été faites afin de maîtriser les problèmes exposés et mettre en œuvre la pacification<sup>256</sup>. » En outre, sous le capitalisme, aucun acquis n'est « sûr » ou « définitif ». Ils restera toujours soumis à la pression du capital.

La sécurité sociale, par exemple, a été arrachée de haute lutte durant l'héroïque résistance antifasciste du mouvement ouvrier européen. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la voie qu'allait emprunter l'Europe n'était pas encore bien définie. Allait-elle à nouveau être arrangée à la sauce capitaliste ? Ou allait-elle emprunter la voie de l'Union soviétique, plus tard suivie par la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Hongrie et la Bulgarie ? La guerre avait détruit villes et entreprises, la population était épuisée et criait famine et la principale force organisée parmi le peuple résidait à coup sûr dans les partis communistes et c'était également le cas en tant que force armée. En Italie, la brigade Garibaldi du PCI comptait 155 000 combattants armés (sur un total de 256 000 résistants armés) et le PCI comptait 1,8 million de membres. En France, le PCF réunissait 800 000 membres et, en novembre 1946, récoltait 5,5 millions de voix. Dans notre pays, le nombre de membres du Parti communiste (PCB) passait de 12 000 membres à la libération à 103 000 en août 1945<sup>257</sup>.

La situation révolutionnaire qui menaçait fut la principale raison pour laquelle les cercles dirigeants introduisirent le fameux « *modèle rhénan* » en Europe, grâce au soutien actif, tant politique que financier, de Washington. On se rappellera qu'en mai 1940, une partie de la classe dirigeante de notre pays avait plié bagages pour aller se réfu-

gier à Londres. En pleine guerre, des industriels, des chefs de gouvernement et une poignée de hauts dirigeants du mouvement syndical (Rens, Bondas, Finet) y avaient préparé l'après-guerre. Le 29 octobre 1942, ils présentaient un rapport sur la situation en Belgique : « L'influence des communistes a-t-elle augmenté ? Oui, tant à la campagne que dans quelques centres industriels, mais dans la mesure seulement où les événements militaires ont obligé les Alliés à montrer en détail, dans leurs organes de presse et via la radio de Londres, les réalisations de l'armée de Timochenko et l'esprit de résistance du gouvernement de Staline. (...) Sans doute peut-on – doit-on, même – en toute justice reconnaître les efforts considérables fournis par les Russes, tout comme il convient de témoigner son admiration aux immenses sacrifices qu'ils ont consentis, mais nous ne devons pas perdre de vue que 'nos' communistes d'aujourd'hui sont les mêmes que ceux d'hier, ce qui veut dire des imposteurs ou des démagogues, selon le cas<sup>258</sup>. » La crainte de la possibilité de voir la Belgique devenir socialiste était profondément ancrée, là-bas, à Londres. Pour sauver le capitalisme, il faut accorder la sécurité sociale. Tel était le point de vue du dirigeant syndical de droite, Jef Rens. Le 13 octobre 1942, il adressait une lettre à William Donovan, le chef de l'OSS, les services de renseignements américains : « Toutes les déclarations des gouvernements américain et anglais concernant la collaboration internationale sur le plan économique et social sont extrêmement utiles dans la conduite de la guerre psychologique sur le continent européen. Ce que la classe ouvrière en Europe en attend, c'est ce que Bevin appelle la 'sécurité sociale'. Les peuples de l'Europe comprennent que l'organisation du plein emploi définitif ne peut être atteinte que par une collaboration internationale dont l'Amérique et l'Angleterre devraient prendre la direction<sup>259</sup>. » Derrière le dos des partisans en Belgique, on se mit d'accord à Londres pour rétablir le capitalisme. Cette restauration devait revêtir un caractère spécifique : on développait plus avant le système des commissions paritaires et il convenait d'institutionnaliser la collaboration entre le patronat et la classe ouvrière dans les organes de concertations compétents en ces domaines. Ici, un système de sécurité sociale constituait un élément clé. Le 28 décembre 1944, avec la loi décisive sur la Sécurité sociale, entra en vigueur le premier volet du « Projet d'accord de solidarité sociale », pour reprendre l'appellation complète du Pacte social.

C'est ainsi que le Pacte social, qui comprenait la création de la Sécurité sociale, est devenu l'un des principaux acquis de la classe ouvrière. Sans la lutte armée des partisans, sans les milliers de sacrifices à Breendonk

et dans d'autres camps de concentration, sans le « parti des fusillés » (le titre glorieux décerné au PCB après la guerre), sans la montée du communisme sur le plan international, il n'aurait pas été question du tout de la sécurité sociale. Mais, d'autre part, le Pacte social constituait une concession expresse afin de parer « au pire », à savoir, devancer un bouleversement socialiste. Robert Vandeputte, qui, pendant la guerre, fut président de la Banque d'Emission (qui travaillait pour les Allemands) et devint plus tard ministre des Finances au sein du gouvernement Mark Eyskens, le confirma : « En 1944, les dirigeants d'entreprises étaient inquiets à propos de la montée des tendances révolutionnaires. En effet, le communisme jouissait d'une considération fantastique. Ils craignaient, et non à tort, les expropriations et les nationalisations<sup>260</sup>. » Ce qui explique les concessions qui furent faites, concessions qui, aujourd'hui, se retrouvent à nouveau dans la ligne de tir.

*Secundo*, dans la discussion à propos de la relation entre les « ambitions parlementaires et électorales » et les mouvements de lutte, il convient d'insister sur le rôle de certaines conceptions arrogantes de la lutte pour des réformes.

La discussion a précisé 140 ans. Au Congrès de Genève de la 1<sup>re</sup> Internationale (1866), les partisans de Proudhon s'entendirent notifier qu'ils avaient tort.<sup>f</sup> Les proudhoniens rejetaient toute ingérence de l'État dans le sort des travailleurs. Ils estimaient que l'intervention de l'État allait « stabiliser » l'État capitaliste. Marx, au contraire, insistait sur le fait que l'obtention d'une législation sociale créait des instruments pour la lutte des classes même.

Chaque lutte pour l'amélioration de la condition peut aller dans deux directions : ou bien elle confirme le système et la dictature des monopoles, ou bien elle réveille d'importants groupes de personnes et leur apporte la compréhension et l'énergie en vue des mouvements de lutte à venir. Lénine écrivait : « Les marxistes, à la différence des anarchistes, reconnaissent la lutte pour les réformes, c'est-à-dire pour telles améliorations dans la situation des travailleurs qui laissent comme par le passé le pouvoir entre les mains de la classe dominante. Mais, en même temps, les marxistes mènent la lutte la plus énergique contre les réformistes, qui limitent directement ou indirectement aux réformes les aspirations et l'activité de la classe ouvrière. Le réformisme est une

f Plus tard (à partir du congrès de Bâle, en 1869), Michel Bakounine allait reprendre le flambeau des mains de Proudhon. Bakounine s'opposait à la lutte ouvrière tenace et systématique pour le salaire et le temps de travail, ainsi qu'à la lutte politique pour l'extension de la législation démocratique et sociale.

duperie bourgeoise à l'intention des ouvriers, qui resteront toujours des esclaves salariés, malgré des améliorations isolées, aussi longtemps que durera la domination du capital. »

Et, plus loin : « Les ouvriers qui ont compris la fausseté du réformisme, utilisent les réformes pour développer et étendre leur lutte de classe. Plus l'influence des réformistes sur les ouvriers est forte, et plus les ouvriers sont impuissants, plus ils sont sous la coupe de la bourgeoisie, plus il est facile pour celle-ci de réduire à néant les réformes par des subterfuges divers. Plus le mouvement ouvrier est indépendant, plus ses objectifs sont profonds et vastes, plus il est affranchi de l'étroitesse du réformisme et mieux les ouvriers réussissent à consolider et à utiliser des améliorations isolées<sup>261</sup>. »

### 3. Le parti de la Gauche européenne

Les 8 et 9 mai 2004, à Rome, le *parti de la Gauche européenne* était tenu sur les fonts baptismaux<sup>262</sup>. Trois cents délégués de quinze partis de gauche et communistes de douze pays européens y approuvaient les statuts de fondation et le manifeste du nouveau parti.<sup>g</sup> Entre-temps, neuf autres partis ont également reçu le statut « d'observateurs ».<sup>h</sup> Fausto Bertinotti, le secrétaire général du Partito della Rifondazione Comunista, est élu président.

Quand, après la Première Guerre mondiale, la II<sup>e</sup> Internationale fut fondée à nouveau, ce ne fut pas une banale affaire. « Accumulés pendant des dizaines d'années d'évolution relativement pacifique, les éléments d'opportunisme ont créé un courant de social-chauvinisme qui domine dans les partis socialistes officiels du monde entier. (...) Ce courant, socialiste en paroles et chauvin en fait, se caractérise par une lâche et servile adaptation des 'chefs du socialisme' aux intérêts non seulement de 'leur' bourgeoisie nationale, mais plus précisément de 'leur' État », écrivait Lénine<sup>263</sup>.

g Les quinze partis fondateurs de la Gauche européenne sont : le KPÖ (Autriche), le SDS (Tchéquie), l'ESDTP (Estonie), le PCF (France), le PDS (Allemagne), Synaspismos (Grèce), Munksoport (Hongrie), le PRC (Italie), le PAS (Roumanie), le PRC (Saint-Marin), le CPS (Slovaquie), le PCE (Espagne), Izquierda Unida (Espagne), l'EUiA (Catalogne) et le PAS (Suisse).

h Les partis « observateurs » sont : le KSCM (Bohême et Moravie), l'AKEL (Chypre), Enhedslisten (Danemark), le PdCI (Italie), le Bloc de Gauche (Portugal), La Gauche (Grand-Duché de Luxembourg) et l'ÖDP (Turquie).

En raison du chauvinisme, plusieurs partis s'étaient opposés des années durant. Les partis, ou plutôt les ailes de ces partis qui avaient choisi le camp de « leur » bourgeoisie durant la grande boucherie de la guerre, se réunirent, plutôt mal à l'aise, à la Conférence de Berne du 3 février 1919. La grande majorité put se retrouver dans la motion du nouveau président suédois Hjalmar Branting. Celui-ci argumenta que la démocratie parlementaire (bourgeoise) était indissociablement liée au socialisme, contrairement au modèle des conseils de l'Union soviétique<sup>264</sup>. L'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier fonda alors des partis communistes, organisés au sein de la III<sup>e</sup> Internationale. Huit décennies plus tard, une certaine partie de la direction de quelques partis révolutionnaires allait s'échouer à son tour dans la conciliation avec le système et dans un nationalisme nouveau, l'euro-nationalisme. Le projet de fonder le super-parti de la Gauche européenne renforce les deux aspects : le réformisme et le chauvinisme.

En novembre 2004, le tout nouveau président Fausto Bertinotti parle de la nécessité d'un nouveau *Bad Godesberg européen*<sup>1</sup> : « Je prétends aujourd'hui, afin, en effet, de lancer la bataille des idées, qu'il suffirait de résumer l'esprit du Manifeste de Bad Godesberg. Je cite quelques passages : '(...) *Le socialisme démocratique tire ses racines de l'éthique chrétienne, de l'humanisme, de la philosophie classique (...)*.' Mais je dirais que, si l'Europe avait le courage de recouvrer la totalité de son héritage historico-culturel : l'éthique judéo-chrétienne, la culture du droit gréco-romain, l'humanisme, la philosophie classique, l'illuminisme et surtout aussi le mouvement ouvrier, c'est avoir en effet *un patrimoine exclusivement européen*. Ce serait une réponse forte à l'idéologie de la droite fondamentaliste américaine<sup>265</sup>. » C'est également l'avis d'une autre figure de proue de la Gauche européenne, le président du PDS Lothar Bisky : « À cela se rattache le fait que la Gauche européenne introduit dans les débats publics *le concept de culture européenne comme base de notre politique européenne*. Cela a encore été formulé le précédent week-end, au conseil des présidents de partis, un organe dirigeant de la Gauche européenne<sup>266</sup>. »

Ce faisant, la Gauche européenne prend part à la constitution du mythe chauvin européen qui accompagne le processus de formation de l'État européen. De quel concept de culture européenne parlons-nous ?

i Après la Seconde Guerre mondiale, les social-démocrates ouest-allemands abjurèrent officiellement le marxisme. Lors du *SPD-Parteitag* extraordinaire, du 13 au 15 décembre 1959, à Bad Godesberg, un nouveau programme était approuvé par 324 voix contre 16. Dans ce programme, le SPD se déclarait partisan de la *Bundeswehr* dans le cadre de l'Otan, de la « pensée du marché libre » et de la propriété privée des moyens de production.

Car – et cela, les gens de la Gauche européenne devraient quand même le savoir – dans une société de classes, toute culture se divise en deux. Lénine l'avait déjà analysé : « *Chaque* culture nationale comporte des *éléments*, même non développés, d'une culture démocratique et socialiste, car dans *chaque* nation, il existe une masse laborieuse et exploitée, dont les conditions de vie engendrent forcément une idéologie démocratique et socialiste. Mais, dans *chaque* nation, il existe également une culture bourgeoise (et qui est aussi, la plupart du temps, ultra-réactionnaire et cléricale), pas seulement à l'état d'éléments, mais sous forme de culture *dominante*. Aussi, d'une façon générale, la culture nationale *est* celle des grands propriétaires fonciers, du clergé, de la bourgeoisie. »<sup>267</sup>

Il n'en va pas autrement avec le « concept de culture européenne ». Bertinotti et Bisky parlent-ils de la culture du droit gréco-romain qui permettait que les prisonniers fussent massivement incorporés comme esclaves dans les grandes propriétés terriennes (jusqu'à 20 000 esclaves dans un seul *latifundium*) ? Parlent-ils du massacre et de la crucifixion des dizaines de milliers d'esclaves libérés qui avaient suivi le chef des rebelles Spartacus ? Les dirigeants de la Gauche européenne parlent-ils de l'éthique chrétienne qui a réprimé les révoltes paysannes et fait rouer puis décapiter des meneurs paysans comme Zeger Jansson<sup>k</sup> ? Parlent-ils de l'aspect de la philosophie classique qui approuvait la traite des esclaves ? Ou des pillages coloniaux, de la conflagration mondiale nationaliste, de la montée du fascisme, de la *Vernichtungskrieg* (guerre

j Spartacus était un gladiateur originaire de Thrace. En 73 avant notre ère, il s'était enfui de Rome en compagnie de 70 ou 80 autres esclaves et d'une charrette pleine d'armes et il avait installé un camp sur le Vésuve. Très rapidement, d'autres esclaves en fuite allaient les rejoindre. Un an plus tard, les partisans étaient quelque 120 000. Après plusieurs victoires sur les légions romaines, ils étaient finalement battus en 71 avant notre ère. Spartacus fut crucifié.

k En 1323, dans la Flandre féodale, éclate l'une des plus grandes révoltes paysannes de l'Europe. Les paysans des villages et les habitants des petites villes se retournent contre leurs seigneurs de la noblesse. Ils désignent leurs propres chefs, refusent d'encore payer des impôts et de reconnaître l'autorité du bailli. Ils chassent les seigneurs de leurs résidences et boutent le feu à celles-ci. À la fin de l'année 1323, le pouvoir légal de la région côtière s'est effondré et, durant l'été 1325, les insurgés se sont rendus maîtres de tout le pays côtier et c'est à Bruges, Ypres et Courtrai qu'ils constituent le plus fort parti. Le pape Jean XXII insiste auprès du roi de France Charles IV le Bel pour qu'il intervienne militairement afin de mater la révolte. Telle est l'éthique chrétienne du féodalisme. Ce n'est qu'après cinq années de révolte et de guerre civile, en 1328, que l'armée de Van Cassel, du comte Louis et du roi de France parvient à vaincre la rébellion. Il s'ensuit une répression sévère : les chefs paysans sont brutalement exécutés. Willem De Deken est d'abord banni de Flandre « à jamais ». Plus tard, « les mains tranchées, il est traîné dans les rues et pendu : une fin atroce ». Zeger Jansson est « exécuté en public à Bruges. Après avoir été traîné dévêtu dans les rues, il est roué vif, décapité et pendu à un haut gibet ». Afin d'ôter à quiconque l'envie d'encore se soulever contre l'ordre établi.

de destruction) de l'Allemagne industrialisée sous Hitler, de l'assassinat de Patrice Lumumba, de la barbarie française en Algérie, du pape Ratzinger à Rome, des actuelles transnationales géantes que sont Nestlé, Siemens, Unilever, Ericsson, BASF, TotalFinaElf, etc., et qui, de l'Europe, « veulent faire l'économie la plus compétitive du monde » ?

Ou parlent-ils de la culture de la Commune de Paris, de la création de la Première Internationale, de Karl Marx et Friedrich Engels, du mouvement syndical et des partis ouvriers, de Lénine et de la révolution socialiste menée à bien en Russie, de l'héroïque et longue résistance contre le fascisme et de la victoire sur le fascisme en Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Tchécoslovaquie ; des milliers de déserteurs hollandais qui ont refusé de participer à la répression contre l'insurrection indonésienne, du « non » courageux des Français et des Hollandais à la constitution européenne néo-libérale, des centaines de milliers de personnes qui, aujourd'hui, descendent dans la rue contre l'agression patronale décidée à Lisbonne ?

Le communiste autrichien Franz Stephan Parteder dit de la Gauche européenne qu'elle est l'opposition, fidèle au pouvoir, de la Banque centrale européenne : « Dans ses statuts, ce parti se réclame expressément du paragraphe 191 des Traités de l'Union et s'impose de réclamer une *conscience européenne*. Ici apparaît *l'opposition loyale à sa Majesté la Banque centrale européenne* et pas celle de l'Europe du bas<sup>268</sup>. » De même, le journal de gauche allemand *junge Welt* critique l'euro-chauvinisme de la Gauche européenne et paraphrase les premiers mots du Manifeste du Parti communiste : « Un spectre hante l'Europe : le spectre de la Gauche européenne. *Mais les forces réactionnaires n'ont nulle raison de s'inquiéter*. Ce parti, qui sera fondé le 8 mai à Rome, *vient au monde comme une création de l'Union européenne*, enfermée dans ses réglementations bureaucratiques et centralistes, dépendant de ses subsides – 8,2 millions d'euros de moyens, voilà qui est alléchant ! – et tributaire de son système de valeurs<sup>269</sup>. »

La Gauche européenne est davantage que de l'euro-chauvinisme. Elle représente en même temps un bond qualitatif de la révolution vers le réformisme (de gauche), déclare l'un des fondateurs mêmes, le président du PDS, Lothar Bisky. Dans une interview accordée au journal *Freitag*, il explique : « Le parti de la Gauche européenne, le noyau européen de la gauche, signifie, pour les forces politiques de l'Union européenne qui tirent leur origine du mouvement ouvrier révolutionnaire, *une nouvelle étape qualitative* dans le processus d'adaptation au *socialisme de gauche*<sup>270</sup>. »

Ni dans le programme « Manifeste du parti de la Gauche européenne » ni dans les « Statuts », on ne trouve la moindre allusion à la propriété privée des moyens de production, aux crises économiques inhérentes à ce système, à la concurrence effrénée des entreprises monopolistes, à la redistribution du monde par les grandes puissances impérialistes. Le parti de la Gauche européenne promet bien « une alternative progressiste », « la paix », « la justice sociale », « un développement durable » et toutes sortes d'autres bonnes choses auxquelles personne ne s'opposerait<sup>271</sup>. Tout cela demeure très vague et à l'intérieur des grandes lignes du système et de ses rapports de forces. Ainsi, on ne peut non plus trouver d'analyse fouillée de la fondation de l'Union européenne ou de la main de fer de la *Table ronde européenne des Industriels*<sup>1</sup> derrière ce projet. Toutefois, Lénine avait déjà prévu l'affaire : « Sur la base économique d'aujourd'hui, c'est-à-dire en régime capitaliste, les États-Unis d'Europe signifieraient l'organisation de la *réaction* en vue de retarder l'évolution plus rapide de l'Amérique<sup>272</sup>. »

De l'Union européenne en tant que « réaction », en tant que projet des plus puissants monopoles du continent, pas un mot n'est dit, du côté de la Gauche européenne. Il serait tout aussi vain d'y chercher la moindre référence à une stratégie de révolution sociale. Au contraire, le parti de la Gauche européenne se concentre pleinement sur la « transformation en profondeur » du système à partir des institutions : « Nous voulons agir pour que les institutions élues, le Parlement européen et les parlements nationaux, aient plus de pouvoir d'action et de contrôle<sup>273</sup>. »

Le parti de la Gauche européenne veut franchir l'étape vers le réformisme de gauche parce que la « vieille » social-démocratie perd pas mal de ses plumes. Dans son manifeste de fondation, la Gauche européenne écrit : « Le concept social-démocrate de la 'troisième voie' en Europe a échoué... Cela crée des possibilités et confère une plus grande responsabilité à la gauche qui veut changer le monde actuel<sup>274</sup>. »

Retourner à la « vieille » social-démocratie de la II<sup>e</sup> Internationale pour combattre la « nouvelle » social-démocratie de Blair et Schröder !?! C'est pour cette raison qu'après un engagement de toute une vie, le résistant et plus tard historien de la RDA, Kurt Gossweiler, tourne finalement le dos au

1 La Table ronde européenne des industriels (ERT) groupe les principaux patrons de 18 pays européens. Selon ses propres dires, l'ERT représente un volume d'affaires commun de 1.400 milliards d'euros et, au niveau mondial, ses entreprises emploient 4 millions de personnes. Le président en est Gerhard Cromme (ThyssenKrupp) et le grand capital belge est représenté par Daniel Janssen (Solvay) et Thomas Leysen (Umicore). Nous y trouvons encore, entre autres, Louis Schweitzer (Renault), Klaus Kleinfeld (Siemens), Peter Sutherland (BP), Marco Provera (Pirelli), Jorma Ollila (Nokia), Nils Andersen (Carlsberg), etc. ([www.ert.be](http://www.ert.be))

prétendu « socialisme moderne » de Lothar Bisky et de Fausto Bertinotti : « 'Révolution' et 'révolutionnaire' font partie des concepts supprimés et des pratiques politiques inacceptables pour le 'socialisme moderne'. La voie du 'socialisme moderne' vers le but visé passe exclusivement par des réformes. Le 'socialisme moderne' a donc ceci en commun avec la social-démocratie qu'il est réformiste<sup>275</sup>. » Ce qui explique également que le projet de super-parti se heurte partout à des oppositions. Au sein de Rifondazione Comunista (PRC), 55 % seulement des membres ont voté en faveur du projet de la Gauche européenne. De même, au Parti communiste autrichien (KPÖ), une opposition se manifeste. Franz Stephan Parteder, président provincial du KPÖ en Styrie, critique la participation de son parti dans les termes suivants : « Ce projet *ne* tourne *pas* autour de l'organisation de la lutte contre l'impérialisme européen, pour le progrès social ou pour la paix. Il concerne la création d'une structure bureaucratique, avec de petits postes bien rémunérés et financés avec l'argent de l'Union européenne<sup>276</sup>. » Au sein du parti de la Gauche européenne, bien des forces communistes continuent à être actives. Et il n'est pas exclu que, tôt ou tard, elles tournent à nouveau le dos au projet réformiste et euro-chauvin de cette même Gauche européenne.

Dès le début, le Parti communiste de Grèce (KKE) s'est opposé au projet du super-parti à tendance réformiste. Le KKE analyse la gauche européenne en ces termes : « Ces dernières années, le climat a changé, en Europe, et le facteur décisif a été la résistance croissante du peuple. Les récentes luttes des masses militantes n'ont été possibles que parce que certaines forces ont refusé de se soumettre aux pressions et ont rejeté le 'dialogue social' corrupteur et la collaboration de classe. (...) Par contre, il existe un raisonnement qui réclame un accord politique universel qui accepte au départ une Union européenne visiblement néo-libérale et un 'parti de la Gauche européenne' comme conditions préalables à toute action... Ces forces – et ce n'est pas du tout un hasard – veulent tenir la porte ouverte à la collaboration au sein de gouvernements de coalition de centre-gauche<sup>277</sup>. »

Le KKE écrit en outre : « Le 'parti de la Gauche Européenne' mine la lutte de classes, cultive une conception préjudiciable qu'il n'existe pas de marges pour émettre des revendications et réaliser des renversements au niveau de chaque pays séparément. Il dissimule le caractère capitaliste de l'UE et l'idéalise, préconisant le consensus, le compromis et l'intégration<sup>278</sup>. » C'est également l'avis de Kurt Gossweiler. Celui qui distille les « pensées essentielles » des « socialistes modernes » dans leur flot de paroles, dit Gossweiler, « sera passablement surpris

de constater à quel point, voici 150 ans, Marx et Engels avaient déjà minutieusement décrit l'essence du 'socialisme moderne'. Ainsi, nous pouvons en venir à la description définitive que voici : le 'socialisme moderne' est en essence le 'socialisme bourgeois modernisé' dont parle le Manifeste du Parti communiste<sup>279</sup>. »

C'est cela précisément. Sous le titre « Le socialisme conservateur ou bourgeois », nous lisons dans le *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels : « Les socialistes bourgeois veulent les conditions de vie de la société moderne sans les luttes et les dangers qui en découlent fatalement. Ils veulent la société actuelle, mais expurgée des éléments qui la révolutionnent et la dissolvent. (...) Le socialisme bourgeois n'atteint son expression adéquate que lorsqu'il devient une simple figure de rhétorique. Le libre-échange, dans l'intérêt de la classe ouvrière ! Des droits protecteurs, dans l'intérêt de la classe ouvrière ! Voilà le dernier mot du socialisme bourgeois, le seul qu'il ait dit sérieusement. Car le socialisme bourgeois tient tout entier dans cette affirmation que les bourgeois sont des bourgeois – dans l'intérêt de la classe ouvrière<sup>280</sup>. » L'Union européenne impérialiste, au nom de la classe ouvrière !

#### 4. Sur quelle voie Fausto Bertinotti lance-t-il la *Rifondazione Comunista italiana* ?

L'évolution regrettable de la direction du *Partito della Rifondazione Comunista* incite à réfléchir. En dix ans à peine, le président Fausto Bertinotti est parvenu à replacer un grand potentiel révolutionnaire sous le contrôle du système, une fois de plus. C'est l'expérience la plus actuelle des ravages que peut provoquer le révisionnisme. Et c'est l'expérience la plus récente avec le trotskisme au sein du mouvement communiste. « *De la refondation du communisme à la refondation du révisionnisme* ». C'est ainsi que quelques communistes italiens, membres du PRC, résumement cette évolution.

À Moscou, lorsque Gorbatchev a inauguré la contre-révolution de velours, le Parti communiste italien historique, le PCI, s'est transformé lui-même, à Rimini, en un parti social-démocrate ordinaire, le PDS (plus tard, DS). « Retour à la social-démocratie », a-t-on dit en 1991, lors du congrès de liquidation à Rimini. Tout le monde ne pensait pas la même chose à ce propos et, la même année encore, des communistes de l'ancien PCI ou pas fondaient à Rome le *Partito della Rifondazione*

Comunista. Au sein de Rifondazione, le débat concernant le cours stratégique du parti allait rester ouvert durant des années.

Avec le président Bertinotti, ce débat a redoublé d'intensité. En 2000, Bertinotti rédige une brochure, *Le Idee Che Non Muoiono* (Ces idées qui ne meurent pas)<sup>281</sup>. En juillet 2001, lorsque 300 000 personnes cernent dans les rues de Gênes le sommet des huit pays les plus riches (le G8), le moment est mûr pour Bertinotti d'exposer ses nouvelles idées. Lors du Cinquième Congrès de Rifondazione, en février 2002, il explique ses 63 thèses dans un discours de trois heures. C'est un ramassis d'« innovations », dont voici les six principales :

1. Le rôle de la classe ouvrière doit être « revu ». On doit accorder davantage de place aux autres couches sociales (Thèse 50, voir également le premier chapitre du présent texte).
2. Le concept d'avant-garde du parti révolutionnaire doit être abjuré (texte préparatoire, voir également le second chapitre du présent texte).
3. En renvoyant à Gênes : le « mouvement des mouvements » ne peut être sous-estimé en tant que « naissance de la nouvelle classe ouvrière » (Thèse 22).
4. Le communisme ne peut devenir vivant que s'il rompt avec le « socialisme réellement existant ». La thèse 53 dit : « Il ne peut être un porteur crédible d'une hypothèse révolutionnaire et communiste que dans la mesure où il se définit lui-même en une rupture radicale avec les expériences du 'socialisme réellement existant'. » Et, plus loin : « Le projet de Rifondazione Comunista implique une rupture radicale avec le stalinisme. Non seulement comme expérience historique, mais également comme paradigme de la révolution, concept de la politique et fonction du parti<sup>282</sup>. »
5. La définition de l'impérialisme par Lénine doit être réexaminée. Le monde n'est plus divisé en blocs antagonistes et les contradictions entre les grands pays capitalistes ne conduisent plus à la guerre (Thèses 14 et 15, voir également le troisième chapitre du présent texte).
6. Le centralisme démocratique doit être supprimé et le droit de tendance doit être admis au sein du parti.

Après 36 mois de « nouvelle classe ouvrière », de « nouveau concept du parti », de « droit de tendance », de « mouvement des mouvements », de « rupture avec le socialisme réellement existant » et de « nouvelle définition de l'impérialisme », la direction de Rifondazione Comunista est prête à la participation gouvernementale avec la démocratie chré-

tienne de Prodi<sup>m</sup> et la social-démocratie de D'Alema. Lors du Sixième Congrès du PRC, en mars 2005, Fausto Bertinotti y va d'un impressionnant torrent verbal gauchisant pour faire accepter le mandat de la participation gouvernementale. Au prestigieux Lido de Venise, où se déroule le congrès du parti, Bertinotti déclare que le parti doit être le moteur d'un processus de réforme. Et, ici, le gouvernement est devenu un passage indispensable. Dans son discours d'ouverture, il encourage le parti à « *s'engager dans la reconstruction d'un cycle de réformes au sein duquel se fondent caractère radical et caractère progressif, avancée et transformation, démocratie et changement* »<sup>283</sup>. Dans le discours de conclusion du congrès, on peut entendre ceci : « *Le gouvernement, même le meilleur, n'est qu'un passage, un passage de compromis. Le parti doit être en mesure d'illustrer sa stratégie, sa volonté d'aller plus loin (...). Ainsi, l'autonomie et la démocratie, l'autonomie des mouvements, des syndicats, du parti doivent être un moteur du processus de réforme.* » Et, pour devancer la critique disant que le PRC, conjointement à Romano Prodi, l'ancien président de la Commission européenne, va former un gouvernement qui sera favorable à l'Union européenne, Bertinotti y va de la pirouette éculée que voici : « *Il existe une possibilité : nous devons désormais faire grandir l'idée que les mouvements et le parti gardent leur autonomie par rapport au gouvernement. Le parti ne doit pas s'identifier au gouvernement, il doit avoir une ligne propre, une politique propre qui vont plus loin que le gouvernement (...)* »<sup>284</sup>.

Le congrès suscite la conclusion suivante de la part du journal allemand *junge Welt* : « *Fausto Bertinotti a pris sur lui-même d'intégrer au système la 'refondation du communisme'. Il le fait avec toute une rhétorique dans laquelle il développe un nouveau jargon théorique, celui du 'marxisme' postmoderne. Comme s'il s'agissait d'un dogme religieux, le chef du PRC jure par la trinité que sont 'non-violence, participation et démocratie'* »<sup>285</sup>.

Le membre notoire du Bilderberg<sup>n</sup>, Romano Prodi, invité au congrès du Lido, a très bien compris le changement de cours de Rifondazione : C'est

m Romano Prodi : homme politique italien, né en 1939. Il a été à la tête d'une alliance de centre-gauche qui, en 1996, a défait la droite. Devenu Premier ministre et grâce à de sévères réformes économiques, il parvenait à intégrer l'Italie à la zone de l'euro. De 1999 à 2004, il a été président de la Commission européenne. De retour en Italie, il assumait la direction de l'Unione, un rassemblement de la gauche et du centre dont l'intention est de briser la majorité de droite dirigée par Silvio Berlusconi.

n Romani Prodi est membre du groupe Bilderberg, le groupe de pression euro-atlantique exclusif qui, annuellement, réunit dans un palace à cinq étoiles le gratin des industriels, hommes politiques de premier plan, banquiers, magnats des médias et chefs militaires de l'Europe et des États-Unis. Le groupe tire son nom du lieu de sa première

« une proposition d'un parti pleinement réformiste, *compatible en tout avec les responsabilités gouvernementales* »<sup>286</sup>. La presse social-démocratique elle aussi était contente. *Il Riformista*, le journal de la social-démocratie groupée autour de D'Alema, écrivait : « C'est avec soulagement et faveur que nous saluons le choix de Fausto Bertinotti à l'intérieur de son parti. Il a su gagner la conférence à une ligne politique claire, à un accord pour former un gouvernement en compagnie de l'Unione (un gouvernement avec Prodi, PM), malgré de très fortes réticences. Aujourd'hui, il a modifié les statuts du parti pour s'armer contre certaines tactiques et stratégies issues du congrès, et il a très bien fait. Maintenant qu'une ligne politique a été choisie, il faut des organismes pour l'appliquer<sup>287</sup>. »

La faillite est prévisible, écrit *junge Welt*. Le réformisme de gauche de Bertinotti, D'Alema et Prodi ne constituent d'ailleurs pas une réponse au libéralisme de droite de Berlusconi : « Selon la volonté de Bertinotti et des siens, le PRC doit être entraîné à devenir un parti gouvernemental dans le cadre d'une 'alliance de centre-gauche'. Afin d'éloigner le soutien parlementaire d'un gouvernement sous la direction de Prodi, dont le cours néo-libéral a encouragé la fondation de Rifondazione en 1998. Les temps auraient changé. C'est l'argument que donne la direction du PRC et la chute de Berlusconi est une priorité absolue... Mais le néo-libéralisme de gauche ne propose aucune alternative au néo-libéralisme de l'extrême droite. À Prodi II succéderait Berlusconi III<sup>288</sup>. »

En trois années à peine, les positions liquidatrices ont poussé la direction de Rifondazione dans les bras de D'Alema et Prodi. Au sein du parti, durant toute cette période, il y a eu une résistance contre ce révisionnisme moderne. Tout comme il y a également eu du soutien aux positions de Bertinotti. Tels des coucous à la direction du PRC, trois tendances trotskistes<sup>289</sup> ont soutenu, développé, approfondi et attisé les positions liquidatrices de Bertinotti. François Vercammen, l'un des idéologues de la IV<sup>e</sup> Internationale<sup>290</sup>, résume ainsi l'importance des positions liquidatrices : « Ensuite, la bataille de Gênes et l'émergence d'un 'mouvement

- › conférence, en mai 1954 : l'hôtel Bilderberg, à Oosterbeek (Pays-Bas). Le groupe est dirigé par le baron belge Etienne Davignon. En 2003, étaient entre autres présents à la conférence Bilderberg, à Versailles, Donald Rumsfeld, Richard Perle, David Rockefeller, la reine Beatrix des Pays-Bas et Bill Gates. En 2004, ce fut au tour de George W. Bush, Tony Blair, madame Bill Gates, John Brown (British Petroleum) et de James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, d'assister à la conférence du groupe, à Stresa (Italie). En 2005, Richard Perle et James Wolfensohn étaient à nouveau présents, outre Josef Ackerman (Deutsche Bank), Jorma Ollila (Nokia), etc. Représentant la bourgeoisie belge, outre le président Davignon, Daniel Janssen (Solvay), Jan Huygebaert (Almanij-Kredietbank) et Maurice Lippens (Fortis) sont régulièrement invités.

des mouvements', le plus fort de l'Europe, ont mené à *une véritable refondation de Rifondazione*, à son congrès d'avril 2002. Cette refondation se reflète dans le nouveau programme du Parti (et le discours-programme de Bertinotti), qui rompt avec le stalinisme, y compris avec les aspects droitiers du togliattisme. En même temps, sa réorganisation interne a permis aux courants radicaux (dont nos camarades de Bandiera Rossa) de participer à la direction du Parti, créant de la sorte une organisation véritablement pluraliste. Cette mutation politique du PRC est un des éléments déterminants qui accélère les différenciations au sein de la mouvance des Partis communistes<sup>291</sup>. » Le nouveau révisionnisme de Bertinotti comme source d'inspiration pour le mouvement communiste international. Entre autres, l'abandon du modèle léniniste de parti (le concept d'avant-garde, en jargon trotskiste, l'« *hégémonie* » et la « *manipulation* ») peut être généralisé tant vers d'autres partis communistes que vers des organisations trotskistes (dans le jargon, la « *gauche révolutionnaire* ») : « L'expérience de pointe du PRC – dans le pays qui constitue le centre de gravité du mouvement en Europe – est fort intéressante : un parti qui se positionne 'à parité' avec le mouvement social, sans velléité d'hégémonie ou de manipulation... Cela n'interpelle pas seulement les PC, mais aussi la gauche révolutionnaire...<sup>292</sup> »

Après la chute de l'Union soviétique, tous les partis communistes sont placés devant un choix. Vont-ils opter pour la dissolution ? Vont-ils se réformer en partis acceptables pour le système ? Ou se ressourcer et devenir des partis révolutionnaires modernes ? Suivez l'exemple de Bertinotti, écrivent les trotskistes, et, sur le plan international, on pourra rompre avec le « stalinisme » et le Parti communiste de Grèce (KKE) : « Cette mutation politique du PRC est un des éléments déterminants qui accélère les différenciations au sein de la mouvance des Partis communistes. Il s'agit d'une figure triangulaire, dont les deux autres 'timoniers' sont : le PCF, qui soutient la politique social-libérale, y compris au gouvernement, et le KKE, qui s'accroche à l'héritage stalinien et à la domination du parti communiste sur le mouvement social tout en combinant un radicalisme social dans les luttes et un anti-impérialisme 'aveugle' et un rejet de la nouvelle radicalisation incarnée par le mouvement altermondialiste<sup>293</sup>. »

Après la rupture avec le concept d'avant-garde, avec le centralisme démocratique, avec la définition de l'impérialisme, avec le « socialisme réellement existant » et avec les partis révolutionnaires tel le KKE, la direction de Rifondazione Comunista est prête comme parti propre, acceptable aux yeux de l'establishment, à codiriger le gouvernement italien. Qu'aujourd'hui les trotskistes s'opposent à la participation

gouvernementale du PRC n'ôte rien au fait que, trois ans durant, ils ont soutenu l'opération « patte blanche ». Mais la dialectique leur retombe sur le nez, Bertinotti n'a plus besoin d'eux. Le prétendu « révisionnisme pluraliste » du droit de tendance du 5<sup>e</sup> Congrès se mue brusquement en son contraire, le « révisionnisme autoritaire » du 6<sup>e</sup> Congrès. Toute la direction devient « bertinottienne ».

## 5. Révolution et révision à la fin de la Seconde Guerre mondiale

Nadine Rosa-Rosso estime qu'en ce qui concerne la participation au gouvernement et les élections, on ne doit pas critiquer « trop facilement » le révisionnisme. À cet effet, Rosa-Rosso se base sur la chute du fascisme et sur la période de l'immédiat après-guerre en Europe. Lors de l'assemblée de fondation du Kominform<sup>o</sup>, en septembre 1947, un débat de quatre jours a lieu sur la situation en Italie et en France et sur le rôle des partis communistes dans les deux pays (le PCI et le PCF<sup>p</sup>). La discussion est menée sur base d'un rapport de Jdanov<sup>294</sup>, qui représente le Parti communiste de l'Union soviétique.

Rosa-Rosso écrit à ce propos : « Le rapport Jdanov est d'ailleurs très intéressant sur la critique du révisionnisme. Il critique le PCF et le PCI parce qu'ils se sont laissés expulser du gouvernement d'après-guerre,

o C'est en 1943 que fut dissoute la III<sup>e</sup> Internationale. Après la défaite du fascisme, elle fut restaurée sous l'appellation de Kominform. Ce dernier ne s'est réuni qu'à trois reprises : une première fois entre le 22 et le 28 septembre 1947, avec des représentants de neuf partis communistes (Union soviétique, Pologne, France, Yougoslavie, Tchéquie, Slovaquie, Bulgarie, Roumanie et Hongrie). Lors des sessions qui se tinrent du 23 au 26 septembre inclus, il fut discuté en détail de la situation en France et en Italie. Le Kominform se réunit la seconde fois du 19 au 23 juin 1948 en compagnie de représentants de huit partis communistes (Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Pologne, Union soviétique, France, Tchécoslovaquie et Italie) et, la troisième fois, du 16 au 19 novembre 1949, avec des représentants de huit partis communistes (des mêmes pays).

p Le PCI et le PCF furent les deux seuls partis ouest-européens à être invités au Kominform. Les deux partis ont une histoire particulièrement captivante et riche en enseignements, ne serait-ce que parce qu'ils sont parvenus, en tant que partis révolutionnaires dans des pays capitalistes « développés », à mettre sur pied une base de masse relativement importante. Les deux partis sont nés non pas en tant que scission modeste des partis ouvriers réformistes mais en tant que tendance majoritaire (le PCF lors du Congrès SFIO de Tours, en 1920) ou en tant que tendance très large (le PCI lors du congrès de Livourne, en 1921). Mais la ligne de masse fut également confirmée par la suite, ou à nouveau remise sur pied. Après plusieurs années de fascisme, en 1940, le PCI comptait encore tout au plus 3 000 membres. Après l'occupation allemande de l'Italie (1943), le PCI développa complètement son rôle prépondérant dans la résistance et, dans des conditions de guerre (bien différentes de circonstances électorales!), il parvint à nouveau à se constituer une base de masse. À l'hiver 1944-45, le parti comptait déjà 400 000 membres.

suite aux pressions des États-Unis qui ont exigé leur expulsion. Contrairement à notre critique, selon laquelle l'essence du révisionnisme a consisté à accepter de participer aux gouvernements bourgeois après la guerre, Jdanov et Staline les critiquent parce qu'ils se sont laissés expulser de ces gouvernements sans mobiliser le peuple. Et Jdanov conclut : 'C'est d'autant plus décevant que tant les PC français qu'italien ont démontré, dans des conditions difficiles, leur capacité à rallier autour de la bannière communiste les larges masses de la classe ouvrière, les paysans pauvres et l'intelligentsia.' Autrement dit, *Jdanov et Staline disent : 'Vive les PC italien et français qui ont réussi dans des conditions difficiles à avoir 30 % des électeurs, à bas la ligne opportuniste de capitulation devant la pression de l'impérialisme américain. (...) Voilà qui nous permet au moins de méditer sur une critique trop simple du révisionnisme (et donc aussi des élections et de la participation gouvernementale) que nous véhiculons toujours dans nos propres rangs.'*<sup>295</sup> »

En amalgamant par éclectisme deux discussions différentes, Rosa-Rosso simplifie toutefois très fortement la discussion sur cette période complexe. Il y a, d'une part, un débat sur la stratégie en vue la révolution socialiste pendant et immédiatement après l'occupation et dans laquelle il est très important de déterminer le rôle précis de la participation américaine à la guerre. N'a-t-on pas mis l'accent trop unilatéralement sur la libération nationale et, de la sorte, perdu de vue la préparation d'un bouleversement socialiste ? N'entretenait-on pas trop d'illusions sur le « bon » impérialisme des États-Unis par rapport au « mauvais » impérialisme de l'Allemagne et du Japon ? Telles sont les questions émanant du premier débat. Par ailleurs, il y a le bilan concernant la période à partir de 1945-1946, une fois que la période révolutionnaire s'est en grande partie terminée et que des chars américains, canadiens et britanniques patrouillent dans les rues de Paris, Rome et Bruxelles. Comment les communistes doivent-ils intervenir contre le plan Marshall et contre les autres propositions américaines qui veulent rendre les pays européens dépendants des États-Unis ? Telle est la question du second débat.

*La première discussion* concerne la désignation des tâches des communistes durant la Seconde Guerre mondiale. Dans tous les pays occupés, le parti communiste est la force motrice derrière la résistance contre l'occupant nazi. Prenez l'exemple grec : « Le KKE a donné des milliers de ses meilleurs fils à la lutte. Il a posé des exemples d'une attitude de vie au milieu d'un héroïsme des masses, ce qui a ébranlé le système politique bourgeois et mené les partis bourgeois à la débandade

et au discrédit<sup>296</sup>. » Malgré la part héroïque prise dans la résistance, le Parti communiste de Grèce (KKE) demeure autocritique à propos de cette période. En mai 2005, à l'occasion du soixantième anniversaire de la victoire sur le fascisme, le KKE publiait un document dans lequel on peut lire : « Pourtant, *il* (le KKE) *n'a pas pu élaborer la stratégie qui aurait guidé vers la solution révolutionnaire de la question du pouvoir*. Il a *subordonné* la lutte à la lutte pour les préoccupations de la libération nationale, même au moment où les conditions lui imposaient, particulièrement après 1943, de poser le problème de la conquête du pouvoir comme celui de l'aboutissement de la lutte des résistants et du couronnement du combat populaire...<sup>297</sup> »

Pour Nadine Rosa-Rosso, la « leçon fondamentale » de cette période, c'est qu'une stratégie des élections et de la participation au gouvernement ne peut pas être critiquée trop rapidement. Pour le Parti communiste de Grèce (KKE), il en va tout autrement. La lutte entre le travail et le capital, en d'autres termes la lutte pour le socialisme, vaut aussi dans des circonstances de guerre : « La guerre a créé les conditions sous lesquelles les contradictions intérieures dans chaque pays atteignaient leur apogée. Dans sa stratégie, le mouvement communiste *doit tenir compte de la contradiction capital-travail* qui est contenue dans le caractère antifasciste de la guerre, de telle manière *qu'elle puisse résoudre la question du pouvoir*. Le développement historique a fourni à plusieurs reprises la preuve pénible que, sans destruction de l'appareil de l'État par les forces révolutionnaires, la possibilité de la prise de pouvoir est compromise. La bourgeoisie a une large expérience sur ce plan<sup>298</sup>. »

Au fond, le même débat se posait en Italie. Gerhard Feldbauer, qui, durant des années, fut l'ambassadeur de la République démocratique allemande à Rome et un proche ami du Parti communiste d'Italie (PCI), raconte : « Le *'tournant de Salerne'*<sup>q</sup>, provoqué par Togliatti, créa

q À la mi-1943, la bourgeoisie italienne se rendit compte qu'elle avait perdu la guerre. En compagnie du roi et des hautes instances militaires, elle décida de se débarrasser de Mussolini. Le 26 juillet 1943, Mussolini fut destitué au cours d'une révolution de palais « en vue de se libérer de Mussolini et des gens favorables aux Allemands, tout en conservant le système » (sic). Le 8 septembre, Hitler réagissait par l'occupation de l'Italie du Nord et du Centre. En avril 1944, à Salerne, le PCI entra dans un « gouvernement d'unité nationale » en compagnie des chrétiens-démocrates et des libéraux. Le « *tournant de Salerne* » est le compromis entre, d'une part, les communistes et, d'autre part, la monarchie qui, non seulement, avait aidé Mussolini à prendre le pouvoir, mais l'avait également soutenu pendant vingt ans. Après la prise de Rome par les Alliés, le 4 juin 1944, le Comitato di Liberazione Nazionale (CLN) avait exigé la suppression de la monarchie. Sur l'initiative de Togliatti, un second compromis avait alors été conclu avec la reconnaissance du prince héritier Humbert et le renvoi de la question de l'État à un référendum après la guerre.

une base déterminante à la contribution à la victoire sur le fascisme de la résistance dirigée par le PCI en tant que composante de la coalition contre Hitler, ce qui rendit possible une importante progression du mouvement ouvrier. Le côté négatif résidait dans l'illusion de pouvoir également poursuivre l'association avec certains cercles de la grande bourgeoisie en vue de bouleversements antifascistes et démocratiques et avec leur contenu social en vue de bouleversements anti-impérialistes. Toutefois, cette illusion n'existait pas qu'au sein du PCI<sup>299</sup>. »

La première critique du révisionnisme ne concerne donc aucunement les résultats électoraux ni la participation au gouvernement. Il s'agit de la stratégie de la révolution socialiste et des illusions entretenues à propos du caractère d'une libération national-démocratique. La chose est également formulée avec précision par Kurt Gossweiler. Dans son ouvrage *Wider den Revisionismus* (Contre le révisionnisme), il écrit : « L'issue de la Seconde Guerre mondiale n'a pas seulement proposé davantage de possibilités vers d'autres succès du processus révolutionnaire mondial ; dans un même temps ont été créées les conditions qui, de façon absolument inattendue, se sont révélées comme étant des brèches à la pénétration de l'idéologie bourgeoise – *surtout sous la forme du 'révisionnisme moderne'* – et ce, au sein du mouvement communiste et même, ou précisément, dans les partis les plus en vue<sup>300</sup>. »

Politiquement, ce débat s'est exprimé dans le jugement de la participation américaine à la guerre et de l'impérialisme américain : « Dans certaines parties du mouvement, la coalition contre Hitler a entretenu les *illusions à propos de l'impérialisme* ; seuls les impérialismes allemand, italien et japonais seraient de '*mauvais impérialismes*, les alliés impérialistes, par contre, représentaient un '*bon impérialisme*, sans plus de danger pour le socialisme<sup>301</sup>. » Ainsi, les communistes britanniques écrivaient en 1944 : « Qui croit réellement les histoires effrayantes à propos de la domination toute proche du reste de l'Europe par l'impérialisme anglo-américain<sup>302</sup> ? » C'est toutefois le Parti communiste des États-Unis (CPUSA), sous la direction d'Earl Browder, qui est allé le plus loin. En 1944, Browder avait liquidé le CPUSA et l'avait remplacé par la Communist Political Association<sup>303</sup>. En janvier 1944, il déclarait : « Aux États-Unis, nous aurons à faire, pour la période de l'immédiat après-guerre, à une perspective d'expansion de la production et de l'emploi et de renforcement de la démocratie au sein du système actuel – et non à *une perspective de transition vers le socialisme*<sup>304</sup>. » Et, plus loin : « Si quelqu'un désire qualifier le système capitaliste existant aujourd'hui

aux États-Unis de 'libre entreprise', nous n'y voyons pas d'objection, et nous disons franchement que nous sommes prêts à coopérer pour que, dans la période de l'après-guerre, ce capitalisme fonctionne efficacement et avec le moins d'inconvénients possible pour le peuple<sup>305</sup>. »

Par la suite, la direction du parti critiquera ce cours par l'entremise de William Foster : « Aveuglé par l'incroyable puissance déployée par les États-Unis au cours de cette guerre, par son énorme expansion et production industrielle, par son gigantesque prestige politique, par les nombreuses concessions (forcées) faites par les capitalistes aux travailleurs durant le gouvernement de Roosevelt, le camarade Browder en vient dans ses textes actuels et sa ligne politique à la conclusion révisionniste que le capitalisme américain et sa classe capitaliste, y compris le capital financier réactionnaire, sont d'une façon mystérieuse ou d'une autre devenus progressistes<sup>306</sup>. »

Du fait que les positions à propos de la « coexistence pacifique entre le capitalisme et le socialisme » avaient également eu du succès ailleurs, Jacques Duclos réagit (à la demande du mouvement communiste international). Au printemps 1945, il écrivait : « La ligne appliquée sous la direction de Browder s'est terminée dans la pratique par la liquidation du parti politique indépendant de la classe ouvrière des États-Unis. Malgré des déclarations concernant la reconnaissance des principes du marxisme, on assiste chez Browder et ses partisans à une révision notoire du marxisme, révision qui s'exprime dans le concept d'une paix des classes durable aux États-Unis, de la possibilité de la suppression de la lutte des classes au cours de la période de l'après-guerre et de la réalisation de l'harmonie entre le travail et le capital<sup>307</sup>. »

Est-ce une « critique trop simple » du révisionnisme, comme le laisse entendre Nadine Rosa-Rosso ? Le fait est que les quatre positions principales de Browder, à savoir la renonciation au modèle léniniste de parti, la fusion complète au sein d'un front antifasciste national, la transition pacifique vers le socialisme et la négation de la contradiction antagoniste entre l'impérialisme et le socialisme, ont été ressorties plus tard par Khrouchtchev<sup>r</sup> lors du 20<sup>e</sup> Congrès du PCUS. Avant 1956, le PCUS combattait activement les points de vue prônant la transition pacifique vers le socialisme (le point de vue de Browder). Après 1956, ces points de vue furent propagés par Khrouchtchev en personne au

r Nikita Khrouchtchev : en septembre 1953, six mois après la mort de Staline et après une lutte de pouvoir virulente, Khrouchtchev devint premier secrétaire du PCUS. En 1956, avec sa critique sur Staline, il provoqua une crise au sein du mouvement communiste international. Il prédit la coexistence pacifique avec les puissances impérialistes et la voie parlementaire vers le socialisme.

sein du mouvement communiste international et ils furent repris par quelques dirigeants éminents de la III<sup>e</sup> Internationale, comme Maurice Thorez, Palmiro Togliatti<sup>s</sup> et Harry Pollitt<sup>t</sup>. Le président du Parti communiste italien (PCI), Palmiro Togliatti, était présent au 20<sup>e</sup> Congrès du PCUS à Moscou : « La réaction de Togliatti lors du 20<sup>e</sup> Congrès fut contradictoire. Le stratège du ‘tournant de Salerne’ salua *les possibilités de coexistence pacifique qu’on avait montrées* entre les systèmes à modèles de sociétés différents, de même que la possibilité de *voie parlementaire pacifique vers le socialisme*. Togliatti, qui avait accumulé des dizaines d’années d’expérience à la tête du Komintern, s’exprima avant tout en faveur du rôle d’avant-garde du PCUS au sein du mouvement révolutionnaire mondial, mais émit en même temps des accents critiques... », écrit Feldbauer<sup>308</sup>.

On rencontre la même réaction chez le président du Parti communiste français (PCF), Maurice Thorez. Khrouchtchev a mis les deux grands leaders ouvriers et dirigeants communistes sur la voie du révisionnisme. Au 8<sup>e</sup> Congrès du PCI, Togliatti déclara : « Aujourd’hui, on a – dans un sens général – formulé la position disant qu’une *progression vers le socialisme est possible selon les règles de la conformité démocratique et même parlementaire*. Telle est la thèse de 1944-1946<sup>309</sup>. » Et, au 14<sup>e</sup> Congrès du PCF, Maurice Thorez déclara : « Les nouvelles circonstances font que grandissent en général les possibilités d’instaurer le pouvoir du peuple sans insurrection armée et sans guerre civile; *les possibilités de transformer pacifiquement l’économie capitaliste en une économie socialiste; (...)* la possibilité se conçoit de grouper autour de

s Après l’incarcération d’Antonio Gramsci, Palmiro Togliatti devint secrétaire général du PCI. La chose fut confirmée lors du décès de Gramsci, le 27 avril 1937. Depuis 1934, il était, après Dimitrov, le deuxième homme à la tête de la Troisième Internationale. Il devint plus connu sous son nom d’emprunt « Ercoli ». Il élaborait le « tournant de Salerne » (gouvernement d’unité nationale) et fut membre du gouvernement de 1944 à 1947, jusqu’au moment où le PCI et le PSI furent exclus du gouvernement. Lors d’un attentat fasciste, en juillet 1948, il fut grièvement blessé. Il avait participé au 20<sup>e</sup> Congrès du PCUS sous Khrouchtchev et avait repris certaines parties des positions révisionnistes de ce dernier.

t « *Harry Pollitt was a worker; one of Lenin’s lads* » (HP était un travailleur, un des gars de Lénine), chantent les Limelites dans leur morceau « The Ballad of Harry Pollitt ». Harry Pollitt (1890-1960) fut l’un des plus importants dirigeants ouvriers communistes de Grande-Bretagne. Syndicaliste à seize ans, marxiste à vingt et un après avoir reçu *Le capital* de Karl Marx en cadeau d’anniversaire, il fut en 1920 l’un des fondateurs du parti communiste de Grande-Bretagne (CPGB). En 1929, il était élu secrétaire général. Il fut l’un des organisateurs clés de la Section britannique de la Brigade internationale au cours de la guerre d’Espagne. En 1956, il se retira du poste de secrétaire général et fut élu président du parti. Même après l’attaque de Khrouchtchev lors du 20<sup>e</sup> Congrès du PCUS, il refusa de faire disparaître le portrait de Staline de son bureau.

la classe ouvrière (...) la majorité du peuple (...) D'ores et déjà, communistes et socialistes ne sont pas loin d'avoir la majorité à l'Assemblée Nationale<sup>310</sup>. »

La voie parlementaire vers le socialisme, le transition pacifique vers une économie socialiste, la coexistence pacifique entre le socialisme et l'impérialisme constituent les positions clés du révisionnisme. Au lieu de prolonger ce bilan jusqu'à ce jour, Nadine Rosa-Rosso protège le révisionnisme en prévenant qu'il ne peut être critiqué « trop facilement ». La compréhension du caractère du parlementarisme et de la « démocratie bourgeoise » fait partie des points essentiels du socialisme scientifique. Il y a un siècle, lorsque Kautsky commença à récrire le marxisme et fit de Marx un « libéral tout simplement », Lénine analyse le point essentiel comme suit : « À l'aide de sophismes patents, on vide le marxisme de son âme vivante, révolutionnaire ; on accepte *tout* dans le marxisme, *excepté* les moyens de lutte révolutionnaire, leur propagande et leur préparation, l'éducation des masses précisément dans ce sens. (...) La classe ouvrière ne peut atteindre ses objectifs de révolution mondiale sans soutenir une lutte implacable contre ce reniement, cette veulerie, (...) cet incroyable avilissement du marxisme sur le plan théorique<sup>311</sup>. »

*La seconde discussion* traite de la période à partir de 1945-1947, une fois que l'« autorité » a été rétablie en Europe occidentale avec l'aide des chars américains, canadiens et britanniques. Le gouvernement américain lance son quadruple projet<sup>u</sup>, dont le plan Marshall<sup>v</sup> consti-

u La guerre n'est pas encore terminée qu'en vue de maintenir l'Europe en tant que force capitaliste et de contrer la montée des communistes sur le « vieux » continent, les milieux dirigeants américains imaginent un plan préventif pour le rétablissement du capitalisme en Europe. Quatre projets sont élaborés dans ce but : le plan Marshall (avril 1946 – juillet 1952), la création de l'Otan (4 avril 1949), la création du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (en mai 1946, à Bretton Woods) et, enfin, la « non communist left policy » (politique de la gauche non communiste), afin d'isoler les communistes en Europe via le soutien à la social-démocratie et aux dirigeants syndicaux de droite.

v Le 5 juin 1947, le général G. Marshall, secrétaire d'État américain aux Affaires étrangères, présentait un plan de rétablissement de l'Europe à l'université de Harvard. Officiellement, le plan portait le nom de « European Recovery Program », mais il allait entrer dans l'histoire sous celui de « plan Marshall ». Le plan servait quatre objectifs stratégiques. (a) Introduire le capital américain dans les économies européennes. Cela a rendu les pays européens dépendants de la production américaine et a permis au grand capital américain de trouver une issue à la dépression et à la crise des exportations. En outre, le programme d'aide a rendu l'industrie européenne dépendante, pour une part considérable, de la technique et du savoir-faire des Américains. (b) Le plan Marshall a également été utilisé comme instrument pour séparer les forces procapitalistes des forces anticapitalistes. Ainsi donc, le plan a été utilisé comme pied-de-biche pour scinder aussi bien la Fédération mondiale des syndicats que la »

tue le principal fer de lance en vue de rendre l'Europe dépendante. Jdanov et plusieurs partis communistes critiquent le PCI et le PCF parce qu'ils cèdent devant les plans américains, ne mobilisent pas le peuple et entretiennent les illusions à propos des États-Unis.

Cela aussi constitue dans son essence une critique à l'égard d'une faute révisionniste et parlementariste. Nadine Rosa-Rosso prétend que Jdanov se serait écrié : « *Vive les PC italien et français qui ont réussi dans des conditions difficiles à avoir 30 % des électeurs !* » C'est le contraire qui est vrai. Au cours des discussions, les représentants du PCUS, Jdanov et Malenkov, appuyaient la critique que voici : « Les camarades français espèrent progresser par le biais des élections au point d'être en mesure de reconquérir les positions qu'ils avaient perdues. Les masses entraînées dans la lutte armée et dans le conflit ouvert avec l'ennemi, ont été ramenées de la sorte sur la voie de l'attente et de la passivité. (...) Le Parti communiste français fut victime de l'illusion qu'il aurait été possible, par la voie parlementaire exclusivement, de soustraire le peuple à l'emprise de de Gaulle<sup>312</sup>. » En d'autres termes : Cessez de vous aveugler sur les élections et sur les résultats électoraux (les 30 %), activez plutôt les masses et allez chercher la force là où elle se trouve, parmi le peuple et non au parlement. Dans son zèle à vouloir prouver que cette critique du révisionnisme est « trop simple », Nadine Rosa-Rosso « oublie » aussi la critique suivante de Jdanov à l'égard du PCI : « Vous voulez être de plus grands parlementaires que les parlementaires eux-mêmes<sup>313</sup>. » Il critique le PCI parce que, sous le prétexte d'éviter des « aventures », il fait reculer de plus en plus le mouvement ouvrier : « Peut-être, sous le prétexte d'éviter des 'aventures', allez-vous leur donner la permission d'interdire le parti communiste ? Combien de temps encore le parti va-t-il continuer à reculer<sup>314</sup> ? »

- › CGT française et la CGIL italienne (avec l'aide d'Irving Brown). (c) La lutte contre le communisme via le soulagement de la misère immédiate. Le 7 novembre 1947, la commission Marshall faisait la constatation suivante : « Si les peuples de l'Europe n'obtiennent pas bien vite une amélioration de leur situation via des moyens démocratiques, il se peut alors qu'ils soient poussés dans une direction opposée. C'est là que réside la force de la tactique communiste. » (d) Quarto, le plan Marshall a été utilisé comme fer de lance idéologique pour la défense du libre marché et du capitalisme américain en particulier. Le 17 février 1948, Porter McKeeever déclarait que le plan Marshall était « un concept dynamique qui convient idéalement à des fins de propagande devant se dérouler prioritairement en opérant sur les groupes politiques, économiques et sociaux de l'Europe occidentale ». Aux États-Unis, 2 724 personnes du département des Affaires étrangères travaillaient à temps plein à la propagande destinée à l'Europe. Durant cette seule période de l'après-guerre, l'ECA (Bureau for Educational and Cultural Affairs) employait à temps plein dans ses bureaux de Paris 180 personnes chargées de l'élaboration de la propagande du plan Marshall.

Jdanov n'est pas seul à critiquer l'attitude du PCI et du PCF. À propos des quatre jours de débats, Jdanov et Malenkov ont rapporté : « *Tous les délégués ont consacré une grande partie de leurs discours à une étude détaillée et critique des fautes des partis communistes français et italien. Cette critique a été formulée de manière très vive et a également reflété l'espoir de tous les camarades que les camarades français et italiens corrigent leurs erreurs le plus rapidement possible. L'examen de ces erreurs a été mené à un très haut niveau*<sup>315</sup>. »

Outre Jdanov intervinrent également, entre autres, Anna Pauker du parti communiste de Roumanie<sup>316</sup>, Mihaly Farkas du Parti communiste de Hongrie, Wladyslaw Gomulka du Parti ouvrier polonais et Rudolf Slansky du Parti communiste tchèque. La teneur des interventions est une critique très acérée du parlementarisme. Ainsi, Farkas déclara : « J'espère que le camarade Longo ne m'en voudra pas si je dis que *ceci est une idiotie parlementaire. On présente ici une majorité parlementaire comme une chose sacrée, à laquelle on ne peut toucher. N'est-il vraiment pas possible d'entraîner une partie des masses à l'action contre une majorité parlementaire ?* »<sup>317</sup> Gomulka intervint comme suit : « Il nous semble que les camarades italiens et français ont souvent entendu les représentants des partis communistes des démocraties populaires parler de la prétendue voie pacifique vers le socialisme et que, *dans une certaine mesure, ils ont été hypnotisés par cette voie pacifique*<sup>318</sup>. » Et Slansky de le rejoindre : « Nous nous associons à ces critiques sérieuses de la politique des Partis communistes français et italien (...). *Nous avons éprouvé, dans notre pays aussi, les conséquences des événements de France, puisqu'ils ont encouragé nos propres réactionnaires*<sup>319</sup>. »

Les deux critiques les plus élaborées viennent de Milovan Djilas et d'Edvard Kardelj, du Parti communiste de Yougoslavie<sup>w</sup>. Ainsi, Djilas intervient : « Les camarades français auraient dû savoir que les Américains, dans leurs efforts vers la domination mondiale, ne seraient pas restés les bras croisés alors que les communistes ne cessaient de gagner en force. Ils auraient dû savoir que les Américains et leurs laquais allaient tout mettre en œuvre pour désarçonner le Parti communiste en tant que principale force de la résistance nationale (...). *Les camarades français devraient savoir qu'il n'y a pas de progrès pacifique en France, que c'est la bourgeoisie qui est au pouvoir chez eux. Le parlement n'est qu'une des formes de lutte. Les camarades français auraient dû savoir*

w Que le Parti communiste de Yougoslavie lui-même se soit retrouvé peu de temps après sur la voie du « browderisme » et du révisionnisme n'a rien à voir ici. Les interventions de Djilas et Kardelj furent perçues comme positives tant par Malenkov que par Jdanov.

que la bourgeoisie rassemblait ses forces et allait passer à l'offensive. Ils auraient dû préparer le parti, le mobiliser et resserrer ses rangs<sup>320</sup>. » Les délégués du PCUS sont d'accord avec cette critique, ressort-il de l'évaluation faite par Jdanov et Malenkov : « La critique de Djilas, dans laquelle il a donné un aperçu complet des erreurs de la direction française depuis la guerre, était sévère, mais fondée<sup>321</sup>. »

Et après Djilas vient Kardelj : « Nous connaissons tous le phénomène appelé browderisme dans le Parti communiste des États-Unis. Mais le browderisme n'a rien d'un phénomène unique, dû au hasard, dans le mouvement ouvrier international, je veux dire communiste. Le système impérialiste (...) a suscité toutes sortes d'illusions à propos des formes futures du développement de l'impérialisme et il a provoqué diverses tendances opportunistes au sein du mouvement communiste international. (...) *Pour l'une ou l'autre raison, certains communistes se sont mis à penser qu'après la guerre, allait débiter une période de développement parlementaire pacifique de l'impérialisme, et non une période d'intensification accrue de ses contradictions internes et de la lutte des classes. À notre avis, les dirigeants de certains partis communistes ont commis chemin faisant nombre d'erreurs en glissant vers des positions social-démocratiques et national-bourgeoises ou vers la fétichisation de la solidité et de la force de l'impérialisme. Sans aucun doute ces erreurs se sont-elles exprimées le plus manifestement dans la politique des partis communistes français et italien, mais elles se sont également manifestées dans d'autres partis*<sup>322</sup>. »

L'essence de la critique adressée à la direction des partis communistes italien et français, c'est que ces partis ne doivent pas entrer « comme ça » au gouvernement ni s'en laisser déloger « comme ça » non plus. À partir de cette position, il est conseillé aux communistes de mobiliser la masse contre les plans américains au lieu de collaborer au rétablissement du capitalisme : « Il est clair que, jusqu'à présent, le PCF et le PCI se sont comportés en partis gouvernementaux, comme le disent les camarades français, ou en 'opposition constructive', comme le disent les camarades italiens. Cette sorte d'opposition, en fait, aide le gouvernement. Prenons l'exemple de la participation du Parti communiste à l'accroissement de la production... J'ai du mal à comprendre comment un parti communiste peut mener une telle opposition par rapport à un gouvernement capitaliste réactionnaire – un gouvernement, qui plus est, avec l'aide duquel l'impérialisme américain transforme aujourd'hui en esclaves les Français et les Italiens et fait de leurs pays des vassaux de l'Amérique. Une telle position, me semble-t-il, ne

peut se définir autrement que comme une absence de ligne claire dans la politique du parti, une absence de perspective. *Ici, la totalité de la politique des partis a été ramenée au parlementarisme pur et simple.* Si tel n'est pas le cas, si le parti est également disposé à recourir à d'autres méthodes de lutte, si le parti ne nourrit pas l'illusion que l'offensive des Américains et la réaction domestique ne peuvent être bloquées que par les seules méthodes parlementaires, mais requièrent le recours à des méthodes militantes par la classe ouvrière et tous les travailleurs, dans ce cas, je ne comprends pas pourquoi le parti tente de faciliter la position économique du gouvernement qu'il a l'intention de renverser. Il me semble que, dans cette politique, il n'y a pas de ligne claire de lutte contre les complots ourdis contre la liberté, l'indépendance et l'avenir des peuples français et italien par les impérialistes étrangers et leurs complices réactionnaires<sup>323</sup>. » La critique de Kardelj est également partagée par les représentants du PCUS. Jdanov et Malenkov estiment très positif le rapport de Kardelj (« une très bonne impression »), même s'ils déclarent qu'il n'a apporté « rien de nouveau ou rien que nous ne sachions déjà »<sup>324</sup>.

Au lieu d'écarter la critique du révisionnisme comme étant « trop facile », au lieu de s'aveugler sur la grandeur électorale des partis en Italie et en France (les 30 pour 100), Rosa-Rosso devrait savoir qu'il y a parlementarisme et parlementarisme. La critique formulée contre les partis communistes d'Italie et de France qui, une fois au gouvernement, s'en sont laissé expulser sans coup férir (sans mobiliser les masses) – la monnaie de la pièce du plan Marshall – vise une sorte de parlementarisme, à savoir celui qui cherche sa force dans le parlement et non parmi la population laborieuse. Poser tout en fonction du travail parlementaire est un réflexe « naturel » sous le capitalisme, écrivait Lénine, mais n'en est pas moins dommageable de ce fait : « Au point de vue du comportement 'extérieur', si l'on peut dire, du groupe parlementaire social-démocrate, ce qui sépare les opportunistes des social-démocrates révolutionnaires, c'est la lutte que ces derniers doivent mener contre une tendance naturelle dans toute société bourgeoise (...), la tendance des députés et des intellectuels bourgeois qui, souvent, se trouvent dans leur entourage, à considérer l'activité parlementaire *comme l'activité essentielle, fondamentale, comme une fin en soi.* Tous nos efforts doivent tendre, en particulier, à ce que le groupe accomplisse son travail comme une fonction subordonnée aux intérêts de l'ensemble du mouvement ouvrier, à ce qu'il soit en liaison constante avec le parti (...)»<sup>325</sup>.

C'était également la leçon tirée par Lénine du travail parlementaire durant la période difficile de la Première Guerre mondiale. Les élus de bolcheviks plaidaient alors – à l'encontre de toute légalité tsariste – contre la guerre de pillage et contre le tsarisme. En 1913, le parti de Lénine connut une scission parmi ses élus. Sept opportunistes, sous la direction de Tchkhéidzé, se retirèrent sur un terrain simplement parlementaire. Les révolutionnaires qui, depuis la tribune parlementaire, dénonçaient la guerre et l'impérialisme, furent arrêtés, bannis à vie et déportés en Sibérie. Lénine écrivit alors : « *Il y a parlementarisme et parlementarisme. Les uns utilisent la tribune parlementaire pour se faire bien voir de leurs gouvernements ou, en mettant les choses au mieux, pour tirer leur épingle du jeu, comme la fraction Tchkhéidzé. D'autres mettent à profit le parlementarisme pour rester des révolutionnaires jusqu'au bout, pour remplir leurs devoirs de socialistes et d'internationalistes, si difficiles que soient les circonstances. L'activité parlementaire des uns les conduit à des fauteuils ministériels ; celle des autres les conduit en prison, en déportation, au bagne. Les uns servent la bourgeoisie ; les autres, le prolétariat*<sup>326</sup>. »

## Notes

### Avant-propos

- 1 Jim Schilder. « Herformulering van het Communistisch Manifest (Une nouvelle formulation du Manifeste du Parti communiste) ». *De Groene Amsterdammer*, 1 septembre 2001.

### Chapitre 1

- 2 Tableau A. Taux d'emploi par activité économique, exprimé en pour cent, pour la Belgique, l'Europe et les USA (2003)

2003	Agriculture	Industrie	Services
Europe (25)	5	29	66
Belgique	2	25	73
États-Unis	2	19	79

Source : ILO, *World Employment Report 2004-2005* et Commission européenne, *Employment in Europe 2004*.

- 3 Antonio Negri, *Terugkeer. Biopolitiek ABC. Gesprekken met Anne Dufourmantelle* (Retour. Biopolitique ABC. Entretiens avec A.D.). Amsterdam, Van Genneep, 2003 [2002], p.43.
- 4 Karl Marx, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 5 Karl Marx, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 6 Karl Marx, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 7 Tableau B. Évolution de l'emploi chez General Motors. Pour comprendre ce tableau, il faut savoir qu'en 2004, General Motors employait officiellement 324 000 travailleurs, contre 878 000 en 1986. Si l'on ajoute les sous-traitants directs, Delphi et EDS, on en arrive à un total de 626 000 travailleurs.

	2004	2000	1995	1990	1986
GM Am. Nord	181 000	213 000	255 000	365 100	539 500
GM Europe	61 000	89 000	103 000	250 900	194 700
GM Am. lat.	29 000	25 000			
GM Asie-Pac	15 000	11 000			
Delphi			179 000		
GMAC	34 000	29 000	17 000	18 600	16 900
Hughes		12 000	84 000	66 900	80 800
EDS			96 000	59 900	44 900
Autres	4 000	11 000	11 000		
Emploi	324 000	390 000	745 000	761 400	876 800
Delphi	185 000	211 000			
EDS	117 000	122 000			
Total	626 000	723 000	745 000	761 400	876 800

Source : Henri Houben.

8 Tableau C. Contrôle exercé par les entreprises transnationales sur les différents secteurs

Secteur mondial	ENT	Contrôle sur	Les ENT en question
Automobile	6	76,3 % de la production automobile mondiale (soit trois voitures sur quatre au niveau mondial)*	General Motors / DaimlerChrysler / Ford Motor / Toyota Motor / Volkswagen / Renault-Nissan
Construction aéronautique et aviation civile	2		Boeing / Airbus
Pétrole	3	Plus d'un tiers du chiffre d'affaires des 20 plus grandes ENT pétrolières*	Royal Dutch Shell Group / British Petroleum Company / Exxon Mobil
Verre	5		Saint-Gobain / Pilkington / Asahi Glass / PPG / Guardian
Défense et astronautique	8		United Technologies / Lockheed Martin / Northrop Grumman / Lagarde Groupe / Raytheon / Boeing / EADS / BAE Systems
Informatique	7		IBM / Dell / Hewlett-Packard / Sony / Toshiba / NEC / Fujitsu
Chaînes alimentaires	10	57 % du total des ventes des 30 plus grandes chaînes alimentaires (1000 milliards de dollars)	Wal-Mart / Carrefour / Royal Ahold / Kroger / Metro AG / Tesco / Costco / Albertson's / Safeway / Ito-Yokado
Industrie pharmaceutique	10	53 % de la part de marché des 118 plus grandes entreprises pharmaceutiques	Pfizer-Pharmacia / GlaxoSmithKline / Merck & Co. / AstraZeneca / Johnson & Johnson / Aventis / Bristol-Myers Squibb / Novartis / Hoffman-La Roche / Wyeth
Biotechnologie	10	54 % du revenu total du secteur, lequel est égal à 42 milliards de dollars	Amgen / Genentech / Amersham / Sero / Genzyme / Chiron / Biogen / MedImmune / Invitrogen / Cephalon
Pesticides	6	70 % du total du marché des pesticides, lequel est égal à 27,8 milliards de dollars	BASF / Bayer / DOW / Dupont / Monsanto / Syngenta
Mais	2	65 % du marché mondial (excepté la Chine)	Monsanto (38 %) / Dupont (27 %)
Soja	4	49 % du marché mondial (excepté la Chine)	Monsanto (29 %) / Dupont (15 %) / Syngenta (4 %) / Dow (1 %)
Agrochimie	6	70 % du total du marché agrochimique	Syngenta (19 %) / Bayer (14 %) / Monsanto (11 %) / BASF (10 %) / Dow (10 %) / Dupont (6 %)
Céréales	2	75 % du marché mondial	Cargill / Archer Daniels Midland
Café	4	70 % du marché mondial	Philip Morris / Nestlé / Procter & Gamble / Sara Lee
Cacao	3	80 % du marché mondial	Cargill / ADM / Philip Morris

Source : ETC, *Oligopoly Concentration in Corporate Power 2003*. Excepté (\*) : chiffres pour l'année 1999.

9 W.I. Lénine, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).

10 Tableau D. Nombre d'emplois par secteur économique dans le monde, en Europe et Asie centrale en 1995 (en milliers)

1995	Agriculture	Industrie	Services
Monde	46 %	20 %	34 %
Salariés	85 760	281 960	517.173
Total travailleurs	1 074 625	479 843	799 787
Europe et Asie centrale	24 %	35,5 %	40,5 %
Salariés	24 357	60 932	117 134
Total travailleurs	5.945	78 250	89 227

Source : Deon Filmer, *Estimating the world at Work 1995*.

- 11 Interview d'Anuradha Mittal, codirecteur du Food First, The Institute for Food and Development Policy. *Losing the Farm. How Corporate Globalization Pushes Millions Off the Land and Into Desperation*. Dans *Multinational Monitor*, July-August 2003, Volume 24, Number 7 & 8. <http://multinationalmonitor.org/mm2003/03july-aug/july-aug03interviewsmittal.html>.
- 12 United Nations Population Fund, *State of World Population 2004. The Cairo Consensus at Ten: Population, Reproductive Health and the Global Effort to End Poverty*, UNFPA 2004, pp. 7, 23-24 et 73.
- 13 Tableau E. Part d'emploi dans le secteur production par rapport à l'emploi total pour la période 1960-2000

	1960	1980	2000
Afrique subsaharienne	4,4	6,2	5,5
Asie occidentale & Afrique du Nord	7,9	12,9	15,3
Amérique latine	15,4	16,5	14,2
Asie du Sud	8,7	10,7	13,9
Asie orientale (sans la Chine)	8,0	15,8	14,9
Chine	10,9	10,3	11,5
Pays en voie de développement	10,0	10,8	12,5
Pays développés	26,5	24,1	17,3

Source : UNCTAD, *Trade and Development Report*, 2003.

Remarque : dans ces statistiques, l'emploi dans le secteur production (« manufacturing ») n'est qu'une partie de l'emploi total pour l'industrie.

- 14 Tableau F. Nombre d'emplois indépendants par activité économique, exprimés en milliers (en 2002 en Europe et en 1995 dans le monde)

	Total	Agriculture	Industrie	Services
Union européenne	22 789	3 443	5 188	14 016
Belgique	551	36	88	428
Allemagne	3 620	305	746	2 573
France	2 306	541	469	1 296
Italie	5 086	492	1 337	3 258
Pays-Bas	907	104	120	544
Royaume-Uni	3 230	178	922	2 130
Monde (1995)	1 469 397	988 865	197 883	282 649

Source : European Commission, *European social statistics, Labour force survey results 2002*, 2003 Edition. En ce qui concerne les chiffres au niveau mondial : Deon Filmer, *Estimating the world at Work*, Wereldbank 1995.

- 15 Michael Hardt, Antonio Negri, *Empire*, Editions 10/18, 2004. Hardt et Negri ont, selon leurs propres dires, emprunté cette idée à « un groupe d'auteurs marxistes italiens contemporains », sans donner d'autre explication.
- 16 Karl Marx, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 17 Karl Marx, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 18 Karl Marx. [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 19 Karl Marx, *Le Capital. Critique de l'économie politique. Livre premier. Le développement de la production capitaliste*, Editions du progrès, Moscou, 1982, p. 585.
- 20 Karl Marx, *Resultate des unmittelbaren Produktionsprozesses* [1863]. Frankfurt a/m, 1969, p.64. Dans Karl Marx, *Over productieve en onproductieve arbeid*. Nijmegen, Uitgeverij SUN, 1970, p.62. Marx dit plus loin : « N'est-il pas aberrant, dit Monsieur Senior, qu'un fabricant de pianos puisse être un travailleur productif, alors que le pianiste ne l'est pas, car sans le pianiste, le piano n'aurait pas de sens ? N'empêche que c'est ainsi. Le fabricant de pianos reproduit du capital, alors que le pianiste échange simplement son travail contre du revenu. Mais le pianiste ne produit-il pas

- de la musique et ne satisfait-il pas notre sens musical, bref ne produit-il pas d'une certaine manière ? Effectivement, son travail produit quelque chose ; mais il n'est pas pour autant *productif* du point de vue *économique* ; il n'est pas plus productif que le travail du fou qui délire. » (Karl Marx. *Grundrisse. 2. Chapitre du Capital* [1858]. Paris, Editions Anthropos, 1968, p. 84.)
- 21 Karl Marx, *Theorien über den Mehrwert, deel I.* [1863] Marx Engels Werke, Tome 26.1, p.377. Dans Karl Marx, *Over productieve en onproductieve arbeid.* Nijmegen, Uitgeverij SUN, 1970, p.49. Marx donne un exemple : « Une chanteuse qui vend d'elle-même son chant est une *travailleuse improductive*. Mais la même chanteuse, engagée par un entrepreneur qui la fait chanter pour en tirer de l'argent, est une *travailleuse productive*, car elle produit du capital. »
  - 22 Friedrich Engels, *Een rechtvaardig dagloon voor een rechtvaardig dagwerk* (Un salaire décent pour une journée de travail décente). *The Labour Standard* n° 1, 7 mai 1881. Dans Friedrich Engels, *Loon, vakbond, arbeiderspartij* (Salaire, syndicat, parti ouvrier). Amsterdam, Uitgeverij Pegasus, 1972, p.12.
  - 23 Michael Hardt, Antonio Negri, *Empire*, Editions 10/18, 2004. Passage en italique, PM.
  - 24 Michael Hardt, Antonio Negri, *Empire*, Editions 10/18, 2004. Passage en italique par les auteurs.
  - 25 Dans les statistiques internationales d'Eurostat, le secteur tertiaire (G-Q) est divisé en : (g) wholesale and retail repairs, (h) hotels and restaurants, (i) transport and communication, (j) financial intermediation, (k) business activities and real estate, (l) public administration et (m-q) autres services. Dans notre tableau 4, (k) est équivalent à « business services » (sections 72 et 74), ainsi les activités « real-estate » ne sont pas reprises dans le tableau.
  - 26 Les chiffres mentionnés dans l'étude citée ont été reproduits sans faire de distinction entre le travail salarié et le travail indépendant pour le « business sector ». Nous avons gardé un rapport de 86 %. L'ensemble du « secteur tertiaire » européen emploie en effet 86 % de salariés (94 518 000 sur 109 877 000). Lorsque nous appliquons ce rapport de 86 % au « business sector », nous obtenons un chiffre égal à 13,729 millions de travailleurs. Le même mode de calcul a été appliqué pour chaque pays.
  - 27 Les statistiques sont basées sur ce que l'on appelle les sections NACE, et en particulier NACE Rev. 1 Sector K – Divisions 72 et 74. La section 72 « computer and related activities » comprend : 72.1 hardware consultancy, 72.2 Software consultancy and supply, 72.3 data processing, 72.4 Database activities, 72.5 Maintenance and repair of office, accounting and computer machinery et 72.6 other computer related activities. La section 74 « other business activities » comprend : 74.11 legal activities, 74.12 accounting, book-keeping and auditing activities, tax consultancy, 74.13 market research and public opinion polling, 74.14 business and management consultancy activities, 74.15 management activities of holding companies, 74.15 management activities of holding companies, 74.2 architectural and engineering activities and related technical consultancy, 74.3 technical testing and analysis, 74.4 advertising, 74.5 labour recruitment and provision of personnel, 74.6 investigation and security activities, 74.7 industrial cleaning, et 74.8 miscellaneous business activities n.e.c.
  - 28 Michael Hardt, Antonio Negri, *Multitude, War and Democracy in the age of Empire*, New York, The Penguin Press, 2004, pp.108-109.
  - 29 Antonio Negri, *Terugkeer. Biopolitiek ABC. Gesprekken met Anne Dufourmantelle*. Amsterdam, Van Genneep, 2003 [2002], p. 83.
  - 30 Karl Marx. *Grundrisse. 3. Chapitre du Capital (suite)* [1858]. Paris, Editions Anthropos, 1968, p. 143.
  - 31 Karl Marx, *Le capital*. Édition populaire par Julien Borchardt, Paris, P.U.F., 1965.
  - 32 Antonio Negri, *Terugkeer. Biopolitiek ABC. Gesprekken met Anne Dufourmantelle*. Amsterdam, Van Genneep, 2003, p.60.
  - 33 Boy Lüthje et Martina Wilhelm. *Contract Manufacturing: Transnationale Produktion und Industriearbeit in der IT-Branche*. New York, Campus Verlag, 2002, p. 197.

- 34 Nadine Rosa-Rosso, *Le débat sur le fond a enfin commencé*, 23 mai 2004, p.4. Passage en italique, PM.
- 35 Ibidem, p.4.
- 36 Nadine Rosa-Rosso. *Rassembler les résistances. La rose et le réséda*. Dans *Contradictions* n° 198. Bruxelles, 4<sup>e</sup> trimestre 2004, p.6.
- 37 Nadine Rosa-Rosso. *Plate-forme à débattre et moyens d'action* [3 avril 2004]. Point 10, p. 2. Passage en italique, PM.
- 38 Nadine Rosa-Rosso, *Rassembler les résistances. Interview Claude Demelenne*. *Journal du Mardi* n° 198, 11 janvier 2005, p. 23. Passage en italique, PM.
- 39 République Française, Premier Ministre. Ministère de la fonction publique, de la réforme d'État et de l'aménagement du territoire. *La France, puissance industrielle. Une nouvelle politique industrielle par les territoires. Réseaux d'entreprises, vallées technologiques, pôles de compétitivité*. Paris, Datar, 23 février 2004, p. 2. [http://www.datar.gouv.fr/Datar\\_Site/DATAR\\_Actu.nsf/5d6f4fe925592aeeec1256591003f98f8/9afda38949429408c1256e3f0035a1e1/\\$FILE/Synth%C3%A8seFrancePuissanceIndustrielle.pdf](http://www.datar.gouv.fr/Datar_Site/DATAR_Actu.nsf/5d6f4fe925592aeeec1256591003f98f8/9afda38949429408c1256e3f0035a1e1/$FILE/Synth%C3%A8seFrancePuissanceIndustrielle.pdf).
- 40 Commission des Communautés européennes, Communication de la Commission. *Accompagner les mutations structurelles : Une politique industrielle pour l'Europe élargie*. Bruxelles, COM (2004) 274 final, 20 avril 2004, p. 2. [http://europa.eu.int/eur-lex/fr/com/cnc/2004/com2004\\_0274fr01.pdf](http://europa.eu.int/eur-lex/fr/com/cnc/2004/com2004_0274fr01.pdf).
- 41 Karl Marx, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 42 Jed Greer, Kavaljit Singh, *A Brief History of Transnational Corporations*, Corpwatch, 2000. [http://www.globalpolicy.org/socecon/tncs/historytncs.htm#bk2\\_ft35](http://www.globalpolicy.org/socecon/tncs/historytncs.htm#bk2_ft35)
- 43 Voir note de bas de p. 5. Tableau B. Evolution de l'emploi chez General Motors.
- 44 Bureau fédéral du Plan, *L'industrie a-t-elle un avenir en Belgique?*, octobre 2004, [http://www.plan.be/websites/wp0410/fr/html\\_books/12.html](http://www.plan.be/websites/wp0410/fr/html_books/12.html). Passage en italique, PM.
- 45 Fédération des entreprises de Belgique. *Stratégie 2010. Pour un nouvel élan et un avenir pour nos enfants*, Bruxelles, 8 septembre 2004, p. 6. <http://www.vbo-feb.be/?file=152>.
- 46 Max Roustan, Député. Assemblée Nationale. *Rapport d'information fait au nom de la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire, sur la désindustrialisation du territoire*. Présidence de l'Assemblée Nationale, 27 mai 2004, p. 46-47. <http://www.assemblee-nationale.fr/12/pdf/rap-info/i1625.pdf>. Passage en italique, PM.
- 47 Friedrich Engels, *Een rechtvaardig dagloon voor een rechtvaardig dagwerk*. The Labour Standard n° 1, 7 mai 1881. Dans Friedrich Engels, *Loon, vakbond, arbeiderspartij*. Amsterdam, Uitgeverij Pegasus, 1972, p. 7.
- 48 *Financial Times*, 12 février 2002. Passage en italique, PM.
- 49 Commission des Communautés européennes, Communication de la Commission. *Accompagner les mutations structurelles : Une politique industrielle pour l'Europe élargie*. Bruxelles, COM (2004) 274 final, 20 avril 2004, p. 2. [http://europa.eu.int/eur-lex/fr/com/cnc/2004/com2004\\_0274fr01.pdf](http://europa.eu.int/eur-lex/fr/com/cnc/2004/com2004_0274fr01.pdf).
- 50 Commission des Communautés Européennes, Communication de la Commission. *Accompagner les mutations structurelles : Une politique industrielle pour l'Europe élargie*. Bruxelles, COM (2004) 274 final, 20 avril 2004, p. 6. [http://europa.eu.int/eur-lex/fr/com/cnc/2004/com2004\\_0274fr01.pdf](http://europa.eu.int/eur-lex/fr/com/cnc/2004/com2004_0274fr01.pdf) Passage en italique, PM.
- 51 Max Roustan, Député. Assemblée Nationale. *Rapport d'information fait au nom de la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire, sur la désindustrialisation du territoire*. Présidence de l'Assemblée nationale, 27 mai 2004, p. 18-19. <http://www.assemblee-nationale.fr/12/pdf/rap-info/i1625.pdf>. Passage en italique, PM.
- 52 Ibidem, p. 18-19.
- 53 Swasti Mitter, *Common Fate, Common Bond. Woman in the Global Economy*. London, Pluto Press, 1986, p. 98.

- 54 Ibidem, p. 101.
- 55 Ibidem, 1986, p. 1.
- 56 Herwig Lerouge, *Délocalisations : mythes et réalités*. Dans *Solidaire* n° 21, 25 mai 2005, <http://www.ptb.be/scripts/article.phtml?lang=2&obid=27253>. Également informations sur la France : entre 1997 et 2001, les délocalisations ont entraîné moins de 5 % des pertes d'emplois.
- 57 Bureau fédéral du Plan, *L'industrie a-t-elle un avenir en Belgique ?*, octobre 2004, [http://www.plan.be/websites/wp0410/fr/html\\_books/12.html](http://www.plan.be/websites/wp0410/fr/html_books/12.html). Passage en italique, PM.
- 58 Max Roustan, op. cit.
- 59 Karl Marx et Friedrich Engels, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 60 Karl Marx et Friedrich Engels, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 61 Nadine Rosa-Rosso. *Plate-forme à débattre et moyens d'action* [3 avril 2004]. Point 28, p.5.
- 62 Karl Marx et Friedrich Engels, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 63 Friedrich Engels, *Noodzakelijke en overbodige klassen in de maatschappij*. The Labour Standard n° 14, 6 août 1881. Dans Friedrich Engels, *Loon, vakbond, arbeiderspartij*. Amsterdam, Uitgeverij Pegasus, 1972, p.56.

## Chapitre 2

- 64 Karl Marx et Friedrich Engels, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 65 Nadine Rosa-Rosso. *Rassembler les résistances. La rose et le réséda*. Dans *Contradictions* n° 198 Bruxelles, 4<sup>e</sup> trimestre 2004, p. 6. Plus tard, dans une interview accordée au *Journal du Mardi*, elle répétera textuellement ce point de vue : « *Aujourd'hui, la force du monde ouvrier organisé tend à faiblir de par le fait matériel de la disparition d'entreprises, voire de secteurs industriels entiers, mais aussi par cet autre fait matériel que les conditions de travail et de vie dans l'entreprise se sont tellement dégradées que construire cette force relève pratiquement de l'héroïsme.* » (Nadine Rosa-Rosso, *Rassembler les résistances*. Interview par Claude Demellenne. *Journal du Mardi*, n° 198, 11 janvier 2005, p. 23).
- 66 Nadine Rosa-Rosso. *Plate-forme à débattre et moyens d'action* [3 avril 2004]. Point 24, p. 4. Au parti également, Nadine Rosa-Rosso avait déjà enfoncé le clou : « Les gens en ont marre de leur usine et veulent de plus en plus s'organiser en-dehors de l'usine. » (Bureau politique PTB, *Rapport détaillé*, 30 août 2003).
- 67 Karl Marx, *Het kapitaal. Een kritische beschouwing over de economie. Deel I. Het productieproces van het kapitaal*. Bussum, Unieboek b.v., 1983, p. 87.
- 68 Karl Marx, *Ibidem*, p. 216.
- 69 Leo Michielesen, *Geschiedenis van de Europese Arbeidersbeweging. Deel I : tot 1914*. (Histoire du mouvement ouvrier européen, Tome 1 : Jusqu'en 1914). Gand, Fonds Frans Masereelfonds asbl-vzw, 1976, p. 183.
- 70 August De Winne, *Doorheen arm Vlaanderen (A travers la Flandre pauvre)*, Leuven, Kritak, 1982, page 23. Cité dans Imelda Haesendonck, *L'usine*, Berchem, Editions EPO, 1999, pp. 289-290.
- 71 Karel Van Isacker, *De Antwerpse dokwerker (Le docker anversois)*, Anvers, Editions De Nederlandsche Boekhandel, 1963. Cité dans Imelda Haesendonck, *L'usine*, Berchem, Edition EPO, 1999, pp. 289-29.
- 72 Cité dans Imelda Haesendonck, *L'usine*, Berchem, Editions EPO, 1999, p.295.
- 73 Gita Deneckere. *Sire, het volk mort. Sociaal protest in België [1831-1918]*. Anvers/Gand, Hadewijch/Amsab, 1997, p. 23.
- 74 Ibidem, pp. 15,16 et 25.
- 75 Franz Mehring, *Karl Marx, histoire de sa vie*, Messidor/Editions sociales, Paris, 1983, pp. 133-134.
- 76 Marx, cité dans Franz Mehring, *Karl Marx, histoire de sa vie*, Rotterdam, W.L. & J. Brusse's Uitgeversmaatschappij, 1921, pp. 117-118.

- 77 Michael Hardt, Antonio Negri, *Empire*, Paris, Editions 10/18, 2004, p. 329. Passage italique, PM.
- 78 Michael Hardt, Antonio Negri, *op. cit.*, p. 335.
- 79 Michael Hardt, Antonio Negri, *op. cit.*, p. 267. Passage en italique, PM.
- 80 Michael Hardt, Antonio Negri, *op. cit.*, p. 265
- 81 V.I. Lenin, *Een stap voorwaarts, twee stappen terug* [mei 1904]. Nijmegen, Uitgeverij SUN, 1971, pp. 87-88.
- 82 Nadine Rosa-Rosso. *Plate-forme à débattre et moyens d'action*, 3 avril 2004. Point 24, p. 4. Passage en italique, PM.
- 83 Nadine Rosa-Rosso, Ibidem]. Point 14, p. 2. Passage en italique, PM.
- 84 Nadine Rosa-Rosso, Ibidem. Point 17, p. 3. Passage en italique, PM.
- 85 V.I. Lénine, *Les élections à l'assemblée constituante*, 16 décembre 1919, Paris, Editions Sociales, 1959, Œuvres, Tome 30, pp. 281-282.
- 86 Michael Hardt, Antonio Negri, *op. cit.*, p. 376. Passage en italique, PM.
- 87 Jan Cap, *In naam van mijn klasse* (Au nom de ma classe). Berchem, Editions EPO, p. 150.
- 88 Karl Marx, *Instructie voor de afgevaardigden van het voorlopig Centraal Comité over afzonderlijke kwesties. Arbeiders-vakbonden, hun verleden, heden en toekomst* [Août 1866]. Dans Karl Marx et Friedrich Engels, *Tegen het reformisme*, Moscou, Uitgeverij Progres, 1990, pp. 53-54.
- 89 Neil Millward, John Forth et Alex Bryson, *Who calls the tune at work? The impact of trade unions on jobs and pay*. York, York Publishing Services, 2001, p. 22.
- 90 European Industrial Relations Observatory on-line, *Industrial relations in the EU, Japan and USA, 2003-4*, p. 5 <http://www.eiro.eurofound.eu.int/2005/02/feature/tn0502102f.html>.
- 91 Karl Marx, *Instructie voor de afgevaardigden van het voorlopig Centraal Comité over afzonderlijke kwesties. Arbeiders-vakbonden, hun verleden, heden en toekomst* [Août 1866]. Dans Karl Marx et Friedrich Engels, *Contre le réformisme*, Moscou, Editions du Progrès, 1990, pp. 53-54.
- 92 Peter Mertens, *Vakbondsvernieuwing Made in England. Arthur Scargill brengt historische syndicale conferentie bijeen in Londen. Solidaire* (1228) n°18, 29 avril 1998, p. 14.
- 93 V.I. Lénine, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 94 V.I. Lénine, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 95 Jan Cap, *In naam van mijn klasse*. Berchem, Uitgeverij EPO, s.a., p. 150.
- 96 Résolution du Comité central du PTB, 10 août 2002, point 31. Ce point de vue a été inséré dans la Résolution par l'ex-secrétaire générale Nadine Rosa-Rosso. C'est toutefois le Comité central qui a approuvé le point de vue. Lors de sa session du 2 juillet 2005, le Comité central a émis une vive (auto)critique concernant cette stratégie de rupture vis-à-vis des syndicats existants et ce, dans le document intitulé « La stratégie syndicale ».
- 97 V.I. Lénine, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 98 V.I. Lénine, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 99 Barbara Ehrenreich, *De achterkant van de Amerikaanse droom*, 2001. Amsterdam/Anvers, Uitgeverij Atlas, 2005.
- 100 Michael Hardt, Antonio Negri, *op. cit.*
- 101 Michael D. Yates, *A Statistical Portrait of the U.S. Working Class*. In: *Monthly Review*, New York, Vol.56, n° 11, avril 2005, p. 17.

Tableau G. Pourcentage de travailleurs actifs qui perçoivent un salaire inférieur au seuil de pauvreté aux USA en 2003

	Tous travailleurs confondus	Blancs	Noirs	Hispaniques
Total	24,3	20,4	30,4	39,8
Hommes	19,6	15,1	26,2	35,7
Femmes	29,4	26,0	33,9	45,8

Source : Yates, *A Statistical Portrait of the U.S. Working Class*, 2005.

102 Michael D. Yates, *A Statistical Portrait of the U.S. Working Class*. Dans *Monthly Review*, New York, Vol.56, n° 11, avril 2005, p. 21. Un cinquième des familles (les 20 % les plus riches) reçoit près de trois quarts (74 %) de la croissance salariale totale. Ces chiffres démontrent surtout qu'au cours de ces deux dernières décennies, les différences salariales aux USA ont considérablement augmenté.

Tableau H. Répartition de la croissance salariale suivant la catégorie de revenu aux USA pour la période 1979-2000

Catégorie de revenu (ménages)	Part de la croissance salariale entre 1979 et 2000
les 20 % les plus pauvres	0,8 %
les 20 % les plus moyens	5,1 %
les 20 % les plus riches	74,0 %
entre les 20 % les plus riches : 80-95 %	21,5 %
entre les 20 % les plus riches : 95-99 %	14,1 %
entre les 20 % les plus riches : 1 % des plus riches	38,4 %

Source : Yates, *A Statistical Portrait of the U.S. Working Class*, 2005.

- 103 Naomi Klein, *No Logo* [2000] Londen, Flamingo, 2001.
- 104 Les expressions sont tirées de Nadine Rosa-Rosso. *Rassembler les résistances. La rose et le réséda*. Dans *Contradictions* n° 198, Bruxelles, 4<sup>e</sup> trimestre 2004, pp. 5 et 6.
- 105 Nadine Rosa-Rosso. *Plate-forme à débattre et moyens d'action* [3 avril 2004]. Point 10, p. 2. Passage en italique, PM.
- 106 David Bacon, *The UPS Strike - Unions Win When They Take The Offensive*. Oakland, 24 augustus 1997. <http://dbacon.igc.org/Strikes/07ups.htm>.
- 107 David Bacon, *The UPS Strike - Unions Win When They Take The Offensive*. Oakland, 24 augustus 1997. <http://dbacon.igc.org/Strikes/07ups.htm>.
- 108 Gerard Baker, « Big Labour, Big Fightback ». *Financial Times*, 29 septembre 1997, p. 15.
- 109 Tableau I. Répartition de l'emploi (en %) dans le secteur industrie et les services liés à l'industrie par rapport à la taille de l'entreprise dans l'UE des 25, pour l'année 2001.

Union européenne (25)	Very small (0-9)	Small (10-49)	Medium-sized (50-249)	Large (250+)
Mining and quarrying	4,6	13,7	13,2	68,5
Manufacturing	9,6	20,6	25,2	44,5
Electricity, gas, water	1,9	5,0	13,6	79,5
Construction	30,4	36,0	18,3	15,3
Transport & storage	17,0	14,4	11,7	56,9
Business services	31,9	18,0	16,7	33,5

Source : European Commission, *Business in Europe, Facts and figures*, 2004 Edition.

110 En formant le front électoral *Resist*, qui réunit en substance le PTB et la Ligue arabe européenne (LAE), le PTB connaîtra une véritable débâcle électorale lors des élections du 18 mai 2003. Avec la liste Resist, le PTB a perdu d'un seul coup à Anvers 59 % de ses électeurs par rapport à l'année 1999, et 71 % de ses électeurs pour toutes les régions de Flandre confondues. Soit une perte de 5 338 voix à Anvers et 17 308 voix pour la Flandre. Six mois plus tard, en décembre 2003, le Comité central a dressé le bilan sévère et critique de cette défaite : « La campagne électorale Resist exprime avant tout une ligne petite-bourgeoise. Au cours de la campagne Resist, cette ligne s'est exprimée (a) dans une conception élitaire et intellectualiste du parti rejetant le centralisme démocratique, (b) dans l'abandon du travail difficile de construction parmi la classe ouvrière, (c) dans une stratégie radicalement gauchiste de la confrontation, (d) dans l'octroi unilatéral d'une position centrale à la guerre, expression d'une maîtrise déficiente de la dialectique et (e) en subordonnant le parti au front. » On peut retrouver ce texte dans : Comité central du PTB, *Bilan de la débâ-*

cle électorale de la liste Resist, 21 mars 2004. Dans *Contribution à la lutte contre la ligne liquidatrice de l'ancienne secrétaire générale*, Ed. du PTB, juin 2004, pp. 71-104.

- 111 Tableau J. Nombre de syndiqués, taux de syndicalisation, nombre de grèves, nombre de travailleurs impliqués dans les conflits en Corée du Sud entre 1986 et 1998

	Nombres de membres syndiqués	Densité syndicale (en %)	Nombre de grèves	Nombre de travailleurs impliqués
1986	1 036 000	12,3	276	47.000
1987	1 267 000	13,8	3749	1.262.000
1988	1 707 000	17,8	1 873	293 000
1989	1 932 000	18,6	1 616	409 000
1990	1 887 000	17,2	322	134 000
1991	1 803 000	15,8	234	175 000
1992	1 735 000	14,9	235	105 000
1993	1 667 000	14,1	144	109 000
1994	1 659 000	13,5	124	104 000
1995	1 615 000	12,6	88	50 000
1996	1 599 000	12,2	85	79 000
1997	1 484 000	11,2	78	44 000
1998	1 478 069	11,5	129	1 146 000

Source : Yoichiro Sato, *Growth & Governance in Asia*, 2004.

- 112 George E. Ogle, South Korea: *Dissent Within the Economic Miracle*, London, Zed Books, 1990, p. 116.
- 113 George E. Ogle, *Ibidem*, p. 145.
- 114 Paul G. Buchanan and Kate Nicholls, *Were Dragons Falter. Labor Politics and the Democratization of Civil Society in South Korea and Taiwan*. Chapter 6 in Yoichiro Sato, *Growth & Governance in Asia. Hawaii*, Asia-Pacific Center for Security Studies, 2004. [http://www.apcss.org/Publications/Edited%20Volumes/GrowthGovernance\\_files/Pub\\_Growth%20Governance/Pub\\_Growth%20Governance%20ch6.pdf](http://www.apcss.org/Publications/Edited%20Volumes/GrowthGovernance_files/Pub_Growth%20Governance/Pub_Growth%20Governance%20ch6.pdf).
- 115 Paul G. Buchanan and Kate Nicholls, *Ibidem*.
- 116 V.I. Lénine, *Lettre à un camarade sur nos tâches d'organisation* [1904]. Paris, Editions Sociales, 1966, *Œuvres*, Tome 6, p. 245.
- 117 Michael Hardt, Antonio Negri, *Multitude, War and Democracy in the age of Empire*, New York, The Penguin Press, 2004, p.68.
- 118 Partito Della Rifondazione Comunista. VI Congresso Nazionale. *Conclusioni del segretario Fausto Bertinotti*. Dimanche 6 mars 2005. <http://www.rifondazione.it/vi/documenti/050306conclusioni.html>.
- 119 Nadine Rosa-Rosso. *Plate-forme à débattre et moyens d'action* [3 avril 2004]. Point 28, p. 5. Passage en italique, PM.
- 120 Luk Vervae, *La liste Resist en discussion*. Dans *Contradictions* n° 198. Bruxelles, 4<sup>e</sup> trimestre 2004, p. 88. Passage en italique, PM.
- 121 Karl Marx et Friedrich Engels, [www.marxists.org](http://www.marxists.org). Passage en italique, PM.
- 122 Karl Marx et Friedrich Engels. *Le Parti de classe I* [Engels 1889]. Paris, Maspero, Petite Collection, 1973, p.139. Cité dans Ludo Martens, « Le Manifeste, jeune de 150 ans dans une histoire qui compte en siècles ». Dans *Études marxistes*, n° 41, Bruxelles, INEM asbl, février-mars 1998, p. 41. Passage en italique, PM.
- 123 Cité dans Leo Michielsens, *Geschiedenis van de Europese Arbeidersbeweging. Deel I : tot 1914*. (Histoire du mouvement ouvrier européen, Tome I : Jusqu'en 1914). Gand, Frans Masereelfonds vzw, 980, p. 181.
- 124 Sebastian Haffner, *De verraden revolutie* (La révolution trahie), 1918-1919. Weesp, Het Wereldvenster, 1983, p. 13.

L'un des facteurs responsable du réformisme interne, déclare Haffner, c'est le passage de l'illégalité à la légalité. Lorsque Guillaume II abolit les « lois socialistes »

- de Bismarck en 1890, les « leaders social-démocrates » qui, douze années durant, avaient connu proscription et persécutions, peuvent désormais mener l'agréable, intéressante et sécurisante existence des notables parlementaires. » (p.14).
- 125 Sebastian Haffner, *De verraden revolutie, 1918-1919*. Weesp, Het Wereldvenster, 1983, pp. 15-16.
- 126 V.I. Lénine, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 127 V.I. Lénine, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 128 Entretien entre le chancelier allemand le prince Max von Baden et Friedrich Ebert, le 7 novembre 1918, tel que retranscrit dans les mémoires de Max von Baden. Cité dans Sebastian Haffner, *De verraden revolutie, 1918-1919*. Weesp, Het Wereldvenster, 1983, p. 62.
- 129 Gustav Noske, *Von Kiel bis Kapp*. Berlin, 1920, p.68. Cité dans A.I. Sobolew (red.), *Die Kommunistische Internationale. Kurzer historischer Abriss*. Berlijn, Dietz Verlag, 1970, p. 47.
- 130 Dans le texte original, il est question du « parti social-démocrate ». Rédigé en 1904, datant par conséquent d'avant la scission de la Deuxième Internationale, Lénine fait référence au parti révolutionnaire. Pour plus de facilité, nous l'avons remplacé par les termes « parti communiste ». V.I. Lénine, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 131 V.I. Lénine, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 132 V.I. Lénine, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 133 V.I. Lénine, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 134 V.I. Lénine, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 135 V.I. Lénine, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 136 Cette double tâche, c'est précisément la mission qu'a confiée en 1999 le Comité central au PTB, sous la devise « plus marxiste-léniniste à l'intérieur et plus souple à l'extérieur ». Ces cinq dernières années, cette double mission a suscité de vifs débats au sein du PTB. L'ex-secrétaire générale, Nadine Rosa-Rosso, prétendait qu'il était impossible d'accomplir une double tâche. Selon elle, « ce qu'il nous manque, ce n'est pas un message révolutionnaire simple mais précisément une stratégie électorale ». (Nadine Rosa-Rosso, *Réponse au texte de LM du 29 août – 7 septembre*, 13 septembre 2003, p. 14). Les répercussions se sont fait sentir des deux côtés. Du côté de la stratégie marxiste où l'ambition révolutionnaire se transformait peu à peu en une tentative acharnée de tout miser sur les élections. Et du côté de la tactique du parti où une thérapie de choc (la campagne électorale Resist) a remplacé la tactique de confrontation (la rupture annoncée avec les syndicats existants). Fin 2003, Nadine Rosa-Rosso se retrouvait en minorité, le Comité central ayant réitéré sa proposition d'une double mission déjà présentée en 1999. La secrétaire générale a refusé de s'incliner devant la majorité : « On peut demander beaucoup à un être humain, mais pour le moment, je tiens à conserver mon propre respect (...) et je maintiens mes positions politiques. » (Nadine Rosa-Rosso, *Aux membres du Bureau politique et du Comité central*, 18 décembre 2003). Le « propre respect » blessé de Nadine Rosa-Rosso l'a poussée à créer avec Luk Vervaet, ancien cadre, des fractions contre la direction. Refus de s'incliner devant la majorité et fractionnisme ont finalement conduit à l'exclusion de Nadine Rosa-Rosso et de Luk Vervaet. Ensuite, lors de la campagne Kiwi en faveur de l'adjudication publique des médicaments (proposée par Médecine pour le Peuple et le docteur Dirk Van Duppen), la lutte dans le cadre de l'accord interprofessionnel et la lutte pour le maintien de la prépression, nous sommes revenus à cette double mission mais le plus gros reste encore à faire.
- 137 Parti du Travail de Belgique, *Conception du parti – Commentaires des statuts*. Bruxelles, 1983, p. 25. Puis, on y lit : « Etre d'avant-garde signifie établir correctement les priorités par rapport auxquelles on doit concentrer les forces révolutionnaires relativement réduites dont on dispose. (...) Les fondements du travail révolutionnaire exigent que l'on dirige ses forces en premier lieu vers la classe ouvrière ; plus précisément vers les grandes usines et vers le mouvement syndical. »

- 138 Walter Tillow, Greg Godwin en Thomas Kenny; « Upholding Theoretical Foundations » *People's Weekly World*, 12 mai 2005 <http://www.mltday.com/Pages/Debates/Tillow-Upholding.html>.
- 139 Martin Ross, *The Vanguard of the Working Class, or Mudguard of the AFL-CIO?* 1<sup>er</sup> mai 2005. <http://www.mltday.com/Pages/Debates/Mross-DumpLenin.html>.
- 140 Jan Cap, *In naam van mijn klasse*. Berchem, Uitgeverij EPO, s.a., p. 150.
- 141 Jan Vandeputte, Serge Deruette (éd.), *Délégués sous les feux*. Bruxelles, Anvers, 1995, Editions EPO, pp. 125-126.
- 142 V.I. Lénine, [www.marxists.org](http://www.marxists.org).
- 143 Parti du Travail de Belgique, *Conception du parti – Commentaires des statuts*. Bruxelles, 1983, p. 22.
- 144 Michael Hardt, Antonio Negri, *Multitude, War and Democracy in the age of Empire*, New York, The Penguin Press, 2004, p. 68.
- 145 Michael Hardt, Antonio Negri, *Multitude, War and Democracy in the age of Empire*, New York, The Penguin Press, 2004, pp. 82-83.
- 146 Michael Hardt, Antonio Negri, *Multitude, War and Democracy in the age of Empire*, New York, The Penguin Press, 2004, p. 86.
- 147 Michael Hardt, Antonio Negri, *Multitude, War and Democracy in the age of Empire*, New York, The Penguin Press, 2004, pp. 86-87. Passage en italique, PM.
- 148 Michael Hardt, Antonio Negri, *Multitude, War and Democracy in the age of Empire*, New York, The Penguin Press, 2004, p. 217.
- 149 Naomi Klein, « Argentina, A New Kind of Revolution ». *The Guardian, Weekend magazine*, 25 janvier 2003.
- 150 *ZMagazine*, « A debate between John Holloway and Alex Callinicos », World Social Forum, 27 janvier 2005, [http://www.zmag.org/content/print\\_article.cfm?itemID=8520&sectionID=41](http://www.zmag.org/content/print_article.cfm?itemID=8520&sectionID=41).
- 151 Parti de la Gauche Européenne, *Manifeste du Parti de la Gauche européenne*, 10 mai 2004.
- 152 Partito della Rifondazione Comunista, *Preparatory Paper, Opening and innovation: changing ourselves to transform society*, 4<sup>th</sup> PRC Congress Preparatory Paper, s.d. [février 2002], p. 9.
- 153 V.I. Lénine, *Que faire? Les questions brûlantes de notre mouvement* [mars 1902]. Pékin, Editions en Langues Etrangères, 1975, p. 56.
- 154 V.I. Lénine, *Marxisme et révisionnisme* [3 avril 1908]. Paris, Editions Sociales, 1967, *Œuvres*, Tome 15, p. 34.

### Chapitre 3

- 155 Tesi 10, La crise dello stato-nazione (Thèse 10 : La crise de l'État-nation), in Fausto Bertinotti e.a., *Tesi maggioranza* (La thèse majoritaire), V<sup>e</sup> Congrès national, 2002, Parti de la Refondation communiste [http://www.rifondazione.it/v/doc/tesi\\_mag.html](http://www.rifondazione.it/v/doc/tesi_mag.html). 156 Michael Hardt, Antonio Negri, *Empire*, Paris, Exils Éditeur, 2000, pp. 16 et 17.
- 157 V.I. Lénine, *De l'Etat. Conférence faite à l'Université Sverdlov le 11 juillet 1919*. Dans V.I. Lénine, *Œuvres*, T. 29, pp. 486-487.
- 158 Karl Marx et Friedrich Engels, *Le Manifeste du Parti communiste* [février 1848]. Dans *Etudes marxistes*, n° 41, Bruxelles, INEM, février-mars 1998, p. 102.
- 159 Ellen Meiksins Wood, *Empire of Capital*. Londres, Verso, 2003, p. 18. J'ai ajouté les guillemets, PM.
- 160 V.I. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* [avril 1917]. Dans V.I. Lénine, *Œuvres*, T. 22, p. 213.
- 161 V.I. Lénine, *Op.cit.* Préface aux éditions française et allemande. Dans V.I. Lénine, *Œuvres*, T. 22, p. 207.
- 162 Michael Hardt, Antonio Negri, op. cit., p. 179.
- 163 Ibidem, p. 374.

- 164 Ibidem, p. 187. Negri et Hardt utilisent ici le travail d'un certain Homi Bhabha, qui défend la position en question. Eux-mêmes ne s'expriment pas tout de suite sur le point de vue cité, mais ils l'utilisent toutefois pour « démontrer » leurs propres positions. Ils qualifient le travail de Bhabha de « symptôme du transfert capital que nous vivons, c'est-à-dire du passage à l'Empire ». (p. 189)
- 165 Atilio A. Boron. *Empire & Imperialism. A Critical Reading of Michael Hardt and Antonio Negri* (Empire et impérialisme. Une lecture critique de MH et AN). New York, Zed Books Ltd., 2005, p. 15.
- 166 Ibidem, p. 46.
- 167 Ellen Meiksins Wood, *The Origin of Capitalism. A Longer View* (L'origine du capitalisme. Un aperçu plus étendu). Londres, Verso, 2002, p. 177.
- 168 Tableau K. Les sept entreprises belges de l'Industry Week top1000 de 2005

ETN de l'IW top 1000 de 2005	Chiffre d'affaires en 2004 (en milliards de dollars)
Interbrew SA	11,704
Solvay SA	10,575
Umicore SA	9,726
UCB SA	3,939
Bekaert NV	2,948
Tessenderlo Chemie SA	2,885
Agfa-Gevaert NV	2,031

Source : *Industry Week*, The IW1000 2005

- 169 José Enrique Africa. *La lutte de l'impérialisme américain contre la crise économique*. Dans *Études marxistes* n° 62, Bruxelles, INEM asbl, avril-juin 2003, pp. 69-70. Cela ne signifie nullement que les ETN américaines ne veulent pas agrandir leur « marché ». L'ALCA, la « zone de libre échange des Amériques », « doit donner le contrôle aux entreprises américaines, du pôle Nord à l'Antarctique », a expliqué le secrétaire d'État aux Affaires étrangères Colin Powell ([http://www.cubasocialista.cu/texto/cs0015.htm#\\_ftn6](http://www.cubasocialista.cu/texto/cs0015.htm#_ftn6), cité dans : *Déclaration du Séminaire communiste international*, Bruxelles, 2-4 mai 2004. *Études marxistes* n° 66, Bruxelles, INEM asbl, juillet-septembre 2004, p. 16). Un marché de 800 millions de « consommateurs » avec le Plan Columbia comme bras armé.
- 170 Thomas L. Friedman, *New York Times Review*, 28 mars 1999. Cité dans Ludo Martens, *Contre-révolution et révolution au 21<sup>e</sup> siècle*, Cuba, Sao Paulo Forum, décembre 2001.
- 171 Tiré de : Karl Marx, *Het Kapitaal. Een kritische beschouwing over de economie. Deel I Het productieproces van het kapitaal* (Le capital. Considérations critiques sur l'économie. Première partie. Le processus de production du capital). Bussum, Unieboek b.v., 1983, p. 191.
- 172 Les arguments économiques de l'école libérale de Hayek et Friedman sont résumés dans un travail des « penseurs » libéraux flamands Eric Verhulst et Paul Vreymans sur le site Internet [www.WorkForAll.org](http://www.WorkForAll.org). L'école libérale réclame une réduction de la part de l'État dans le PIB : « Primoz Pevcin, Ph.D. à l'université de Ljubljana (septembre 2004), estime la part optimale moyenne de l'État, pour douze pays européens, dont la Belgique (1950-1996), entre 36,6 et 42,12 % du PNB, selon le modèle choisi. Notez que ces valeurs représentent presque le double de ce que d'autres auteurs proposent pour des pays comme les États-Unis. L'important, c'est que la part optimale de l'État, pour la Belgique, est évaluée à quelque 42 %, ce qui implique que les autorités belges doivent dégraisser d'environ 21 % pour atteindre un rythme de croissance optimal de la prospérité. »
- 173 Friedrich Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (en relation avec les recherches de Lewis H. Morgan). [mai 1884]. Citation tirée de la p. 140 (sur 149) de l'édition électronique réalisée à partir de ce même ouvrage, publié à Paris, aux Éditions sociales, 1975, Nouvelle édition revue et corrigée. Traduction de Jeanne Stern.

- 174 Robert Kagan, *De balans van de macht. De kloof tussen Amerika en Europa* (L'équilibre du pouvoir. Le fossé entre l'Amérique et l'Europe), De Bezige Bij, 2003 [Of Paradise and Power: America and Europe in the New World Order] (Du paradis et du pouvoir : l'Amérique et l'Europe dans le nouvel ordre mondial). De 1984 à 1998, Robert Kagan a travaillé pour le département américain des Affaires étrangères. À l'instar du sous-secrétaire à la Défense, Kagan est également l'un des fondateurs du PNAC (*Project for the New American Century* – Projet pour un nouveau siècle américain). Ce projet n'est rien d'autre qu'un réservoir de conceptions d'extrême droite dont l'administration Bush a fait sa principale source d'inspiration.
- 175 AECMA, *The European Aerospace Industry*, rapport 2001, p. 29.
- 176 *Report of the Commission to Assess United States National Security Space Management and Organization*, 11 janvier 2001, p. 13.
- 177 European Advisory Group on Aerospace, *Star 21: Strategic Aerospace Review for the 21<sup>st</sup> Century. Creating a coherent market and policy framework for a vital European industry*, juillet 2002, p. 14.
- 178 *Ibidem*, p. 32.
- 179 Michael Hardt, Antonio Negri, op. cit., p. 239.
- 180 Cité dans Hervé Nathan, *Referendum constitution 2005* Dray, Negri, «Dany», et Machiavel pour le oui. Meeting commun pour le socialiste, l'altermondialiste et l'eurodéputé. *Libération*, lundi 16 mai 2005. <http://www.liberation.fr/page.php?Article=296807>
- 181 Ce que Negri n'a pas été à même de voir, les grands journaux boursiers l'ont bien compris, par contre. « Une révolte contre l'ordre établi », titrait le *New York Times* après le « non » en France et aux Pays-Bas (2 juin 2005). Et le journal boursier britannique *Financial Times* parlait même du « puissant message anticapitaliste derrière les nombreux votes non » (*Financial Times*, 31 mai 2005). Aux Pays-Bas, tout comme en France, il s'agit d'un vote de classe : ce sont surtout les communes ouvrières qui ont voté massivement non, alors que les communes plus aisées ont voté oui. En France, 79 % des ouvriers et 67 % des employés ont voté contre, 65 % des cadres ont voté pour. Aux Pays-Bas, dans les quartiers ouvriers de Rotterdam, Kerkrade et Reierland, il y a eu entre 70 et 85 % de votes contre ; les quartiers rupins comme Heemstede ont voté pour. Les riches de l'Europe ont clairement voté pour l'Union européenne des riches.
- 182 Conseil européen de Lisbonne, *Conclusions de la présidence*, Lisbonne, 23 et 24 mars 2000. Cité dans Peter Mertens, Discours du 1<sup>er</sup> Mai 2004 • Dans cette Europe, le PTB est plus que jamais nécessaire. <http://ptb.be/scripts/article.phtml?section=A2AAAEB&obid=23563&bNoStat=1>.
- 183 PES Groep, *Werkgelegenheid en sociale zaken* (Emploi et affaires sociales), février 2004. Cité dans Peter Mertens, Discours du 1<sup>er</sup> Mai 2004 • Dans cette Europe, le PTB est plus que jamais nécessaire. <http://ptb.be/scripts/article.phtml?section=A2AAAEB&obid=23563&bNoStat=1>.
- 184 European Round Table, *Remodeler l'Europe*, Bruxelles, septembre 1991, p. 58. Cité dans Herwig Lerouge, *L'Europe sans défense ? Etudes marxistes* n° 65, Bruxelles, INEM asbl, janvier-mars 2004, p. 105.
- 185 La Grande-Bretagne consacre 2,4 % de son PIB à la défense, l'Allemagne 1,5 % et la Belgique 1,3 %. SIPRI, [http://first.sipri.org/non\\_first/result\\_milex.php?send](http://first.sipri.org/non_first/result_milex.php?send).
- 186 Georges Bush, *State of the Union Address*, 29 janvier 2002. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html>.
- 187 Michael Hardt, Antonio Negri, *Empire*, Paris, Exils Éditeur, 2000, pp. 19-20.
- 188 Atilio A. Boron. *Op.cit.*, p. 79.
- 189 Ellen Meiksins Wood, *Empire of Capital*. Londres, Verso, 2003, p. xi.
- 190 *Ibidem*, p. 23.
- 191 Michael Hardt, Antonio Negri, op. cit., pp. 347-348. Et ceux qui tentent malgré tout de suivre un parcours politique indépendant en ressortent trompés, ajoutent Negri et Hardt : « De l'Inde à l'Algérie et de Cuba au Viêt Nam, *L'État est le cadeau empoisonné de la libération nationale.* » (p. 175)

- 192 V.I. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* [avril 1917], *Œuvres*, T. 22, pp. 283-284.
- 193 Partido Comunista do Brazil 11° Congresso, *Draft project of Political Resolution to the Central Committee at the 11<sup>th</sup> Congress of the Communist Party of Brazil* (Avant-projet de résolution politique proposé au Comité central lors du 11° Congrès du Parti communiste du Brésil), octobre 2005.
- 194 Samir Amin, *U.S. Imperialism, Europe, and the Middle East*, p. 22. Dans *Monthly Review*, vol. 56, n° 6, New York, novembre 2004, pp. 13-33.
- 195 Tesi 14, Il superamento della nozione classica di imperialismo (Le dépassement de la notion classique d'impérialisme), dans Fausto Bertinotti e.a., *Tesi maggioranza*, V Congresso Nazionale, 2002, Partito della Rifondazione Comunista. [http://www.rifondazione.it/v/doc/tesi\\_mag.html](http://www.rifondazione.it/v/doc/tesi_mag.html).
- 196 Tesi 15, I nuovi assetti del mondo (Les nouveaux arrangements mondiaux), dans : Fausto Bertinotti e.a., *Tesi maggioranza*, V Congresso Nazionale, 2002, Partito della Rifondazione Comunista. [http://www.rifondazione.it/v/doc/tesi\\_mag.html](http://www.rifondazione.it/v/doc/tesi_mag.html). J'ai ajouté les italiques, PM.
- 197 Tesi 2, La guerra globale (La guerre mondiale), dans : Fausto Bertinotti e.a., *Tesi maggioranza*, V Congresso Nazionale, 2002, Partito della Rifondazione Comunista [http://www.rifondazione.it/v/doc/tesi\\_mag.html](http://www.rifondazione.it/v/doc/tesi_mag.html). J'ai ajouté les italiques, PM.
- 198 Michael Hardt, Antonio Negri, *Empire*, Paris, Exils Éditeur, 2000, p. 238.
- 199 Michael Hardt, Antonio Negri, *Empire*, Paris, Exils Éditeur, 2000, p. 213.
- 200 Cité dans V.I. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* [avril 1917]. *Œuvres*, T. 22, p. 292.
- 201 V.I. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* [avril 1917]. *Œuvres*, T. 22, pp. 318-319.
- 202 Cité dans Ellen Meiksins Wood, *Empire of Capital*. Londres, Verso, 2003, p. 151.
- 203 Peter Mertens, *10 000 criminels nazis dans l'industrie de guerre américaine*. Dans *Solidaire* n°. 38, 16 octobre 2002. <http://www.ptb.be/scripts/article.phtml?lang=2&obid=15818>
- 204 Cité dans Peter Mertens, *De klassensamenwerking tijdens en na de Tweede Wereldoorlog: de Belgische vakverenigingen in internationale context* (La collaboration de classe pendant et après la Seconde Guerre mondiale : les syndicats belges dans un contexte international). Gand, Université de Gand, 1993, p. 13.
- 205 Cité dans Peter Mertens, *op. cit.*, p. 13.
- 206 Cité dans *Déclaration du Séminaire communiste international*, Bruxelles, 2-4 mai 2004. *Études Marxistes* n° 66, Bruxelles, INEM asbl, juillet-septembre 2004, p. 20.
- 207 Condoleezza Rice, *Promoting the National Interest* (Promouvoir l'intérêt national), Foreign Affairs, janvier-février 2000, pp. 51-52. Cité dans : Thomas Gounet, *Pourquoi Bush veut-il la peau de Saddam Hussein ? Études Marxistes* n° 60, Bruxelles, INEM asbl, octobre-décembre 2002, p. 34.
- 208 José Enrique Africa. *Un tigre de papier : La lutte de l'impérialisme américain contre la crise économique*. *Études marxistes* n° 62, Bruxelles, INEM asbl, avril-juin 2003, pp. 62-63.
- 209 Thomas Gounet, *Pourquoi Bush veut-il la peau de Saddam Hussein ?* Dans *Études marxistes* n° 60, Bruxelles, INEM asbl, octobre-décembre 2002, p. 48.
- 210 V.I. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* [avril 1917]. *Œuvres*, T. 22, p. 295.
- 211 Filip Dewinter, *Baas in eigen land. Over identiteit, culturele eigenheid en nationaliteit* (Maître dans son propre pays. De l'identité, du particularisme culturel et de la nationalité). Bruxelles, Uitgeverij Egmont, 2000, pp. 15-16.
- 212 Raymond Detrez, *Europa en haar 'identiteit'. De zondebokken van Europa* (L'Europe et son « identité ». Les boucs émissaires de l'Europe), conférences sur l'Europe à De Bottelarij, Bruxelles, le 25 mai 2000.
- 213 Samuel P. Huntington, *Botsende Beschavingen* (Le choc des civilisations), Amsterdam, Uitgeverij Anthos, 2003, pp. 342-343. Les italiques sont de moi, PM.

- 214 Alors que Huntington continue à se démener autour du « choc des civilisations » en le présentant comme une « guerre tribale au niveau mondial » (p. 225), il laisse quand même entrevoir brièvement, au bout de 343 pages, le véritable but de ses écrits. Afin de défendre les valeurs exceptionnelles de l'Occident, il faut conclure un nouveau pacte transatlantique : « Il est dans l'intérêt des États-Unis et des pays européens de poursuivre une plus forte intégration politique, économique et militaire et d'accorder leurs politiques respectives. » Il faut tout autant empêcher que « le Japon s'éloigne progressivement de l'Occident et cherche à se rapprocher de la Chine ». Et l'Otan doit être renforcée : « Les États occidentaux de l'Europe centrale, à savoir les pays du groupe de Visegrad, les républiques baltes, la Slovénie et la Croatie » doivent être admis au sein de l'Otan. En outre, les États-Unis et l'Union européenne doivent « maintenir l'avance technologique et militaire de l'Occident sur les autres civilisations ». Et cela signifie que l'Occident doit empêcher, autant que faire se peut, tout « développement des capacités militaires conventionnelles et non conventionnelles des pays islamiques et des pays se trouvant dans la zone d'influence de la Chine ». (p. 343)
- 215 Samuel P. Huntington, *Botsende Beschavingen*, Amsterdam, Uitgeverij Anthos, 2003, p. 17.
- 216 Ibidem, p. 230.
- 217 Eduardo Galeano, *The War* (La guerre), 22 mars 2003. <http://www.stelling.nl/konfront/.3e2003/16801.html>.
- 218 Luk Vervae, *La liste Resist en discussion*. Dans *Contradictions* n° 198. Bruxelles, 4<sup>e</sup> tr. 2004, p. 90.
- 219 Bryan Bender, *Saddam 'planned' for guerilla insurgency* (Saddam avait « prévu » l'insurrection de la guérilla), *Los Angeles Times*, 12 octobre 2004. Cité dans Mohammed Hassan et David Pestieau, *L'Irak face à l'occupation*. Berchem, Éditions EPO, 2004. Extraits de la postface pour l'édition turque.
- 220 Mustafa Barghouti, *Palestinian Defiance. Interview by Eric Hazan* (Le défi palestinien. Interview réalisée par Eric Hazan) . *New Left Review* n° 32, Londres, mars-avril 2005, p. 127.
- 221 Ibidem, pp. 127-128.

#### Chapitre 4

- 222 Ibidem, p. 127.
- 223 Nadine Rosa-Rosso, *Propositions d'orientation pour une nouvelle résolution du Comité central*, 23 août 2003, p. 1.
- 224 Nadine Rosa-Rosso. *Plate-forme à débattre et moyens d'action*, 3 avril 2004. Point 29, p. 3.
- 225 Friedrich Engels, *L'origine privée de la famille, de la propriété privée et de l'État* (en relation avec les recherches de Lewis H. Morgan, mai 1884. Citation tirée des pp. 140-141 (sur 149) de l'édition électronique réalisée à partir de ce même ouvrage, publié à Paris, aux Éditions sociales, 1975, Nouvelle édition revue et corrigée. Traduction de Jeanne Stern. Les italiques sont de moi, PM.
- 226 Michael Scherer, Amy Paris e.a. *Campaign inflation*. Dans *The Mother Jones 400*, mars 2001. [http://www.motherjones.com/news/special\\_reports/mojo\\_400/index.html](http://www.motherjones.com/news/special_reports/mojo_400/index.html)
- 227 V.I. Lénine, *L'impérialisme et la scission du socialisme*, décembre 1916. Dans *Œuvres*, T. 23, p. 129.
- 228 Michael Scherer, Amy Paris e.a. *Campaign inflation*. Dans *The Mother Jones 400*, mars 2001. [http://www.motherjones.com/news/special\\_reports/mojo\\_400/index.html](http://www.motherjones.com/news/special_reports/mojo_400/index.html)
- 229 Robert Weissman, *Don't Mourn, Organize. Big Business Follows Joe Hill's Entreaty to U.S. Political Dominance* (Ne vous lamentez pas, organisez-vous. La grosse galette suit les supplications de Joe Hill à l'adresse de la suprématie politique américaine).

- Dans *Multinational Monitor*, janvier/février 2005, Vol. 26, Numéros 1&2. <http://multinationalmonitor.org/mmm2005/012005/weissman.html>
- 230 Michael Moore, *Stupid White Men, Amerika onder George W. Bush* (Titre français : *Mike contre-attaque. Bienvenue aux Etats stupides*, Éd. 10/18). Amsterdam/Anvers, Uitgeverij De Arbeiderspers, 2003, p. 31. Sous le titre « Un coup d'État américain », Moore entame son premier chapitre par les mots suivants : « Je suis un citoyen américain. Notre gouvernement a été renversé. Notre président démocratiquement élu a été banni. Nos hommes blancs, martini en main, le front engourdi, se sont rendus maîtres de la capitale de notre pays. Nous sommes assiégés. Nous sommes le gouvernement américain en exil. Il se compose d'un nombre considérable de personnes. Nous sommes plus de 154 millions d'adultes et 80 millions d'enfants. Al Gore est le président démocratiquement élu des États-Unis. Il a obtenu 539 898 voix de plus que George W. Bush. Mais il ne siège pas ce soir à la Maison-Blanche. »
- 231 Robert Weissman, *op.cit.*
- 232 Corporate Europe Observatory (CEO), *Brussels, the EU quarter. Explore the corporate lobbying paradise* (Bruxelles, le quartier de l'UE. Explorez le paradis du lobbysme d'entreprise). Lobby planet, novembre 2004, p. 19.
- 233 V.I. Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*. Dans *Œuvres*, T. 28, p. 256.
- 234 Les six techniques de lobbying les plus utilisées sont : (1) 'the gunship' (l'hélicoptère de combat) : travail de lobbying agressif, y compris menaces de délocalisation ; est généralement utilisé comme ultime atout quand d'autres méthodes ne fonctionnent pas ; (2) 'the Trojan horse' (le cheval de Troie) : travail de lobbying prétendument « constructif » par lequel on propose aux gouvernements un compromis mutuellement acceptable ; (3) 'good-cop-bad-cop' (le brave flic qui ne va pas le rester longtemps) : une option lorsqu'un concurrent adopte une position dure, afin de lui proposer ensuite un « compromis » ; (4) 'the dentist' (le dentiste) : quand une ETN ou un groupe de lobbying n'est pas d'accord avec la législation proposée, elle ou il va d'abord « ôter les mauvaises dents », ensuite, tenter d'avoir plus ; (5) 'the third party' (la tierce partie) : impliquer les ONG ou les syndicats dans le travail de lobbying afin d'arriver à un compromis ; et (6) 'the donkey' (l'âne) : une combinaison du bâton et de la carotte, y compris la séduction et la corruption. (Corporate Europe Observatory (CEO), *Brussels, the EU quarter. Explore the corporate lobbying paradise*. Lobby planet, novembre 2004, p. 8).
- 235 Corporate Europe Observatory (CEO), *Brussels, the EU quarter. Explore the corporate lobbying paradise*. Lobby planet, novembre 2004, p. 12.
- 236 En 1999, le Comité central de notre parti a élaboré une résolution en vue de modifier considérablement la tactique et les méthodes de travail. C'est sur cette base qu'en 2000, à Zelzate, Herstal et Hoboken, des antennes du parti ont été mises sur pied et que le parti obtenait cinq conseillers communaux. Par la suite, cette nouvelle piste a été bloquée à la direction du parti, sous l'intervention, et non des moindres, de Rosa-Rosso (mais qui n'a pas été la seule à intervenir). Ce n'est qu'après son exclusion du parti que le fil conducteur de 1999 a été repris. Le premier résultat en a été la campagne Kiwi de Médecine pour le Peuple et du docteur Dirk Van Duppen en vue de l'adjudication publique des médicaments. Néanmoins, la route est encore longue.
- 237 *Le Nouvel Observateur*, 10 février 1984. Les italiques sont de moi, PM.
- 238 PCF, Palais des Sports, 6 juin 1998.
- 239 S. Chruschow, *Rechenschaftsbericht des Zentralkomitees der KpdSU an den 20 Parteitag* (Rapport détaillé du Comité central du PCUS lors du 20<sup>e</sup> Congrès du parti), Berlin, 1956, p. 46. Cité Dans Kurt Gossweiler, *Erreurs et succès de l'édification socialiste: points forts et faiblesses dans la lutte contre le révisionnisme*. Dans Séminaire communiste international, *L'effondrement de l'Union soviétique: causes et leçons. Pour donner un nouvel essor révolutionnaire au Mouvement communiste international*. Bruxelles, Éditions EPO, 1998, pp. 70-71.

- 240 V.I. Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, novembre 1918, *Ceuvres*, T. 28, pp. 254-255.
- 241 Déjà bien avant le 20<sup>e</sup> Congrès du PCUS, la « voie britannique vers le socialisme » avait été acceptée par le CPGB lors de l'assemblée du Comité exécutif, en janvier 1951. Elle avait ensuite été adaptée pour le 30<sup>e</sup> Congrès du CPGB, en novembre 1967. À la page 7 du programme, on peut lire : « Au cours de cette lutte multiple, le mouvement ouvrier réussira à se défaire de la direction de droite. De nouvelles unions politiques apparaîtront et cela permettra une majorité parlementaire et un gouvernement qui seront liés à un programme socialiste. » Et, plus loin : « Nous croyons que le socialisme peut être réalisé en Grande-Bretagne par des moyens pacifiques et sans lutte armée. Tel est notre objectif. »
- Dans son Rapport au Comité national du Parti communiste des États-Unis (qui s'était tenu du 28 avril au 1<sup>er</sup> mai 1956), Eugene Dennis déclarait : « Comme l'a prouvé l'expérience sur le plan mondial et comme l'a analysé le XX<sup>e</sup> Congrès, bien des routes mènent au socialisme... En ce qui concerne les États-Unis, nous le confirmons une fois encore, nous, les communistes américains, nous *ne* sommes *pas* partisans de la contrainte et de la violence. Nous *ne* pensons *pas* qu'une guerre civile soit inévitable ni même souhaitable. Nous désirons et cherchons des solutions constitutionnelles et démocratiques aux problèmes fondamentaux actuels. Nous sommes partisans d'une transition pacifique et démocratique vers le socialisme. » (*The Communists Take A New Look* – Les communistes adoptent un nouveau visage –, New York, New Century Publishers, 1956, pp. 45-46).
- 242 Comité central du KKE, *Réflexions sur l'effondrement de l'Union soviétique*, 24 mars 1995. Dans Séminaire communiste international, *L'effondrement de l'Union soviétique : causes et leçons. Pour donner un nouvel essor révolutionnaire au Mouvement communiste international*. Bruxelles, Éditions EPO, 1998, pp. 150-151.
- 243 Positions du Comité central du Parti communiste de Grèce (KKE), *Pour le 60<sup>e</sup> anniversaire de la victoire des peuples sur le fascisme* [Θέσεις της ΚΕ του ΚΚΕ, «Για τα 60 χρόνια από την Αντιφασιστική Νίκη των λαών»] Athènes, 24 avril 2005, p. 13.
- 244 Bureau politique du PTB, *Rapport détaillé*, 30 août 2003.
- 245 Nadine Rosa-Rosso, *Réponse au texte de LM 29 août – 7 septembre*, 13 septembre 2003, pp. 15-16.
- 246 PTB. *Documents du Congrès. Programme approuvé par le Congrès de fondation du Parti du Travail de Belgique, octobre 1979*. Bruxelles, PTB, 1979.
- 247 *Ibidem*. Il s'agit du chapitre 3. « Le capitalisme d'État et le social-impérialisme russes », dans les points 34-36 aux pages 39-53, et de tous les points qui y sont liés, comme la quatrième partie du 4<sup>e</sup> chapitre, « Le révisionnisme en Belgique », points 90-97, pp. 74-78.
- 248 Ludo Martens, *L'URSS et la contre-révolution de velours*. Berchem, Éditions EPO, 1991.
- 249 Ludo Martens, *De Tien An Men à Timisoara. Luites et débats au sein du PTB (1989-1991)*. Bruxelles, Editions du PTB, 1994.
- 250 Ludo Martens, *Sur quelques aspects de la lutte contre le révisionnisme*. Dans *Etudes marxistes* n° 29, Bruxelles, INEM asbl, mars 1996, pp. 65-98.
- 251 Cité Dans Serge Deruette et Jan Vandeputte (réd.), *Délégués sous les feux*. Berchem, Editions EPO, 1995, p. 125.
- 252 *De Morgen*, «Walter Pauli interviewt Dirk Van Duppen» (Walter Pauli interviewe Dirk Van Duppen), 20 novembre 2004. Plus loin, on peut encore lire : « Oui, Dirk Van Duppen est un médecin du PTB et, normalement, cette appartenance à un parti marxiste-léniniste le place en dehors du débat. Mais que voit-on ? La moitié de l'ACW mobilise aujourd'hui autour de la revendication de Van Duppen en faveur des médicaments meilleur marché. Des témoins politiques comme Demotte et Stevaert ne sont pas les moins du monde réticents à l'égard des idées de Van Duppen. Même la fraction VLD du Sénat invite van Duppen. Leo Neels et *Artsenkrant* [*Le Journal du Médecin*] ont entre-temps déclaré ce même Van Duppen ennemi public numéro un. »

- 253 *De Standaard*, « De Kiwihype » (Le battage médiatique autour du kiwi), 18 décembre 2004. On peut y lire également : « Devant les caméras, Leo Neels, de Pharma.be, n'en croyait pas ses oreilles. Au cours des débats dans les médias, le porte-parole de l'industrie pharmaceutique s'était démené comme un diable dans un bénitier. Le modèle kiwi, c'était la 'grisaille', la 'médecine Trabant', argumentait Neels : 'Opter pour le meilleur marché se fera toujours au détriment de la qualité.' Mais son adversaire Van Duppen ne s'est pas laissé impressionner : 'Ce ne sont pas des Trabant que nous voulons, nous voulons qu'une commission indépendante choisisse les meilleurs modèles entre les BMW et les Mercedes de la médecine. Et, ensuite, nous organiserons une offre publique entre les garagistes afin de voir qui peut nous fournir les moins chères.' Au PTB aussi, aujourd'hui, ils savent ce qu'est un mot qui porte. »
- 254 Elke Vandepierre dans *Over blinde kippen en kiwi's* (À propos de poules aveugles et de kiwis). *Kentering*, décembre 2004.
- 255 Les italiques figurent dans le texte original. Gita Deneckere. *Sire, het volk mort. Sociale protest in België [1831-1918]* (Sire, le peuple murmure. La protestation sociale en Belgique). Anvers/Gand, Hadewijch/Amsab, 1997, p. 26.
- 256 Gita Deneckere. *Op.cit.*, p. 385.
- 257 Peter Mertens, *De klassensamenwerking tijdens en na de Tweede Wereldoorlog: de Belgische vakverenigingen in internationale context*. (La collaboration de classe pendant et après la Seconde Guerre mondiale : les syndicats belges dans un contexte international). Gand, Université de Gand, 1993, p. 12.
- 258 Doré Smets et Jef Rens, *Historique du Centre syndical belge à Londres: 1941-1944*. S.L., 1976, pp. 43-44. Cité Dans Peter Mertens, *Op.cit.*, p. 63.
- 259 *Ibidem*. Cité Dans Peter Mertens, *op.cit.*, p. 88.
- 260 *Trends*, 14 octobre 1993, p. 172.
- 261 V.I. Lénine, *Marxisme et réformisme*, T. 19, pp. 399 et 400.
- 262 Pour plus d'informations, voir [www.european-left.org](http://www.european-left.org).
- 263 V.I. Lénine, *L'État et la révolution. La doctrine marxiste de l'État et les tâches du prolétariat dans la révolution*, novembre 1917. Préface à la première édition, août 1917. *Œuvres*, T. 25, pp. 415-416.
- 264 Leo Michielsen, *Geschiedenis van de Europese arbeidersbeweging., Deel III: tussen twee wereldoorlogen. A. Naoorlogse ontreddeering en kapitalistisch herstel (1918-1929)* (Histoire du mouvement ouvrier européen. III<sup>e</sup> partie : entre les deux guerres mondiales. Le désarroi de l'après-guerre et la restauration capitaliste). Gand, Fonds Frans Masereel, 1980, pp. 301-303.
- 265 Partito della Rifondazione Comunista, *Una Bad Godesberg europea per fermare la destra di Bush. Il leader di Rifondazione e la lezione del voto Usa*. (Un Bad Godesberg européen pour arrêter la droite de Bush. Le chef de Rifondazione et la leçon du scrutin américain). 9 novembre 2004. <http://www.rifondazione.it/vm/commenti/archivio/041109bad.html>.
- 266 Cité Dans Bertinotti, *das Europäische Bad Godesberg und die EU-Linkspartei* (Bertinotti, le Bad Godesberg européen et le Parti de la Gauche européenne). <http://www.kominform.at/article.php?story=20041109134829786>.
- 267 V.I. Lénine, *Notes critiques sur la question nationale*, octobre-décembre 1913. *Œuvres*, T. 20, pp. 16-17.
- 268 Werner Pirker. *Bald europäische Linkspartei: Politourismus mit EU-Knete? jW sprach mit Franz Stehphan Parteder, Vorsitzender der Landesorganisation Steiermark der Kommunistischen Partei Österreichs (KPÖ)*. (Bientôt un parti de la Gauche européenne : tourisme politique selon le modèle européen ? jW s'est entretenu avec FSP, président de l'organisation pour le land de Styrie du Parti communiste autrichien). *Junge Welt*, 28 mai 2004. <http://www.jungewelt.de/2004/04-28/018.php>.
- 269 Werner Pirker. *Surrealer Sozialismus. Die beabsichtigte Gründung einer Europäischen Linkspartei spaltet mehr als sie eint* (Un socialisme plus surréel encore. La

- fondation envisagée d'un parti de la Gauche européenne divise davantage qu'elle n'unit), dans *junge Welt*, 8 avril 2004. <http://www.jungewelt.de/2004/04-08/004.php>. Les italiques sont de moi, PM.
- 270 Cité Dans Werner Pirker. *Surrealer Sozialismus. Die beabsichtigte Gründung einer Europäischen Linkspartei spaltet mehr als sie eint*, dans *junge Welt*, 8 avril 2004. <http://www.jungewelt.de/2004/04-08/004.php>. Les italiques sont de moi, PM.
- 271 Parti de la Gauche européenne, *Manifeste du Parti de la Gauche européenne*, 10 mai 2004.
- 272 V.I. Lénine, *À propos du mot d'ordre des États-Unis d'Europe*, 23 août 1915, *Œuvres*, T. 21, p. 354. Les italiques sont de moi, PM.
- 273 Parti de la Gauche européenne, *Manifeste du Parti de la Gauche européenne*, 10 mai 2004.
- 274 Ibidem.
- 275 Kurt Gossweiler, *Der 'Moderne Sozialismus' – Gedanken zu 12 Thesen Gysis und seiner Denkwerstaat* (Le 'socialisme moderne' – Réflexions à propos des 12 thèses de Gysi et de son groupe de pensée), Dans *Mitteilungen der Kommunistischen Plattform in der PDS* (Communications de la plate-forme communiste au sein du PDS), n° 10, 1999. <http://www.kurt-gossweiler.de/artikel/gysi12t.htm>.
- 276 Werner Pirker. *Bald europäische Linkspartei: Politourismus mit EU-Knete? jW spricht mit Franz Stehphan Parteder, Vorsitzender der Landesorganisation Steiermark der Kommunistischen Partei Österreichs (KPÖ)*. *Junge Welt*, 28 mai 2004. <http://www.jungewelt.de/2004/04-28/018.php>.
- 277 KKE, *With The Peoples' Struggles or With the Party of the "EU-Left"?* (Avec les luttes populaires ou avec le parti de la 'Gauche européenne' ?), *Rizospastis*, 15 février 2004.
- 278 Déclaration du CC du KKE, Pour les Elections Europeennes du 13 juin 2004, 20 mai 2004. <http://www.kke.gr>
- 279 Kurt Gossweiler, *Der "Moderne Sozialismus" – Gedanken zu 12 Thesen Gysis und seiner Denkwerstaat*, in *Mitteilungen der Kommunistischen Plattform in der PDS*, n° 10, 1999. <http://www.kurt-gossweiler.de/artikel/gysi12t.htm>
- 280 Karl Marx et Friedrich Engels, *Le Manifeste du Parti communiste*, février 1848. Dans *Etudes marxistes* n° 41, Bruxelles, INEM asbl, février-mars 1998, pp. 123-124.
- 281 Fausto Bertinotti, *Ces idées qui ne meurent pas*, Pantin, Le Temps des cerises, 2001.
- 282 Tesi 53, *Comunismo contro stalinismo* (Thèse 53, le communisme contre le stalinisme). Dans Fausto Bertinotti e.a., *Tesi maggioranza*, V Congresso Nazionale, 2002, Partito della Rifondazione Comunista. [http://www.rifondazione.it/v/doc/tesi\\_mag.html](http://www.rifondazione.it/v/doc/tesi_mag.html).
- 283 Partito della Rifondazione Comunista. VI Congresso Nazionale. *Relazione introduttiva del segretario Fausto Bertinotti* (Rapport d'introduction du secrétaire FB), 3 mars 2005. <http://www.rifondazione.it/vi/documenti/050303relazione.html>.
- 284 Partito della Rifondazione Comunista. VI Congresso Nazionale. *Conclusioni del segretario Fausto Bertinotti* (Conclusion du secrétaire FB). Dimanche 6 mars 2005. <http://www.rifondazione.it/vi/documenti/050306conclusioni.html>.
- 285 Werner Pirker, *Neolinksliberalismus. Bertinotti paralyisiert Opposition* (Le néo-libéralisme de gauche. Bertinotti paralyse l'opposition). *Junge Welt*, 8 mars 2005. <http://www.jungewelt.de/2005/03-08/002.php> Les italiques sont de moi, PM.
- 286 *La Stampa*, 4 mars 2005. <http://www.lastampa.it/>.
- 287 *Il Riformista*, 9 mars 2005 <http://www.ilriformista.it/>.
- 288 Werner Pirker, *Neolinksliberalismus. Bertinotti paralyisiert Opposition. Junge Welt*, 8 mars 2005. <http://www.jungewelt.de/2005/03-08/002.php>.
- 289 Marco Ferrando, de *Progetto Comunista*, s'arrange par exemple pour que la période de pouvoir de Staline soit appelée « la terreur ». Progetto Comunista appartient à la tendance « Quatrième Internationale » (7,9 % à la préparation du 6<sup>e</sup> Congrès). Luigi Malabarba, président du groupe sénatorial du PRC, et Salvatore Cannavo, vice-di-

- recteur du quotidien *Liberazione*, appartiennent à la tendance *Bandiera Rossa*, les mandélistes de la Quatrième Internationale qui, chez nous, sont représentés par le SAP-POS (7,5 % à la préparation du 6<sup>e</sup> Congrès). Eux aussi tapent sur le clou de l'antistalinisme et prônent la renonciation au concept de l'avant-garde. Enfin, il y a Claudio Belotti qui, dans le temps, avait déjà été exclu du PCI pour fractionnisme trotskiste et qui appartient à la tendance *Falce e martello* (faucille et marteau), la tendance du britannique Alan Woods, représentée en Belgique par de Vonk (L'Étincelle) (2 % à la préparation du 6<sup>e</sup> Congrès).
- 290 La tendance *Bandiera Rossa* au sein du PRC, représentée en Belgique par le SAP-POS.
- 291 François Vercammen, *Vers une gauche alternative européenne?*, janvier 2003. [http://www.sap-pos.org/txt-fr/2003/janvier/vers\\_une\\_gauche\\_alternative\\_europeo.htm](http://www.sap-pos.org/txt-fr/2003/janvier/vers_une_gauche_alternative_europeo.htm).
- 292 Ibidem.
- 293 Ibidem.
- 294 Le rapport officiel de Jdanov a été publié dans *Etudes Marxistes*. Andreï Jdanov, *Le rôle dirigeant des Partis communistes pour rallier tous les éléments démocratiques, antifascistes, aimant la paix contre les nouveaux plans de guerre et d'agression*. Dans *Etudes marxistes* n° 63, Bruxelles, INEM asbl, juillet-septembre 2003, pp. 97-110.
- 295 Nadine Rosa-Rosso, *Réponse au texte de Ludo Martens du 29 août 2003 – 7 septembre 2003*, 8 septembre 2003, p. 20. Les italiques sont de moi, PM.
- 296 Positions du Comité central du Parti communiste de Grèce (KKE), *Pour le 60<sup>e</sup> anniversaire de la victoire des peuples sur le fascisme*. [Θέσεις της ΚΕ του ΚΚΕ, «Για τα 60 χρόνια από την Αντιφασιστική Νίκη των λαών»] Athènes, 24 avril 2005, p. 12.
- 297 Ibidem, p. 12. Le texte dit encore : « De la sorte, il a emprunté la voie de la soumission de l'ELAS (l'armée populaire grecque de libération, NdlR) au quartier général anglais au Moyen-Orient (5 juillet 1943) et, plus tard, aux accords du Liban (20 mai 1944) et de Caserte (26 septembre 1944) afin de soutenir et d'accroître 'l'unité nationale'. Il n'est pas parvenu à réunir les conditions en vue d'un parcours qui, très vraisemblablement, aurait conduit à la victoire. » Les italiques sont de moi, PM.
- 298 Ibidem, p. 12.
- 299 Gerhard Feldbauer, *Zum Opportunismus in der kommunistischen und sozialistischen Bewegung Italiens. Von den Anfängen bis in die Gegenwart* (Vers l'opportunisme dans le mouvement communiste et socialiste italien. Depuis le début jusqu'à l'heure présente). *Offensiv, Zeitschrift für Sozialismus und Frieden*, 7, 2003, p. 28. [http://www.offen-siv.com/heft7\\_03.htm](http://www.offen-siv.com/heft7_03.htm).
- 300 Kurt Gossweiler, *Wider den Revisionismus* (Contre le révisionnisme), Munich, Verlag zur Förderung der wissenschaftlichen Weltanschauung, 1997, p. 323. Voir également à ce propos l'article de Kurt Gossweiler, *Erreurs et succès de l'édification socialiste : points forts et faiblesses dans la lutte contre le révisionnisme*. Dans Séminaire communiste international, *L'effondrement de l'Union soviétique : causes et leçons. Pour donner un nouvel essor révolutionnaire au Mouvement communiste international*. Bruxelles, Editions EPO, 1998, pp. 65-96.
- 301 Kurt Gossweiler, *op.cit.*, p. 323. Voir également le même article de Gossweiler.
- 302 Harry Pollitt, *How to win the Peace* (Comment gagner la paix), 1944, p. 16.
- 303 *Constitution of the Communist Political Association*. Adoptée par la Constitutional Convention, 20-22 mai 1944. Publiée dans *The Path to Peace, Progress and Prosperity: Proceedings of the Constitutional Convention of the Communist Political Association* (La voie vers la paix, le progrès et la prospérité : Débats de la Convention constitutionnelle et l'Association politique communiste), New York, 20-22 mai 1944. (NY: CPA, 1944), pp. 47-51. <http://www.marxists.org/subject/usa/deam/cpusadocuments.html>.
- 304 Cité dans Jacques Duclos, *On the Dissolution of the Communist Party of the United States* (La dissolution du Parti communiste américain, Dans *Cahiers du communisme*, avril 1945). Réimprimé dans William Z. Foster e.a., *Marxism-Leninism vs. Revisionism* (Le marxisme-léninisme contre le révisionnisme), New York, New

- Century Publishers, février 1946, pp. 21-35. <http://www.marxists.org/subject/usa/deam/cpusadocuments.html>. Les italiques sont de moi, PM.
- 305 Ibidem.
- 306 William Z. Foster. *On the Question of Revisionism. Report to the National Committee Meeting of the C.P.A.* (La question du révisionnisme. Rapport à la réunion du Comité national du CPA), 18-20 juin 1945. <http://www.mltoday.com/Pages/USClassics/ZFoster-Revisionism.html>. Le CPUSA fut refondé en juillet 1945 lors de l'Emergency Convention (Convention d'urgence). Par la suite, Foster lui-même va emprunter « la voie de la révision » et appliquer le « *Browderism without Browder* » (le browderisme sans Browder), comme allait l'expliquer le communiste américain William F. Dunne. En 1956, le CPUSA est l'un des premiers partis qui, à l'issue du XX<sup>e</sup> Congrès, accordera son soutien entier à Khrouchtchev. Les italiques sont de moi, PM.
- 307 Jacques Duclos, *Op.cit.*
- 308 Gerhard Feldbauer. *Op.cit.*, p. 28.
- 309 Palmiro Togliatti, *Rapport du VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste italien.*
- 310 Maurice Thorez, *XIV<sup>e</sup> Congrès du PCF*, juillet 1956.
- 311 V.I. Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, novembre 1918. *Œuvres*, T. 28, p. 238.
- 312 Intervention de Djilas le 25 septembre 1947. Giuliano Procacci (réd.), *The Cominform. Minutes of the Three Conferences 1947/1948/1949* (Le Kominform. Minutes des trois conférences de 1947/1948/1949). Milan, Fondazione Giangiacomo Feltrinelli & Russian Centre of Conservation and Study of Records for Modern History (RTS-KhIDNI), 1994, pp. 255-257.
- 313 Jdanov à Longo (PCI) le 24 septembre 1947. Giuliano Procacci (réd.), *op.cit.*, pp. 195 et 197.
- 314 Ibidem, pp. 195 et 197. Les italiques sont de moi, PM.
- 315 Télégramme de Malenkov et Zhdanov à Staline, 26 septembre 1947. Giuliano Procacci (réd.), *Op.cit.*, p. 449.
- 316 Anna Pauker (Parti communiste de Roumanie), le 25 septembre 1947 : « Ni le PCF ni le PCI n'ont soulevé la question de savoir s'il serait possible de faire sans les crédits américains ou s'il serait possible de reconstruire le pays en s'appuyant en premier lieu sur ses propres forces. Pourquoi ces partis ont-ils oublié l'exemple de l'Union soviétique ? L'Union soviétique est parvenue à remettre l'économie sur pied alors que le pays était entouré d'ennemis qui avaient décrété un blocus. Il n'y avait personne pour aider le pays à se redresser. Aujourd'hui, les peuples sont soutenus par l'Union soviétique. Pourquoi n'ont-ils pas suivi l'exemple de la Grèce ? La Grèce reçoit de l'aide des Américains mais le Parti communiste grec lutte contre cette 'aide' et mobilise le peuple contre l'impérialisme américain. » Giuliano Procacci (réd.), *Op.cit.*, p. 267.
- 317 Mihaly Farkas (Parti communiste de Hongrie), le 26 septembre 1947 : « Quelques mots encore à propos de l'Italie. Le camarade Longo a parlé de la coalition avec De Gasperi et pense pouvoir la justifier par le fait que, sans les chrétiens-démocrates, une majorité n'aurait pu être atteinte au parlement. J'espère que le camarade Longo ne m'en voudra pas si je dis que *ceci est une idiotie parlementaire. On présente ici une majorité parlementaire comme une chose sacrée*, à laquelle on ne peut toucher. N'est-il vraiment pas possible d'entraîner une partie des masses à l'action contre une majorité parlementaire ? N'est-il vraiment pas possible, avec l'aide des masses, de constituer un gouvernement minoritaire qui, ensuite, pourrait dissoudre le parlement ? Je crains que le Parti communiste italien ne soit hypnotisé par la 'grandeur' quantitative du parti chrétien-démocrate. En Hongrie aussi, nous avons eu à faire avec un tel 'colosse', à savoir le Parti des Petits Paysans, qui avait une majorité de 57 %. Mais nous ne nous sommes pas laissés hypnotiser par cette supériorité. Nous avons attaqué notre 'colosse' et l'avons détruit. » Giuliano Procacci (réd.), *op.cit.*, p. 309.
- 318 Wladyslaw Gomulka (Parti ouvrier polonais), le 26 septembre 1947 : « Les communistes français ont sous-estimé leurs positions au sein du gouvernement.

Ils auraient pu s'opposer à leur exclusion du gouvernement et, en même temps, conserver leur position comme parti défendant les intérêts de la classe ouvrières et des masses laborieuses. Ils auraient pu demander clairement et sans ambages à la classe ouvrière : Les impérialistes américains et la réaction française veulent nous chasser du gouvernement – est-ce là ce que vous voulez ? Voulez-vous, avec toute la France, devenir les esclaves du capital américain ou être-vous prêts à combattre cela ? Nous estimons que la classe ouvrière de France se serait exprimée en faveur de la lutte et n'aurait pas accepté que ses défenseurs et représentants soient chassés du gouvernement. (...) Il nous semble que les camarades italiens et français ont souvent entendu les représentants des partis communistes des démocraties populaires parler de la prétendue voie pacifique vers le socialisme et que, *dans une certaine mesure, ils ont été hypnotisés par cette voie pacifique.* » Giuliano Procacci (réd.), *op.cit.*, p. 335.

319 Giuliano Procacci (réd.), *Op.cit.*, p. 281.

320 Intervention de Milovan Djilas (Parti communiste de Yougoslavie), le 25 septembre 1947. Giuliano Procacci (réd.), *Op.cit.*, p. 259.

321 Télégramme de Malenkov et Jdanov à Staline, le 25 septembre 1947. Giuliano Procacci (réd.), *op.cit.*, pp. 445-446.

322 Giuliano Procacci (réd.), *op.cit.*, pp. 291 et 301.

323 Intervention d'Edvard Kardelj (Parti communiste de Yougoslavie), le 26 septembre 1947. Giuliano Procacci (réd.), *Op.cit.*, pp. 303-305 et n.184, p. 447.

324 Télégramme de Malenkov et Jdanov à Staline, le 26 septembre 1947. Giuliano Procacci (réd.), *op.cit.*, p. 436.

325 V.I. Lénine, *Conférence de la rédaction élargie du « Prolétari »*, 3 juillet 1909, T. 15, pp. 470-471.

326 V.I. Lénine, *Le socialisme et la guerre*, août 1915, *Œuvres*, T. 21, p. 335.

## **Études marxistes**

### Sommaire des numéros disponibles

ÉTUDES MARXISTES 71/ 2005      7,5€

#### **Histoire et signification de l'Internationale communiste - de la fondation à la dissolution -**

##### **Comprendre l'Internationale communiste**

Jean Pestieau

**Travailleurs et peuples du monde, mobilisons-nous contre l'impérialisme et particulièrement contre l'impérialisme américain, sa politique d'agression et ses préparatifs d'une nouvelle guerre planétaire !**

Résolution générale du séminaire communiste international

**L'expérience de l'Internationale communiste et sa signification dans la lutte actuelle**

Harpal Brar

**Création et activités de l'Internationale communiste, lutte du Komintern contre le fascisme et les guerres impérialistes**

Tamila Yabrova

**Notre travail international actuel et nos tâches internationalistes**

parti communiste des philippines

**Dimitrov à propos de la dissolution du Komintern**

Kurt Gossweiler

ÉTUDES MARXISTES 69-70/ 2005      7,5€

#### **Le vieillissement – Vivre plus longtemps: catastrophe ou bienfait ?**

##### **Introduction**

Herwig Lerouge

**Vivre plus longtemps : un problème ?**

Tino Delabie

**Mieux vaut un pilier forts que trois pourris**

Jo Cottenier

**Travailler de nouveau jusqu'à la mort ? Travailler plus longtemps... alors que les jeunes sont au chômage ?**

Jo Cottenier

**Les syndicats se font les champions d'un autre financement de la sécurité sociale**

Jo Cottenier

**L'impôt sur la fortune**

Marco Van Hees

ÉTUDES MARXISTES 66/2004 € 7,50 € - ISBN 2 87262 219 5

#### **Comment contrer la guerre globale de l'impérialisme des Etats-Unis ?**

##### **Préface. Impérialisme et guerre en 2004**

Baudouin Deckers

**Déclaration du Séminaire communiste international**

**Conclusions du 13<sup>e</sup> Séminaire communiste international**

**Introduction au 13<sup>e</sup> Séminaire communiste international**

Ludo Martens

**À propos du développement d'un large front contre la guerre et contre l'impérialisme**

Parti Communiste des Philippines

**Le monde de l'avenir. À propos de la stratégie et des tactiques de l'impérialisme américain**

Partido Comunista de Argentina

**L'Union européenne, la Chine et l'Inde**

Harpal Brar

**Contribution au 13<sup>e</sup> Séminaire communiste international**

John Catalinotto, Workers World Party, États-Unis

**Entre le marteau et l'enclume. La lutte anti-impérialiste et la période de concurrence mondiale**

Red de los Comunistas, Italie

**La reconstitution du Parti communiste de l'Union soviétique – une nouvelle étape dans la lutte pour la renaissance de l'URSS, contre la mondialisation impérialiste et le néocolonialisme**

Oleg Chénine, président du PCUS

**Les contradictions actuelles entre impérialistes**

Parti Communiste de l'Inde

**À propos de la duplicité et de la démagogie de la doctrine néolibérale américaine**

Parti Communiste libanais

**Le parti communiste et la guerre impérialiste**

Parti Marxiste-Léniniste de l'Équateur

**L'ALCA, une garantie pour la domination impérialiste**

Parti Communiste de Cuba

**Les premiers pas de l'OTAN en Lituanie**

Parti Socialiste de Lituanie

**La lutte actuelle contre la guerre globale de l'impérialisme des États-Unis**

Parti Communiste de Bohême et de Moravie

**Les tâches des communistes dans la lutte contre l'impérialisme**

Parti Communiste de Turquie

**La lutte contre le fascisme et la guerre impérialiste des États-Unis, et les tâches des marxistes-léninistes**

Parti de la Libération d'Argentine

ÉTUDES MARXISTES 65/2004 € 7,50 € - ISBN 2 87262 218 7

**L'Union européenne et le processus de Lisbonne**

**Introduction : Pour que l'Europe ne soit pas un cimetière**

Herwig Lerouge

**Le nouvel objectif majeur de l'Union européenne : le processus de Lisbonne**

Henri Houben

**Une Constitution où tout est à jeter**

Herwig Lerouge

**Lutte antiterroriste. Un Etat d'exception généralise**

Jean-Claude Paye

**L'Europe sans défense ?**

Herwig Lerouge

**Les gens d'abord, pas le profit**

Jo Cottenier

## Abonnements 4 numéros

En Belgique: 20€ - avec domiciliation: 18€. Autres pays: 30€ ou 36\$  
Abonnement de soutien: 50€

### Versez la somme nécessaire sur le compte suivant:

Pour la Belgique: 001-1660379-09, INEM-IMAST, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.

Pour la France: La Source, 035-4850X-033, PTB-Editions, Bd M. Lemonnier 171, BE-1000 Bruxelles.

Nom:.....

Adresse:.....

Code Postal:..... Commune:.....

Pays:.....

Tél.:..... Fax:..... Date de naissance:.....

E-mail:.....

Profession:.....

- SOUHAITE RECEVOIR LE NUMÉRO ..... (INDIQUER LE NUMÉRO D'ÉTUDES MARXISTES SOUHAITÉ)  
ET PAIE 7,50€ (FRAIS D'ENVOI + 1,50€ - 2€ ÉTRANGER).
- SOUHAITE RECEVOIR UN NUMÉRO À L'ESSAI D'ÉTUDES MARXISTES
- PREND UN ABONNEMENT (4 NUMÉROS, TARIFS CI-DESSUS) À PARTIR DU N° .....

### Mode de paiement

Paie la somme de \_\_\_\_\_

Comptant

Versement ou virement au compte 001-1660379-09.

BIC: GEBABEBB / IBAN: BE 52 001 1 6603 7909

Carte de crédit

OVISA

MasterCard

American Express

Carte n° |\_|\_|\_|\_| - |\_|\_|\_|\_| - |\_|\_|\_|\_| - |\_|\_|\_|\_|

Date d'expiration |\_|\_| / |\_|\_| / |\_|\_| Signature: \_\_\_\_\_

### Avis de domiciliation (seulement en Belgique)

Je, soussigné (nom) \_\_\_\_\_

autorise INEM à encaisser à partir de ce jour et jusqu'à révocation expresse le montant

de l'abonnement à Etudes marxistes par le débit de mon compte \_\_\_\_\_ - \_\_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

#### Abonnement normal

4,50€ pour 1 numéro

18,00€ pour 4 numéros

#### Abonnement de soutien

12,00€ pour 1 numéro

50,00€ pour 4 numéros

Date \_\_\_\_\_ Signature: \_\_\_\_\_

2005/72

Pour l'administration:

Numéro de domiciliation: \_\_\_\_\_ - \_\_\_\_\_ - \_\_\_\_\_ N° d'identification du créancier Inem: 00 000 818 758

**A renvoyer à: INEM, rue de la Caserne 68, BE-1000 Bruxelles, Belgique**

**Tél.: 32 2 504 01 44**

**Fax: 32 2 513 98 31**

**E-mail: inem@marx.be**

Nous utiliserons vos données seulement pour vous informer de nos publications. Si vous ne désirez pas figurer sur notre listing, avertissez-nous.

## **Vous pouvez aider à la réalisation d'*Études marxistes***

Pour la réalisation d'*Études marxistes*, nous comptons sur l'aide précieuse de dizaines de collaborateurs qui assurent des tâches de traduction, de rédaction finale, de correction, de mise en page et de dactylographie.

Cette revue marxiste théorique ne peut exister que grâce à ce soutien et votre aide est donc toujours la bienvenue.

N'hésitez pas à prendre contact avec nous ou renvoyez-nous ce bon. Même si vous habitez à l'étranger, nos équipements informatiques modernes vous permettront de participer rapidement et efficacement à notre travail.

### **Je peux vous aider**

- à dactylographier des textes
- à faire la rédaction finale d'articles
- à relire et corriger des textes
- à traduire
  - du néerlandais en français
  - du français en néerlandais
  - de l'anglais en français
  - de l'anglais en néerlandais
  - de l'espagnol en français
  - de l'espagnol en néerlandais
  - de l'allemand en français
  - de l'allemand en néerlandais

autres langues:

à lire et rechercher des textes intéressants dans des revues étrangères.

Nom et prénom: .....

Adresse: .....

Tél.: .....

Fax: .....

E-mail: .....

A renvoyer ou à remettre au vendeur:

Études marxistes

INEM asbl

Rue de la Caserne 68 - 1000 Bruxelles, Belgique

Tél.: +32 2 504 01 44 | Fax: + 32 2 513 98 31

E-mail: [inem@marx.be](mailto:inem@marx.be)